

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

Etude sur les relations diplomatiques
ENTRE
la Chine et le Japon
de 1871 à nos jours
traités, conventions, échange de lettres, etc..
avec une carte de la Chine et du Japon.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le 9 Décembre 1921, à 14 heures

PAR

HOSHIEN TCHEN

ANCIEN ELÈVE-DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. G. de LAPRADELLE.

Suffragants } M. WEISS.
 } M. BASDEVANT.

PARIS

EDITIONS DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, Quai de Conti, 13 (iv^e)

—
1921

Thèse
Paris
1921.

Etude des
Relations diplomatiques entre la Chine et le Japon
de 1871 à nos jours.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

87305

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

Etude sur les relations diplomatiques
ENTRE
la Chine et le Japon

de 1871 à nos jours
traités, conventions, échange de lettres, etc...
avec une carte de la Chine et du Japon.

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le 9 Décembre 1921, à 14 heures

PAR

HOSHIEH TCHEN

ANCIEN ÉLÈVE DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. G. de LAPRADELLE.

Suffragants } M. WEISS.
 } M. BASDEVANT.

PARIS

EDITIONS DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, Quai de Conti, 13 (IV^e)

1921



INTRODUCTION

Les relations officielles entre la Chine et le Japon peuvent se diviser en deux grandes périodes, tant au point de vue des conditions qu'à celui des résultats. On ne peut que fixer une date approximative pour le début de la première période; c'est, selon les historiens chinois, l'époque de la dynastie Han (206 avant J.-C. — 196 après J.-C.). Cette période se termine en 1870. La deuxième période s'étend de 1871 jusqu'à nos jours. L'une est la période ancienne, l'autre la période contemporaine.

Les relations anciennes des deux pays n'ont qu'une importance historique. On peut seulement constater la cordialité des rapports diplomatiques. Il n'y avait pas d'ailleurs d'ambassade fixe. L'envoyé ne s'arrêtait dans la capitale que le temps que durait sa mission. Et c'était chaque fois l'occasion d'échanges de produits nationaux. Ces échanges étaient alors l'usage diplomatique et le signe de relations amicales. Pendant cette longue période on ne signale que deux guerres entre la Chine et le Japon. L'une, l'expédition du Japon par l'empereur Chi-Tseou sous la dynastie Yuan (1277—1341). L'autre, l'invasion de la Corée par Hideyoshi

(un guerrier japonais célèbre) dans laquelle la Chine prit une part indirecte, ayant pris fait et cause pour la Corée contre les Japonais. Au point de vue géographique la Corée est pour la Chine vis-à-vis du Japon ce que la Belgique est pour la France vis-à-vis de l'Allemagne. L'intérêt de la Chine a été toujours de protéger la Corée contre l'invasion car elle assurait par là même sa propre sécurité. Ces deux grandes guerres furent l'une et l'autre sans résultats. Elles se terminèrent d'ailleurs de façon analogue. L'Empereur Chi-Tseou renonça à poursuivre la première à la suite du désastre que subirent ses vaisseaux. La mort de Hideyoshi mit fin à la seconde.

C'est au cours des relations anciennes de la Chine et du Japon que cette dernière puissance s'imprégna des méthodes et de la civilisation chinoises, comme plus tard elle devait s'assimiler les méthodes et la civilisation occidentales.

Les relations contemporaines entre la Chine et le Japon commencent à la fin du XIX^e siècle. C'est l'époque à laquelle, au Japon, le régime féodal cède la place à un gouvernement central, et qu'on a appelée la restauration japonaise. Une ère nouvelle s'ouvre. Elle se caractérise par la multiplicité et les complications tous les jours plus nombreuses des rapports entre les deux pays. Aussi en avons-nous fait le point de départ de notre étude.

Nous pouvons subdiviser cette étude en quatre périodes. La première va du premier traité de commerce et d'amitié de Tientsin (1871) jusqu'à la guerre sino-japonaise (1894). Ce traité est conclu sur la base de la « réciprocité ». Mais à peine a-t-il été ratifié que commence l'affaire de Formose, réglée par la convention de 1874 au profit du Japon. Lieou-Kieou est annexé par ce dernier. Déjà les relations sont

rendues difficiles entre les deux pays au sujet de la Corée, état vassal de la Chine. La guerre de 1894 éclate. Dans cette première période se manifeste un Japon nouveau qui prétend, au nom du droit de conquête et par la force de ses armes, imposer son joug aux Etats vassaux de la Chine.

La deuxième période commence à la paix de Shimonoski (17 avril 1895) et se termine avec la guerre russo-japonaise. Sur le conseil amical de la Russie, de la France et de l'Allemagne, le Japon, lors de la paix de Shimonoseki, sacrifie certains de ses avantages et retrocède à la Chine les territoires de Liatoung et de la Mandchourie méridionale. Mais il annexe Formose et le groupe d'îles des Pescadores, et soustrait la Corée à la suzeraineté de la Chine. Le traité de commerce et de navigation du 21 juillet 1896 est substitué au traité de réciprocité de 1871. C'est un traité unilatéral semblable aux traités conclus entre la Chine et les puissances occidentales et, pour le Japon, la consécration désirée de ses plus chères ambitions.

C'est l'époque où les Puissances européennes, encouragées par les succès du Japon en Chine, se font accorder par celle-ci concessions sur concessions à titre de compensation (1894—1898). Le Japon obtient de la Chine qu'elle n'aliénera pas la province du Foukien.

Il n'est pas fait mention, au cours de notre étude, du Protocole du 7 septembre 1901, conséquence du soulèvement des Boxers, non parce que son importance est négligeable, mais parce que le Japon n'est qu'un des signataires du Protocole. Nous nous bornons seulement à étudier les conventions passées entre la Chine et le Japon.

La convention de Péking (22 décembre 1905) ouvre la troisième période; le début des hostilités de la Grande

Guerre (1914) la clôt. Le traité de Portsmouth n'a rien donné au Japon, ni un pouce de territoire, ni un sou d'indemnité. Mais, par contre, le traité et la convention additionnelle de Péking lui accordent d'une part conformation du transfert des concessions russes en Chine; d'autre part, l'autorisation de construire un chemin de fer d'Antoung à Moukden, l'exemption de taxes sur le matériel nécessaire aux chemins de fer de la Mandchourie méridionale; enfin une concession dans la vallée du Yalou au bénéfice d'une compagnie sino-japonaise d'exploitation forestière. Ces derniers avantages sont considérables quand on songe à la richesse de la Mandchourie. C'est une vaste région de 810,000 kilomètres carrés de superficie. Sa population appartenant à une race vigoureuse atteint près de 20 millions. Au point de vue économique elle est d'une fertilité proverbiale; elle produit abondamment toutes les céréales et légumineuses alimentaires, des textiles tels que le lin, le chanvre, le coton, la soie, des oléagineux tels que les sisaines, les arachides, le soja; de riches pâturages nourrissent des chevaux, des mulets, des bœufs, des moutons et des chèvres; enfin ses forêts sont vastes et riches d'espèces diverses et son sous-sol promet une exploitation des plus prospères. Au point de vue politique, la Mandchourie est la route historique des invasions en Chine. C'est par le nord que les envahisseurs asiatiques ont autrefois pénétré dans le pays. Port-Arthur est la citadelle la plus puissante du continent asiatique et la base commerciale de Dalny est une autre porte ouverte sur l'intérieur où pénètre le chemin de fer de la Mandchourie méridionale et la ligne Antoung-Moukden. — Ainsi ce traité et cette convention de Péking donnent au Japon une situation menaçante, pour la Chine, que rend plus dangereuse encore l'an-

nexion de la Corée (1910). Le rêve des impérialistes japonais se réalise. Ils ont, maintenant, pied sur le continent et une solide base pour de futures opérations. Déjà se manifestent les méthodes spéciales qu'affectionne la diplomatie japonaise pour consolider les avantages acquis et s'en préparer de nouveaux. Des accords sont passés avec les Grandes Puissances occidentales. Le Japon cherche à profiter des circonstances créées par la décadence de la dynastie Tsing pour interpréter selon ses intérêts la convention de Péking (1905) et pour établir une situation illégale en Mandchourie méridionale.

La quatrième période débute avec la guerre de 1914 et va jusqu'à la conférence de la paix de Versailles (1919). Elle comprend d'abord les rapports sino-japonais pendant tout le temps que dure la neutralité de la Chine. Celle-ci, forcée par les événements, a proclamé sa neutralité dès l'ouverture des hostilités. Cette neutralité, le Japon ne tarde pas à la violer pour des buts qui sont bientôt connus. Il pénètre au Chantoung, territoire purement chinois, et s'installe dans les droits qu'y avait acquis l'Allemagne. Les protestations répétées de la Chine n'y font rien. Le Japon y répond par les fameuses 21 demandes que l'on a pu, tant pour la forme que pour le fond, comparer à l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie.

Ces vingt-et-une demandes contiennent cinq groupes. Le premier est relatif à la province du Chantoung. Le second concerne la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale. Le groupe trois traite de la Société Hanyehping; le groupe quatre de l'aliénation de la côte chinoise. Le groupe cinq comprend des demandes diverses et

d'un ordre politique tel, qu'il équivaut à la perte de l'indépendance et de l'intégrité chinoises.

La Chine se défend en vain. Le Japon lui arrache par la force son acceptation. Il est vrai que le cinquième groupe est abandonné pour des négociations ultérieures. Ce sont les accords de 1915.

Lorsque la Chine se range auprès des Alliés dans la guerre contre les Puissances centrales, il semble que vont se modifier les rapports sino-japonais. Mais à cette même époque, le Japon, par des accords secrets, cherche à consolider les avantages qu'il a obtenus de la Chine. Par l'intrigue et l'argent il aide à prolonger la guerre civile. Il s'occupe à se faire accorder des concessions financières et de multiples avantages économiques. Enfin il paralyse l'effort que fait la Chine pour participer de façon effective à la guerre contre l'Allemagne.

A l'heure où s'ouvre la Conférence de la Paix (1919), la Chine présente ses revendications. Mais le Japon n'a pas en vain intrigué auprès des Puissances Alliées ; il a leur appui et le règlement de la question sino-japonaise se fait en sa faveur. La Chine refuse de signer le Traité de Versailles qui consacre la spoliation dont elle est victime.

Le but que nous avons poursuivi en étudiant les relations entre la Chine et le Japon a été de rechercher les causes exactes des difficultés considérables qui séparent actuellement les deux pays. Nous avons abordé cette recherche dans l'esprit scientifique qu'exige un examen impartial des faits. Puis il nous a semblé nécessaire, pour conclure, d'indiquer une solution à l'amélioration dans des conditions

normales des rapports sino-japonais. Nous entendons par « conditions normales » l'observation stricte, de part et d'autre, du droit des gens, de la solidarité mutuelle, et des principes élémentaires de justice et de moralité internationales.

PREMIÈRE PARTIE

PREMIÈRE PÉRIODE

**Depuis le Traité de Tientsin, 1871, jusqu'à la
Guerre Sino-Japonaise.**

CHAPITRE I

**Premier traité de commerce et d'amitié entre la
Chine et le Japon. Traité de Tientsin, 1871.**

En 1868, le Japon transformait son gouvernement par une révolution qui détruisait l'organisation du Shogounat. Trois ans après il allait se mettre à l'unisson des autres puissances et, lui aussi, signer un traité avec la Chine ¹⁾. Ce traité qui porte la date du 13 septembre 1871 et comprend dix-huit articles, fut négocié par Li-Hong-Tchang et M. Ito au nom du Japon. Il porte officiellement le titre de

¹⁾ Voir *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, par H. Cordier, Paris, 1901. T. I, p. p. 398 et suivantes.

« Traité de Paix, de Commerce et de Navigation entre les Empires de la Chine et du Japon », fut rédigé en chinois et en japonais, ratifié par l'Empereur de Chine en septembre 1871 et par le Mikado du Japon, après des modifications, le 1^{er} novembre 1871. Bien qu'il ne soit plus aujourd'hui qu'un souvenir historique nous croyons devoir, en raison de son importance, en analyser brièvement les principales dispositions ¹⁾.

Après avoir proclamé qu'il est dans les intentions des deux Empires de maintenir et de développer leurs relations de paix et d'amitié et de les faire durer aussi longtemps que dureront le ciel et la terre, les deux souverains prennent l'engagement de respecter l'intégrité territoriale de leurs possessions et de n'y porter aucune atteinte, si légère soit-elle (art. 1^{er}). Mais pour mieux affirmer la solidarité existant entre eux, ils déclarent formellement que dans le cas où l'un ou l'autre de leurs Etats serait molesté ou attaqué par une tierce puissance, ils se prêteraient réciproquement aide et assistance ou, au besoin, offriraient leur médiation pour aplanir toutes difficultés (art. 2).

Le régime administratif, les lois civiles et les lois pénales étant différents dans les deux pays, il reste entendu que les sujets chinois ou japonais resteront soumis à leur législation nationale et ne pourront y être soustraits sous aucun prétexte (art. 3).

L'article 4 contient une disposition intéressante relative aux rapports diplomatiques des deux puissances. Le droit

¹⁾ Voir le texte complet de ce traité en anglais dans « *Treaties between the Empire of China and Foreign Powers* » by W. F. Mayers, Shanghai, édit., 1877, p. p. 178—182.

est reconnu au Japon et à la Chine d'assurer leur représentation mutuelle soit au moyen d'ambassadeurs permanents — ce qui est la règle habituelle — soit au moyen d'envoyés temporaires. Dans l'une et l'autre hypothèse ces ambassadeurs et envoyés devront supporter eux-mêmes leurs frais de voyage à travers le pays dans lequel ils vont exercer leurs fonctions, mais ce pays sera tenu de leur prêter leur concours tant pour la location d'édifices devant leur servir de légations, que pour le passage de leurs bagages et la remise de leur correspondance, laquelle devra être assurée au moyen de courriers spéciaux, ceci sur la base de la réciprocité. Quant aux rapports des ambassadeurs entre eux et aux règles relatives à la remise de leurs lettres de créance, ils sont traités dans l'article 5 sensiblement de la même façon que chez les puissances européennes. Une particularité assez intéressante à noter à ce sujet consiste (art. 6) dans l'obligation pour la Chine de se servir dans sa correspondance officielle de la langue chinoise, le Japon pouvant utiliser soit la langue japonaise, accompagnée dans ce cas d'une traduction chinoise, soit, s'il préfère, de la langue chinoise.

Une question d'une importance capitale était celle des ports. Si pour des raisons politiques il n'était pas possible de les ouvrir tous au commerce des deux pays, il n'en était pas moins indispensable d'en désigner un certain nombre qui pourraient être utilisés par leurs navires de commerce et d'édicter à ce sujet des règlements. Le principe est posé dans l'article 7 et les articles suivants vont en dégager les applications. ¹⁾

¹⁾ La liste de ces ports est la suivante:

En Chine: Shanghai, Tchen-Kiang, Ning-Po, Kieou-Kiang,

Une des plus importantes est le droit pour les deux puissances d'établir dans chacun de ces ports un consul qui exercera un contrôle et une surveillance sur les commerçants de son pays. Ce consul sera compétent pour trancher toutes les difficultés pouvant s'élever entre deux nationaux, sans distinguer s'il s'agit d'une question d'argent ou d'une question de propriété, et il appliquera dans ces cas la loi nationale. Dans les affaires mixtes, c'est-à-dire dans celles s'élevant entre Chinois et Japonais, il s'efforcera de concilier les parties; s'il n'y réussit pas, il adressera une lettre officielle à l'autorité locale et tous deux examineront l'affaire en toute loyauté et prendront une décision. Dans le cas où l'on se trouverait en présence de voleurs ou de débiteurs ayant pris la fuite, les autorités locales auront le devoir de les rechercher et les arrêter, si possible, mais elles ne seront pas responsables pécuniairement de leurs actes.

Il va de soi que les autorités et les commerçants de l'un et de l'autre pays auront la faculté d'engager comme domestiques ou employés les indigènes. L'article 10 proclame formellement ce droit et indique, en même temps, que dans le cas où ces employés ou domestiques se seraient rendus coupables de délits, il appartiendrait aux autorités locales de les arrêter et de les juger.

Une disposition assez curieuse que l'on retrouve rarement dans les documents de cette nature, consiste dans la défense faite aux sujets d'une des deux puissances en cause, résidant dans un port ouvert de l'autre, d'être porteur d'ar-

Han-Keou, Tientsin, Nieou-Tchouang, Tché-Fou, Canton, Swatow, Kioung-Tchéou, Fou-Tchéou, Amoi, Taï-Wan, Tam-Soui.

Au Japon: Yokohama, Hakadadi, Osaka, Hiogo, Niigata, Pezo.

mes, la sanction consistant dans une amende et dans la confiscation du corps du délit (art. 11). ¹⁾ De même il leur est interdit d'adopter le costume du pays, de se faire naturaliser comme citoyen de la ville qu'ils habitent et de se présenter aux examens en vue de l'obtention d'un diplôme.

L'article 12 vise le cas où le sujet de l'une des deux puissances, après avoir commis un délit sur son territoire national, se réfugie dans un établissement public, un navire de commerce, ou un entrepôt de l'autre pays. Dans cette hypothèse, sur la demande des autorités nationales, cet individu devra être immédiatement arrêté et mis en prison par les autorités du pays où il s'est réfugié.

Une hypothèse de même nature mais quelque peu différente fait l'objet de l'article 13. On suppose qu'un sujet d'une des puissances contractantes s'est affilié à une bande de voleurs et de brigands de l'autre puissance et s'est rendu coupable d'incendie, de meurtre, de vol à main armée. Dans ce cas l'autorité locale prendra immédiatement des mesures en vue de l'arrestation de cet individu, et avertira, sans retard, son consul. Et dans l'hypothèse où cet individu chercherait à résister, il serait permis de le tuer, une enquête pouvant, d'ailleurs, être faite ultérieurement à ce sujet par le consul et par l'autorité locale.

Dans le cas où le délinquant aurait été arrêté et serait incriminé, une distinction était faite. Se trouvait-il dans un port, il était jugé à la fois par le Consul et par l'autorité locale; était-il dans l'intérieur du pays, c'était l'autorité locale seule qui était compétente, mais à la charge pour elle

¹⁾ Il importe de noter que cette clause relative à la défense du port d'armes n'a pas été ratifiée par le Mikado.

de communiquer au consul les faits de la cause. La même solution était admise, en vertu du même article, dans l'hypothèse où il s'agirait d'une conspiration de sujets de l'une des deux puissances en vue de fomenter des désordres sur le territoire de l'autre.

Nous trouvons dans l'article 14 une disposition intéressante concernant les vaisseaux de guerre. Il est loisible à ces vaisseaux d'entrer dans les ports à traités pour assurer la protection de leurs sujets, à moins qu'ils n'y soient contraints par un cas de force majeure ou par la tempête.

Dans l'hypothèse d'une guerre entre l'une des deux puissances contractantes et une tierce puissance, ou lorsqu'il aurait été pris des mesures pour la défense des cités, le commerce sera suspendu entre les deux alliés pendant la durée des hostilités, et défense sera faite à leurs navires respectifs d'entrer dans les ports de l'un ou de l'autre pays ou d'en sortir, ceci dans leur intérêt même et pour les protéger contre tout danger (art. 15).

Aux termes de l'art. 16 il est interdit aux consuls de l'un et de l'autre pays de faire du commerce ou d'accomplir, en leur qualité officielle, des actes non prévus dans le traité d'amitié. Dans l'hypothèse où on aurait la preuve que ces prohibitions n'ont pas été observées, le gouvernement intéressé aurait le droit de saisir officiellement de la chose le ministre plénipotentiaire, et le devoir de ce dernier serait de déplacer le consul pour que les relations amicales existant entre les deux gouvernements n'aient pas à souffrir de la faute d'un seul.

Dans le cas où des navires de l'une ou de l'autre des deux puissances contractantes auraient arboré les couleurs de l'autre puissance dans le but de faire des actes contraires

à la loi, il sera procédé, en vertu de l'article 17, à la confiscation du vaisseau et des marchandises et le fonctionnaire qui aura livré les fausses couleurs sera révoqué. — Une disposition assez curieuse figure dans le dernier paragraphe de cet article ; c'est celle qui autorise les sujets de l'un et de l'autre des deux pays contractants à acheter des livres dans l'autre pays, s'ils sont désireux d'étudier sa littérature.

L'article 18 et final autorise les ministres plénipotentiaires des deux puissances contractantes à signer le traité ci-dessus résumé dans ses grandes lignes et à y apposer leur sceau, après quoi le traité sera ratifié par les deux souverains et il sera procédé à l'échange des copies.

Le dernier acte consistera dans son impression et sa publication de façon qu'il soit porté à la connaissance des habitants et serve à assurer pour l'éternité le maintien des bonnes relations entre les deux pays.

Ce traité si rempli de belles promesses destinées à ne pas se réaliser est daté du vingt-neuvième jour de la septième lune de la dixième année du règne de T'ung Che, correspondant dans la computation japonaise à la quatrième année du règne de Meidji et au treize septembre 1871 du calendrier grégorien.

Au point de vue politique la clause de ce traité de beaucoup la plus importante était celle qui décidait que si l'un des deux empires était attaqué par une tierce puissance, l'autre était tenu de lui prêter immédiatement assistance ou de lui offrir ses bons offices. Cette disposition fut représentée par la presse occidentale comme impliquant une véritable alliance des puissances asiatiques contre les Etats de l'Ouest.

Au point de vue de droit privé, le trait dominant est l'application conforme à la tradition orientale du système de la réciprocité et de la personnalité des lois aux ressortissants des deux pays, cela voulant dire que les Japonais demeurant en Chine seront régis par la loi japonaise et les Chinois demeurant au Japon par la loi chinoise, mais cette règle qui est suivie au moins partiellement dans les pays occidentaux est doublée par une disposition en contradiction absolue avec la conception moderne de la souveraineté des états. Nous faisons allusion au droit de juridiction conféré aux consuls de chacun des deux pays intéressés sur leurs nationaux, ceci aussi bien pour les matières civiles que pour les matières criminelles, les délinquants fugitifs, une fois arrêtés, devant être immédiatement remis par les autorités locales entre leurs mains.

Ce qu'on ne trouve pas, par contre, dans ce traité, c'est l'extension aux contractants de la clause de la nation la plus favorisée pour les traités de commerce passés par eux avec les puissances occidentales. Leurs rapports commerciaux, quant aux importations et exportations, continuent à être réglés, comme par le passé, par des accords spéciaux.

CHAPITRE II

Affaire de Formose et Convention de 1874.

SECTION A

Origine de la Convention.

I. Massacre des habitants du Lieou-Kieou par les indigènes de Formose.

En septembre 1871, une grande barque de pêche des îles Lieou-Kieou dans laquelle se trouvaient soixante-dix indigènes, fut surprise dans une violente tempête et jetée sur la côte occidentale de l'île de Formose. Cinquante-quatre d'entre eux furent massacrés par les indigènes appartenant à la tribu des « Boutan ».

II. Proclamation du protectorat sur Lieou-Kieou par le Japon et expédition japonaise de Formose.

Ce fait devait amener un incident diplomatique très grave entre la Chine et le Japon, et l'on peut dire que cet incident a été le point de départ d'une ère de difficultés et de complications entre les deux puissances. Après la Restau-

ration de 1868 le Gouvernement du Japon très absorbé par la question de Corée ne s'était pas occupé de Lieou-Kieou. Les îles de Lieou-Kieou ne faisaient pas partie du Japon, mais celui-ci prétendait avoir sur elles un droit de protectorat. Il y avait là, en réalité, une situation assez comparable à celle que nous rencontrerons plus tard pour la Corée.

Quoiqu'il en soit lorsque, au mois de juin 1872, le sous-préfet de l'île de Lou-eu, dépendance du Japon, fit connaître à son Gouvernement ce massacre, celui-ci saisit l'occasion qui lui était offerte pour affirmer ses droits sur Lieou-Kieou et inaugurer une politique nouvelle de conquête dont il ne s'est pas départi depuis.

Le Gouvernement japonais commença par décider la suppression du tribut annuel que le prince du Lieou-Kieou payait à la Chine. Il était, d'ailleurs, dès ce moment, décidé à s'emparer de ces îles. Sur ces entrefaites le prince du Lieou-Kieou, en personne, arriva à Tokio pour adresser ses congratulations au Mikado au sujet de son avènement au trône. Il fut accueilli avec les plus grands honneurs, élevé aux plus hautes dignités et reçut des présents magnifiques, entre autres l'octroi d'une résidence royale à Tokio avec une pension annuelle de 30,000 yens. Mais il fut décidé que les originaux des traités qu'il avait passés avec les Etats-Unis, la France et les Pays-Bas seraient remis au Japon et que, désormais, toutes les affaires diplomatiques concernant son royaume, seraient traitées par les soins du Ministre des Affaires Etrangères japonais.

En outre le Gouvernement japonais décida d'envoyer une expédition à Formose pour s'emparer de l'île. Cette expédition qui était commandée par les généraux Okuma et Saigo était composée de 3000 hommes de troupe et d'un

égal nombre de coolies; elle n'eut lieu qu'en avril 1874. ¹⁾ Dans le courant de mai tous les « Boutans » s'étaient rendus et la baie de Liang-Kiao au sud-ouest de Formose était occupée par le général Saigo.

III. *Différend Sino-Japonais à cette occasion.*

La proclamation par le Japon de son protectorat sur les îles Lieou-Kieou et l'expédition japonaise de Formose soulèvent au point de vue du droit international public de graves problèmes :

1) Est-il possible pour un Etat de proclamer son protectorat sur un pays déjà vassal d'un autre Etat?

2) Est-il possible pour un Etat d'envoyer des troupes sur le territoire d'un autre Etat sans avoir obtenu de ce dernier l'autorisation préalable?

La réponse à cette double question ne peut soulever aucune difficulté. Il est incontestable que des actes de cette nature constitueraient une violation formelle du principe de souveraineté et de l'indépendance des Etats. Cela étant, il n'est pas inutile pour poser la question sur son terrain concret d'exposer sommairement quel était, d'une part, le rapport juridique existant entre la Chine et les îles du Lieou-Kieou, et, d'autre part, dans quel but l'armée japonaise avait violé le territoire de Formose sur lequel la Chine exerçait des droits souverains.

¹⁾ « *The Formosan question* » dans « *The international relations of the Chinese empire* » par H. B. Morse, London 1918, T. II. page 271.

1) *Rapports juridiques entre la Chine et les îles du Lieou-Kieou.* La dépendance des îles du Lieou-Kieou vis-à-vis de la Chine remonte très loin dans le passé. Il est établi formellement que ces îles avaient commencé à payer un tribut à la Chine dès la première année du règne de l'Empereur Hong-Wu de la dynastie des Ming, c'est-à-dire en 1372 de l'ère chrétienne.

Lors de l'avènement de la dynastie des Tsing le prince Chang-Tché (du Lieou-Kieou) se rendit à Péking pour présenter ses félicitations et ses hommages au représentant de la nouvelle dynastie et échanger le sceau de la dynastie des Ming contre un nouveau. A la suite de quoi l'Empereur Kang-Si conféra au prince le titre de roi du Lieou-Kieou, le tribut annuel devant être payé tous les deux ans à la Cour impériale de Péking. ¹⁾ Et depuis cette époque les divers rois qui se sont succédé sur le trône de Lieou-Kieou ont tous reçus leur investiture de l'Empereur de Chine, se sont considérés comme ses vassaux, et lui ont prêté hommage. Le Lieou-Kieou était un des pays vassaux de la Chine les plus dévoués et on en trouve la preuve dans le titre d'« empire paternel » — expression purement orientale — qu'il se plaisait à donner à son suzerain.

La situation de vassalité des îles du Lieou-Kieou vis-à-vis de la Chine trouvait une nouvelle confirmation dans les protestations qui furent formulées à différentes reprises par le roi et les fonctionnaires de cet état, notamment lorsqu'en 1875 et 1876 il fut procédé par le Japon à l'installation d'un gouverneur et d'une garde militaire, que le roi de

¹⁾ Voir: *Histoire diplomatique contemporaine de la Chine* par Lieou-Nien. Péking, 1911, p. p. 126 et 127.

Lieou-Kieou fut invité à renoncer à son investiture par le Gouvernement chinois aussi bien qu'au paiement du tribut à la Chine, à substituer le calendrier japonais au calendrier chinois, enfin à consentir à ce que la justice fut rendue dans son royaume par les tribunaux japonais. ¹⁾

On ne peut expliquer la conduite du Gouvernement japonais dans ces diverses circonstances que par la méconnaissance la plus complète du Droit des Nations, par une ambition démesurée, par une politique de conquête insatiable.

2) *But poursuivi par l'armée japonaise dans son expédition contre Formose.* L'expédition japonaise contre Formose n'a eu d'autre but que la poursuite d'une politique de conquêtes sous des prétextes insuffisamment fondés.

Les motifs invoqués par le Japon pour justifier son attitude étaient au nombre de deux : 1° rechercher les personnes qui s'étaient rendues coupables d'attentats sur ses sujets ; 2° prendre les mesures qui lui paraîtraient nécessaires pour assurer à l'avenir la sécurité de la navigation de ses nationaux. ²⁾ C'était, évidemment, volontairement que le Gouvernement japonais ignorait la nationalité chinoise des habitants des îles du Lieou-Kieou. Quant à l'expédition japonaise de Formose elle ne pouvait que provoquer à Péking une intense émotion. Le Gouvernement chinois se hâta d'envoyer des troupes dans le nord et à l'ouest de l'île et le Général Saigo fut informé par le Vice-roi de Fou-Tchéou

¹⁾ Voir : *Histoire diplomatique contemporaine de la Chine* par Lieou-Nien. Péking, 1911, p. 132.

²⁾ Voir : La notification du gouvernement japonais (19 mai 1874) pour l'expédition contre Formose dans « *Histoire des relations de la Chine* » par H. Cordier, Paris, 1901. T. I. pages 532—533.

que Formose étant un territoire chinois, il appartenait à la Chine seule de punir les sauvages auteurs de l'attentat. ¹⁾

Quelques jours plus tard le Prince Kung envoya directement au Gouvernement du Japon une communication. Il y déclarait qu'en 1873 le ministre japonais des Affaires Etrangères, Soyesuima Taneomi, avait soulevé trois objections concernant les prétentions de la Chine à exercer un droit de souveraineté sur Macao, la Corée et Formose et que maintenant il était informé que la Chine réclamait la suzeraineté de ces trois territoires. Sans doute la Chine ne se serait pas opposée à l'envoi à Formose d'une simple mission d'enquête, mais comme à la place de cette mission on se trouvait en présence d'une véritable expédition militaire, il était tout naturel qu'elle soulevât des objections contre l'atteinte portée à la souveraineté qu'elle exerçait sur l'intégralité du territoire de l'île de Formose. ²⁾

Pour se faire une idée exacte de la façon dont se présentaient les choses il faut se rappeler qu'une mission japonaise avait été envoyée en 1873 à Péking à l'occasion de la ratification du traité sino-japonais de commerce et d'amitié, intervenue en 1871, et dont nous avons parlé plus haut. Cette mission qui avait pour objet de remettre une lettre de félicitation de l'Empereur du Japon à l'Empereur de Chine à l'occasion de l'heureux résultat des négociations qui avaient eu lieu entre les deux puissances avait à sa tête M. Soyesuma, ministre des Affaires Etrangères, investi temporairement de

¹⁾ Lettre de Li-Hong-Tchang au Général Saigo. *North-China Herald* du 13 juin 1874.

²⁾ Prince Kung and nine ministers to ministers of foreign affair of Japan, May, 1874. Voir: *North-China Herald*, 4 Juillet 1874.

la haute dignité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. Homme politique d'une habileté consommée il sut interviewer avec beaucoup d'adresse les membres du Tsong-li-Yamen sur les questions intéressant le Japon.

En ce qui concerne l'affaire de Formose, la thèse du Gouvernement chinois était que les habitants de Lieou-Kieou étant des sujets chinois, l'outrage qui leur avait été fait ne concernait pas d'autre gouvernement que la Chine. Mais quand M. Soyesuma insista pour obtenir la réparation de l'acte des aborigènes de Formose, un membre du Tsong-li-Yanem déclara inconsciemment, dans la pensée de dégager la responsabilité du Gouvernement Chinois (sur ce point il avait tort, cette responsabilité étant évidente), que « son Gouvernement n'avait rien à faire avec les habitants de la région sud de Formose dans les circonstances qui échappaient au contrôle effectif des autorités chinoises ». Aussi lorsque l'ambassadeur japonais quitta Péking au mois de juillet, il considérait, ou était censé de pouvoir considérer, les habitants du sud de Formose comme n'étant plus sous la dépendance de la Chine; dès lors leur territoire était sans maître et c'est la raison pour laquelle le Japon décida d'envoyer une expédition à Formose.

En réalité pareille interprétation ne servait que de prétexte pour justifier une expédition militaire illégale. Semblable thèse était absolument insoutenable. Le rapport légal et juridique existant entre la Chine et Lieou-Kieou d'une part, la Chine et le territoire de Formose dans son intégralité, d'autre part, n'était pas douteux. Sur le terrain juridique la thèse de la Chine était, donc, aussi légale et aussi solide que possible, mais sur le terrain diplomatique l'avantage restait au Japon. La cause en était au système défec-

tueux du Gouvernement chinois, ses ministres étant à cette époque absolument incapables de traiter les questions nationales comme l'auraient fait de véritables hommes d'Etat.

SECTION B.

Convention du 31 octobre 1876 et ses conséquences.

Les deux puissances paraissaient à la veille d'entrer en guerre; il aurait suffi pour cela qu'une simple collision se produise entre leurs forces stationnées à Formose.

Tsong-li-Yamen eût plusieurs conférences avec M. Yanagiwara, ambassadeur du Japon à Péking, mais elles n'aboutirent à aucun résultat pratique. Au mois d'octobre M. Okoubo, conseiller d'Etat et ministre de l'Intérieur du Japon, un des membres les plus en vue du Cabinet, fut envoyé à Péking, pour diriger les négociations en qualité de ministre plénipotentiaire.

La thèse soutenue par les commissaires de Tsong-li-Yamen avait pour but d'établir que la Chine possédait sur l'île de Formose des droits de souveraineté incontestables remontant à une très haute antiquité et basés sur des documents incontestables. Après en avoir pris connaissance, M. Okoubo soumit au ministre chinois les propositions suivantes : La Chine compléterait l'œuvre déjà commencée par le Japon de répression des tribus coupables et verserait au Japon une indemnité de trois millions de dollars. ¹⁾ Le paie-

¹⁾ *La question de Formose. Les relations internationales de l'Empire chinois*, par H. B. Morse, Londres, 1918, p. p. 274 et suivantes.

ment de cette indemnité fut rejeté et le 25 octobre le plénipotentiaire japonais envoya à Tsong-li-Yamen un ultimatum dans lequel il déclarait: « qu'en présence de l'impossibilité de mettre fin au conflit par un arrangement, chacun des états intéressés resterait libre d'agir à sa guise et d'exercer ses droits de souveraineté ».

Pendant que les délégués japonais faisaient leurs préparatifs de départ, M. Wade, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Péking, réussit à faire accepter par les deux partis ses offres de médiation. Le 31 octobre fut signée une convention par laquelle l'attitude du Japon à propos de l'affaire de Formose était reconnue comme pleinement justifiée. Le Japon prenait l'engagement de retirer ses troupes de l'île et la Chine promettait de lui payer une somme d'un demi-million de taëls. Il était, d'ailleurs, formellement stipulé qu'aucune part de cette somme ne serait considérée comme un remboursement des dépenses militaires, 100,000 taëls devant être versés, à titre d'indemnité, aux familles des marins assassinés du Lieou-Kieou, les autres 400,000 représentant le coût de l'établissement des routes et de construction d'édifices par les Japonais, ces routes et constructions devant être utilisées par le Gouvernement chinois. ¹⁾

A la suite de la Convention du 31 octobre 1874 le Japon renonçait provisoirement à ses ambitions sur Formose, mais la question sommeillait seulement; elle devait se réveiller

¹⁾ M. Wade à Lord Derby, 16 novembre 1874, *Correspondance relative aux réglemens des difficultés entre la Chine et le Japon relativement l'île de Formose*, 1875, p. 4; texte de la convention, p. 3. — Voir aussi: *The Formosan question setteld dans: « The international relations of the Chinese Empire »*, par H.-B. Morse, Londres, 1918, p. p. 274-275.

vingt ans plus tard et nous la retrouverons alors. Quant aux îles de Lieou-Kieou, elles furent, au mois de mars 1879, incorporées dans l'administration générale du Japon, cet euphémisme ayant, en réalité, le sens d'une véritable annexion. ¹⁾

¹⁾ Meme après le règlement de Formose, la question du statut des îles de Lieou-Kieou ne resta pas moins une source constante de compétitions entre les deux pays. — En 1879, le Général des Etats-Unis Grant, dans son voyage autour du monde, fut consulté à ce sujet par le ministre chinois à Péking et par le ministre japonais à Tokio; il leur conseilla de procéder à un partage du territoire par les soins d'une commission mixte. En 1880 la question fut l'objet de nouvelles discussions mais sans aboutir à un résultat pratique.

CHAPITRE III

Conflit Sino-Japonais au sujet de la Corée et Convention de Tientsin (1885).

SECTION A

Événements ayant abouti à la conclusion du Traité de Tientsin.

I. Rapport légal entre la Chine et la Corée.

Au point de vue juridique, le rapport légal entre la Chine et la Corée, à l'époque où nous nous plaçons, était exactement le suivant : La Corée était un état vassal de la Chine ; le Roi de Corée envoyait tous les ans à l'Empereur de Chine deux ambassades, l'une qui apportait le tribut, l'autre qui venait chercher un exemplaire du calendrier chinois. Cette situation remontait très loin dans le passé. ¹⁾

¹⁾ « La Corée, dit M. Gérard, longtemps disputée entre la Chine et le Japon, a joué, dans les querelles des deux Grands Empires de l'Orient asiatique, un rôle à quelques égards, analogue à celui qu'avait joué jadis l'Italie entre les puissances qui, soit au Moyen-Age, soit dans les quatres derniers siècles, luttaient pour la suprématie. La Corée était,

Dès l'année 140 avant Jésus-Christ, l'Empereur Wou-Ti de la Dynastie des Han soumettait le royaume des Tchao-Sien, le pays du « matin calme » dans la presqu'île de Corée. La civilisation chinoise ne tardait pas à s'y propager bien qu'au début de l'ère chrétienne toute cette région eût reconquis son indépendance. La Corée était alors divisée en trois royaumes : au nord le Koguiyu (Kao-Kim-Li des Chinois) ; au sud, le Silla (Sin-Louo) sur la côte orientale, en face du Japon, et le Pakche (Paï-Tsi) sur la côte occidentale, en face de la Chine. C'est par le Pakche que la civilisation et le bouddhisme pénétrèrent au Japon.

Au VI^e siècle le Silla dirigea contre le Koguiyu des expéditions qui le plus souvent n'aboutirent pas. Le Japon qui était intervenu dans la lutte, à la demande des fils du roi de Pakche, fut néanmoins battu par le Silla dans un combat naval et pendant neuf cent trente ans il cessa d'intervenir dans les affaires du pays. Le Silla fut plus heureux dans la suite. Après avoir vaincu successivement le Pakche et le Koguiyu en 677, il domina seul la presqu'île pendant trois cents ans jusqu'au jour où le Koguiyu le remplaça ¹⁾ (918). Au XIII^e siècle, les Mongols envahirent le pays et l'occupèrent jusqu'en 1369, époque à laquelle la Corée tomba

comme l'Italie, en même temps que l'un des berceaux de la haute culture religieuse, intellectuelle, artistique de ces siècles reculés, un objet de convoitise territoriale, la possession ou la domination de cette presqu'île devant, dans la pensée des rivaux qui se la disputaient, assurer, outre le prestige et le talisman d'une sorte de primauté intellectuelle et morale, le privilège d'une position stratégique de premier ordre à l'extrémité du continent oriental d'Asie.»
A. Gérard, ambassadeur de France. *Ma mission en Chine* (1893—1897), introduction, p. 39.

¹⁾ Voir : *La Chine*, par G. Maspero, Paris, 1918, p. 244 et suiv.

tout entière sous la domination des Ming. Enfin, en 1620, ce fut le tour des Mandchous d'affirmer leur droit de suzeraineté sur la presqu'île, droit dont ils ont hérité en s'emparant du trône de la dynastie des Ming. Cette situation de vasselage de la Corée vis-à-vis de la Chine ne devait pas être contestée pendant plus de deux siècles.

Les deux pays, le pays suzerain et le pays vassal, remplissaient, d'ailleurs, fidèlement leurs obligations réciproques consistant pour la Chine à protéger son vassal contre les agressions extérieures dont il pouvait être l'objet et à réprimer les troubles intérieurs qui pouvaient éclater chez lui, pour la Corée à payer une redevance annuelle et à solliciter une investiture nouvelle à chaque changement de règne ¹⁾. Les droits de suzeraineté de la Chine sur la Corée étaient donc indiscutables. Et la Corée elle-même les reconnaissait et les affirmait énergiquement contre les prétentions des autres nations et plus particulièrement de son puissant voisin, le Japon. Nous savons, en effet, que dès 1572 elle avait été envahie par les Japonais commandés par Hideyoshi et occupée en totalité par eux. Cette situation ne devait, d'ailleurs, durer que quelques années. A la mort d'Hideyoshi en 1598, les vainqueurs abandonnèrent le pays à l'exception du port de Fousan. Peut-être ces événements avaient-ils pu faire croire à certaines puissances à l'existence d'un droit de suzeraineté, tout au moins théorique, du Japon. Mais voici un fait positif qui montre bien que ce droit ne reposait sur aucune base sérieuse. Au mois de juin 1869 le Gouvernement allemand cherche à ouvrir des négociations avec la

¹⁾ Voir: *The international relations of the Chinese empire*, par H. B. Morse. T. III, Londres 1918, page 2.

Corée, en vue, sans doute, de la conclusion d'un traité de commerce par l'intermédiaire d'un haut fonctionnaire japonais. Cette prétention fut repoussée avec hauteur par les ministres coréens qui n'hésitèrent pas à qualifier *d'impudente* cette façon d'agir. ¹⁾

II. *Traité coréo-japonais de Kang-Hoa, 26 février 1876.*

Le Japon était fier de sa révolution. La transformation de sa politique et de son Gouvernement lui faisait croire qu'il égalait les nations occidentales. Son désir le plus cher maintenant était d'avoir « sa guerre », une guerre héroïque et brillante. Or, la Corée, sa voisine, par l'intermédiaire de laquelle il avait reçu le souffle éducateur de la Chine, était le champ tout indiqué pour l'expansion de sa population ambitieuse et entreprenante. C'est là où il avait la chance de rencontrer la Chine qui représentait une des plus grandes et des plus anciennes civilisations de l'humanité. C'est avec elle que le Japon allait se mesurer et chercher à renouveler les exploits d'Hideyoshi de la fin du XVI^e siècle.

Dans une longue lettre qu'il adressait le 23 oct. 1879 à un haut fonctionnaire coréen, Li-Hong-Tchang cherchait à attirer son attention sur les convoitises japonaises et lui indiquait les moyens d'en empêcher la réalisation.

« D'année en année, écrivait-il, les Japonais ont de plus en plus recours aux sciences occidentales; ils construisent des engins de toutes sortes; c'est, disent-ils, pour leur bien-

¹⁾ Voir: *The international relations of the Chinese empire*, by H. B. Morse, London, 1918. T. III, p. 4.

être et pour devenir puissants. Il en résulte que leurs finances sont épuisées et que les dettes contractées par leur gouvernement sont telles qu'il doit fatalement chercher aux quatre points cardinaux des combinaisons lui permettant de rentrer dans ses débours. Les pays sur lesquels ils jettent plus volontiers un regard de convoitise sont : au nord, la Corée ; au sud, l'île chinoise de Formose. Lieou-Kieou est un royaume existant depuis plusieurs siècles contre lequel les Japonais n'avaient aucun grief ; néanmoins, au printemps dernier, ils ont inopinément envoyé des navires de guerre pour dépouiller et supprimer le gouvernement des îles et en dévorer les meilleurs territoires, etc... » ¹⁾

Après l'expédition de Formose le Japon se mit à la recherche d'autres territoires dont la conquête pourrait servir de distraction aux Samuraïs désarmés. Au début de l'année 1876 un des navires hydrographes japonais ayant été l'objet d'une attaque sur les côtes de Corée, le Gouvernement japonais donna l'ordre à sa flotte, déjà constituée d'éléments modernes, de faire une démonstration devant le port de Fousan. Cette démonstration eut lieu le 15 janvier. Le Gouvernement chinois absorbé à cette époque par les intrigues de cour qui suivirent la mort de l'Empereur Tang-Tché et amenèrent la proclamation de son cousin Kouang-Su, âgé de quatre ans, ne sut pas faire preuve de l'énergie nécessaire ; il abandonna le roi de Corée, Li-Hsi, de caractère timoré et irrésolu, et accorda au Japon tout ce qu'il demandait. Il faut ajouter aussi, à l'excuse de la Chine, qu'elle était, à cette

¹⁾ Voir le texte complet de cette lettre dans H. Cordier ; *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales* 1860—1892. III. p. 214 et suiv.

époque, préoccupée par les premières difficultés de ses relations avec la France au Tonkin et en Annam et craignait des complications toujours possibles.

L'incident coréo-japonais se termina par un traité de commerce et d'amitié entre la Corée et le Japon. Ce traité qui porte la date du 26 février 1876 et comprend douze articles est extrêmement important par la signification politique qu'il renferme. ¹⁾ Il y est déclaré que « la Corée étant un état indépendant jouit des mêmes droits souverains que le Japon ». Quant à la prétention de la Chine à un droit de suzeraineté, elle fut complètement ignorée.

Néanmoins la Chine n'avait jamais abandonné ses droits légitimes et le titre de Résident et de Ministre donné à son représentant à Séoul était, en fait, une confirmation de ces droits.

III. *Insurrection en Corée en 1882.*

La conclusion du traité de Kang-Hoa, le 26 février 1876, rendit plus aigue encore la rivalité qui existait entre les deux gouvernements de Péking et de Tokio; et c'est à partir de cette époque que s'engagera entre eux une lutte d'influence et de suprématie qui ne prendra fin que par l'écrasement de l'un des deux. Dès 1882 les incidents se multiplient entre les deux puissances. Cette même année une conspiration militaire éclate à Séoul contre le roi et la reine de Corée (vraisemblablement à l'instigation du Tai-Wen-

¹⁾ Voir le texte complet de ce traité dans « *China imperial maritime customs. III. Miscellaneous Series: N° 19. — Treaties Regulations, etc. . . . , between Corea and other Powers 1876—1889 Shanghai 1891, in 4°.*

Koun). Les Japonais et leur ministre, M. Hanabusa, sont chassés de la ville. Impuisant à la réprimer, le roi implore le secours du Gouvernement chinois à la légation duquel il s'est réfugié. Les troupes chinoises rétablissent l'ordre et font exiler en Chine le régent Taï-Wen-Koun, principal auteur du mouvement.

Dès que ces nouvelles furent parvenues à la connaissance du Gouvernement japonais, celui-ci envoya trois croiseurs pour escorter le ministre Hanabusa et demander réparation. En même temps la Chine avait offert d'arbitrer le différend en sa qualité de protecteur de la Corée, mais le Japon, sans tenir compte de cette proposition de médiation, entama immédiatement les négociations avec le Gouvernement de la Corée.

En présence des protestations du Japon le Gouvernement de Corée fut obligé de faire amende honorable. Il accorda au Japon une indemnité de 500.000 taëls, prit l'engagement de punir les auteurs de l'émeute, consentit à l'ouverture au profit de son puissant voisin de trois nouveaux ports, enfin, fait d'une importance capitale, accorda au ministre du Japon le droit de conserver devers lui une escorte de six cents hommes pour assurer sa protection. ¹⁾

IV. *Insurrection de 1884.*

Bien que le Gouvernement japonais eût obtenu pleine satisfaction de la Corée, à la suite de l'insurrection de 1882, il considérait comme blessant pour son amour-propre de

¹⁾ Voir les détails de cette émeute dans *l'Histoire des relations de la Chine avec les Puissances Occidentales. 1860—1900.* par H. Cordier, Tome II, p. p. 586 et suiv. Paris 1909.

rester sous le coup d'une sorte d'échec au point de vue de sa suprématie. Aussi sa principale préoccupation fut de préparer de longue main une insurrection ayant pour but l'expulsion des Chinois préposés à la garde du palais royal, leur remplacement par des japonais et le meurtre de la reine.

En 1884, une conspiration dirigée par Kim-Ok-Kium, ancien ministre de la Corée à Tokio, qui n'était, en réalité, qu'un agent secret du Japon, éclata dans le palais même du roi. Il faut, d'ailleurs, reconnaître que le moment était adroitement choisi. La Chine était alors en guerre avec la France et l'amiral Courbet venait de détruire la flotte chinoise et l'arsenal de Fou-Tchéou. La personne même du roi fut respectée, mais il fut gardé à vue ; sept de ses ministres ou hauts fonctionnaires furent massacrés et un nouveau gouvernement fut formé et placé sous la protection de troupes japonaises.

Le résident chinois était alors Yuan-Chi-Kaï, le futur Président de la République. Il rassembla les soldats qui composaient sa garde personnelle, attaqua les émeutiers avec beaucoup de bravoure, en tua une partie et dispersa le reste. Quant à Kim-Ok-Kium qui était parvenu à s'enfuir, il fut recueilli par un navire japonais, ancré à Tchemoulpo, et se réfugia à Tokio où il vécut jusqu'en 1894, à la solde du Gouvernement japonais.

Il arriva dans cette conspiration ce qu'on devait prévoir. Lorsque Yuan-Chi-Kaï s'avança à la tête de la garde chinoise, jusqu'au palais, pour protéger le roi, et qu'il le trouva occupé par les troupes japonaises, il fit ouvrir le feu contre celles-ci.

A la suite de ces sanglants incidents une violente réac-

tion se manifesta en Corée contre le Japon. Les soldats coréens, secondés par une population dont la fureur était portée à son paroxysme, massacrèrent les japonais qu'ils rencontrèrent et mirent le feu à la légation du Japon. ¹⁾ Le ministre du Japon, accompagné de son escorte, se retira à Tchemoulpo le 8 décembre 1884, laissant les chinois maîtres de la situation. C'était lui le grand coupable, car il n'est pas douteux que le mouvement avait éclaté à son instigation.

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, ces nouvelles provoquèrent au Japon une très vive surexcitation et le gouvernement prit immédiatement des mesures pour venger l'affront qui lui avait été fait. Une flotte de guerre fut envoyée sur les côtes de Corée et le comte Inouye reçut la mission de partir immédiatement pour demander des explications. Le commissaire chinois à Séoul revendiqua le droit de se prononcer comme arbitre, en s'appuyant sur la suzeraineté de la Chine, mais se heurta à l'opposition des représentants du Japon qui déclarèrent que les difficultés existant entre le Japon et la Corée devaient être réglées comme si elles concernaient deux états souverains, sans l'intervention d'une tierce puissance.

Comme nous l'avons vu, la Chine était engagée à cette époque avec la France sur la question du Tonkin. Li-Hong-Tchang avait été chargé par elle de rétablir l'ordre en Corée et sur cette question elle devait se borner, encore une fois, à une protestation platonique. Aussi qu'advint-il? Dès le 9 janvier 1885 le roi de Corée, dans l'impossibilité d'opposer la moindre résistance aux prétentions du Japon, dût signer

¹⁾ Certains auteurs et certains journaux ont prétendu, à tort ou à raison, que cet incendie avait été le fait des Japonais eux-mêmes.

le traité des cinq articles, le plus humiliant qui eût encore été imposé à son **malheureux pays**.

Le Gouvernement de la Corée s'engageait formellement à faire des excuses, à payer une indemnité, à punir les coupables, à reconstruire à ses frais la légation du Japon, et enfin à y adjoindre une caserne destinée à la garde militaire japonaise, avec le droit pour celle-ci d'y séjourner d'une façon constante. ¹⁾

SECTION B

Conclusion de la Convention de Tientsin du 18 Avril 1885. Contenu et Analyse.

Nous avons vu que le Japon, par le traité de Kang-Hoa, avait reconnu à la Corée la qualité d'Etat indépendant. A partir de cette époque il y eut lutte d'influence à la cour de Séoul entre la Chine et le Japon. Les deux puissances étaient confiantes dans le résultat; la Chine espérait qu'elle pourrait maintenir son ancienne suzeraineté sur la Corée, mais en se mêlant d'une façon plus active aux affaires du pays, le Japon estimait qu'il lui serait facile d'expulser la Chine de la Corée et d'exercer lui-même la souveraineté sur le pays.

Nous avons passé en revue les graves événements qui avaient eu lieu en Corée en 1882 et 1884 et nous avons pu constater que le Japon ne laissait échapper aucune occasion

¹⁾ Voir le texte complet dans *Histoire des relations de la Chine avec les Puissances occidentales 1860—1900*, de H. Cordier. Tome II, p. p. 589—590. Paris, 1909.

d'obtenir d'elle des concessions importantes, et cela en négociant directement au lieu d'avoir recours à l'intermédiaire naturel de la Chine, état suzerain. Il nous a également été donné de constater qu'au fur et à mesure que se multipliaient les difficultés entre la Corée et le Japon, les rapports entre la Chine et ce dernier pays affectaient un caractère de plus en plus grave. Cette situation intolérable engendrait des conflits perpétuels entre les deux puissances rivales. D'incessantes révoltes intérieures ruinaient le commerce international des ports de la Corée et devaient fatalement, un jour ou l'autre, entraîner une guerre longue et meurtrière. La Chine avait une vision très nette de l'avenir. Nation pacifique entre toutes, elle ne recherchait pas les solutions violentes; elle aurait préféré de beaucoup avoir recours à la médiation ou à l'arbitrage pour trancher les difficultés nées ou à naître d'une situation singulièrement compliquée, mais elle se trouvait en face d'une puissance ambitieuse entre toutes, ne reculant devant aucun moyen pour satisfaire sa cupidité.

Lorsque, à la suite de l'insurrection de 1884, la légation japonaise, escortée de navires de guerre, eût été réinstallée à Séoul, le Japon refusa d'optempérer à la demande de la Chine de retirer ses troupes restées en Corée, et il profita des circonstances nettement favorables pour lui pour conclure avec sa rivale une convention très importante. Nous faisons allusion à la convention de Tientsin du 18 août 1885 qui mérite une analyse détaillée.

Dans l'arrangement officiel qui intervint entre la Chine représentée par Li-Hong-Tchang et le Japon par le comte Ito, les deux puissances prenaient l'engagement de retirer l'une et l'autre leurs troupes de Corée, dans un délai de

quatre mois, à partir du jour où les signatures et les sceaux auraient été apposés, et de ne plus envoyer d'officiers dans le pays pour l'instruction des soldats. En ce qui concerne l'instruction des gardes nationales qui seraient indispensables pour le maintien de l'ordre et la protection personnelle du roi, il était conseillé à ce dernier de s'adresser pour leur instruction à des officiers d'une nationalité étrangère, laquelle ne devait être ni chinoise, ni japonaise.

Il figurait dans la convention une autre clause très importante, ainsi conçue : « A l'avenir si des troubles graves se produisaient en Corée et si la Chine et le Japon, à la fois, ou l'une de ces deux puissances seules voulaient y envoyer des troupes, il y aurait lieu à avis officiel et préalable. Les affaires une fois réglées le retrait des troupes devrait suivre immédiatement et aucune nouvelle occupation du pays ne serait permise ». ¹⁾

Après ce traité la situation de fait devint à peu près égale entre les deux puissances. Bien que ses dispositions constituassent, sans aucun doute, pour la Chine une atteinte à ses droits de suzeraineté sur la Corée, et c'est la raison pour laquelle elles furent si vivement critiquées par les auteurs chinois, il n'en faudrait pas conclure que la Chine eût renoncé, en quoi que ce soit, expressément ou tacitement à ses droits de suzeraineté sur la Corée. De ceci il ne fut jamais question ni dans le traité coréen-japonais de Kang-Hoa, ni dans le traité sino-japonais de Tientsin. La Chine a toujours considéré que la situation de vassalité de la Corée

¹⁾ Ce texte complet dans *Histoire des relations de la Chine avec les Puissances occidentales*, par H. Cordier, Paris 1902, T. III, pages 221—222.

vis-à-vis d'elle, n'avait subi aucune modification du fait des événements, et l'attitude des puissances occidentales sur cette question est, semble-t-il, conforme à cette manière de voir. Toute une série de faits nous le démontrent. En voici les principaux :

1) *Affaire des missionnaires en Corée.* ¹⁾ La situation de vassalité de la Corée vis-à-vis de la Chine n'a pas été mise en question lorsque, une première fois en 1878 et une deuxième fois en 1879, un missionnaire français fut arrêté en Corée et menacé de mort. Ce fut par l'intermédiaire du Tsong-li-Yamen que les représentants de la France à Péking obtinrent leur grâce et ce fut le Gouvernement chinois qui ordonna leur mise en liberté.

2) *Affaire de l'occupation de Port-Hamilton.* Il s'agit d'un incident survenu entre l'Angleterre et la Russie en 1885—1887.

La Russie avait par un coup de main occupé Port-Lazareff. Pour contrebalancer son influence et s'opposer à ses progrès l'Angleterre s'établit, peu après, dans Port-Hamilton, au sud de la presqu'île de Corée. Cet acte fit l'objet d'une protestation de la Cour de Péking. Les choses devaient, cependant, s'arranger, le Gouvernement russe ayant formellement promis à la Chine de n'occuper dans aucun cas le territoire de la Corée, et la Chine s'étant engagée vis-à-vis de la Grande-Bretagne à ne remettre aucune

¹⁾ *Histoire des relations de la Chine avec les Puissances occidentales*, par H. Cordier, T. II, p. 583.

partie de la Corée à une autre puissance; ¹⁾ à la suite de quoi les îles qui avaient été l'origine du conflit furent évacuées le 27 février 1887 par les intéressés. Une guerre fatale avait été ainsi évitée, mais ce qu'il importe surtout d'observer, c'est que dans l'espèce la Russie comme l'Angleterre s'étaient servies, toutes deux, pour leurs négociations de l'intermédiaire de la Chine. Celle-ci avait agi comme suzeraine de la Corée, et bien qu'ayant retiré ses troupes de la presqu'île, n'avait-elle pas vu consacrer son titre par l'adhésion des deux plus grandes puissances mondiales?

3) *Politique de la Corée*. Enfin si nous cherchons une nouvelle preuve des rapports respectifs de suzeraineté et de vasselage qui unissaient la Chine à la Corée, nous la trouvons dans l'attitude même de cette dernière en toutes circonstances, et notamment à l'occasion des communications officielles à la suite d'événements importants. C'est ainsi qu'en 1890 le roi de Corée fait part à l'empereur de Chine du décès de la reine douairière, et sachant que cet événement devait entraîner pour lui la réception fort coûteuse d'un commissaire impérial considéré dans la hiérarchie chinoise comme supérieur à lui-même, il demande à l'Empereur de se dispenser de cet acte de courtoisie. Et voici en quels termes soumis il lui écrit:

« Notre pays est un petit royaume, état vassal de la Chine, auquel l'Empereur a, de temps immémorial, témoigné

¹⁾ Voir à ce sujet dans « *China* » by C. W. Campbell, London, published by H. M. Stationery Office, 1920, p. 31, et aussi dans *Histoire des relations de la Chine avec les Puissances occidentales*, par H. Cordier, Paris, 1920. T. III, p. p. 3 et suivantes.

la plus grande bienveillance. Grâce à l'assistance de l'Empereur qui nous procure la paix et la tranquillité, notre gouvernement put survivre aux troubles de 1882 et 1884. Puisque Votre Majesté a bien voulu nous prodiguer ses faveurs, nous croyons pouvoir lui faire connaître tous nos désirs : comme un petit enfant dans la bienveillante tendresse de ses parents nous croyons pouvoir compter que Votre Majesté autorisera ce qui fait l'objet de nos vœux. » ¹⁾

¹⁾ Voir Curzon: *Problemes of the Far East*, London, 1894.

CHAPITRE IV

Causes immédiates et Responsabilités de la Guerre Sino-Japonaise.

SECTION A

Causes immédiates de la Guerre Sino-Japonaise.

Le 28 mars 1894 il se produisit en Chine un événement presque banal, d'un caractère, semblait-il, purement local, et qui devait, cependant, avoir pour l'Extrême-Orient une importance considérable et il n'est pas exagéré de l'affirmer, des répercussions mondiales.

Le 27 mars arrivait à Shanghai, venant du Japon, un Coréen, Kim-ok-Kium, celui-là même dont nous avons parlé à propos de l'insurrection de 1884, un protégé attitré du Japon. Il était accompagné de trois Japonais et s'était installé dans un hôtel japonais de la ville. Le lendemain il fut surpris par des émissaires coréens et assassiné dans sa chambre par l'un d'eux Hong-Tyong-on.

Comme il est aisé de le comprendre, cet assassinat, les outrages dont le cadavre de Kim-ok-Kium fut plus tard l'objet, l'accueil enthousiaste fait au meurtrier en Corée

provoquèrent au Japon une profonde sensation. ¹⁾ Toutefois le Gouvernement japonais ne crut pas devoir pour le moment pousser les choses plus loin. Malheureusement les événements devaient se précipiter. Vers la même époque se produisit en Corée une révolte générale dirigée par les Tong-hoks lesquels, en peu de jours, avaient réussi à se rendre maîtres de plusieurs villes et villages. Les troupes envoyées par le gouvernement pour réprimer les insurgés s'enfuirent en déroute vers Séoul, serrés de près par les Coréens révoltés. La situation était menaçante pour le roi Li-Hsi, lequel ne pouvant plus compter sur son armée, se décida à appeler à son aide son suzerain, la Chine. Celle-ci envoya aussitôt, 6 juin, 2500 hommes de troupes chinoises au port coréen d'Asan. Le lendemain, l'ambassadeur de Chine à Tokio remettait au comte Mutsu, ministre des Affaires Etrangères du Cabinet Ito, une note l'informant: « que le roi de Corée avait sollicité l'aide de la Chine pour réprimer la sédition qui venait d'éclater dans Chullado; que cette demande ayant été reconnue justifiée par l'urgence des événements, en même temps que conforme à l'usage constant de la Chine de protéger ses états tributaires, l'empereur envoyait des troupes à son

¹⁾ Voir sur ce meurtre des renseignements très complets et très intéressants dans *Cordier, op. cit.*, Tome III, pp. 228 et suivantes.

Dans cette affaire le consul général du Japon, à Shanghai, M. Okoshi, fit tous ses efforts pour obtenir la livraison du coupable. Il n'y put réussir. Hong-Tyong-on fut remis, le 6 avril, par les autorités chinoises, entre les mains du consul de Corée venu de Tientsin pour le recevoir. Cette solution était conforme au traité sino-coréen qui déclarait que les Coréens n'étaient, en Chine, justiciables que devant leurs propres tribunaux, pour crimes commis contre leurs compatriotes.

aide.... qu'il avait l'ordre de communiquer cette décision au gouvernement japonais en conformité du traité de Tientsin de 1885 ».

Il faut ajouter que le gouvernement de Chine avait donné l'assurance formelle au gouvernement japonais que ses troupes seraient retirées dès que l'ordre aurait été rétabli.

Le gouvernement chinois agissait en l'occurrence avec une parfaite correction, mais le cabinet japonais qui ne cherchait qu'un prétexte à conflit, répondait, le jour même, en accusant réception de cette note, que: « les mots états tributaires ne pouvaient être tolérés dans la note chinoise, le Gouvernement mikadonal n'ayant jamais reconnu la Corée comme état tributaire de la Chine ».

En même temps le comte Mutsu envoyait à son ambassadeur à Péking, M. Komura, l'ordre d'informer le Tsongli-Yamen que: « le Gouvernement japonais, se référant au traité du 18 avril 1885, le prévenait que des troubles sérieux venant de se produire en Corée, rendaient nécessaire la présence de forces japonaises dans ce royaume, et qu'un corps de troupes allait y être expédié ». Et, en effet, le 12 juin le général japonais Oshima débarquait à Tchemoulpo avec 5000 hommes et, sans s'occuper autrement de l'insurrection qu'il s'agissait de réprimer commençait par occuper Séoul; il fit en même temps des préparatifs pour l'occupation éventuelle du Fousan et du Wousan.

SECTION B

Responsabilités.

En agissant comme elle l'avait fait, la Chine s'était conformée à ses obligations de suzeraine et observait scrupuleusement la lettre de la convention de Tientsin de 1885, mais le Japon donnait à cette convention une interprétation différente et, comme en 1876, déniait à la Chine son droit de suzeraineté. La volumineuse correspondance que forment les notes diplomatiques échangées quotidiennement entre le Tsong-li-Yamen et le Cabinet de Tokio nous montrent la Chine insensible aux paroles agressives, bien résolue à rester dans les limites du traité de Tientsin; le Japon, au contraire, bien décidé à faire surgir un conflit par tous les moyens possibles; et c'est bien dans cet esprit que lorsque le Gouvernement chinois propose de retirer d'un commun accord les troupes d'occupation, l'insurrection coréenne étant réprimée, le ministre Mutsu lui répond, le 17 juin 1894, qu'il va lui soumettre un plan de réorganisation en commun et de réforme administrative de la Corée.

Cette proposition fut repoussée par la Chine: « Bien que suzeraine de la Corée elle n'avait pas, disait-elle, l'habitude d'intervenir dans les affaires intérieures de sa vassale; au surplus, ajoutait-elle, si on considérait la Corée comme un état indépendant, aucune autre puissance n'avait le droit de s'immiscer dans son gouvernement. La réponse fut brutale. Le Japon informa la Chine de son désir de se charger

lui-même de l'œuvre de la restauration de la Corée et, le 28 juin, son envoyé à Séoul demanda au roi de déclarer que la Corée était un état indépendant et non un état vassal de la Chine.

Au moment où les rapports des deux grandes puissances de l'Extrême-Orient paraissaient être à un tournant dangereux, jetons un regard rapide sur leur situation militaire respective. Sans aucun doute celle de Japon était, à cet égard, très supérieure à celle de la Chine. Les forces japonaises qui occupaient le pays dépassaient sensiblement les forces chinoises. Plus de 5000 soldats surveillaient avec leurs batteries les alentours de Séoul; un plus grand nombre tenaient en respect Tchemoulpo; enfin le bruit courait de l'entrée à Fousan d'un corps de troupes encore plus considérable. En réalité, il n'y avait pas moins de vingt mille soldats sur le territoire de la Corée.

L'attitude des puissances européennes fut dans ces circonstances, celle que l'on devait attendre d'elles. Les représentants à Séoul des Etats-Unis, de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne adressèrent une note conjointe à leurs collègues de la Chine et du Japon, en vue du retrait simultané de leurs troupes du territoire coréen. Malheureusement ni la Chine, ni le Japon n'étaient disposées à faire le premier pas dans cette voie. La Chine, plus portée vers la conciliation, espérait une solution aux difficultés présentes dans l'intervention des puissances occidentales. Plus agressif et plus ambitieux, le Japon ne désirait qu'une chose : profiter des circonstances pour porter un grand coup. Dans ce but il soumit au Conseil du Roi un plan de réorganisation en trente-six chapitres ayant particulièrement trait à la construction de routes, de chemins de fer et de lignes télégra-

phiques. Et comme le gouvernement coréen ne se décidait pas assez vite, le 23 juin, à 4 heures du matin, le commandant des forces japonaises fit occuper par ses troupes le palais royal, amena la reine et ses enfants prisonniers à la légation japonaise et nomma régent, à la place du roi, son propre père. Taï-Wen-Kun, âgé de 80 ans, que le Japon oblige, le couteau sur la gorge, à signer. Le 27 le régent déclarait la guerre à son suzerain et faisait appel aux Japonais pour chasser de son royaume les troupes chinoises.

Quelques jours auparavant les hostilités avaient également commencé sur mer. La flotte chinoise se composait en tout de deux vapeurs de faible tonnage. Un troisième navire, le Kowshing, avait été affrété à l'Angleterre par le Gouvernement chinois en vue du transport de troupes en Corée. Le 23 juillet, à 10 heures du matin, il quitta Takou, sous pavillon britannique, avec 1220 hommes et 12 canons et fut surpris le 25, à l'entrée du golfe du Prince Jérôme, par l'escadre japonaise. Abordé par un canot du croiseur japonais Niniwa, il fut mis en demeure d'exhiber ses papiers. Il se posait, à ce sujet, une question délicate de droit international public. Le Kowshing était un navire anglais, arborant le pavillon anglais, mais affrété par la Chine pour le transport de ses troupes. D'autre part, il avait quitté le port de Takou avant la déclaration de guerre. Était-il saisissable en navigant sous pavillon neutre, pouvait-il se réclamer de l'inviolabilité? Sans doute le commandant du Niniwa eût-il quelques minutes d'hésitation. Quoiqu'il en soit, il prit vite son parti, car il ne tarda pas à signifier au Kowshing d'avoir à le suivre. Mais pendant ce temps les troupes chinoises qui se trouvaient à bord du Kowshing s'étaient révoltées et avaient manifesté l'intention d'empêcher le capitaine Calsworthy d'obéir à cette

injonction. Aussitôt le Niniwa arbora le drapeau rouge et ouvrit le feu. En moins d'une demi-heure le Kowshing sombra et des treize cents personnes à bord il n'y en eût même pas deux cents qui parvinrent à se sauver.

Le Major von Hannecken, ¹⁾ un des témoins survivants, a donné tous les détails de cette agression inqualifiable et affirmé que les marins japonais, non contents de couler sans avis préalable le Kowshing, avaient poussé la barbarie jusqu'à tirer sur les malheureux qui cherchaient à s'enfuir à la nage.

Les Japonais ont naturellement contesté tous ces faits, prétendant que les Chinois avaient tiré les premiers, et que le témoignage du Major von Hannecken est suspect. Il est inutile de discuter cette assertion, contraire à toute vraisemblance, démentie même par les circonstances qui ont précédé le combat. N'est-il pas, entre autres choses, évident que si les Chinois avaient voulu organiser un guet-apens maritime ils auraient envoyé une escadre en force au lieu de deux croiseurs?

Le gouvernement japonais a, du reste, implicitement reconnu ses torts, en se soumettant plus tard, sur la sommation de Lord Kimberley, représentant du Gouvernement anglais, à payer 150,000 livres et à désintéresser les familles des sujets anglais qui furent victimes de l'agression des navires japonais.

Quant à la question de savoir si les Japonais avaient le droit d'ouvrir le feu sur le Kowshing dans les circonstances ci-dessus relatées, elle reste très douteuse.

¹⁾ Voir à ce sujet Cordier *op. cit.*, T. III, p. p. 235 et suiv. Le Major von Hannecken avait construit les fortifications de Wei-Haï-Wei.

Une autre preuve du parti-pris du Gouvernement japonais de rendre la guerre inévitable apparaît dans la connexité de cette attaque avec le départ du général Oshima qui, le même jour, 25 juillet, quittait Tchemoulpo à la tête de 3,200 hommes pour aller, sans sommation préalable, attaquer les troupes chinoises cantonnées à Ya-Chan (Asan), à plus de cent kilomètres, attaque à la suite de laquelle l'armée chinoise fut obligée d'abandonner tout le territoire situé au sud de Séoul. ¹⁾

Tel fut le prologue de la lutte qui devait amener l'écrasement de la Chine. Les deux épisodes que nous venons de relater la rendaient inévitable avant toute déclaration. Les événements devaient, à partir de ce moment, se précipiter avec une rapidité foudroyante. Toutefois le Gouvernement chinois crut devoir, pour se conformer aux prescriptions du droit international public, adresser au Japon une déclaration de guerre. Il le fit le 1^{er} août 1894. Le même jour une pareille déclaration partait de Tokio. ²⁾ Ces deux actes sont, d'ailleurs, conçus dans des termes et dans un esprit bien différents. La proclamation de la Chine est archaïque et solennelle, celle du Japon violente et agressive, et rien n'est plus facile que de discerner, à travers les formules qu'elles revê-

¹⁾ Voir à ce sujet Cordier *op. cit.*, T. III, p. 237. Il importe de noter que dans cette bataille si les troupes chinoises qui avaient battu en retraite dans la direction du Nord parvinrent à rejoindre le gros de l'armée chinoise à Pin-Yang ce fut, dans une large part, grâce à l'assistance des Coréens. Dans cette guerre dont elle faisait les frais, les sympathies de la Corée allaient manifestement à la Chine.

²⁾ Voir le texte complet de ce document dans *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris 1902, T. III, p. p. 241—242.

tent, l'inanité des griefs invoqués par le Japon et le bien-fondé de ceux de la Chine. Malheureusement il ne s'agissait plus de savoir qui avait tort ou raison. Aux destinées des nations l'adage que Bismarck n'a même pas inventé « la force prime le droit » allait, une fois de plus, s'appliquer.

Déclaration de guerre de la Chine au Japon, le 1^{er} août 1894. ¹⁾ Qui de la Chine ou du Japon provoqua la guerre, quelle est la somme de responsabilité qui incombe à chacun de ces pays, c'est la une question d'une importance capitale. Peut-être trouvera-t-on dans le texte même de la déclaration de guerre de la Chine quelques éléments qui nous permettront de la résoudre. C'est pour cette raison qu'il nous a paru indispensable pour cette étude de citer les passages essentiels de ce document.

Et tout d'abord la situation de vassalité de la Corée vis-à-vis de la Chine est démontrée par l'histoire elle-même.

« La Corée est un pays limitrophe placé depuis plus de deux cents ans sous la suzeraineté de l'Empire des Tsing; il doit chaque année nous payer un tribut; c'est ce que savaient la Chine et les pays étrangers.

Ce droit de suzeraineté entraîne au profit et à la charge de la Chine un droit de protectorat et ce droit elle n'a jamais négligé de l'exercer lorsque les circonstances lui ont commandé d'intervenir:

« Durant ces dix dernières années des insurrections ont éclaté fréquemment en Corée et notre Gouvernement,

¹⁾ Voir le texte de ce document dans *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, par H. Cordier, Paris 1902. T. III, p. p. 239—240.

par pitié pour le faible, envoya dans plusieurs occasions des troupes rétablir l'ordre et institua un agent qui réside dans la capitale de ce royaume pour sa protection. Au mois de mai dernier une nouvelle insurrection ayant éclaté, le prince de ce pays nous demanda, d'une façon pressante, du secours pour l'aider à la réprimer. Nous avons ordonné alors à Li-Hong-Tchang d'envoyer des troupes à son secours, et, dès leur arrivée, Yashan (les rebelles) se dispersèrent comme des étoiles. »

C'est au mépris de ces droits séculaires que le Japon s'est immiscé dans les affaires de la Corée. Il a, sous des prétextes futiles, occupé militairement le pays, mis la main sur les services publics, obligé la Corée à changer de Gouvernement :

« Mais les Japonais envoyèrent sans raison, des troupes et entrèrent soudain dans Séoul. Par la suite le nombre de ces troupes fut augmenté jusqu'à s'élever à plus de dix mille hommes. Ils forcèrent la Corée à changer de Gouvernement et montrèrent toutes espèces d'exigences, si bien qu'il fut impossible de raisonner avec eux. La Cour de Chine, pleine de mansuétude pour ses vassaux, avait laissé la Corée s'administrer elle-même en tout ce qui concerne son gouvernement intérieur. Le Japon qui était lié à la Corée par des traités et qui avait avec ce pays des relations d'amitié, n'avait nullement le droit de se servir de troupes nombreuses pour l'opprimer, le contraindre et faire acte de violence. »

En agissant comme il l'a fait, le Japon a, de l'avis unanime de toutes les puissances civilisées, dépassé ses droits. Il a, en outre, violé les lois de la guerre en attaquant les troupes chinoises avant l'ouverture même des hostilités :

« Toutes les puissances reconnaissent que cette expédi-

tion est sans gloire pour les Japonais et contraire aux bons sentiments et à la raison. Elles ont conseillé au Japon de retirer ses troupes et de discuter pacifiquement. Il s'est obstiné, cependant, il n'en a pas tenu compte et les pourparlers n'ont pu aboutir. Il a poursuivi, au contraire, ses envois de troupes.

« Les Coréens et les marchands chinois ayant été, de jour en jour, en proie à des alarmes et à des vexations plus grandes, la Chine a dû envoyer de nouvelles troupes. Qui eût pu croire que nos troupes seraient, en route, attaquées à coups de canon et avariées par un grand nombre de bateaux du Japon qui se sont présentés inopinément au large du port de Ya-Chan (Asan) et ont profité de ce que nous n'étions pas prêts. De telles fourberies sont choses que personne ne saurait prévoir. »

« Le Japon a violé les traités et le droit des gens, et semblable à un oiseau qui guette sa proie, il a agi par ruse. C'est lui qui a ouvert les hostilités; l'opinion publique est manifestée à cet égard. ¹⁾ etc. etc. »

Avant de rappeler brièvement les grandes lignes de la guerre sino-japonaise, il importe de se demander si l'on pouvait reprocher à la Chine un manquement à ses devoirs tant vis-à-vis de la Corée que de son nouvel adversaire. Non, est la seule réponse possible. Sans doute la Chine a pu commettre des erreurs dans le passé, dans la conduite des affaires coréennes, par exemple, si tout au moins on se place au point de vue européen. Elle était la suzeraine de la Corée

¹⁾ Décret impérial dans la *Gazette de Péking* du 1^{er} août 1894.

Pour traduction conforme. Le deuxième interprète :
Signé. H. Leduc.

et, en cette qualité, elle était tenue de protéger sa vassale aussi bien contre les agressions venant de l'extérieur que contre le désordre intérieur. Ce devoir, on doit le proclamer bien haut, la Chine n'a jamais renoncé à le remplir. Néanmoins il ne faut pas perdre de vue que l'empire chinois s'était montré incapable de protéger ses propres frontières contre les attaques du dehors, que depuis quarante ans elle était la proie de discussions intestines et qu'enfin l'Empereur n'était pas en mesure d'assurer à la Corée ce qu'il ne pouvait pas assurer à son propre territoire, nous voulons dire la tranquillité et la sécurité. Qu'aurait dû être la politique de la Chine vis-à-vis de la Corée? Une politique de protection, la chose va de soi; elle découle de ce fait que nous sommes en présence d'un état suzerain d'un côté, d'un état vassal, de l'autre. C'était, donc, cette situation de suzeraineté et de vassalité qu'il fallait maintenir, mais, à tous autres égards, le devoir de la Chine était d'intervenir le moins possible dans l'administration du royaume, et sagement ou non, cette politique de non-intervention a été poussée si loin que la Corée avait été laissée libre de conclure elle-même ses traités et ses arrangements avec les autres puissances.

Il y avait donc eu, dans cette politique, la chose est incontestable, des erreurs, mais ces erreurs n'avaient pas été renouvelées sous l'habile administration de Li-Hong-Tchang. Lorsqu'avait éclaté la révolte des Tong-hoks, n'était-ce pas lui qui avait, conformément aux stipulations de la convention de 1885, porté immédiatement ce fait à la connaissance du Japon? Et, d'autre part, lorsque les forces navales se trouvèrent face à face en Corée n'était-ce pas ce même Li-Hong-Tchang qui, désireux d'éviter jusqu'à la dernière minute un conflit, avait proposé le retrait simultané des

deux armées? Mais il était trop tard: le Japon était ambitieux et l'occasion trop belle pour qu'il la laissât échapper.

Son prétexte pour déclarer la guerre était le refus de la Chine de s'associer à lui pour imposer des réformes au Gouvernement de la Corée. Il était, d'ailleurs, gêné par l'attitude qu'il avait eue autrefois. Dans le traité qu'il avait passé avec la Corée en 1876, le Japon avait obligé son partenaire à déclarer qu'il était un état indépendant. Or, à aucune époque sûrement dans l'histoire du monde, il n'a été imposé à un état indépendant des réformes aussi rigoureuses. Mais, en réalité, la question de la réforme de la Corée était un simple prétexte. Le Japon était bien résolu à commencer les hostilités pour prendre rang parmi les grandes nations et plus spécialement pour dépouiller la Chine à son profit de la situation prépondérante qu'elle avait en Corée.

Et de ceci nous avons des preuves multiples. Nous nous bornerons à citer les lignes écrites à cette époque par le comte Okuma dans son journal le « Hochi Shimbun » et reproduites le 29 juin 1894 dans le journal « The North China Herald » :

« Les temps sont enfin venus pour le Japon, disait-il, de venger sa disgrâce de 1884. En profitant habilement des circonstances présentes qui sont uniques, il va réparer toutes ses erreurs passées et devenir un puissant empire qui sera craint et respecté non seulement par la Corée, mais aussi par tous les autres états. »

Quelle fut dans ses conjonctures l'attitude de la Chine?

Elle fut, comme on devait s'y attendre, essentiellement pacifique. Désireuse avant tout d'éviter la guerre, la Chine en appela aux Grandes Puissances. Leurs représentants à

Séoul proposèrent, le 25 juin, le retrait simultané de la Corée des troupes chinoises et japonaises et, le 8 juillet, Li-Hong-Tchang sollicita en même temps les bons offices du Gouvernement des Etats-Unis et suggéra d'avoir recours à l'arbitrage pour solutionner les questions en litige. Mais toutes les tentatives de la Chine étaient condamnées d'avance à un échec parce que le Japon avait décidé la guerre.

DEUXIÈME PARTIE

DEUXIÈME PÉRIODE

**Depuis le Traité de Paix de Shimonoseki
(17 avril 1895)
jusqu'à la Guerre Russo-Japonaise.**

CHAPITRE I

Traité de paix de Shimonoseki, 17 avril 1895.

SECTION A

**Négociations de Shimonoseki entre Li-Hong-Tchang
et le comte Ito (plus tard prince).**

La guerre était perdue pour la Chine, la chose ne faisait doute pour personne dès le mois de novembre 1894. Le Gouvernement chinois lui-même ne se faisait aucune illusion à cet égard. Quant aux grandes puissances occidentales possédant des intérêts dans l'Extrême-Orient, Angleterre, Russie, France, Allemagne, elles suivaient avec une inquiétude

croissante l'extension inattendue de la puissance japonaise et les symptômes d'effondrement de l'Empire du Milieu. N'avaient-elles pas déjà, par l'entremise de leurs représentants à Péking insisté vivement auprès de Tsong-li-Yamen pour qu'il demande un armistice? En même temps elles s'efforçaient de faire comprendre à Tokio que le moment semblait venu pour le Japon de s'arrêter dans la voie des conquêtes, mais le Prince Ito, sous la pression de l'opinion publique, faisait la sourde oreille et accélérail les préparatifs de la marche de l'armée japonaise sur Péking.

Pendant le Gouvernement chinois, cédant aux conseils des grandes puissances, avait envoyé dès le 21 novembre 1894, M. Detring, commissaire des douanes, à Kobé pour pressentir le Gouvernement du Japon sur les conditions de la paix future et proposer la cessation temporaire des hostilité sur terre et sur mer, mais le 4 décembre les dépêches de Yokohama disaient que, si la guerre était alors terminée, le Japon accepterait une indemnité de 500 millions de yen, avec la session du territoire chinois qu'il occupait. ¹⁾ Devant de telles prétentions la Chine renonça à sa démarche. Au surplus l'attitude intransigeante du Cabinet Ito ne devait pas tarder à se modifier en présence des remontrances de plus en plus pressantes des puissances.

Ce ne fut qu'à la fin de janvier 1895 qu'une nouvelle tentative fut faite en vue d'une solution pacifique. Le Gouvernement chinois choisit deux de ses plénipotentiaires les plus réputés, Tchang-Yin-Houan et Chao-Yulien pour se rendre au Japon et préparer le terrain des négociations futu-

¹⁾ Voir Cordier, *op. cit.* Tome III, p. 258.

res; ils s'embarquèrent à Shanghai, le 26 janvier, pour le Japon sur l'*Empress of China*. Quelques jours plus tard les ministres de Russie, de France et d'Angleterre à Tokio reçurent de leurs gouvernements respectifs la mission de faire une démarche auprès du Gouvernement impérial du Japon pour hâter la conclusion de la paix. Sur ces entrefaites la lettre de créance des envoyés chinois ayant été trouvée défectueuse, les ministres japonais refusèrent de continuer les pourparlers avec eux. Il résulta de ce fait une interruption des négociations de paix pendant quelques jours et les Japonais en profitèrent pour poursuivre leurs succès.

Les pourparlers ne devaient pas, cependant, tarder à reprendre avec des hommes nouveaux. Le Gouvernement chinois n'hésita pas, dans les circonstances critiques qu'il traversait, dans une période où son existence même était en jeu, à faire appel à un étranger. Il est vrai que cet étranger était un homme de haute valeur, parfaitement au courant des choses chinoises par une longue expérience et par la situation prééminente qu'il occupait auprès du Gouvernement chinois lui-même. Nous voulons parler du Colonel Foster, citoyen des Etats-Unis. ¹⁾

Le Colonel Foster devait être assisté dans sa mission par Li-Hong-Tchang, un des hommes politiques les plus remarquables qu'ait eue la Chine et dont le prince Kung

¹⁾ Après avoir joué un rôle glorieux dans la Guerre de Secession, le Colonel Forster avait été Secrétaire d'Etat, comme successeur de M. Blaine, en 1892. Ensuite il avait rempli les fonctions de conseiller de la Légation de Chine à Washington. Il fut autorisé par le Gouvernement américain à accepter la mission qui lui avait été confiée et reçut en même temps l'agrément du Japon.

venait de se faire l'ardent défenseur. Remis en possession de tous les titres et honneurs dont il avait été privé, l'ancien Vice-Roi disgrâcié reçut le titre d'ambassadeur extraordinaire chargé de négocier la paix avec le Japon. Le 19 février il transféra à Wang-Wen-Shao sa Vice-Royauté et son poste de Haut-Commissaire du Peiyang pour se consacrer entièrement à sa nouvelle mission. Le Japon avait toutes raisons d'être satisfait. N'était-ce pas par l'intermédiaire de son plus grand homme d'état, de celui qui avait dirigé depuis de nombreuses années sa politique extérieure, négocié tous ses traités, que sa rivale était représentée? Et n'y avait-il pas dans ce simple fait les plus belles promesses d'avenir pour un pays, relativement peu étendu, qui s'était par tradition tenu éloigné du reste du monde?

Après avoir télégraphié à Tokio le texte de ses lettres de créance par l'intermédiaire de la légation américaine et reçu une réponse satisfaisante, Li-Hong-Tchang quitta Péking le 5 mars, accompagné de M. Foster, de son fils Li-Ching-Fang, de Lo-Feng-Lo, de Wung-Ting-Fang, lesquels devaient ultérieurement occuper des situations très importantes dans leur pays, et d'une suite de 135 personnes. La mission arriva à Shimonoseki le 19 mars. Quant au Japon, il avait choisi comme plénipotentiaires le comte Ito Hirobumi, ministre président, qui avait signé la convention de Tientsin en 1885, et le comte Mutsu Munemitsu, ministre des Affaires Etrangères.

I. Projet de paix proposé par le Japon le 1^{er} avril 1895.

Les négociations de paix commencèrent le 20 mars 1895, après échange et ratification des lettres de créance. Il

apparaissait dès le début qu'elles n'iraient pas sans difficultés.

La demande formulée par Li-Hong-Tchang en vue d'une suspension complète des hostilités fut repoussée par le Japon qui ne consentait à un armistice qu'à la condition que les villes de Chan-Haï-Kouan, Takou et Tientsin lui fussent livrées avec les chemins de fer les réunissant. L'acceptation d'une pareille offre aurait mis Péking à la merci des forces japonaises; elle fut repoussée sans examen, à la suite de quoi le comte Ito ayant déclaré que dans ce cas les hostilités reprendraient immédiatement, le plénipotentiaire chinois sollicita un ajournement de trois jours des travaux de la conférence, afin de lui permettre de formuler une demande d'instructions à son gouvernement.

La troisième conférence eut lieu le 24 mars. Li-Hong-Tchang refusa d'accepter l'armistice dans de pareilles conditions, mais se déclara prêt à continuer les négociations de paix, et comme le comte Ito paraissait douter de la sincérité du Gouvernement chinois à cette occasion, il s'attira de la part de son contradicteur la réponse suivante: « Je suis un vieillard qui n'avais jusqu'ici jamais été à l'étranger de ma vie: mon Gouvernement a une idée nette de la situation actuelle des affaires, et me sachant un vieil ami du ministre (comte Ito) m'a envoyé pour accomplir cette mission — ceci me paraît une preuve suffisante de sa sincérité et je ne pouvais décliner la tâche qui m'était offerte ».

C'est en sortant de cette conférence que Li-Hong-Tchang fut victime d'une tentative d'assassinat lequel eut un retentissement considérable et devait finalement tourner à l'avantage de la Chine. Un Japonais disant s'appeler Koyama Kokunosoki, mais dont le vrai nom était Koyama

Yoyotaro, âgé de trente-six ans, lui tira, étant dans la foule, un coup de revolver. La balle pénétra dans la joue gauche, un peu au-dessous de l'œil, lequel ne fut heureusement pas atteint.

Li-Hong-Tchang, homme d'une habileté consommée, cherchait naturellement à faire retomber sur le Gouvernement japonais la responsabilité de cet acte; le peuple chinois, lui-même, était très surexcité, se rappelant les massacres antérieurs de Port-Arthur. Quant aux Etats de l'Ouest ils ne pouvaient que donner leur réprobation à un acte de cette nature. A la suite de l'impression désastreuse produite par cet attentat, l'Empereur du Japon fut le premier à exprimer au ministre de la Chine, par un rescrit, ses vives condoléances auxquelles s'associèrent l'Impératrice et toute la Cour. Quant au Cabinet Ito, il comprit qu'il serait imprudent de lutter plus longtemps contre le courant pacifique, aussi se résigna-t-il à accorder un armistice de vingt-et-un jours sans condition, ce qui a permis d'affirmer avec quelque raison que ce regrettable attentat a été, à certains égards, aussi profitable à la Chine que si elle avait remporté une grande victoire.

L'armistice en question contenu dans un acte en six articles devait durer vingt-et-un jours à partir de la date de sa signature et finir sans avis à midi, le 26^e jour de la 3^e lune de la 21^e année Kouang-Siu, correspondant au 20^e jour de la 4^e lune de la 28^e année Meidji (20 avril 1895). Il s'appliquait uniquement aux provinces de Feng-Tien, Tchéli et Chantoung et cessait au cas où les négociations seraient rompues dans l'intervalle. Formose restait en dehors de la convention.

Si le Gouvernement japonais avait fait preuve de tact

et d'une certaine générosité à propos de l'affaire Li-Hong-Tchang, il n'en était pas moins décidé à tirer de sa victoire tous les avantages possibles. Le 1^{er} avril, le comte Ito remit au Gouvernement chinois un premier projet de traité de paix en onze articles. L'indemnité réclamée par le Japon était fixée à 300 millions de taëls; la Chine devait reconnaître d'une façon irrévocable l'indépendance de la Corée, tout tribut, toute cérémonie de vassalité de la part de cette dernière à son égard étant désormais supprimée. La partie sud de la province de Feng-Tien (Moukden) était attribuée au Japon, ainsi que les îles en dépendant, c'est-à-dire l'île de Formose et les îles adjacentes y compris les Pescadores. Enfin outre la Chine était tenue d'ouvrir au commerce japonais un certain nombre de ports avec le droit pour le Gouvernement japonais d'y installer des consulats. De nouvelles lignes de navigation devaient être étendues sur la rivière Siang et le lac Toung-Ti. Enfin outre Wei-Haï-Wei, Feng-Tien dans la province de Ching-King devait être occupé temporairement comme garantie du traité.

II. *Réponse de Li-Hong-Tchang au projet du Japon et contre-projet de la Chine.*

Le 5 avril Li-Hong-Tchang remit au comte Ito sa réponse. Bien que malade à la suite de sa blessure et obligé de garder la chambre pendant plus de deux semaines, il n'en avait pas moins fourni un travail considérable et fait des efforts surhumains pour amener le vainqueur à consentir les sacrifices. Ces efforts devaient être en partie couronnés de succès.

En ce qui concerne l'indépendance et la neutralité de la

Corée, il se déclarait tout disposé à les accepter mais demandait au Japon de prendre de semblables engagements. Par contre il était opposé à toute cession de territoire, estimant qu'une telle obligation imposée à la Chine contiendrait en germe des complications qui se transmettraient à travers plusieurs générations et serait une cause de conflit perpétuel entre les deux intéressés. Certains passages de sa réponse méritent d'être cités, notamment celui-ci :

« Dans cette clause la Chine entend le Japon disant « Je serai toujours votre ennemi menaçant et éternel, avec mon armée et ma flotte prêtes à fondre sur votre capitale quand il me plaira, et je propose d'humilier votre Empereur en lui prenant une partie précieuse de la patrie de ses ancêtres ». « . . Cela signifie de plus une ligne de fortifications le long de toute la frontière commune : de nombreuses armées de flottes immobilisées tout près, une grande dépense pour les deux nations et un danger constant de troubles de frontières et de brigands des deux côtés de la ligne de démarcation.

« . . Le Japon, en inaugurant la guerre, annonçait que son objectif était d'assurer l'indépendance complète de la Corée et ses agents diplomatiques en Europe et en Amérique déclaraient que ce n'était pas l'intention de leur Gouvernement de faire une guerre de conquête. S'il devait être conforme à ces déclarations, il serait tout à fait possible de modifier ainsi l'article 2 et autres articles, à spécifier, de façon à conclure une paix durable, qui rendra à l'avenir les deux grands peuples de l'Est des amis sincères et restera comme un boulevard inébranlable entre les empiètements de nations hostiles. Mais si une paix est exigée par le Japon, par suite des chances heureuses de la guerre, qui éveillera nécessairement

dans le peuple chinois un esprit d'hostilité et de vengeance, on peut dire d'avance que les deux nations, sans aucun lien de sympathie ou d'intérêt, deviendront la proie des ennemis extérieurs. »

Pour ce qui est de l'indemnité, la Chine, par la bouche de Li-Hong-Tchang, ne pense pas qu'il soit juste d'en exiger une d'elle pour les dépenses d'une guerre dans laquelle elle ne se consirère pas comme l'agresseur et pendant laquelle elle n'a pas envahie le territoire japonais. Toutefois prenant en considération le fait qu'une indemnité constitue l'une des conditions de la paix qui sont spécifiées par le Japon, Li-Hong-Tchang se déclare prêt à insérer dans le traité la clause d'une indemnité raisonnable. Mais il se hâte d'ajouter que cette indemnité ne doit pas être supérieure aux facultés de paiement de la Chine, car son impuissance de payer serait considérée par le Japon comme une violation du traité et conduirait par la force même des choses à une reprise de la guerre. D'autre part il ne saurait être question pour la Chine de payer la somme qui lui est réclamée, car cela serait aller au-delà de ses possibilités. Comment, en effet, pourrait-elle songer à augmenter ses taxes intérieures ou domestiques sans s'exposer à soulever dans le peuple un grand mécontentement, peut-être même à provoquer une insurrection. Pas d'avantage il ne saurait être question pour elle d'élever le tarif des douanes sur les importations et les exportations, en raison des traités existants avec les pays étrangers, lesquels exigent un préavis de dix ans et le consentement unanime des Gouvernements qu'ils concernent.

Li-Hong-Tchang faisait également ressortir que la divulgation des termes de la paix ne pourraient que rendre

la dynastie présente et le Gouvernement impopulaires à beaucoup de Chinois et que l'on devait, dans ce cas, s'attendre à des mécontentements et à des désordres locaux. La présence sur le territoire chinois d'un grand nombre de troupes grossières et indisciplinées qu'il serait nécessaire de licencier après la conclusion de la paix, constituerait un danger considérable pour la tranquillité du pays. Le Gouvernement, pour parer à ce danger inévitable, serait forcé d'organiser et d'équiper une armée selon les méthodes modernes et de reconstituer la flotte presque entièrement détruite par la guerre, d'où nécessité pour lui d'engager des dépenses considérables que l'on serait bien en peine de couvrir si l'indemnité de guerre était fixée à un chiffre trop élevé. Et Li-Hong-Tchang faisait, en outre, remarquer que les réformes et les progrès que méditait le Gouvernement et qui ne pouvaient qu'accroître la richesse et la prospérité du pays seraient paralysés si le Japon ne consentait pas à réduire ses demandes dans une large mesure. Enfin, ajoutait-il, ne serait-il pas équitable de faire entrer dans les dépenses de guerre du Japon certaines dépouilles appréciables, véritable butin, tels que les vaisseaux de guerre prisonniers et une grande quantité de matériel militaire et de subsides, le tout devant être déduit du montant de l'indemnité.

En terminant son message, Li-Hong-Tchang adressait au Gouvernement japonais un éloquent appel en faveur d'une politique de conciliation et d'oubli, laquelle ne pourrait que tourner au profit commun des deux grandes nations : « Nous devrions écouter, disait-il, la voix de la raison ; nous devrions être guidés par les principes les plus élevés des affaires de l'Etat, de telle façon que nous sauvagardions les intérêts et le bien-être futur de ces deux grands peuples, dont le destin

et le bonheur de plusieurs générations sont maintenant entre nos mains ».

Et il ajoutait : « Il importe peu au Japon, à une époque de grande prospérité, alors qu'il possède un nombre considérable d'hommes capables, de recevoir une petite ou une grande indemnité, ou d'augmenter ses frontières par l'annexion d'une plus grande ou d'une plus petite portion de territoire actuellement au pouvoir de ses armées, mais c'est une affaire d'une importance capitale pour sa grandeur future et le bonheur de son peuple que les négociations que dirigent ses plénipotentiaires en ce moment fassent de la nation chinoise des amis et des alliés solides ou des ennemis invétérés. Comme son représentant, je me tiens prêt à tendre la main à leurs Excellences les Plénipotentiaires du Japon, en faisant une paix telle qu'elle ne laisse pousser aucun germe d'inimitié et causer notre malédiction dans les générations futures, et une paix telle qu'elle porte honneur et bénédiction et amitié durable aux deux grandes nations de l'Orient ».

Comme suite à sa lettre du 5 avril Li-Hong-Tchang soumettait le 9 du même mois au comte Ito un ensemble de contre-propositions préconisant :

1) La reconnaissance par la Chine et le Japon de l'indépendance et de l'autonomie de la Corée.

2) La cession au Japon d'une préfecture, d'une sous-préfecture et de deux districts dans la province de Moukden et du groupe des Pescadores dans les mers de Chine;

3) le paiement d'une indemnité de 100 millions de taëls;

4) la conclusion entre la Chine et le Japon d'un nouveau traité de commerce et de navigation sur la base des traités existant entre la Chine et les puissances d'occident et du traitement réciproque de la nation la plus favorisée;

5) l'occupation temporaire de Wei-Haï-Wei jusqu'au paiement de l'indemnité;

6) le recours à l'arbitrage au cas où les deux puissances contractantes ne pourraient, par la voie diplomatique ordinaire, se mettre d'accord sur l'interprétation des traités à conclure entre les deux pays;

III. *Nouveau projet définitif présenté par le Japon sous la forme d'un ultimatum* (11 avril) *et dernière protestation de la Chine* (12 avril).

La réponse du Japon ne fut pas longue à intervenir. Elle fut faite verbalement par le comte Ito à Li-Hong-Tchang dès le 10 avril et confirmée le lendemain par lettre. Elle se résumait en un certain nombre de concessions assez sensibles si on les compare aux conditions originales, à savoir : la réduction de l'indemnité d'un tiers; l'adoption de moyens plus faciles de paiement; la restriction quant à l'occupation temporaire d'une ville au lieu de deux; l'opportunité de substituer une garantie financière à une garantie territoriale; la suppression de la clause concernant la communication et autres taxes intérieures, le retrait de la réclamation pour l'enlèvement de l'obstruction à la navigation à l'embouchure du fleuve Houang-Pou, enfin une réduction notable des demandes territoriales.

Le comte Ito ajoutait que ces demandes telles qu'elles étaient modifiées devaient être considérées comme définitives et qu'il attendait une réponse catégorique dans les quatre jours. Il terminait sa lettre par une phrase grosse de menaces : « Pour conclure, disait-il, je me permets de répéter que j'ai fréquemment essayé de persuader à Votre Excellence que la guerre est progressive dans ses conséquences aussi bien que

dans ses opérations et qu'il ne faut pas espérer que les conditions de paix que le Japon est capable de pouvoir accepter maintenant seront possibles plus tard ». C'était sans aucun doute un ultimatum.

Il semble bien que l'intervention des puissances européennes, notamment de la France et de la Russie avait été pour quelque chose dans l'attitude plus conciliante du Japon.

Mais Li-Hong-Tchang, animé d'un sentiment de patriotisme admirable, auquel l'histoire ne peut que rendre hommage, va s'efforcer d'obtenir quelques réductions et atténuations nouvelles. Tout en constatant avec satisfaction que l'énorme indemnité demandée à l'origine par le Japon a été réduite, il estime qu'elle atteint encore une somme infiniment plus considérable que le coût de la guerre; elle constituerait un fardeau trop lourd à porter pour la Chine et rendrait impossible la réalisation des réformes désirées et les progrès dans le pays. Il s'élève également contre la proposition finale du Japon concluant à la cession de l'île de Formose, une des parties les plus riches et les plus peuplées de l'Empire, où jamais, jusqu'à ce jour, aucun soldat japonais n'avait mis les pieds. Mais c'est surtout à la proposition définitive qu'il s'attaque; il la considère comme sans précédent, déraisonnable dans ses termes et hautement dérogoire pour la souveraineté d'une nation indépendante. Qu'exige, en effet, le Japon? « Il demande — et nous citons ici les termes mêmes de la lettre de Li-Hong-Tchang — la négociation d'un traité de commerce et des règlements de frontière sous peine de retenir une portion du territoire chinois et refuse de soumettre aucune question de contestation à l'arbitrage d'une puissance amie. Pendant la négociation du traité de commerce, il demande pour les Japonais le traitement en

Chine de la nation la plus favorisée, et refuse la même garantie ou aucune stipulation pour les Chinois au Japon. Il réclame le privilège pour les Japonais de louer des magasins et d'importer et d'exporter des marchandises et des produits dans toute autre ville dans l'intérieur de la Chine en dehors des ports à traité sans l'intervention d'aucun fonctionnaire; également que les Japonais aient le droit d'entreprendre des industries manufacturières n'importe où en Chine et sans payer aucune taxe domestique sur les marchandises fabriquées; et que l'argent japonais soit reçu à sa valeur pour le paiement des droits et des taxes ».

Cet acte de courage ne devait pas recevoir la récompense qu'il méritait. L'attitude du Japon devient de plus en plus menaçante. On peut s'en rendre compte par la lecture de la lettre du comte Ito du 13 avril en réponse à celle qu'il a reçu la veille de Li-Hong-Tchang. C'est un vainqueur qui parle. La dernière phrase est particulièrement suggestive à cet égard: « Les demandes émanant du résultat de la guerre, y est-il dit, ne sont pas des propositions dans le sens ordinaire du mot et les Plénipotentiaires japonais, en permettant que les demandes du Gouvernement Impérial soient le sujet de discussion, ont fait dans l'intérêt de la paix les concessions jusqu'à l'extrême limite et si leur esprit de conciliation a été mal interprété, ils ont le droit de décliner toute responsabilité pour les conséquences ».

Malgré tous ses efforts Li-Hong-Tchang ne put obtenir gain de cause que sur deux points: l'un relatif au paiement de l'indemnité, l'autre concernant le délai de livraison et de transfert de l'île de Formose.

Le traité fut signé le 17 avril. Il avait été entendu que l'échange des ratifications aurait lieu à Tché-Fou, le 8 mai.

c'est-à-dire dans trois semaines, l'armistice devant être pour cette raison prolongé jusqu'à cette date. Le soir même Li-Hong-Tchang, accompagné de son fils, de ses secrétaires, de ses interprètes et de toute sa suite quittait Shimonoseki, à bord de deux navires chinois qui leur avaient servi de résidence et était de retour à Tientsin le 20 avril.

SECTION B.

Conclusions du Traité de paix.

I. Traité de paix de Shimonoseki (17 août 1895). Contenu et analyse.

Le traité de paix de Shimonoseki marque une date d'une importance considérable dans l'histoire des relations de la Chine et du Japon. Il contient onze articles suivis de clauses additionnelles.

Dans le cadre étroit que nous nous sommes tracé, nous n'avons pas l'intention de faire entrer l'analyse approfondie des dispositions de ce traité. Nous ne pouvons que renvoyer aux ouvrages si complets et si remarquables qui ont été publiés à ce sujet, nous bornant, pour notre compte, à résumer brièvement les caractères les plus importants de ce document capital.

En premier lieu la Chine se trouvait diminuée dans sa souveraineté dans ce sens qu'elle était obligée de reconnaître d'une façon définitive la pleine et complète indépendance de la Corée, ainsi que son autonomie. Tout tribut, toute céré-

monie de vassalité de la part de la Corée étaient désormais supprimées. (Art. 1^{er}.)

En deuxième lieu elle était atteinte dans son territoire même par la cession au Japon de toute la partie sud de la province de Feng-Tien comprise dans la ligne de démarcation suivante: de la rivière Yalou jusqu'à l'embouchure du fleuve Anping, comprenant Feng-Houang-Tcheng, Haï-Tcheng, Ying-K'éou, jusqu'à l'embouchure du Leao-Ho et les autres villes, étant entendu que là où le fleuve forme limite, la limite de la démarcation serait le milieu du fleuve.

A ces pertes de territoire si sensibles il fallait ajouter l'île de Formose en totalité et les îles adjacentes, ainsi que les îles Pescadores.

Quant à l'indemnité de guerre que la Chine s'engageait à payer, elle s'élevait à la somme de 200,000,000 de taëls kouping, en huit versements, le premier de ces versements devant être effectué dans les six mois qui suivraient l'échange des ratifications, le second dans les douze mois, le restant dans les conditions suivantes:

- la première dans deux ans;
- la deuxième dans trois ans;
- la troisième dans quatre ans;
- la quatrième dans cinq ans;
- la cinquième dans six ans;
- la sixième dans sept ans.

Les sommes restant à payer après le terme du premier paiement étaient frappées d'un intérêt de 5%. Par contre la Chine avait la faculté de payer par anticipation la totalité ou partie de l'indemnité et dans le cas où elle aurait payé toute la somme dans les trois ans, il lui serait fait une remise du montant des intérêts.

L'article 5 s'occupait du sort des habitants des localités attribuées au Japon. Un délai de deux ans leur était accordé pour sortir du territoire et aliéner leurs biens. Passé ce délai ils étaient considérés comme sujets japonais.

Le sort des traités qui avaient auparavant lié les deux Empires étaient réglé par l'article 6. Ces traités étaient annulés par le fait même de la guerre, la Chine s'engageant à nommer, aussitôt après l'échange des ratifications, des plénipotentiaires munis de pleins pouvoirs pour conclure avec les plénipotentiaires japonais les traités de commerce et de navigation, ainsi que les conventions relatives aux communications et au commerce par terre.

Aux termes du même article 6 les dispositions des traités existant entre la Chine et les pays de l'Europe devaient servir de base à la conclusion des traités et conventions entre la Chine et le Japon et, depuis l'échange des ratifications jusqu'à la mise en vigueur de ces traités et conventions, la Chine devait accorder le traitement de la nation la plus favorisée au Gouvernement japonais, à ces agents et à ses sujets.

En outre, en vertu du même article, la Chine était tenue d'ouvrir de nouveaux ports pour le commerce, le séjour, l'industrie, la manufacture des sujets japonais, ces nouveaux ports devant bénéficier des mêmes privilèges et avantages que les anciens. Ils devaient être au nombre de quatre, à savoir :

- 1) Cha-Ohi-Kin-Tchéou (Hou-Pé),
- 2) Tchoun-King (Sé-Tch'ouen),
- 3) Sou-Tchéou (Kiang-Sou),
- 4) Hang-Tchéou (Tché-Kiang).

Le gouvernement japonais se réservait le droit d'installer des consulats dans chacun de ces ports.

Enfin le même article étendait la ligne de navigation japonaise à vapeur jusqu'aux localités suivantes :

- a) de I-Tchang à Tchoun-King,
- b) de Shanghai à Hang-Tchéou par Wou-Soung et le canal.

Par la même disposition il était stipulé d'importants avantages commerciaux en faveur des sujets japonais. Ils avaient le droit d'emmagasiner, sans payer aucun droit, des marchandises et matières premières qu'ils auraient achetées dans l'intérieur ou les articles d'importation qu'ils introduiraient dans l'intérieur. Ils pouvaient, en outre, se livrer librement à l'exercice de diverses manufactures dans tous les ports ouverts ou à ouvrir, introduire librement en Chine les machines de tout genre sans payer d'autre droit que celui d'importation, toutes les marchandises fabriquées en Chine par les sujets japonais devant être traitées de la même manière que les articles d'importation japonaise et avec les mêmes privilèges et exemptions quant à ce qui concerne le *likin*, c'est-à-dire le droit de transport intérieur.

La question du retrait des troupes japonaises du territoire chinois était réglée par l'article 7. Il devait s'effectuer dans les trois mois qui suivraient l'échange des ratifications.

En garantie de l'exécution des clauses de traité de paix le Japon avait imposé à la Chine (art. 8) l'occupation provisoire par son armée de Wei-Haï-Wei dans la province de Chantoung. Il était stipulé qu'après le premier et le deuxième versements de l'indemnité de guerre et la ratification des traités de commerce et de navigation, le Japon pourrait reti-

rer ses troupes, mais à la condition toutefois, que le Gouvernement chinois consente alors à prendre des mesures suffisants et à donner en garantie des produits de douane pour le restant de la somme à payer, capital et intérêts. Au cas où le Gouvernement ne prendrait pas ces arrangements, les troupes ne seraient retirées qu'après complet paiement.

Enfin l'article 9 contenait une disposition bien faite pour flatter l'amour-propre japonais. Il était dit qu'immédiatement après l'échange des ratifications il devait être procédé à un échange des prisonniers de guerre, la Chine s'engageant à ne pas maltraiter ceux qui lui seraient rendus, à mettre en liberté immédiate les sujets japonais qui auraient été reconnus espions de guerre, enfin à ne pas appliquer ou à ne pas faire appliquer de peines aux sujets chinois ayant eu pendant la guerre des rapports avec des troupes japonaises.

II. *Clauses additionnelles.*

Le traité de paix était suivi de clauses additionnelles dont l'une limitait à une brigade les troupes japonaises qui devaient occuper Wei-Haï-Wei, la Chine étant tenu de contribuer pour un quart aux frais de l'occupation.

Une autre, tout en laissant aux autorités chinoises le soin d'administrer les territoires occupés, les obligeait à se conformer aux ordres du Commandant des troupes japonaises, relativement à la santé, à la sécurité et au bien-être de ces troupes ainsi qu'à leur répartition, toutes les infractions militaires commises dans les limites du territoire occupé devant être de la compétence des autorités militaires japonaises.

III. *Echange des ratifications.*

Cet échange intervint le 20 avril 1895, trois jours après la signature. Il était dit dans le protocole qu'il serait fait une traduction anglaise du traité de paix, et qu'en cas de différence dans les textes chinois et japonais, cette traduction anglaise ferait foi.

IV. *Déclaration d'indépendance de la République de Formose.*

A peine le traité de paix était-il signé que la nouvelle parvint, d'événements graves de nature à compliquer la situation diplomatique.

L'expédition navale dirigée contre Formose était arrivée dans les îles Pescadores le 20 mars et dès le 23 la flotte japonaise avait réduit au silence les principaux forts : en moins de quatre jours, les troupes, après avoir triomphé des tentatives de résistance qui leur étaient opposées, avaient occupé tout l'archipel ainsi que le port de Makung qui pouvait être considéré comme la clef de Formose.

Ces nouvelles provoquèrent une émotion considérable qui s'accrut lorsqu'on apprit que les mers du sud n'étaient pas comprises dans l'armistice du 30 mars et que la cession de l'île était une des conditions de la paix. La population était à ce point surexcitée qu'elle n'hésita pas à assiéger la résidence du Gouverneur et à adresser à ce dernier des menaces de mort. Le mécontentement de la population devait nécessairement s'accroître de cet état de choses ; il se traduisit le 24 mai par une déclaration d'indépendance et la proclamation de la République. A cette nouvelle les fonctionnaires chinois s'empressèrent de quitter l'île et furent rem-

placés par des patriotes du pays. Quant au Gouverneur Tang-Ching-Sung, cédant aux sollicitations dont il était l'objet, il finit par accepter le titre de Président de la Nouvelle République. Ce coup d'Etat fut complété par la nomination d'un parlement dont les membres furent élus par la noblesse du pays et reçurent une rétribution d'un shilling par jour.

Cette révolution était-elle légitime? Il ne saurait pour nous y avoir aucun doute à ce sujet. L'acte de violence et de spoliation accompli par le Japon, doublé de l'attribution à son profit d'un territoire aussi important que celui de l'île de Formose, ne pouvait se justifier à aucun égard; il était en contradiction avec les principes les plus sacrés du droit des gens et notamment avec le droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes. N'était-ce pas ici ou jamais l'occasion de consulter les intéressés, nous voulons parler de la population, autrement dit de mettre en œuvre la procédure du plébiscite? La tradition ne se fixait-elle pas de plus en plus dans cette voie et n'y avait-il pas eu dans les temps modernes comme aux époques les plus récentes des exemples bien connus dans ce sens? Est-il nécessaire de rappeler que la Révolution française, après la conquête de la Savoie, de la Belgique et des provinces rhénanes avait déclaré que les populations seraient consultées sur leur réunion à la France? Plus tard, en 1860, cette procédure n'avait-elle pas été appliquée par Napoléon III à l'annexion à la France de Nice et de la Savoie et, quelques années après, en 1866 à la cession de la Vénétie à l'Italie? Nous pourrions multiplier les exemples. Qu'il nous suffise de rappeler que cette procédure est aujourd'hui tellement entrée dans les mœurs que nul n'a été surpris de la voir préconisée et consacrée par les textes dans le règlement des nombreuses difficultés qui ont

surgi à l'occasion de la ligne d'action de la Grande Guerre mondiale.

Proclamée le 24 mai, la nouvelle République devait durer à peine une semaine. Le 29 de ce même mois des troupes japonaises débarquèrent dans l'île, eurent rapidement raison de la résistance qui leur était opposée, et, dès le 3 juin, s'emparaient de Kélung et de ses forts. Le 7 elles entrèrent à Taspeh et le 9 à Tamsai.

Dans le sud de l'île les opérations militaires subirent un retard en raison des moussons du sud-ouest. Néanmoins, le 12 octobre, la flotte japonaise apparut devant Anping et quelques jours plus tard Taiwanfu capitulait. ¹⁾

V. Convention de Péking du 8 novembre 1895 pour la rétrocession à la Chine du Liatoung.

Le Japon retirait de sa victime des avantages indénia-

¹⁾ Au cours de cette brève lutte pour l'indépendance on ne compta pas moins de cinquante mille Formosains ou Chinois exterminés par les Japonais. Voici ce qu'écrivait au mois de juin 1896 au correspondant du *Times* à Hông-Kong un missionnaire anglais, témoin de ces massacres: « Depuis leur conquête les Japonais se livrent à une véritable extermination des Chinois de Formose. Plus de soixante bourgs ou villages ont été brûlés de fond en comble et des milliers de personnes ont péri. Un jour vingt-et-un Chinois furent saisis au hasard. Pendant que leurs fosses étaient creusées sous leurs yeux, ils furent horriblement maltraités puis tués à coup de baïonnette. Dans un autre village les Chinois se préparaient à bien recevoir les Japonais quand ils furent assaillis à l'improviste et cinquante furent tués sur place. Le 22 juin, le magistrat de Hunnim lança une proclamation pour avertir les populations ayant déserté leurs villages qu'ils pouvaient y retourner sans crainte. Les malheureux obéirent et furent impitoyablement massacrés.

bles. Non seulement elle obtenait la cession du Sud de la Mandchourie, des Pescadores et de la grande île de Formose, mais de nouveaux ports lui étaient ouverts, offrant des débouchés importants à son commerce; en outre une indemnité de guerre appréciable lui était attribuée. Son rôle menaçait de devenir prépondérant dans la politique asiatique de l'Extrême-Orient.

A la vérité, si la Chine avait cédé si facilement, c'est qu'elle avait d'ores et déjà la conviction que les puissances européennes s'inquiétaient des succès du Japon et de la situation prépondérante qu'il s'attribuait lui-même en Extrême-Orient. Par la possession de la presqu'île de Liatoung n'était-il pas, en effet, devenu maître des frontières orientales de la Corée qu'il dominait à l'Ouest et dont l'indépendance risquait d'être très aléatoire, mais encore, et ceci était autrement grave, ne tenait-il pas la route même de Péking? Faut-il s'étonner que dans ces conditions les puissances européennes aient senti la nécessité d'intervenir à la suite de la victoire si complète du Japon? Toutes, il est vrai, ne s'inspirèrent pas des mêmes considérations et n'eurent pas une attitude similaire. Parmi elles la Russie était la plus touchée: elle voyait le Japon s'interposer comme un écran entre ses possessions du Bas-Amour et la capitale de l'Empire du Milieu. Soutenue par la France, elle prend, dès le 10 avril, parti pour la Chine; l'Allemagne ne tarde pas à suivre la même politique.

Les trois puissances européennes adressent au Gouvernement japonais une note conjointe dans laquelle elles lui conseillent de rétrocéder à la Chine le Liatoung, la possession de cette presqu'île par les Japonais constituant, à leurs yeux, une menace contre la capitale de la Chine et rendant

illusoire l'indépendance de la Corée, ce qui constituerait un obstacle perpétuel à toute pacification durable. Dès le mois de mars la flotte russe de la Méditerranée avait reçu l'ordre de se rendre dans les eaux du Pacifique et le contre-amiral de Beaumont, commandant en chef l'escadre française d'Extrême-Orient, était de son côté en possession d'instructions en vue de la concentration rapide de sa flotte dispersée, après entente avec ses collègues de Russie et d'Allemagne. La situation était fort tendue. Le 29 avril les trois ministres à Tokio de France, de Russie et d'Allemagne ayant reçu de nouvelles instructions renouvellent leurs démarches auprès du Gouvernement japonais pour qu'une réponse soit donnée avant le 8 mai, date de l'expiration de l'armistice. Trois jours plus tard, le 2 mai, le ministre du Japon à Paris remettait au ministre des Affaires Etrangères un mémorandum contenant la réponse de son Gouvernement à la démarche du représentant de la France à Tokio. Ce que demandait le Japon c'est que le traité de Shimonoseki fut ratifié tel qu'il avait été signé, quitte pour lui à renoncer ensuite par un acte supplémentaire à la possession définitive de la province de Feng-Tien dont il garderait, toutefois, le département de Kin-Tchéou (Port-Arthur). Quant à la prolongation des pourparlers pour la ratification, que la Chine avait sollicitée du Japon par l'intermédiaire du ministre des Affaires Etrangères français elle était repoussée.

La réponse du Japon fut trouvée insuffisante par les trois gouvernements. Il ne pouvait être question pour le Japon de renoncer au Liatoung s'il conservait Port-Arthur, ce port faisant à lui seul l'importance de cette région.

La situation du Japon devenait de plus en plus difficile. N'avait-on même pas fait courir le bruit d'une intervention

française à Formose? L'Angleterre elle-même était très embarrassée. Ses sympathies naturelles allaient au Japon, mais elle craignait des complications internationales qui pouvaient dégénérer en une guerre mondiale, d'autant plus que l'Espagne venait de se ranger du côté des trois puissances amies de la Chine. Tout en conservant sa neutralité, elle conseilla au Japon de céder, et le 5 mai, M. Soné, ministre du Japon à Paris faisait une déclaration comme quoi son gouvernement s'engageait à renoncer à la possession définitive de la province de Feng-Tien. Si l'on songe aux sacrifices de toute nature, en hommes et en argent, que le Japon avait dû s'imposer pendant cette guerre, courte quant à sa durée, mais terriblement coûteuse à tous les points de vue, l'on doit arriver à cette conclusion qu'il lui était difficile, l'on peut même dire impossible, d'agir autrement qu'il ne le faisait.

Toutefois il était à craindre que l'abandon par le Gouvernement d'une partie de ses conquêtes ne fût mal accueilli par le peuple japonais. Aussi la proclamation impériale, en date du 13 mai 1895, signée par l'Empereur et contre-signée par les ministres a-t-elle soin de rappeler que si le Japon a ouvert les hostilités contre la Chine, c'était dans l'unique but d'assurer à perpétuité la paix et que cette même considération doit l'inciter à répondre favorablement à la proposition à elle faite par les puissances européennes :

« Nous, Empereur, ayant donc en vue la paix, nous avons accepté leurs conseils sans hésitation, et, d'ailleurs, nous ne voulons nullement faire naître d'autres difficultés qui auraient compliqué la situation présente, et auraient retardé le rétablissement de la paix, en faisant souffrir le peuple et arrêtant l'essor du progrès du Pays ;

« D'un autre côté par la conclusion du traité de paix,

la Chine se montre sincère dans son repentir d'avoir rompu les bonnes relations et a fait ainsi voir au monde la cause et le but de notre guerre. Nous avons donc admis les loyaux conseils des Puissances amies et avons ordonné à notre Gouvernement d'en aviser les Gouvernements des trois Puissances. »

Cette proclamation se termine par une adresse au peuple d'avoir une entière confiance en son gouvernement.

« Vous, fonctionnaires et peuple, pénétrez-vous de notre intention : défendez-vous de l'étroitesse d'esprit en face de la situation générale des choses ; gardez-vous de vous laisser influencer pour ne pas être en désaccord avec la ligne politique que suit l'Empire. »

Si la rétrocession du Liatoung avait été fraîchement accueillie au Japon par l'opinion publique, malgré le respect dont la population entourait l'Empereur, le traité de Shimonoseki avait trouvé, lui aussi, une vive opposition en Chine chez certains des hauts dignitaires de l'Empire. Les Vice-Rois du Yang-Tsen, Tchang-Tchi-Toung et Liouen-Kouen-i, le Vice-Roi élu des deux Kouang, Tun-Tchoung-lin, et le gouverneur du Kiang-Si, Tê-Sing, ne cachèrent pas leur mécontentement.

L'abandon par le Japon du Liatoung n'avait pas été gratuit, cela allait de soi. Le Japon obtenait de la Chine le 19 juillet, la promesse d'une indemnité compensatrice de cinquante millions de taëls et s'engageait à retirer ses troupes en deçà des limites de la préfecture de Kiou-Tchéou dès le versement de la première partie de cette somme et à évacuer tout le territoire mandchourien après le deuxième versement et l'échange des ratifications du traité. Sur les instances des puissances européennes cette somme de cinquante millions

de taëls fut, d'ailleurs, réduite au mois de septembre à trente millions.

Encouragées par leur succès et désireuses aussi d'augmenter leurs droits à la reconnaissance de l'Empire du Milieu, la France, la Russie et l'Allemagne, communément désignées sous le nom des « *trois puissances* », réclamèrent bientôt de nouvelles concessions au vainqueur. Elles consistaient : 1) dans la réduction à trente millions de taëls de l'indemnité au Japon primitivement fixée à cinquante millions ; 2) dans l'évacuation du Liatoung dès le paiement intégral de l'indemnité et sans qu'elle fût subordonnée à la conclusion du traité de commerce.

Cette double demande était contenue dans un memorandum lequel fut remis, le 11 septembre, par les trois ministres intéressés au ministre japonais par interim des Affaires Etrangères. Et dès le 2 octobre le ministre des Affaires Etrangères japonais faisait connaître aux puissances intéressées l'adhésion de son gouvernement à leur demande collective. En conséquence le Japon s'engageait à réduire l'indemnité de compensation à trente millions de taëls, à ne pas considérer la conclusion du traité de commerce et de navigation avec la Chine comme constituant une condition d'évacuation de la presqu'île de Liatoung, la dite évacuation devant être effectuée dans un délai de trois mois à partir du jour du paiement intégral par la Chine de l'indemnité de trente millions de taëls.

Quelques jours plus tard, le 16 octobre, la Chine acceptait les conditions de rétrocession, et le 19 eut lieu l'échange des notes conformes en tous points aux termes de la déclaration du 7 octobre. Enfin, le 9 novembre, la convention fut approuvée par les deux Empereurs de Chine et du Japon.

Li-Hong-Tchang était désigné comme plénipotentiaire pour régler les détails de l'évacuation du Liatoung avec le ministre du Japon à Péking. L'échange des ratifications eut lieu à Péking le 29 novembre entre Li-Hong-Tchang et le Baron Hayashi. Quelques jours auparavant, le 16 novembre, l'indemnité compensatrice de trente millions de taëls avait été payée à Londres. Enfin l'évacuation du Liatoung était déjà commencée.

CHAPITRE II

Traité de Commerce et de Navigation entre la Chine et le Japon, du 21 Juillet 1896.

SECTION A

Négociation et conclusion d'un nouveau Traité de Commerce et de Navigation entre la Chine et le Japon.

Nous avons vu que la Chine s'était engagée par l'article 6 du traité de Shimonoseki à conclure avec les plénipotentiaires japonais des traités de commerce et de navigation.

Le Japon désigna à cet effet pour le représenter un de ses plus habiles diplomates, Hayashi-Tadasu, vice-président du ministère des Affaires Etrangères qui reçut à cette occasion le titre de Ministre du Japon à Péking. Arrivé avec sa suite dans la capitale de la Chine, le 22 juin 1896, il fut reçu par l'Empereur en audience solennelle, le 7 juillet, dans la salle Wenhouatien, mais, en réalité, les négociations ne commencèrent qu'en septembre. Elles devaient être très longues. Interrompues pendant l'hiver elles ne reprirent, d'une façon suivie, qu'au début du printemps entre Hayashi et Tchang-Yin-Houan en remplacement de Li-Houng-Tchang alors en Europe. La cause principale qui retarda la solution définitive fut la prétention du Japon d'obtenir, sans

réciprocité, la clause de la nation la plus favorisée et l'exterritorialité de ses sujets en Chine. Les signatures furent enfin échangées le 21 juillet et, comme il était à prévoir, ses dispositions étaient tout à l'avantage du Japon. C'était pour lui, suivant l'expression de Tchang-Yin-Houan, « un traité glorieux ».

Le droit était reconnu au Japon de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, pour résider dans les ports et villes de Chine actuellement ouverts au commerce étranger ou qui pourraient y être ultérieurement ouverts (art. 3).

La faculté était reconnue aux Japonais et à leurs familles, employés et serviteurs, de résider ou de faire le commerce, ou d'exercer une industrie ou toute autre profession légitime dans les ports et villes de Chine actuellement ouverts ou pouvant à l'avenir être ouverts aux étrangers ou au commerce étranger. De même la liberté était reconnue aux Japonais de se rendre à un port ouvert ou de sortir d'un port ouvert avec leurs effets et marchandises et dans les limites des localités qui étaient désignées pour le séjour des étrangers ou qui pourraient l'être à l'avenir, d'acheter des immeubles ou des terres, de construire des églises, des cimetières ou des hôpitaux, avec les privilèges et avantages accordés ou pouvant être accordés à l'avenir aux sujets de la nation la plus favorisée (art. 4).

Les articles 5 et 6 reconnaissent aux Japonais le droit d'aborder dans les ports chinois, dits *ports d'escale*, ou autres pouvant être ultérieurement désignés comme ports d'escale, en vue d'y débarquer ou embarquer des passagers ou marchandises en conformité des lois et règlements relatifs au commerce étranger; de voyager pour leur agrément ou pour

leurs affaires dans l'intérieur de la Chine, à la condition d'être munis d'un passeport délivré par leur consul et visé par les autorités locales.

Par les articles 7 et 8 les Japonais se voyaient reconnaître le droit de prendre à leur service des Chinois et de les employer sans pouvoir en être empêchés par les autorités chinoises ; de même celui de louer des embarcations pour le transport de marchandises ou de passagers, sans qu'il y ait de limitation au nombre de ces embarcations.

Des dispositions importantes figurent dans les articles 9 et 10. Elles ont trait aux tarifs et règlements y relatifs en vigueur entre la Chine et les puissances occidentales et les déclarent applicables aux produits importés en Chine par des Japonais ou en provenance du Japon, ou exportés de Chine par des Japonais ou à destination du Japon. Le principe est proclamé que tout article dont l'importation ou l'exportation n'est pas limitée ou prohibée par les dits tarifs ou règlements, peut être librement importé ou exporté, à condition de payer les droits. Il était, d'ailleurs, entendu que dans aucun cas, les Japonais ne paieraient en Chine de droits autres ou plus élevés que ceux acquittés par les citoyens de la nation la plus favorisée. L'exemption des taxes, impôts, droits, likin, charges de toute nature, quelle que fût la nationalité du propriétaire ou possesseur des marchandises, ou celle du bâtiment transporteur était accordé à tout article importé en Chine par des Japonais ou de provenance japonaise, transporté d'un port ouvert à un autre port ouvert en vertu des règlements existants.

Enfin, les derniers articles du traité, de 11 à 29, attribuent au Japon de nouvelles prérogatives dont quelques-

unes d'une réelle importance. C'est ainsi que la faculté est reconnue à tout Japonais, voulant conduire des produits importés à un marché de l'intérieur, de soustraire ces marchandises au droit de transit en payant une taxe de mutation égale à la moitié du droit d'importation frappant les produits taxés et à deux et demi pour cent de la valeur des produits exempts, ceci moyennant la délivrance d'un certificat de paiement exemptant la marchandise de toute charge ultérieure. Ces dispositions ne s'appliqueraient d'ailleurs pas à l'importation de l'opium.

Dans le même ordre d'idées l'article 12 consacre également une situation privilégiée au profit du Japon en exemptant dans toute l'étendue de la Chine, de taxes, impôts, droits, *likin*, charges de toute nature, les produits chinois achetés par des Japonais ailleurs que dans un port ouvert et destinés à l'exportation, cela sous réserve de l'acquiescement de la taxe de mutation indiquée dans l'article 11, et sous la condition que l'exportation aurait lieu dans un délai de douze mois à dater du jour du paiement de ladite taxe. Quant aux produits chinois, achetés par des Japonais dans des ports ouverts, et non prohibés à l'exportation, ils étaient exempts des impôts, droits, *likin*, charges de toute nature, sauf des droits de sortie. Enfin, tout produit acheté par les Japonais dans toute partie de la Chine pouvait, s'il était destiné à l'exportation, être transporté d'un port ouvert à un autre port ouvert, conformément aux règlements en vigueur.

D'appréciables avantages étaient également accordés pour les réexportations de Chine par des Japonais à destination de l'étranger. Ces réexportations s'appliquaient, en vertu de l'article 13, à tous les produits d'origine étrangère

ayant acquitté les droits d'entrée, et il était nécessaire qu'elles eussent lieu dans un délai de trois années à dater de l'importation. En outre, à la condition que les dites marchandises fussent intactes, ainsi que leur enveloppe, il pouvait être délivré aux réexportateurs, par les douanes chinoises, un certificat de drawback pour le montant des droits d'importation acquittés, lequel certificat devait être immédiatement échangé en espèces par les autorités chinoises sur la demande de l'intéressé.

Si l'on ajoute qu'aux termes de l'article 14 le Gouvernement Chinois se voyait contraint d'autoriser l'établissement de magasins généraux dans plusieurs ports ouverts de la Chine ; que, d'autre part, l'article 15 abaissait dans une proportion importante les droits de tonnage en faveur des bâtiments japonais, abaissement allant jusqu'à l'exonération complète pour les petites embarcations employées par les Japonais au transport des passagers, bagages, courriers, l'on peut se fixer une idée assez exacte des avantages considérables obtenus par les vainqueurs. Cette impression s'accroît encore par la simple lecture des articles 20, 21 et suivants du traité. Nous ne sommes plus ici en présence de clauses purement commerciales, mais de clauses portant atteinte à la souveraineté même de la Chine sur son propre territoire.

Aux termes de l'article 20, la juridiction sur les personnes et sur les biens de Japonais en Chine est exclusivement réservée aux autorités japonaises auxquelles il appartiendra de décider dans les causes engagées pour ou contre des Japonais, et cela sans l'intervention des autorités chinoises. Pareille solution peut difficilement se justifier par la seule loi du vainqueur.

Sur ce même terrain du droit, mais ici en ce qui concerne le droit pénal et la procédure criminelle, il est intéressant de signaler certaines dispositions basées, en apparence, sur le principe équitable de la réciprocité, mais aboutissant, en réalité, à un nouveau privilège en faveur du Japon. Nous faisons allusion à l'article 22 : « Tout Japonais, dit ce texte, poursuivi pour crimes ou délits contre les Japonais en Chine sera jugé et puni s'il est coupable, par les autorités japonaises conformément aux lois japonaises. De même tout Chinois poursuivi pour crimes ou délits contre les Japonais en Chine sera jugé ou puni, s'il y a lieu, par les autorités chinoises, conformément aux lois chinoises. ». Il apparaît immédiatement que le premier paragraphe de cet article institue un véritable privilège en faveur du Japon. S'agissant de crimes ou délits commis *en Chine*, la seule juridiction compétente aurait dû être la juridiction chinoise, quelle que fût la nationalité du délinquant. En agissant comme il l'a fait, le Japon soumet la Chine, pays d'une civilisation aussi avancée pour le moins que la sienne, à un véritable régime de capitulation.

Enfin, l'article 25 présente une importance considérable au point de vue économique en ce qu'il confère au Gouvernement japonais et à ses sujets les privilèges, exemptions et avantages accordés actuellement ou qui seront ultérieurement accordés par l'Empereur de Chine à la nation la plus favorisée.

Ce traité dont nous avons résumé aussi succinctement que possible les grandes lignes, n'avait été conclu qu'après des négociations particulièrement laborieuses et pénibles. Les articles sur lesquels le Gouvernement Chinois opposa

surtout une résistance acharnée furent ceux relatifs à la navigation côtière, au likin, à la liberté des industries étrangères en Chine, enfin, à la juridiction consulaire.

Voici comment s'exprime à ce sujet M. Gérard dans son remarquable ouvrage, *Ma Mission en Chine* : « Le plénipotentiaire chinois, selon les instructions expresses données par le Grand Conseil, livra encore un dernier combat pour repousser le droit de juridiction consulaire réclamé par le Japon ou, du moins, pour obtenir la réciprocité de ce droit en faveur des consuls de Chine établis au Japon. Mais le droit de juridiction consulaire sans réciprocité, c'est-à-dire l'assimilation complète du Japon, à cet égard, aux puissances de l'Ouest, était la conquête à laquelle le Gouvernement japonais attachait le plus de prix, et à laquelle il ne pourrait, en aucun cas, renoncer. Après une nouvelle et désespérée tentative, le Gouvernement chinois dut s'incliner. Le traité fut signé le 24 juillet, tel que M. Hayashi l'avait présenté et maintenu ». ¹⁾

Cette période se termina, donc, pour le Japon par d'incontestables avantages. Si par le traité de Shimonoseki, il a consenti, sur les conseils de la France, de la Russie et de l'Allemagne, à rétrocéder à la Chine les territoires du Liao-Toung et de la Mandchourie Méridionale, il n'en est pas moins vrai qu'il avait soustrait la Corée à l'emprise de la Chine, proclamé l'annexion de Formose et de îles Pescadores, mis la main sur Wei-Hai-Wei qu'il détenait à titre de

¹⁾ Gérard : « *Ma mission en Chine* », p. p. 111 et 112.

gage jusqu'à l'exécution du traité, obtenu du vaincu des avantages considérables au point de vue économique résultant de la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation.

APPENDICE

Pour donner plus d'unité à nos explications relatives aux rapports commerciaux de la Chine et du Japon, et devançant de plusieurs années les événements, nous croyons utile de signaler dès maintenant que le traité de commerce et de navigation dont nous venons d'analyser les principales dispositions, devait être complété en 1903 ¹⁾ par un nouveau traité de même nature destiné à en faciliter et encourager les rapports commerciaux entre la Chine et le Japon, au profit du Japon, nous nous bornerons à en énumérer les principales dispositions sans entrer dans les détails.

Dans l'article 2 le Gouvernement chinois autorise les armateurs japonais à construire à leurs frais tous appareils de halage nécessaires pour assurer la navigation à travers les rapides du Yangtzékiang, étant entendu que ces appareils seraient à la disposition de tous les navires, aussi bien

¹⁾ Voir le texte intégral de ce traité dans: *The Truce in the East and its aftermath*, par B. L. Putnam Weale, p. p. 625 et suivantes. Londres, 1907.

bateaux à vapeur que jonques, et quelle que soit leur nationalité (art. 2).

Les articles 6 et 7 présentent une grande importance. Ils consacrent l'engagement par la Chine d'établir, aussitôt qu'elle le pourra, l'unification de sa monnaie et de ses poids et mesures, d'où résulteront plus de facilités dans ses relations commerciales avec les autres pays.

Dans l'article 10 la Chine promet d'ouvrir au commerce international, dans les six mois de la ratification du traité, le port de Tchang-cha dans la province de Hounan, ainsi que les villes de Moukden et de Tatung-hou dans la province de Shengking.

CHAPITRE III

Guerre Russo-Japonaise et la Chine.

SECTION A

But de la Guerre Russo-Japonaise déclarée par un décret impérial du Japon du 10 février 1904.

Nous abordons maintenant l'étude d'événements considérables dans lesquels la Chine n'est pas intervenue directement mais qui ne devaient pas moins avoir pour elle de graves conséquences au point de vue de ses relations diplomatiques futures avec le Japon. Ces conséquences nous les retrouverons dans notre troisième partie et nous les analyserons alors avec les développements qu'elles comportent.

Nous n'avons pas l'intention de nous occuper de l'histoire de la guerre russo-japonaise sur laquelle on a tant écrit. Nous nous bornerons à rechercher quels ont été les buts officiellement déclarés par le Japon. Ces buts, nous les voyons exposés d'une façon très claire dans le manifeste lancé à son peuple, le 10 février 1904 ¹⁾ par l'Empereur du Japon.

¹⁾ Voir le texte complet dans *La guerre Russo-Japonaise au point de vue continental et le droit international*, par Nagao Ariga Paris, 1908.

Nous aurons l'occasion de constater ultérieurement que le contenu de cette déclaration ne correspond pas à la réalité des faits.

Après avoir invoqué la Divinité et ordonné à son armée et à sa marine de se conduire bravement, et aux autorités compétentes de faire tous leurs efforts pour accomplir leurs fonctions, en vue d'atteindre le but qu'il poursuit, il rappelle que son ambition est d'encourager les progrès pacifiques de son Empire, de le pousser de plus en plus dans la voie de la civilisation, de consolider ses rapports amicaux avec les autres nations ; enfin d'établir un état de choses qui, en maintenant une paix durable en Extrême-Orient, assurera la sécurité future de son Empire sans porter atteinte aux droits et aux intérêts des autres puissances.

Il insiste sur le fait que c'est contre son désir qu'il a été amené à engager les hostilités contre la Russie. Mais il a constaté avec regret que la Russie menace l'intégrité de la Corée et continue à occuper illégalement une partie de la Mandchourie, et cela malgré les engagements solennels qu'elle a pris. Or « comme l'absorption de la Mandchourie par la Russie rendrait impossible le maintien de l'intégrité de la Chine et obligerait, en outre, à renoncer à tout espoir de paix en Extrême-Orient, nous avons résolu dans ces conditions de régler la question par la voie de négociations et d'assurer ainsi une paix durable ».

Puis l'Empereur rappelle que c'est dans ce but qu'il a fait des propositions à la Russie et qu'ont eu lieu pendant une période de six mois de très nombreuses conférences : « Malheureusement, ajoute-t-il, la Russie n'a jamais discuté ces propositions dans un esprit de conciliation. Sous des prétextes futiles elle retardait le règlement de la question

importante, et, tout en préconisant ostensiblement la paix, elle poursuivait activement ses préparatifs sur terre et sur mer, ne cherchant à réaliser que ses propres desseins »).

Il insiste sur le fait que la Russie a rejeté les propositions de son Gouvernement, que la sécurité de la Corée est en danger, que les intérêts de l'Empire sont menacés, et que seule la victoire pourra assurer au Japon des garanties pour l'avenir. « C'est notre vœu le plus ardent, dit-il, en terminant, que grâce à la loyauté et au courage de nos fidèles sujets, la paix puisse bientôt être rétablie d'une manière durable et la gloire de notre Empire conservée intacte »).

SECTION B

Déclaration de la neutralité de la Chine ⁽¹⁾

Quelle allait être dans le conflit entre la Russie et le Japon l'attitude de la Chine?

Comme la Mandchourie allait devenir le théâtre des hostilités, la Chine eût, tout d'abord, le désir de s'allier au Japon, mais sur les instances de cette dernière puissance qui lui conseilla, pour des motifs divers, de ne pas prendre une pareille position, elle résolut de rester neutre et de limiter autant que possible le théâtre des hostilités. Dans ce but le ministre des Affaires Etrangères de Chine avertit le ministre

¹⁾ Voir le texte de ce document dans *La Guerre Russo-Japonaise au point de vue continental et le droit international*, par Nagao Ariga, Paris 1908, p. 62—63.

de Chine au Japon, qu'il avait ordonné aux autorités de toutes les provinces d'observer très rigoureusement les règles de la neutralité, de prendre toutes les mesures pour assurer la protection des populations chinoises et chrétiennes et le maintien de la tranquillité dans leurs districts respectifs.

Des instructions spéciales avaient été données au Gouvernement Général de la Mandchourie pour protéger les mausolées des palais impériaux de Moukden. Il était, d'ailleurs, entendu que les belligérants devaient respecter les villes, villages et bâtiments publics des trois provinces de l'est ainsi que les personnes et les biens des habitants de ces provinces, les troupes chinoises, en garnison dans ces régions, devant naturellement s'abstenir d'attaquer les troupes des pays belligérants et réciproquement.

On avait prévu l'hypothèse où des actes d'hostilité auraient lieu dans certaines provinces extérieures comme la Mongolie. Dans ce cas le Gouvernement chinois se réservait le droit de repousser par la force armée ces attaques sans que de telles mesures pussent être considérées comme impliquant rupture des relations amicales.

Une situation spéciale était faite à la Mandchourie. Pour les parties qui étaient encore occupées par les troupes étrangères il n'y avait pas lieu d'appliquer les règles de la neutralité. Il en était différemment pour les trois provinces de l'est demeurées soumises à la souveraineté chinoise; quelle que fut la puissance victorieuse, la Russie ou le Japon, elle ne pourrait s'y installer.

TROISIÈME PARTIE

TROISIÈME PÉRIODE

**Depuis la Convention de Péking (22 déc. 1905)
entre la Chine et le Japon à la suite du Traité
de Portsmouth, jusqu'à la Grande Guerre 1914.**

CHAPITRE I

SECTION A

**Traité et Convention additionnelle de Péking
(22 déc. 1905) concernant la Mandchourie.**

I. Origines (Articles 5 et 6 du Traité de Portsmouth).

Lorsque, après des échecs répétés, la Russie vit s'engloutir jusqu'au dernier ses croiseurs d'Extrême-Orient, elle examina avec inquiétude la situation et se sentit lasse de la guerre.

L'anéantissement de sa flotte n'était point son plus grand souci. Le danger était à l'intérieur. Une révolution

de grande envergure menaçait le trône. Pour en arrêter les effrayants progrès, il fallait que le gouvernement pût tourner contre elle toutes ses forces rassemblées et il ne le pouvait que par la victoire ou par la paix. La victoire était désormais impossible. Des difficultés insurmontables se dressaient devant elle. Le chemin de fer du Transibérien, à voie unique, ne permettait pas de transporter un nombre suffisant de troupes et de munitions pour les besoins des opérations militaires. D'autre part la Russie se trouvait en face d'une situation financière dont la gravité augmentait tous les jours. Les emprunts de guerre contractés à l'étranger se montaient à 330,000,000 de dollars, ses emprunts intérieurs atteignaient 100,000,000 de dollars. La paix était le seul remède. Sa conclusion était de nature à calmer l'irritation populaire, car le peuple n'avait jamais vu d'un bon œil cette guerre.

Si l'Empire russe, battu sur terre et sur mer, troublé à l'intérieur, aspirait à la paix, le Japon victorieux et uni y aspirait plus encore. Glorieuse mais épuisée par de coûteux succès, l'armée japonaise n'avait plus à attendre de renforts, car l'argent et les armes manquaient pour les équiper. Et devant cette armée affaiblie, et qui ne se pouvait renforcer, se dressaient les inépuisables réserves d'hommes d'un pays immense, formidable encore, en dépit de la crise qui le bouleversait.

A l'intérieur, le Japon se trouvait, comme son adversaire, en face de sérieuses difficultés financières. Un emprunt était nécessaire et les banques d'Europe et d'Amérique ne se souciaient point de prêter. De lourds impôts accablaient le peuple. Le coût de la vie augmentait sans cesse.

Une mauvaise récolte de riz ajoutait au malaise.

Malgré le patriotisme inlassable de ses sujets, l'Empereur redoutait d'avoir à poursuivre la guerre.

Mais comment faire des avances qui sembleraient un aveu de faiblesse? De son côté, la Russie ne voulait pas s'avouer vaincue.

Par bonheur pour l'orgueil des deux belligérants, d'autres peuples avaient intérêt à voir finir cette longue guerre, cause de perturbations générales dans le commerce et les finances du monde. Ensuite, anglais et américains ne désiraient point voir s'accroître la défaite russe. ¹⁾

Combattants et spectateurs, tous voulaient la paix, mais nul ne voulait parler le premier. Ce fut le président Roosevelt qui rompit l'embarrassant silence.

Peu après la note identique ²⁾ envoyée par le Président des Etats-Unis à la Russie et au Japon, des plénipotentiaires furent nommés. Après quelques discussions, il fut décidé que les réunions auraient lieu en Amérique, et, le 8 août 1905,

¹⁾ Les Anglais ne désiraient pas que la Russie fût battue au point de rendre la victoire des Japonais si éclatante que leur situation en Extrême-Orient en devînt inquiétante. Les Américains de leur côté redoutaient de voir l'Empire du Japon acquérir dans le Pacifique une puissance qui pourrait un jour menacer leurs intérêts. Ils s'interposèrent en médiateurs.

²⁾ *Texte de la note du Président Roosevelt* : « Le Président sent que, le moment est venu où, dans l'intérêt de toute l'humanité, il doit s'efforcer de voir s'il n'est pas possible de mettre un terme au terrible et lamentable conflit en cours. Le Président, par conséquent, presse les gouvernements russes et japonais, non seulement dans leur propre intérêt, mais encore, dans l'intérêt de tout le monde, d'entamer des négociations de paix. » (7 juin 1905.)

près de Portsmouth, New Hampshire, les plénipotentiaires commencèrent à siéger. ¹⁾

Les difficultés allaient surgir, nombreuses. Devant les exigences nippones, l'orgueil russe se cabra et les négociations faillirent se rompre, par suite du refus catégorique de la Russie au sujet du paiement d'une indemnité de guerre, de la cession des navires internés dans les ports neutres et de la limitation des forces russes en Extrême-Orient. Il fallut toutes les instances des diplomates anglais, d'une part, et du président Roosevelt, de l'autre, pour amener les représentants du Japon à des concessions. Après de pénibles débats, le traité de Portsmouth fut enfin conclu, le 5 septembre 1905.

Six des articles de ce traité intéressaient au plus haut point la Chine.

En effet, par l'article 2, le gouvernement du tzar reconnaissait la prépondérance des intérêts politiques, militaires et économiques du Japon en Corée. ²⁾

Par l'article 3, les deux parties contractantes s'engageaient mutuellement :

¹⁾ Le Japon désigna comme représentant le baron Jutaro Komura, ministre des Affaires Etrangères, et M. Kogoro Takahira, son ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis. La Russie nomma MM. Nelidow et Muraview, lesquels ne tardèrent pas à être remplacés par le Comte Sergius Witte, d'abord conseiller privé puis ministre des Finances, et par le baron Romanovitch Rosen.

²⁾ Ayant déposé le vieux roi de Corée, le gouvernement japonais le remplaça par son fils et proclama officiellement le protectorat le 25 juillet 1907. En mai 1908, il contraignit le nouveau roi à venir résider au Japon où il passa avec lui le traité du 22 août 1910 : l'annexion de la Corée au Japon était chose faite.

1° à évacuer complètement et simultanément la Mandchourie, à l'exception du territoire affecté par le bail de la péninsule du Liatoung.

2° à rétrocéder entièrement et complètement à l'administration de la Chine toutes les parties de la Mandchourie occupées, ou sous le contrôle des troupes japonaises, à l'exception du territoire à bail ci-dessus mentionné.

Le gouvernement russe, toujours par le même article 3, s'engageait à n'avoir en Mandchourie aucun avantage territorial ni aucune concession préférentielle ou exclusive au détriment de la souveraineté chinoise, ou incompatible avec le principe des facilités égales.

Par l'article 4, le Japon et la Russie s'engageaient à respecter les mesures générales communes à toutes les puissances que la Chine pourrait prendre pour le développement du commerce et de l'industrie en Mandchourie.

Par l'article 5, le gouvernement du tzar transférait et assignait au Japon, avec le consentement du gouvernement chinois, le bail de Port-Arthur-Talien-Ouen, et du territoire adjacent, les eaux territoriales et tous les droits, privilèges et concessions connexes ou inclus dans ledit bail.

Il transférait également et assignait au gouvernement impérial du Japon tous les travaux publics et propriétés situés dans le territoire affecté par le bail.

Il était, d'ailleurs, entendu, — et ceci est d'une observation de la plus haute importance — que les deux parties s'engageaient à obtenir le consentement du Gouvernement chinois.

Par l'article 6, la Russie transférait au Japon, avec le consentement de la Chine, la voie ferrée entre Changchun et Port-Arthur, et tous ses embranchements, ainsi que tous

droits, privilèges et propriétés s'y rattachant, de même que les mines de charbon de cette région, appartenant à la voie ferrée ou exploitées pour son bon fonctionnement.

Enfin, par l'article 7, les deux parties contractantes s'engageaient à n'exploiter leurs voies ferrées respectives en Mandchourie que dans un but commercial et industriel.

En application des articles 5 et 7 du traité de Portsmouth, stipulant que le gouvernement impérial chinois devait être consulté pour les clauses figurant dans ces textes, le Japon envoya à Péking ses plénipotentiaires, et, le 22 décembre 1905, furent signés le traité et la convention additionnelle de Péking, concernant la question de Mandchourie.

II. *Contenu et analyse.*

Par le traité sino-japonais du 22 décembre 1905, la Chine acceptait tous les transferts et assignements que la Russie consentait au Japon par les articles 5 et 7 du traité de Portsmouth.

Le Japon s'engageait, en ce qui concernait le territoire cédé à bail, la construction et l'exploitation des voies ferrées, à se conformer aux accords primitifs conclus entre la Russie et la Chine. Il avait soin d'ajouter: « dans la mesure du possible » (art. 2).

Plus prudemment et plus habilement encore, il terminait l'article 2 en stipulant que: « dans le cas où une question se poserait à l'avenir (au sujet du territoire à bail et des voies ferrées) le gouvernement japonais prendrait sa décision en consultant le gouvernement chinois ». En vertu de cette phrase insidieuse, le droit de décider de l'interprétation du traité appartenait au Japon seul.

Le même jour, 22 décembre 1905, fut joint au traité un accord réglant de nombreux détails.

1° La Chine acceptait d'ouvrir un certain nombre de villes mandchouriennes au commerce international. ¹⁾)

2° Le Japon promettait de retirer ses gardes de chemins de fer simultanément avec la Russie.

3° La Chine était autorisée à envoyer des troupes dans les régions évacuées pour assurer le maintien de l'ordre et de la tranquillité.

4° Le Japon s'engageait à restituer les propriétés publiques et particulières chinoises occupées ou expropriées pendant la guerre.

5° La Chine prenait l'engagement de protéger les tombeaux et monuments des officiers et soldats japonais tués en Mandchourie.

6° Elle consentait à l'exploitation et à l'amélioration par les japonais du chemin de fer militaire construit entre Antoung et Moukden. Le terme de la concession était fixé à la 49^e année de Konou-Sin. A l'expiration de ce terme, ledit chemin de fer devait être vendu à la Chine au prix fixé par un expert étranger choisi par les deux parties.

Quant aux améliorations de la voie ferrée, il était entendu que la personne chargée de cette œuvre par le Japon

¹⁾ C'était dans la province de Ching-King: Toueg-Hoang-Tcheng, Lia-Yang, Sui-Ming-Ting, Tié-Lien, Toung-Kiang-Tsou et Takoumen; dans la province de Girine: Chang-Chouen (Kouang-Tcheng-Tsou), Girine, Kharbine, Ningouta, Hountchoun et San-Sing, dans la province de Hé-Loung-Kioung: Tsitsi-Kar, Kaïlar-Aigoun et Manchuli.

devrait conférer avec le commissaire envoyé à cet effet par la Chine. Mais il n'était point stipulé que le commissaire de la Chine eût le droit de veto.

7° Une convention devait être conclue au plus tôt, réglant les services des raccordement entre les voies ferrées de Mandchourie et toutes les autres voies ferrées de Chine.

8° Le gouvernement chinois s'engageait à ce que tout le matériel nécessaire aux chemins de fer de la Mandchourie méridionale fut exempt de tous droits, impôts et « likin ». Lorsqu'il s'agit d'une compagnie comme celle des chemins de fer de la Mandchourie méridionale, qui joint à l'exploitation de la voie toutes sortes d'entreprises, commerciales et autres, l'expression « matériel nécessaire » ouvre un vaste champ à l'interprétation juridique.

9° Les fonctionnaires japonais et chinois devaient régler l'établissement de la concession japonaise à Yinkow, à Antoung et à Moukden dans la province de Ching-King.

10° Une compagnie sino-japonaise serait autorisée à exploiter les forêts des bords du Yalou. Les actionnaires japonais et chinois devaient avoir une part égale dans les bénéfices de l'entreprise.

11° Les deux gouvernements s'engageaient à consentir réciproquement pour ce qui touchait au commerce de frontière entre la Mandchourie et la Corée, à l'application du traitement de la nation la plus favorisée.

Le traité et la convention une fois signés, le Japon se trouvait désormais en possession de tous les droits qui naguère étaient les droits de l'empire du tzar en Mandchourie méridionale.

Bien plus, le Japon ne s'était pas contenté de l'héritage russe en Mandchourie méridionale: il avait demandé et obtenu davantage encore.

L'article 6 de la convention additionnelle lui concédait le droit de continuer d'exploiter la ligne militaire Antoung-Moukden, longue de 188 milles, construite par les Japonais pendant la guerre. Cette ligne, qui raccordait le transcoréen aux chemins de fer de la Chine du Nord, présentait une très grande importance à la fois stratégique, politique et économique. Grâce à elle, le Japon, en cas de besoin, pourrait très rapidement envoyer des troupes en Mandchourie. Grâce à elle, les produits de l'industrie japonaise circuleraient régulièrement dans cette partie de l'Asie. Les plénipotentiaires du Japon étaient trop soucieux des intérêts de leur pays pour ne pas exiger une pareille concession.

Nous avons déjà dit comment un traité et une convention aussi avantageux dans leurs grandes lignes étaient rendus plus avantageux encore par d'ingénieux détails de phraséologie.

Il est aisé d'imaginer quelle fut, en se voyant contrainte de signer semblable pacte, la consternation de la Chine.

Aux oreilles chinoises résonnaient encore les nobles paroles par lesquelles, en son manifeste du 10 février 1904, l'Empereur du Japon exprimait, en même temps que son amour de la paix et de la justice, les buts de la guerre russo-japonaise: ¹⁾

1° maintien de l'intégrité de la Corée,

2° maintien de l'intégrité de la Chine.

¹⁾ « Nous avons eu constamment pour but d'encourager les progrès pacifiques de notre Empire dans la voie de la civi-

Lorsque, sur l'avis du Japon, la Chine avait renoncé à toute intervention dans la guerre, elle avait spécifié, dans sa déclaration de neutralité du 29 février, que les trois provinces de l'Est (Kirin, Moukden, Amour) demeureraient soumises à la souveraineté chinoise et que, quelle que serait la puissance victorieuse, ni le Japon ni la Russie ne pourrait occuper ces provinces.

Lors du traité de Péking, l'on comprit pourquoi le Japon avait refusé la coopération de la Chine. Sous ce qui paraissait être une orgueilleuse générosité, se cachait la pensée: « ne vous mêlez pas de ceci; ce n'est point votre affaire; nous ne voulons rien vous devoir. »

La déception de la Chine était amère. Le transfert du bail du Kouantoung au Japon lui était particulièrement douloureux. Certaines des conditions de l'évacuation de la Mandchourie lui semblaient vexatoires. Mais comment, sans force

lisation, de consolider nos rapports amicaux avec les autres nations et d'établir un état de choses qui, en maintenant une paix durable en Extrême-Orient, assurerait la sécurité future de notre royaume sans porter atteinte aux droits et aux intérêts des autres puissances. »

.... « L'intégrité de la Corée est une question de la plus haute importance pour cet empire, non seulement en raison de nos relations traditionnelles avec ce pays, mais parce que l'existence indépendante de la Corée est nécessaire à la sécurité de notre royaume. »

.... « Comme l'absorption de la Mandchourie par la Russie, rendrait impossible le maintien de l'intégrité de la Chine et obligerait en outre à renoncer à tout espoir de paix en Extrême-Orient, nous avons résolu dans ces conditions de régler la question par voie de négociations et d'assurer ainsi une paix durable. »

Manifeste lancé le 10 février 1904 par l'Empereur du Japon, voir la deuxième partie, Chapitre III, Section A.

militaire, résister à cet empire dont la puissance venait de s'affirmer de si triomphale manière?

Navrée, mais impuissante, la Chine s'inclina.

Pour ajouter à sa tristesse, elle entendait s'élever les plaintes des habitants de la Mandchourie.

Lors de la construction de leur chemin de fer Antoung-Moukden, les Japonais avaient chassé des habitants, démoli des demeures, s'étaient emparé de terres cultivées. La nécessité militaire pouvait expliquer ces expulsions, ces démolitions, ces expropriations. Mais comment excuser la brutalité avec laquelle expulsions et expropriations avaient été opérées? Et la dureté des vainqueurs envers des vaincus dont les japonais venus soi-disant en amis et en sauveurs, avaient fait preuve envers les pacifiques habitants de la Mandchourie? Comment justifier le fait que les propriétaires, privés de leurs maisons ou de leurs champs, n'eussent reçu aucune espèce d'indemnité?

SECTION B

Conséquences du Traité et de la Convention additionnelle de Péking du 22 décembre 1915.

I. Politique d'expansion du Japon en Mandchourie.

Il était à prévoir que ceux qui avaient su imposer le traité et la convention de Péking, en sauraient tirer tout le parti possible. Les clauses, fort graves en elles-mêmes, étaient grosses de graves conséquences. Ces dernières ne devaient pas se faire attendre.

Bientôt se dessina, menaçante pour l'avenir de la Chine, la politique d'expansion du Japon en Mandchourie.

A. Compagnie du Sud-Mandchourien.

La date du 8 juin 1906 marque les débuts de la mise à exécution du plan d'expansion du gouvernement japonais. C'est par les chemins de fer que le Japon commence.

En juin 1906, il inaugure sa politique de chemins de fer mandchouriens. Il est aisé de résumer cette politique : elle consiste à faire passer exclusivement sous la domination japonaise les voies ferrées mandchouriennes du Sud.

Le 8 juin 1906, paraît un décret impérial créant la compagnie des chemins de fer de la Mandchourie méridionale.

Cette compagnie devait exploiter la voie ferrée de Dalmy à Changchun, y compris les embranchements, la ligne Antoung-Moukden, et les riches mines de charbon de Fu-Shun et de Yentaï. La moitié du capital de la compagnie était souscrite par l'Etat japonais ; l'autre moitié ne pouvait l'être que par des japonais ou par des chinois. (Ces derniers n'ont pas usé de cette faculté.)

Le même décret stipulait — et c'est là la chose importante — que le président, le vice-président et les directeurs seraient nommés par le gouvernement japonais, lequel se réservait aussi le droit de nommer un inspecteur spécial pour contrôler les affaires de la compagnie.

Un grand pas était fait. Un autre allait bientôt suivre.

Le 1^{er} avril 1907, le gouvernement conféra nombre de nouveaux droits à la Compagnie.

Celle-ci devait désormais posséder :

1° les lignes Darien-Chang-chun; Mankuanling-Port-Arthur; Tashihchiao-Yingkow; plus Yentaï et les mines de charbon de Yentaï; Suchiatun, Fu-Shun, Antoung et Moukden;

2° tout le matériel en usage sur les lignes et dans les mines pré-citées, et sur la ligne Moukden-Tsinmintun;

3° les terres, constructions et tous établissements appartenant à ces lignes et à ces mines, soit sur le territoire à bail du Kouantoung, soit hors de ce territoire.

4° Les écoles, l'hygiène, les transports par mer, les ateliers de construction seraient sous la direction de la compagnie, dans la zone des voies ferrées.

5° Enfin la compagnie aurait le droit de percevoir des impôts.

En somme, la Compagnie du Sud-Mandchourien exerce sur toutes choses dans sa zone, sa haute autorité.

Ce n'est plus une compagnie de chemins de fer, proprement dite, mais bien une véritable administration coloniale. Et c'est bien en administration coloniale qu'agit désormais la compagnie, exploitant les mines, bâtissant des villes, fondant des établissements, prenant l'initiative de toutes sortes de travaux publics, créant jusqu'à des parcs et à des stations estivales. Usines, gaz, électricité, eau, télégraphe, téléphone, lignes de tramways, hôtels, hôpitaux et écoles, tout, dans la zone de la compagnie, a été son œuvre.

L'on se rappelle que le Japon avait eu soin, par l'article 8 de la convention additionnelle, d'exiger que tout le matériel nécessaire aux chemins de fer de la Mandchourie méridionale fut exempt de tous droits, impôts et likin.

L'on voit ce que devient semblable exemption pour une compagnie de semblable envergure.

Jouissant d'un pareil privilège, en même temps que d'un pouvoir aussi étendu, cette Compagnie du Sud-Mandchourien, merveilleux instrument d'expansion coloniale, a, en peu d'années, fait beaucoup de besogne et solidement assis l'autorité politique japonaise depuis le sud jusqu'au centre de la Mandchourie.

B. Gouvernement général du Kouantoung.

Dès le 8 juin 1906, le Japon inaugurerait sa politique des chemins de fer mandchouriens. Dès le 1^{er} septembre, il réglait la question du gouvernement général du Kouantoung.

Il fut décidé que l'administration du territoire à bail et de la zone aurait à sa tête un Gouverneur général dont le quartier général serait à Port-Arthur.

Ce gouverneur devrait être un officier de l'armée japonaise et aurait des pouvoirs extrêmement étendus, civils, militaires et diplomatiques.

Non seulement toute l'administration civile et le contrôle des troupes chargées de garder les voies, seraient entre ses mains, mais encore il aurait tous pouvoirs pour négocier avec les autorités chinoises.

Ce puissant gouverneur général relevait du ministère des Affaires Etrangères de Tokio.

Du fait de cette situation nouvelle où le Japon, empiétant sur l'administration de la Mandchourie méridionale, gênait considérablement les autorités locales chinoises, les difficultés diplomatiques allaient, par la suite, être grandement compliquées.

*C. Arrangement relatif à la ligne de Tsiumintun à Moukden
et à la ligne de Changchun à Kirin.*

Pour la ligne de Tsiumintun à Moukden, les Japonais ont suivi la même méthode que pour les chemins de fer de la Mandchourie méridionale en général: d'abord, occupation militaire; puis, légalisation de la situation et mise de l'exploitation sous une direction uniquement japonaise.

La paix venue, les troupes nippones se gardèrent d'abandonner le petit chemin de fer militaire qu'elles avaient construit pendant la guerre russo-japonaise entre Tsiumintun et Moukden. Ce n'était qu'un chemin de fer à voie étroite, mais il constituait un raccordement de première importance entre les chemins de fer du Sud-Mandchourien et les voies ferrées du Nord de la Chine.

La Chine s'obstinant à protester contre l'occupation de cette ligne, l'on en vint aux pourparlers, et de longues négociations aboutirent à l'arrangement du 15 avril 1907 dont voici les clauses essentielles:

1° Le gouvernement chinois payait au gouvernement japonais, pour la ligne de Tsiumintun à Moukden, la somme de 1,600,000 yen qui serait versée à la « Yokohama Specie-Bank » à Tientsin.

Le gouvernement chinois s'engageait en outre à reconstruire la ligne en empruntant à la Compagnie du Sud-Mandchourien la moitié des fonds nécessaires pour la section sise à l'Est du Liao.

2° Le gouvernement chinois s'engageait à construire la ligne entre Changchun et Kirin, en empruntant à la Compagnie du Sud-Mandchourien la moitié des fonds néces-

saïres pour cette construction, étant entendu que la propriété et les recettes de la ligne serviraient de gage à l'emprunt et que, jusqu'au remboursement total de l'emprunt, l'ingénieur en chef et le chef comptable seraient de nationalité japonaise.

3° Le raccordement des deux lignes précitées au Sud Mandchourien serait opéré selon des conditions à définir entre les deux parties contractantes. ¹⁾ Grâce à cet arrangement d'une extrême habileté, le Japon obtenait, par la ligne Tsiumintun-Moukden, le raccordement du réseau du Sud de la Mandchourie au réseau du Nord de la Chine, tandis que la ligne Changchun-Kirin lui ouvrait les riches plaines à blé du Sungari. ²⁾

De plus, cette ligne Changchun-Kirin était d'une importance stratégique telle que bientôt la Russie inquiète commençait la construction du chemin de fer de l'Amour et se mettait en devoir de doubler sa voie ferrée sibérienne. ³⁾

D. *Litige de Chientao.*

Avant que les Japonais eussent établi leur protectorat sur la Corée, les vaste et montagneux territoire de Chientao, situé au Sud-Est de la Mandchourie, à l'Est de Kirin et au Nord du Tumen, était l'objet d'un litige entre la Chine et la Corée.

¹⁾ A. Gérard: *Ma mission au Japon*. Paris, 1919, page 62.

²⁾ Mr. Putnam Weale *The Corning Streegle in Asia*, 1918.

³⁾ Mr. Putnam Weale n'hésite pas à déclarer que la cession au Japon de cette ligne a été une des plus belles victoires du Baron Komura. Et, cependant, à cette époque à peu près seuls le Baron Komura et peut-être quelques experts russes ont paru se rendre compte de l'importance de la question. Voir également: A. Gérard « *Ma mission au Japon* », Paris 1919, p. 62.

Ce pays, dont les frontières, délimitées au commencement de la dynastie des Tsing, étaient marquées par le Yalou et le Tumen, avait une population chinoise fort peu dense. En effet, berceau de la dynastie des Tsing, il avait, pour cette raison même, été l'objet de règlements restrictifs qui avaient limité l'immigration chinoise.

Le pays étant peu peuplé, l'administration en avait été négligée; et peu à peu, les Coréens s'étaient infiltrés, se fixant, cultivant le sol. Considérant comme sien ce territoire, où la population coréenne était presque cinq fois plus nombreuse que la population chinoise l'Empereur de Corée y avait perçu l'impôt. Aussi, lorsque la Chine prétendit rétablir toute son autorité à Chientao, elle entendit s'élever les protestations de la Corée.

Dès qu'ils furent les maîtres à Séoul, les Japonais mirent les plaideurs d'accord. Ils envoyèrent sur les lieux des fonctionnaires et des gendarmes, et l'administration japonaise fonctionna sur une superficie de 50 milles sur 75, où vivaient 70,000 Coréens et 25,000 Japonais.

Les protestations répétées de la Chine aboutirent à des pourparlers qui se terminèrent par l'accord du 4 septembre 1909, connu sous le nom d'« accord de la frontière coréenne ».

En effet, cet accord fixait la frontière sino-coréenne que la rivière Tumen devait marquer désormais, sauf dans la région de la source de cette rivière où la frontière, à partir du monument-frontière, devait suivre le cours du Shi-Yi-Shwéi.

De plus, la Chine s'engageait à ouvrir aux étrangers un certain nombre de villes où le Japon pouvait installer des consulats; et dans la région agricole située au nord du

Tumen, la résidence et l'exploitation agricole étaient permises aux Coréens.

Cette région agricole située au nord du Tumen était soumise à la juridiction chinoise, mais la Chine s'engageait non seulement à protéger les Coréens résidant sur ledit territoire, mais encore à leur appliquer le même droit civil qu'aux citoyens chinois.

Le Japon se réservait le droit de veiller à ce que la Chine tint ses engagements : les tribunaux, tant civils que criminels, devaient toujours être ouverts aux agents consulaires japonais ; et lorsqu'il s'agissait de cas très importants, notamment lorsque la vie de personnes était en jeu, les autorités japonaises devaient être prévenues, car leur présence était nécessaire aux débats.

Si le jugement rendu leur paraissait contraire à la loi, les autorités japonaises pouvaient en exiger un nouveau.

Enfin, clause fort importante, où nous retrouvons la constante préoccupation des japonais de construire des voies ferrées et de les placer sous leur direction exclusive : le gouvernement chinois s'engageait à prolonger la ligne Kirin-Chang-Chun jusqu'à la frontière nord du Yenché, et à la raccorder, à Hoïriyong, à une voie ferrée coréenne. Ce prolongement devait être effectué dans les mêmes conditions que la ligne Kirin-Changchun : pour construire la voie, la Chine empruntait au Japon ; la propriété de la voie et les recettes servaient de gage ; jusqu'au remboursement intégral de la somme prêtée, l'ingénieur en chef et le comptable devaient être de nationalité japonaise.

Ainsi, arrachant une fois de plus à la faiblesse de la Chine un accord à leur avantage, les Japonais étendaient de façon considérable leur zone d'influence et obtenaient une

importante extension de leur ligne du Sud-Est de la Mandchourie.

E. Mines de la Mandchourie Méridionale.

Lorsque, en avril 1907, l'on voit la Compagnie du Sud-Mandchourien se transformer en véritable administration coloniale, jouissant d'une foule de privilèges industriels et commerciaux, il semble que cette Compagnie ne peut plus demander ni d'obtenir davantage.

Elle va, cependant, faire l'un et l'autre. Dès sa création, elle avait droit aux mines situées dans la zone de la voie. Cette zone par laquelle on entendait, d'ordinaire, trente li (environ dix-huit kilomètres) de chaque côté du chemin de fer, toujours le Japon refusa de la définir, malgré les instances de la Chine. Plus tard la question fut reprise lors du règlement du Chemin de fer Antoung-Moukden. Le Japon profita habilement de la situation pour conclure avec la Chine toute une série de conventions parmi lesquelles, entre autres, celle relative à l'exploitation des mines sur le parcours de la ligne principale. L'article 4 de cette convention est ainsi conçu: « Toutes les mines situées le long du chemin de fer Antoung-Moukden et de la ligne principale du Chemin de fer Sud-Mandchourien, à l'exception de celle de Fushun et de Yenta, seront exploitées en participation par les Japonais et les Chinois ». ¹⁾

¹⁾ Les mines de Fushun sont situées à environ vingt-deux milles à l'est de Moukden; elles sont extrêmement riches, étant estimées contenir 800,000,000 de tonnes de charbon. D'abord exploitées, dans une certaine mesure, par les Russes, elles passèrent sous le contrôle des Japonais qui s'empressèrent d'éliminer l'élément chinois; elles servent à l'approvisionnement en charbon du chemin de fer sud-mandchourien et

F. *Convention des Télégraphes.*

La convention des télégraphes, signée le 12 octobre 1908, permet, non seulement d'apprécier une fois de plus la politique d'accaparement du gouvernement japonais, mais encore de voir à quelles méthodes ce gouvernement n'hésite pas à recourir lorsque ses intérêts sont en jeu.

Au cours des pourparlers qui devaient aboutir à la convention des télégraphes, M. Dresing, Conseiller des Télégraphes impériaux de Chine, fut victime d'un odieux attentat. Une nuit, il fut chloroformé, sa maison fouillée, et ses papiers comprenant de nombreuses notes secrètes relatives aux télégraphes chinois, furent dérobés. Assurément, le Japon exprima sa surprise et ses regrets, mais coupables et papiers demeurèrent introuvables.

Quant à la convention, en voici les points principaux : ¹⁾

1° le câble Dalmy-Port-Arthur-Tchéfou devait comprendre deux sections très inégales, l'une chinoise, l'autre japonaise. La section chinoise ne comprenait que 7 milles et demie et le point terminus de Tchéfou.

2° Le Japon s'engageait à ne faire, en dehors du terri-

d'un grand nombre d'autres entreprises de la région. Les Japonais y ont installé les machines les plus modernes et les méthodes d'exploitation les plus perfectionnées. Ils sont arrivés à un rendement de plus de trois millions de tonnes par an, ce qui est supérieur au rendement des meilleures houillères du Japon. Le charbon extrait est utilisé dans toute la Mandchourie et dans une certaine mesure en Sibérie; il est également exporté dans les ports chinois, aux Philippines, et jusqu'à Singapour et aux Indes.

¹⁾ Voir: *Empire of the Far East*, by Lancelot Lawton, London, 1912, T. II, p. 1203 et suiv.

toire à bail et de la zone des chemins de fer, aucune sorte d'installation télégraphique ou téléphonique, sans l'autorisation de la Chine. Il demandait seulement sur ce point le traitement de la nation la plus favorisée.

3° Le Japon s'engageait aussi, moyennant le versement de 500,000 yens, à céder immédiatement à la Chine toutes les lignes télégraphiques japonaises de Mandchourie, en dehors bien entendu de la zone des voies ferrées et du territoire à bail.

4° La Chine s'engageait à placer des fils télégraphiques spéciaux entre Antoung, Nin-Chwang, Liao-Yang, Moukden, Tien-Sing, Kwan-Chang-Tse, et le territoire de la voie ferrée, exclusivement à la disposition du gouvernement japonais pour une durée de 15 ans. Les employés chargés d'assurer le service sur ces lignes devaient être de nationalité japonaise et à la solde du gouvernement japonais. Seuls, les télégrammes échangés entre des lieux placés sous la surveillance des japonais, devaient passer par ces lignes.

La convention des télégraphes, légalisant l'exploitation par les Japonais d'importantes lignes télégraphiques, complétait leur œuvre d'expansion en Mandchourie méridionale.

II. *Interprétation abusive du traité par le Japon.*

Jusqu'ici nous avons vu le Japon travailler à son expansion en usant toujours de la même méthode : agir sans prévenir la Chine, puis contraindre celle-ci à légaliser les mesures prises. Jamais encore nous ne l'avons vu invoquer aucune clause du traité ou de la convention additionnelle.

Nous allons maintenant examiner des cas où le gou-

vernement japonais, usant d'une autre tactique, prétend réclamer l'exécution du traité, l'interprète selon ses intérêts et se plaint avec amertume du mauvais accueil fait à ses justes revendications.

A. Affaire de la ligne Antoung-Moukden.

Au printemps 1909, le Japon, invoquant l'article 6 de la convention additionnelle du 22 décembre 1905, reproche à la Chine de ne point se prêter à l'exécution des travaux d'amélioration et d'élargissement de la ligne Antoung-Moukden.

La Chine répliqua en demandant que les soldats japonais qui gardaient la ligne fussent retirés et que la police de la ligne et de la zone en bordure de la voie ferrée fut confiée au gouvernement chinois.

De longues négociations s'ensuivaient, au cours desquelles les deux pays s'accusèrent réciproquement de lenteur et de mauvaise volonté.

Le 24 juin 1919, une note de la Chine faisait observer au Japon que l'article 6 de la convention additionnelle de 1905 ne donnait au Japon que « le droit d'améliorer la ligne Antoung-Moukden de manière à la rendre propre au transport des marchandises, manufacturées ou non, de toutes les nations », et que par suite, l'élargissement de la voie et les changements de parcours maintenant proposés n'étaient pas acceptables.

Le 7 août, une note de Tokio annonçait que, à son grand regret, le Japon se voyait forcé d'entreprendre sans le concours de la Chine les travaux de reconstruction de la ligne Antoung-Moukden.

Effrayée d'une pareille menace, la Chine répondit aussitôt par un communiqué où courtoisement, elle exposait ses droits, avec textes à l'appui, mais où, tout en protestant, elle laissait entendre qu'une fois de plus elle céderait.

En conséquence, le 16 août 1909, fut signé à Moukden un mémorandum en vertu duquel la Chine consentait à l'élargissement de la voie. Elle approuvait d'ailleurs dans son ensemble le projet de reconstruction. Les détails devaient être réglés dans des débats ultérieurs.

Quant à la question capitale : celle de la police de la ligne et de l'administration de la zone en bordure de la voie, le Japon se refusait absolument à la discuter.

Il ne la discuta point, mais il la résolut, en se chargeant de cette police et de cette administration ; et toutes les protestations de la Chine furent accueillies avec surprise et tristesse. ¹⁾

Comment la Chine pouvait-elle ainsi méconnaître les indiscutables droits du Japon ? La ligne Antoung-Moukden n'était-elle pas un embranchement du Sud-Mandchourien, et par suite ne devait-elle pas être administrée comme toute ligne appartenant au Sud-Mandchourien ?

Quant aux gardes-voies militaires japonais, s'ils n'étaient point retirés, c'était parce que le Japon s'était engagé, par l'article 2 de la convention additionnelle, à les rappeler simultanément avec la Russie. Or, la Russie n'avait pas retiré les siens.

Tels étaient les principaux arguments du Japon.

L'argument touchant les gardes-voies militaires japonais prouvait combien avaient été sages les plénipotentiaires

¹⁾ *Empire of the Far East*, by Lancelot Lawton, vol. II, p. 1237.

japonais lorsque, à l'article 2 de la convention additionnelle, ils avaient ajouté: « le Japon retirera ses gardes de chemins de fer simultanément avec la Russie.

Quant à l'argument (et c'est l'argument capital), d'après lequel la ligne Antoung-Moukden serait un embranchement du Sud-Mandchourien, il ne supporte guère l'examen.

Il tombe dès que l'on se rappelle que la ligne Antoung-Moukden fut construite par les Japonais, pour des raisons militaires, pendant la guerre russo-japonaise.

Lorsque la Russie céda les chemins de fer de la Mandchourie méridionale, elle ne put donc pas céder cette ligne qui ne lui avait jamais appartenu. Et dans l'article 6 de la convention additionnelle, par lequel la Chine concédait au Japon le droit d'exploiter et améliorer la ligne Antoung-Moukden, rien n'indiquait que ladite ligne fit partie du réseau Sud-Mandchourien ni que le Japon eût des droits administratifs dans la zone en bordure de la voie ni qu'il fut autorisé à faire la police de la ligne.

B. *Question du chemin de fer de Fakumen.*

L'affaire du chemin de fer de Fakumen est fort intéressante, car elle montre jusqu'où vont les prétentions japonaises dans la Mandchourie du Sud. Elle accuse nettement la tendance du Japon à éliminer la Chine et les autres puissances et à monopoliser la Mandchourie. Elle le montre agissant en contradiction absolue avec le principe de la porte ouverte.

Lorsque, en novembre 1907, le gouvernement chinois, donnant suite à un projet arrêté par la guerre russo-japonaise, voulut prolonger la voie ferrée impériale du Nord de la Chine depuis Tsiumintun jusqu'à Fakumen, et passa, pour

la construction dudit prolongement, un contrat avec une compagnie britannique, le Japon prononça son veto, sous prétexte que ce prolongement porterait tort aux chemins de fer Sud-Mandchouriens.

Le Japon basait son opposition sur une clause d'un accord secret joint à la convention additionnelle de 1905, clause ainsi conçue :

« Le gouvernement chinois consent, afin de protéger les Chemins de fer Sud-Mandchouriens, à ne pas construire, avant d'avoir repris possession desdits chemins de fer, de ligne concurrente ou parallèle à ces chemins de fer, ou d'embranchement qui puisse porter tort aux Chemins de fer Sud-Mandchouriens. » ¹⁾

En réalité, cette clause, d'après la déclaration de H. E. Tang Shao-Yi, ²⁾ gouverneur de la province de Fengtien, qui avait assisté en qualité de secrétaire aux négociations de la convention de Péking, 1905, avait été proposée par les plénipotentiaires japonais, discutée, puis rejetée par suite de l'opposition des plénipotentiaires chinois. Comme toutes les questions proposées et discutées, elle avait été inscrite, et la minute signée en avait été conservée.

D'ailleurs, même dans le cas où l'on considérerait comme valable cette clause secrète, il faudrait encore convenir que la défense de la Chine est fort sérieuse.

En effet, elle invoque l'article 4 du traité de Portsmouth : « Le Japon et la Russie s'engagent réciproquement à ne pas porter obstacle aux mesures générales communes à toutes les puissances que la Chine pourrait prendre pour le

¹⁾ T. F. Millard : « *The Far Eastern Question* », London 1909.

²⁾ T. F. Millard.

développement du commerce et de l'industrie de la Mandchourie. »

La prétendue clause secrète serait donc nettement en contradiction avec l'esprit et la lettre du traité de Portsmouth.

Invoquant l'article 4 dudit traité, la Chine prétend avoir le droit de construire la ligne de Tsiumintun à Fakumen, nécessaire au développement économique d'une région de Mandchourie que ne dessert actuellement aucune voie ferrée.

Elle fait, de plus, remarquer, que la région en question a toujours eu et a encore pour centre commercial Tsiumintun, actuellement le point terminus nord de la ligne qu'il s'agit de prolonger; et que, par suite, le prolongement de cette ligne jusqu'à Fakumen rendrait plus actif le commerce sans le déplacer.

Enfin, le point de la ligne Tsiumintun-Fakumen le plus rapproché du réseau Sud-Mandchourien en est encore éloigné de 35 milles, et le fleuve Liao forme entre ladite ligne et ledit réseau une limite commerciale naturelle.

De tous ces arguments, le Japon n'a rien voulu entendre, et l'affaire s'est terminée par l'Accord Mandchourien, signé le 4 septembre 1909 et qui marque une nouvelle victoire japonaise.

La Chine, en effet, s'engage à ne point construire de voie ferrée entre Tsiumintun et Fakumen sans au préalable consulter le Japon.

C. Question de la ligne Ta-Shi-Chiao.

En 1898, un accord entre la Chine et la Russie autorisait cette dernière à construire des sous-embranchements provisoires destinés à faciliter la construction de la grande

ligne de la Mandchourie méridionale. Dès l'exploitation de la grande ligne, les sous-embranchements en question devaient être supprimés, à la demande du gouvernement chinois.

Lorsque, après la guerre russo-japonaise, la Chine pria le Japon, héritier de la Russie en Mandchourie méridionale, de supprimer ou de céder à la Chine, la ligne Ta-Shi-Chiao-Niu-Chwang, l'un des sous-embranchements provisoires visés par l'accord russo-chinois de 1898, elle essuya un refus catégorique.

Invokant de nouveau le protocole de Péking de 1905, le Japon prétendit que, par la clause secrète déjà mise en avant au sujet de la ligne Tsiumintun-Fakumen, ¹⁾ la Chine s'était engagée à ne point *construire* de ligne susceptible de porter tort aux Chemins de fer Sud-Mandchouriens.

Or, la ligne de Ta-Shi-Chiao à Niu-Chwang, exploitée par les Chinois, devenait, au dire des Japonais, un danger pour les chemins de fer Sud-Mandchouriens.

La question fut définitivement réglée par l'article 2 de la convention mandchourienne du 4 septembre 1909.

La Chine, cédant comme toujours, reconnaissait que la ligne de Ta-Shi-Chiao à Yingkow faisait partie du réseau Sud-Mandchourien; de plus, elle permettait le prolongement de cette ligne jusqu'au port de Yinkow.

Telle était la faiblesse du gouvernement chinois que ses

¹⁾ « Le Gouvernement chinois consent, afin de protéger les Chemins de fer sud-mandchouriens, à ne pas construire, avant d'avoir repris possession desdits chemins de fer, de ligne concurrente ou parallèle à ces chemins de fer, ou d'embranchement qui puisse porter tort aux chemins de fer sud-mandchouriens. »

réclamations n'avaient eu d'autre résultat que la législation d'une situation illégale tout à l'avantage du Japon qui désormais était maître à Niu-Chwang.

D. Proposition d'internationalisation des Chemins de fer de la Mandchourie par les Etats-Unis. Projet du chemin de fer de Kiuchéou à Aïgoun.

En novembre 1909, afin de sauvegarder le principe d'égalité de traitement, les Etats-Unis chargèrent leur Secrétaire d'Etat, Mr. Knox, d'adresser aux grandes puissances ayant des intérêts en Asie: la France, la Grande-Bretagne, la Russie, l'Allemagne, le Japon, un mémorandum où se trouvait exposé le projet d'internationaliser les chemins de fer mandchouriens, par un syndicat à former. Les possesseurs ou bénéficiaires actuels des lignes seraient désintéressés ou indemnisés au prorata de leurs droits et intérêts.

Le même mémorandum exposait aussi un projet de construction de ligne internationale entre Kiuchéou, sur la côte nord-ouest du golfe du Liatoung, et Aïgoun, sur le fleuve Amour.

Les gouvernements russes et japonais se consultèrent. Leur décision fut prompte.

Le 21 janvier 1910, ils firent connaître que le projet d'internationalisation des lignes mandchouriennes était contraire au statu quo qu'ils s'étaient engagés à respecter et aux actes internationaux sur la lettre desquels reposait leur droit d'exploitation.

Quant à la construction d'une nouvelle ligne, entre Kiuchéou et Aïgoun, le gouvernement japonais n'y mettait pas opposition, pourvu qu'il fut bien entendu que ce projet

serait envisagé en dehors de proposition d'internationalisation et sans aucun lien avec cette dernière.

Le Japon ne faisait aux Etats-Unis aucune objection au sujet de la ligne projetée, mais il rappelait à la Chine, qui avait, dès le 2 octobre 1909, concédé la ligne Kiuchéou-Aïgoun à un syndicat anglo-américain, la stipulation en vertu de laquelle aucune ligne parallèle ou concurrente au Sud-Mandchourien ne pouvait être concédée sans consultation préalable du Japon.

Bientôt, le Japon, dûment consulté par la Chine, fit savoir qu'il ne s'opposait point à la construction de la ligne, à condition :

1° que le Japon y prît part, financièrement et industriellement;

2° que cette ligne fût raccordée à la grande ligne du Sud-Mandchourien.

Le gouvernement russe donna pour réponse, le 26 février, un contre-projet, par lequel une ligne reliant Péking et Kalgan à Kiachta était substituée à la ligne Kiuchéou-Aïgoun. La construction de la ligne, entre Ourga et Kiachta devait être réservée aux capitaux russes.

Le cabinet de Tokio, le 4 mars suivant, fit savoir qu'il appuyait le contre-projet russe, à condition que la ligne Kalgan-Ourga-Kiachta fût exécutée sur la base d'une participation internationale et que cette ligne fût raccordée au Sud-Mandchourien.

De tels remaniements et complications équivalaient à un rejet pur et simple du projet, lequel fut définitivement abandonné.

III. *Situation illégale du Japon en Mandchourie.*

A. *Troupes japonaises en Mandchourie.*

Depuis 1905, la Chine ne cesse de protester contre la présence, sur le sol mandchourien, de troupes japonaises qui ne se trouvent en territoire chinois en vertu d'aucun traité et dont le maintien porte une grave atteinte à la souveraineté de l'Etat chinois. ¹⁾

I. Certaines de ces troupes japonaises contre lesquelles s'élèvent des réclamations gardent les voies ferrées mandchouriennes en vertu d'un article additionnel du traité de Portsmouth.

Par cet article, la Russie et le Japon se réservaient le droit de maintenir des gardes pour assurer la protection de leurs voies ferrées respectives en Mandchourie. Le nombre de ces gardes ne devait pas dépasser quinze par kilomètre, et les commandants des deux armées devaient, en se basant sur ce chiffre maximum, déterminer d'un commun accord l'effectif à employer et le réduire autant que le permettraient les besoins de la cause.

Mais cet article additionnel n'a jamais été reconnu par la Chine qui, lors de la convention de Péking, 1905, exprima le vif désir de voir opérer le retrait des gardes-voies japonais et russes de Mandchourie.

En réponse au vœu exprimé par la Chine, le Japon, courtois et prudent, s'engagea par l'article 2 de la conven-

¹⁾ Mémorandum soumis par la Chine à la Conférence de la Paix sur le retrait des troupes et des forces de police étrangères. 1919, Paris, pages 6, 8, 9.

tion de Péking à satisfaire la Chine en retirant ses gardes « simultanément avec la Russie ».

La chose espérée par les plénipotentiaires japonais arriva : la Russie ne retirant point ses gardes, le Japon put maintenir les siens. Et lorsque la révolution russe amena le retrait des gardes russes, l'habitude était prise : le Japon maintint encore ses gardes-voies.

2. A partir de 1909, le gouvernement japonais a jugé à propos de détacher des troupes auprès de ses consulats dans des localités telles que Lintow-Kow et Yenki dans la province de Feng-Tien. S'autorisant du précédent japonais, les Russes placèrent aussi, à partir de 1911, des gardes militaires auprès de leurs consulats dans des villes telles que Kirin et Yenki.

3. En 1914, le Japon profita d'une bagarre au cours de laquelle trois agents de police chinois avaient été tués par des militaires japonais, et deux militaires japonais blessés par la police chinoise, pour dépêcher des troupes à Liao-Yuan, sur la frontière de la Mongolie Intérieure.

En vain la Chine punit ses agents, réprimanda ses officiers de police et paya une indemnité de 12,000 dollars à Liao-Yuan.

La présence de troupes étrangères sur le territoire chinois, présence incompatible avec la souveraineté de l'Etat Chinois, ne laissa pas d'avoir de graves inconvénients.

Nombreuses ont été les querelles et les rixes entre soldats japonais et chinois ; nombreuses les difficultés entre les troupes nippones et la population mandchourienne.

De fort sérieux incidents ont eu lieu, parmi lesquels nous pouvons citer les suivants :

A Changchan, dans la province de Kirin, en septembre 1913, un contingent de plus de 100 soldats japonais se dirigea sur les postes centraux des 3^e et 4^e districts de police pour chercher et arrêter des agents chinois sous prétexte que la police chinoise était intervenue alors qu'un sujet japonais attaquait un colporteur chinois.

En août 1916, une rixe se produisit à Changchiatung, sur la frontière de la Mongolie Intérieure Orientale, entre des troupes chinoises et japonaises. Au cours de cette rixe, 4 soldats chinois et 12 soldats japonais furent tués; d'autres furent blessés. Aussitôt, le Japon saisissant cette occasion, présenta au gouvernement chinois plusieurs demandes dont certaines portaient gravement atteinte aux droits souverains de l'Etat Chinois.

Cet incident eut pour effet de rendre extrêmement froides, pendant 5 mois, les relations entre la Chine et le Japon.

Hors de Mandchourie, il y eut à Hankéou, ¹⁾ en 1913, l'affaire du colonel Nesimori. Celui-ci, commandant les troupes japonaises de Hankéou, tenta d'entrer de force au quartier général de la deuxième division de l'armée chinoise, établi dans la même ville, et, prié par une sentinelle de se retirer, la blessa grièvement d'un coup d'épée.

Cette affaire émut fortement les milieux militaires chinois. Une autre, plus sérieuse encore, se produisit en septembre 1913, à Changli, dans la province du Tchili. Un contingent de 40 soldats japonais, commandé par un officier, attaqua un poste de police chinois afin d'arrêter un policier

¹⁾ En 1911, au début de la révolution chinoise, un bataillon japonais fut envoyé à Hankéou à 800 milles de l'embouchure du Yantzé, sous prétexte d'assurer la protection des sujets japonais.

chinois qui avait tenté d'empêcher des soldats japonais de voler des fruits à un colporteur chinois. L'officier blessa le capitaine de la police chinoise et ses 40 hommes tirèrent trois salves de coups de fusils qui tuèrent quatre agents chinois.

L'émotion causée par cet incident fut telle que le gouvernement chinois dut prendre des mesures afin d'empêcher la population de se faire justice.

B. Police japonaise en Mandchourie.

A maintes reprises, le gouvernement japonais a demandé le privilège de stationner des officiers de police japonais en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale, sous prétexte que leur présence était nécessaire pour la protection des sujets japonais; sous prétexte aussi que ce privilège n'était qu'un corollaire du droit d'extraterritorialité.

Toujours le gouvernement chinois répondit par un refus formel, alléguant que des stipulations conventionnelles existaient déjà au sujet de la protection des sujets japonais que d'ailleurs la question de la police était tout à fait indépendante de celle de l'extraterritorialité et n'en pouvait être considérée comme le corollaire; et que jamais semblable prétention n'avait été émise depuis la conclusion des traités d'extraterritorialité.

En dépit du refus formel de la Chine et de ses protestations répétées, le Japon n'a cependant cessé d'établir, depuis 1905, des postes de police en Mandchourie et en Mongolie.

En 1917, le nombre de ces postes, d'après le rapport des autorités locales de Feng-Tien et de Kirin, atteignait déjà le chiffre respectable de 27.

Le gouvernement chinois, maintenant son point de vue en ce qui concerne les postes de police japonais et les troupes japonaises en Mandchourie, continue de protester et insiste pour que soient retirés sans délai de son territoire lesdits postes de police et lesdites troupes qui sont actuellement stationnés en Chine sans justification légale.

CHAPITRE II

Alliance et Conventions concernant la Chine conclues entre les puissances occidentales et le Japon.

Alliance et convention concernant la Chine conclues entre les puissances occidentales et le Japon.

Dès le lendemain de la guerre sino-japonaise, le Japon comprit que la victoire militaire ne pouvait lui suffire, et que, pour réaliser ses ambitions continentales en Asie, il lui faudrait inaugurer une politique nouvelle, laquelle consisterait à rechercher l'appui diplomatique d'une grande puissance.

SECTION A.

Alliance Anglo-Japonaise.

Mortifié d'avoir dû, sur le pressant conseil de la France, de l'Allemagne et de la Russie, rétrocéder à la Chine, après le traité de Shimonoski, les territoires du Liatoung qu'il avait déjà annexés, le Japon vit avec amertume la France, l'Allemagne et la Russie se faire octroyer par la Chine des baux de territoires pour prix de leur intervention.

Il vit avec une irritation particulière la Russie obtenir par la voie diplomatique ce qu'il avait convoité mais n'avait pu conquérir définitivement par les armes : concessions de chemins de fer et de mines en Mandchourie, bail du Liatoung.

Inquiet des empiètements russes en Mandchourie, le Japon observa avec intérêt l'opposition qui existait entre les intérêts russes et les intérêts anglais en Asie.

Lorsque le cabinet de Tokio vit que l'Angleterre, qui déjà n'était pas intervenue en faveur de la Chine lors du traité de Shimonoseki, cherchait à contre-balancer l'influence, toujours grandissante de la Russie en Mandchourie, ¹⁾ il en conçut une grande joie et un grand espoir.

Convaincu de la nécessité, pour éliminer l'influence de son rival russe en Mandchourie et en Corée, d'obtenir l'appui d'une grande nation européenne, le Japon vit clairement que l'Angleterre, qui avait avec lui des intérêts communs contre la Russie, était la grande nation européenne dont il lui faudrait gagner l'appui.

De son côté, l'Angleterre, ayant besoin d'un associé vigilant qui pût veiller à ses intérêts aux confins de l'Asie, tournait son attention vers le Japon : la proximité de celui-ci, son armée puissante, sa marine bien organisée, sa crainte de l'expansion russe, tout le désignait pour jouer le rôle de cet associé vigilant en Extrême-Orient.

La communauté des intérêts devait mener à une alliance. ²⁾

¹⁾ Concession anglaise de Weï-Hai-Weï, dont les droits et privilèges étaient identiques à ceux du bail de Port-Arthur, et qui devait prendre fin dès l'évacuation de Port-Arthur par les Russes (1898).

²⁾ « Persuadé que les intérêts de nos deux pays étaient identiques en Chine, j'estimais, de la plus haute importance d'unir l'Angleterre et le Japon, pour résister à toute entente des autres puissances en vue de porter atteinte à ces intérêts. » *Mémoires du comte Hayashi.*

Celle-ci, hâtée par l'avidité et l'arrogance de la Russie en Mandchourie à la suite de l'insurrection des Boxers, fut signée le 30 janvier 1902 par le Baron Hayashi et Lord Lansdowne.

Les deux parties contractantes reconnaissaient l'indépendance de la Chine et de la Corée, les intérêts respectifs de la Grande-Bretagne et du Japon en Chine et en Corée; s'engageaient à garder une neutralité absolue dans le cas où l'une des parties serait impliquée dans une guerre, et à se secourir mutuellement dans le cas où l'une d'elles aurait à faire face à plus d'une puissance hostile.

Cette convention, valable pour 5 ans, durait depuis 3 ans lorsque le besoin d'une alliance plus étroite se fit sentir.

Le 12 août 1905, pendant les négociations du traité de Portsmouth, l'alliance fut renouvelée et fortifiée. Le nouvel arrangement était valable pour 10 ans.

L'Angleterre reconnaissait la prédominance des intérêts politiques, militaires et économiques du Japon en Corée. ¹⁾ En retour, le Japon reconnaissait les intérêts spéciaux de la Grande-Bretagne touchant la sécurité de la frontière de l'Inde.

¹⁾ La question de la Corée est réglée dans les termes suivants par l'art. 3 de la convention du 12 août 1905: « En raison de la prépondérance appartenant au Japon sur la Corée en ce qui touche les intérêts politiques, militaires et économiques, la Grande-Bretagne lui reconnaît le droit de prendre toutes mesures concernant la direction, le contrôle et la protection de la Corée qu'il estimera nécessaires pour la sauvegarde des dits intérêts, à la condition, toutefois, que ces mesures ne soient pas en opposition avec le principe de l'égalité de traitement des Etats en matière de commerce et d'industrie.

De plus, les deux parties se devaient assistance en cas d'agression.

Un pareil accord, véritable traité d'alliance défensive et offensive, délivrait l'Angleterre et le Japon de toute crainte de la Russie, et donnait à l'une carte blanche à la frontière de l'Inde ; à l'autre, carte blanche en Corée.

En 1911, cette alliance devait être renouvelée pour une durée de dix ans.

SECTION B.

Convention Franco-Japonaise

Le Japon allait continuer avec succès la politique inaugurée par l'alliance anglaise.

Plein de prudence, il jugea à propos, bien qu'il jouît à la fois de l'appui de l'Angleterre et du prestige de ses victoires sur la Russie, de rechercher, en 1907, l'amitié de la France, afin de consolider encore les avantages acquis en Chine.

Le 10 juin 1907 fut signée entre la France et le Japon une convention en vertu de laquelle les deux pays devaient respecter l'indépendance et l'intégrité de la Chine, ainsi que le principe d'égalité de traitement.

Les deux pays s'engageaient en outre à se prêter appui pour assurer le maintien de leurs situations respectives dans l'Empire chinois.

Des lettres jointes à la convention devaient délimiter

les zones d'influence respectives: ¹⁾ pour la France, dans les trois provinces méridionales de la Chine, (le Kouang-Tong, le Kouang-Si, le Yunnan); pour le Japon, à Fou-Kien et, au nord-est, dans les régions de Mandchourie et de Mongolie où le Japon avait des droits spéciaux.

Cette convention, qui reconnaissait les faits accomplis et les intérêts existants respectifs des deux parties contractantes, laissait entrevoir la réconciliation du Japon avec l'alliée de la France: la Russie.

SECTION C.

1^o Accord Russo-Japonais du 30 Juillet 1907.

La réconciliation des deux ennemis de naguère devait suivre de près la convention franco-japonaise.

Depuis longtemps déjà, les deux pays y songeaient.

Dès le traité de Portsmouth, le Japon s'était aperçu que la Russie vaincue demeurerait un adversaire redoutable. Son vainqueur n'avait pu en obtenir ni un kopeck d'indemnité ni un pouce de territoire russe proprement dit.

Elle n'avait cédé que ses droits en Mandchourie méridionale.

Elle avait conservé tous ses droits dans la Mandchourie du nord, et par suite la grande ligne de Vladivostock, c'est-à-dire un débouché sur le Pacifique.

¹⁾ « *Ma mission au Japon* », A. Gérard, Paris, 1919, page 18.

Le Japon, dont les lignes mandchouriennes ne menaient pas à pareil débouché, ne pouvait, en Mandchourie, atteindre le Pacifique que par l'intermédiaire des lignes russes.

Il comprit bientôt qu'il avait tout intérêt à s'entendre avec cette Russie ¹⁾ que toujours il trouvait sur son chemin et dont, d'autre part, il avait à craindre la revanche.

De son côté, la Russie jugeait opportun de reconnaître les faits accomplis et de renouer des relations amicales avec le Japon, afin de sauvegarder ses intérêts en Asie et sa liberté d'action en Europe.

Pour la réconciliation des deux ennemis, la France servit d'intermédiaire. ²⁾ Lors de la signature de l'accord franco-japonais par le Vicomte Hayashi et M. Pichon, il fut convenu que le Japon et la Russie étaient prêts à conclure non seulement un traité de commerce et une convention de pêche-rie, mais un arrangement général. Cet arrangement général fut signé le 30 juillet 1907.

Il établissait :

I. que chacune des parties contractantes s'engageait à respecter l'intégrité territoriale existante actuelle de l'autre, et tous les droits résultant respectivement pour l'une et pour l'autre :

1° des traités, conventions et contrats conclus entre elles et la Chine (traités, conventions et contrats dont les copies avaient été échangées entre elles) en tant que ces droits n'étaient pas incompatibles avec le principe de l'égalité de traitement ;

¹⁾ « Ma mission au Japon », A. Gérard, page 6.

²⁾ « Ma mission au Japon », pages 7 et 26.

2° du traité de Portsmouth ainsi que des conventions spéciales conclues entre le Japon et la Russie.

II. que chacune des deux parties contractantes reconnaissait l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Chine, ainsi que le principe de l'égalité de traitement en tout ce qui concerne le commerce et l'industrie de toutes nations dans cet Empire, et s'engageait à soutenir et défendre le maintien du statu quo et le respect du principe de l'égalité de traitement par tous les moyens pacifiques en leur pouvoir.

Les prétendues zones d'influence des deux pays en Mandchourie et en Mongolie étaient délimitées dans un protocole joint à la convention et qui ne fut pas publié.¹⁾

En Mandchourie, la limite était celle qu'avait déjà fixée le traité de Portsmouth. En Mongolie, il fut établi que la zone russe aurait pour bornes les confins de la Mongolie extérieure depuis la frontière sibérienne jusqu'au désert de Gobi.

Désormais, il n'y avait plus seulement paix et amitié entre la Russie et le Japon, mais action commune. La Russie non seulement reconnaissait les faits accomplis, mais encore acceptait de coopérer avec son ancien ennemi et vainqueur.

Le but de cette coopération était le partage à l'amiable des fruits de leur politique d'expansion et la délimitation des chemins de fer en Mandchourie, et au perfectionnement des services de connexion desdites lignes, elles devaient s'abstenir de toute compétition préjudiciable à la réalisation de ces zones d'influence respectives des parties contractantes.

¹⁾ « Ma mission au Japon », A. Gérard, Paris, 1919, page 32.

2° Accord Russo-Japonais du 4 Juillet 1910.

La proposition américaine d'internationalisation des chemins de fer mandchouriens eut pour résultat de resserrer fortement l'entente russo-japonaise.

Le 4 juillet 1910, le Baron Motono et M. Iswolsky signaient à St-Pétersbourg un accord établissant :

I. que les deux parties contractantes devaient coopérer amicalement à l'amélioration de leurs lignes respectives de objet.

II. que chacune des deux parties s'engageait à maintenir et respecter le statu-quo en Mandchourie, tel qu'il résultait des traités, conventions et autres arrangements conclus jusqu'à ce jour, soit entre le Japon et la Russie, soit entre l'une et l'autre de ces puissances et la Chine.

III. que si le statu quo ci-dessus mentionné venait à être menacé, les deux parties devraient en toute circonstance entrer en communication l'une et l'autre de façon à s'entendre quant aux mesures qu'elles jugeraient nécessaires pour le maintien dudit statu quo.

Ce nouvel accord était la confirmation de la bonne entente des deux anciens rivaux et ennemis, la confirmation de leur coopération amicale en Mandchourie. De plus, il soulignait l'importance des chemins de fer mandchouriens, que les deux gouvernements désiraient sauvegarder avant tout.

Un protocole, qui ne fut pas publié ¹⁾ délimitait de façon plus précise qu'en 1907, les zones d'influence et d'action respectives. Les deux anciens rivaux, maintenant amis, et même, dans de certaines limites, alliés, voulaient écarter toute cause de complication et de différend à l'avenir.

3° Nouvel accord Russo-Japonais du 8 Juillet 1912 ²⁾.

Lorsque, après la Révolution chinoise, la Russie conclut un traité avec la Mongolie et voulut faire ratifier ledit traité par la République chinoise, un nouvel accord devint nécessaire entre la Russie et le Japon.

Une délimitation précise des frontières de la Mongolie et des zones d'influence respectives de la Russie et du Japon en Mongolie, s'imposait en effet.

En conséquence, un nouvel accord fut signé à St-Petersbourg le 8 juillet 1912.

Il consista à reporter à près de six degrés vers l'ouest soit du 122° degré de longitude est de Greenwich au 116° degré 27, la ligne de partage des influences des deux pays.

Entre le 116° degré 27 (méridien de Péking) et la mer s'étendait la zone japonaise; entre le 116° degré 27 et la frontière de l'ouest, la zone russe.

Ainsi, le Japon pouvait désormais exercer librement son influence sur toute la Mongolie orientale limitrophe de la Mandchourie.

¹⁾ « *Ma mission au Japon* », A. Gérard, page 127.

²⁾ Le texte de l'accord du 8 juillet 1912 n'a pas été publié. Il se trouve dans le livre de A. Gérard: « *Ma mission au Japon* », pages 234, 235.

La région qui devait traverser la ligne proposée par le mémorandum Knox: la ligne Kinchéou-Aïgoun, était comprise dans la sphère japonaise; tandis que la ligne proposée par le contre-projet russe approuvé par le Japon: la ligne Kalgan-Durga-Kiachta, était comprise dans la sphère russe.

SECTION D.

Accord entre le Japon et les Etats-Unis.

Au fur et à mesure que le Japon, en dépit de ses assurances répétées du droit de toutes les nations à un traitement égal en Chine, allait violant à la fois le principe de la porte ouverte et l'intégrité de la Chine, l'irritation allait croissant aux Etats-Unis.

Les questions d'immigration et de ségrégation japonaises ajoutaient à cette irritation qui, des milieux politiques, avait gagné les masses populaires. ¹⁾

La presse américaine publiait des propos violents contre le Japon, accusé d'entraver le commerce américain dans la Mandchourie méridionale et de s'entendre avec la Russie afin que chacun d'eux pût maintenir son autorité sur de vastes espaces de terre en bordure de ses voies ferrées dans les régions où s'étendait son influence.

Toutefois, les Etats-Unis ne désiraient point la guerre. Le Japon, las encore du grand effort qu'il avait fourni

¹⁾ « *The Problem of Japan* », par un ex-Conseiller de légation en Extrême-Orient. Amsterdam, 1918, page 154.

pendant la guerre russo-japonaise, le Japon, dont le trésor était vide, ne la désirait pas davantage.

Dans ces conditions, il était aisé de s'entendre, et, lorsque le Japon prit l'initiative d'un accord, l'on s'entendit.

Le 30 novembre 1908, fut signé entre les deux pays un accord qui assurait à tous deux le libre et pacifique développement de leur commerce dans l'Océan Pacifique, le maintien du statu quo, le respect des possessions territoriales acquises, la préservation de l'indépendance et de l'intégrité de la Chine et du principe de l'égal traitement de toutes les nations pour leur commerce et leur industrie en Chine.

Une disposition additionnelle établissait que, dans le cas où le maintien du statu quo et des principes définis par l'accord serait menacé, les deux gouvernements devraient se consulter pour s'entendre au sujet des mesures à prendre.

La Chine n'a pas été sans voir avec inquiétude la conclusion de l'alliance anglo-japonaise, puis des conventions franco-japonaise et russo-japonaise. Elle considère que ladite alliance et lesdits accords, sous leur forme actuelle, portent une grave atteinte à sa dignité d'état souverain car, en fait, ils consacrent les empiètements du Japon et autorisent celui-ci à poursuivre en Mandchourie et en Mongolie intérieure sa politique d'expansion.

Elle remarque que les puissances occidentales semblent donner un sens étrange à l'expression : « intégrité territoriale de la Chine ».

En effet, les puissances occidentales se déclarent, dans leurs accords avec le Japon, soucieuses de maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine; et cependant, en Mandchourie, au Chantoung, et dans une partie de la

Mongolie, la souveraineté de la Chine n'est qu'un vain mot.

Ces derniers temps, la Chine prêtait une anxieuse attention à ce qui se passait en Angleterre et au Japon, car le terme de la durée de l'alliance de ces deux pays était proche (juin 1921).

Appréhendant, non sans cause, le renouvellement de cette alliance, la Chine crut devoir rappeler à Londres ¹⁾ que les accords de 1905 et de 1911, traitant d'affaires la concernant, avaient été conclus sans son consentement.

Elle notifiait en même temps que le fait de la traiter comme une simple entité territoriale soulèverait ses protestations et serait considéré comme incompatible avec l'amitié.

Une réponse verbale ayant fait connaître que, dans le cas où l'alliance serait renouvelée, ses termes seraient identiques à ceux de la précédente, le gouvernement chinois répliqua en faisant remarquer les divergences existant entre l'accord primitif de 1902 et ceux de 1905 et de 1911, particulièrement en ce qui touche la Corée.

De plus, la Chine faisait observer que le renouvellement de l'alliance n'était pas nécessaire puisque, la Chine comptant parmi les membres de la Société des Nations, en vertu de l'article 10 de la Convention de la Société des Nations: « Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. »

¹⁾ Voir à ce sujet *Daily News*, N° du 7 juin 1920.

QUATRIÈME PARTIE

QUATRIÈME PÉRIODE

**Depuis la Grande Guerre de 1914
jusqu'à la Conférence de la Paix de Versailles
1919.**

CHAPITRE I

**Rapports Sino-Japonais pendant la période
de la neutralité de la Chine.**

SECTION A.

Le Japon et la neutralité de la Chine.

I. SITUATION DE LA CHINE AU MOMENT DE L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS EN EUROPE. PROCLAMATION DE LA NEUTRALITÉ CHINOISE.

Note de l'Autriche-Hongrie au gouvernement chi-

nois, 27 juillet 1914. ¹⁾) — Le 27 juillet 1914 le ministre d'Autriche-Hongrie à Péking informait le Gouvernement chinois que, la Serbie n'ayant pas, dans le délai fixé de 48 heures, répondu de façon satisfaisante à l'ultimatum autrichien du 23 juillet, l'Autriche-Hongrie avait donné des instructions à son ministre à Belgrade pour notifier à la Serbie la rupture des relations diplomatiques et quitter immédiatement Belgrade.

Notes respectives de la Russie et de l'Allemagne au gouvernement chinois, 3 et 4 août 1914. ²⁾) — Quelque temps après, le 3 août, le chargé d'affaires de la Russie à Péking notifiait au Gouvernement chinois que la Russie se trouvait en état de guerre avec l'Allemagne et, le même jour, par une démarche analogue, l'ambassadeur d'Allemagne prévenait le ministre des Affaires Etrangères de Chine que l'Allemagne avait, le 1^{er} août, ouvert l'ère des hostilités contre la Russie.

Le 4 du même mois le ministre d'Allemagne à Péking faisait aussi connaître au Gouvernement chinois que l'Allemagne venait de déclarer la guerre à la France en conséquences d'incursions répétées d'aviateurs français sur son territoire. A la même date, une note française à toutes les puissances, annonçait que la France était en état d'hostilités avec l'Allemagne depuis le 3 août 1914.

Extension du conflit. — Ce conflit où cinq états se trouvaient déjà engagés devait bientôt s'étendre à d'autres puissances. Pour le passage de ses troupes vers la frontière

¹⁾ et ²⁾ Voir: *La Chine et la guerre européenne au point de vue du droit international*, par Dr. Nagao Ariga. Paris, 1920, pages 17 et suiv.

française, l'Allemagne, au début des hostilités, avait violé la neutralité de la Belgique. Celle-ci se dressa pour défendre son territoire. Et l'Angleterre, signataire du traité de Londres (1831), qui la faisait l'une des garantes de cette neutralité, déclara la guerre à l'Allemagne pour remplir ses engagements (4 août 1914). D'autre part, l'Autriche-Hongrie ayant prêté son concours militaire à l'Allemagne contre la France, le gouvernement français, à la date du 13 août, fit connaître au représentant de la Chine à Paris que les relations diplomatiques étaient rompues depuis le 10 entre la France et l'Autriche-Hongrie; cette dernière puissance persistant dans son attitude, l'état de guerre remplaça la rupture à partir du 12 août 1914.

Situation intérieure de la Chine à la même époque. — A ce premier stage de la grande guerre européenne, la Chine se trouvait dans une situation particulièrement difficile. Le gouvernement républicain qu'elle venait de se donner, était encore insuffisamment organisé. Elle ne possédait qu'une constitution provisoire. La loi sur l'élection présidentielle avait été votée, mais le dictateur Yuan-Chi-Kaï avait dissous le Parlement avant même que la constitution eut été définitivement établie.

Cette situation intérieure qui réclamait toute l'attention et toutes les forces du gouvernement obligea la Chine, en dépit de ses sympathies de l'heure, à prendre position d'état neutre devant le conflit européen.

Proclamation de la neutralité chinoise. ¹⁾ — Le 6 août 1914 un ordre du Président de la République fut publié

¹⁾ Voir le texte de la proclamation dans la *Péking Gazette* du 7 août 1914.

relativement à la neutralité de la Chine pendant la guerre européenne. Cet ordre exposait les raisons qu'avait le gouvernement de rester neutre. Il rappelait les traités qui le liaient aux puissances alors en conflit. Il insistait sur le sort des citoyens chinois établis ou vivant sur les possessions de ces puissances. Il concluait enfin par le désir qu'avait la Chine de maintenir la paix en Extrême-Orient pour y diminuer autant que possible les conséquences inévitables de la funeste guerre dont l'Europe était le théâtre.

En même temps que le mandat présidentiel, un règlement sur la neutralité, comprenant 24 articles, fut communiqué aux représentants des puissances étrangères à Péking. Le premier de ces articles, particulièrement précis quant à la question qui est traitée ici, interdisait aux belligérants d'occuper une partie quelconque du territoire ou des eaux territoriales de la Chine. Pour tous les cas que ne prévoyait pas ce règlement sur la neutralité, le gouvernement chinois entendait se baser sur « la convention concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre » et sur « la convention concernant les droits et les devoirs des puissances neutres en cas de guerre maritime », conventions conclues entre la Chine et les autres puissances à la Haye en 1907.

II. EFFORTS DU GOUVERNEMENT CHINOIS AUPRÈS DES PUISSANCES BELLIGÉRANTES POUR PRÉSERVER LA NEUTRALITÉ DE LA CHINE. — DÉCLARATION DE GUERRE DU JAPON A L'ALLEMAGNE.

Tentative de neutralisation des baux territoriaux. ¹⁾ —

¹⁾ Voir: *Democracy and the Eastern Question*, by T. F. Millard, New-York, 1919.

Ainsi, dès la première heure, en proclamant sa neutralité absolue, la Chine entendait bien vouloir neutraliser sous son contrôle tous les territoires chinois cédés à bail soit à l'une ou l'autre des nations belligérantes, soit encore à celles qui le pourraient devenir par la suite.

Pour éviter d'être accusé de favoriser l'une des puissances belligérantes au détriment des autres, sans attendre, le gouvernement précisa les concessions territoriales visées. C'était le bail de Kiao-Tchéou (Allemagne), ceux de Kow-lon et de Weï-Haï-Weï (Grande-Bretagne), celui de Kouan-toung avec Port-Arthur et Dalmy (Japon) et les régions où la Russie et le Japon exerçaient un certain contrôle de police.

Mais de la part de la Chine, cette neutralisation n'était qu'un désir, et c'est comme proposition qu'elle fut soumise aux puissances intéressées. Certes, ce n'était pas là le fait d'une nation puissante, libre de ses décisions. Une telle nation eut, sans autre façons, annoncé ses intentions au monde et pris les concessions sous son contrôle, comme mesure de sauvegarde, sans se soucier de la légitimité ou de l'illégitimité de son action ou de ses droits en l'affaire. Mais il faut, ici, bien faire remarquer que si la Chine eut été capable d'agir de la sorte, elle n'aurait jamais, auparavant, accordé les baux que, sur son territoire, détenaient alors, pour leurs avantages stratégiques et économiques, des puissances étrangères.

Attitude du Japon. — A l'époque où la Chine allait soumettre aux puissances son projet de neutralisation des baux territoriaux, le Japon comptait encore au nombre des états neutres. Aussi ses bons offices et ceux des Etats-Unis

furent-ils tout d'abord sollicités pour amener les nations belligérantes à une acceptation des propositions chinoises. Or, chose curieuse — mais que devaient expliquer les événements ultérieurs, — le Japon, seul, parmi les puissances directement intéressées, se déclara formellement opposé à ces propositions.

Attitude des autres puissances. — L'Allemagne, dont le chargé d'affaires à Péking fut pressenti, était prête à accepter. Elle n'avait qu'à gagner en consentant à la neutralisation de sa base de Tsingtao qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de défendre longtemps contre une action probable, et peut-être concentrée, des flottes britannique, française et russe en Extrême-Orient. Un refus de sa part, elle le savait, n'aurait, d'ailleurs, fait qu'entraîner le Japon dans la guerre.

La Grande-Bretagne était aussi, semble-t-il, favorable à ces propositions. Qu'avait-elle à perdre, en effet, par la neutralisation de Wei-Haï-Wei si, d'autre part, la base stratégique allemande de Tsingtao était éliminée? Les intérêts anglais en Chine ne pouvaient qu'être consolidés par son consentement.

Quant aux Etats-Unis, certaines démarches qu'ils firent officieusement pour amener les puissances à adopter les propositions chinoises prouvent leur sentiment dans la question. Mais l'opposition japonaise d'une part et, de l'autre, la confusion des affaires internationales à cette époque rendirent difficile et lente l'action américaine. Et cette action devint inutile le jour où, brusquant les choses, le Japon envoya un ultimatum à l'Allemagne (15 août 1914).

Lorsque l'opposition japonaise se confirma dans les milieux officiels, il y eut un brusque revirement de l'opinion.

La Russie, d'abord indifférente, modifia son attitude et, sans opposer un refus, du moins, remit sa réponse et n'accorda pas d'approbation. La Grande-Bretagne, elle-même, pensa plus sage, aux premières heures d'une guerre à l'issue incertaine, de ne pas s'aliéner le Japon. La France, enfin, tout entière à la menace de l'invasion allemande, son attention détournée des problèmes d'Extrême-Orient, était peu préparée à envisager les conséquences possibles de ces lointains événements sur le cours intérieur de la guerre européenne.

Déclaration de guerre du Japon à l'Allemagne. — En août 1914, en ce mois lourd d'événements si graves pour le monde, s'accomplit le premier des actes qui devaient faire de la Chine la victime d'une véritable agression. Le 15 à 7 heures du soir, le gouvernement japonais télégraphiait à son chargé d'affaires à Berlin le texte d'un ultimatum à remettre au gouvernement allemand. En même temps, notification de cet ultimatum était faite à l'ambassade d'Allemagne à Tokio.

Ce ultimatum qui, peu après, fut communiqué à la Chine, en substance, demandait à l'Allemagne une abdication sans réserve, au profit du Japon, des droits qu'elle avait acquis en Extrême-Orient et plus particulièrement de ceux qu'elle détenait sur le bail de Kiao-Tchéou. ¹⁾ Il contenait deux proposi-

¹⁾ On connaît les origines de la cession à bail de la baie de Kiao-Tchéou à l'Allemagne. Ce pays recherchait sur la côte chinoise une base navale convenable pour sa flotte d'Extrême-Orient. Une commission allemande désigna la baie de Kiao-Tchéou comme l'endroit réalisant les conditions désirées. Le meurtre de deux missionnaires, en novembre 1897, à l'intérieur de la province de Chantoung, et dans des circonstances échappant au contrôle des autorités locales fut pour l'Allemagne le prétexte tant recherché. Quatre bâtiments de guerre allemands débarquèrent peu

tions : selon la première les bâtiments de guerre allemands devaient se retirer des eaux du Japon et de la Chine, et être désarmés au cas où ils ne seraient pas en état de le faire ; selon la deuxième le gouvernement allemand devait remettre aux autorités japonaises, avant le 15 septembre 1914, la totalité du bail de Kiao-Tchéou pour que celui-ci fut restitué ultérieurement à la Chine par ces mêmes autorités.

« Une question vitale » pour le gouvernement japonais, disait l'ultimatum « est d'éliminer la cause de perturbation de la paix de l'Asie Orientale et de prendre des mesures pour la défense de ses intérêts généraux. »

Remis le 16 août au gouvernement allemand, cet ultimatum devait, à proprement parler, rester sans réponse. En effet, le 23 août, avant midi, le chargé d'affaires japonais à Berlin reçut la communication verbale que voici : « Le gouvernement allemand ne répondra pas à la demande du Japon. Il rappellera son ambassadeur à Tokio et donnera des passeports au chargé d'affaires du Japon à Berlin ».

Le même jour, à 6 heures du soir, le Japon déclarait la guerre à l'Allemagne.

après une force expéditionnaire sur les côtes de la baie de Kiao-Tchéou, et l'occupation de ce territoire fut officiellement annoncée. La présence de ces troupes en territoire chinois et le danger qui en résultait pour la tranquillité intérieure força la Chine à accepter les termes de la convention du 6 mars 1898.

En vertu de cette convention, la Chine gardait ses droits de souveraineté sur les territoires occupés, mais constituait le long des côtes de la baie de Kiao-Tchéou une zone de 50 kilomètres (à compter de la marée haute) où les troupes allemandes pouvaient circuler en tous temps. La Chine accordait aussi à l'Allemagne un droit de bail de 99 ans sur les deux rives de l'entrée de la baie de Kiao-Tchéou ainsi que sur un certain nombre d'îles, etc. etc.

Sens de la politique japonaise. — Quoi donc obligeait le Japon à entrer dans la guerre européenne? Rien dans l'alliance qu'il avait avec l'Angleterre, s'il faut s'en tenir aux termes du traité. Rien non plus dans les relations qu'il avait eues jusqu'alors avec l'Allemagne. Non, ce qu'il faut voir dans cette déclaration de guerre c'est une simple politique d'opportunisme.

Que se propose donc le Japon par les termes de son ultimatum à l'Allemagne, si ce n'est cela même que désirait réaliser la Chine par son plan de neutralisation: le maintien de la paix en Extrême-Orient? Pourquoi donc s'oppose-t-il à ce plan? La vérité est que les baux des belligérants étant tous neutralisés, le bail allemand de Kiao-Tchéou se trouvait replacé aussi sous le contrôle chinois. Et c'est la chose que le Japon voulait à tout prix éviter pour profiter de l'opportunité qui s'offrait à lui de s'installer dans les droits territoriaux et prérogatives de l'Allemagne en Chine.

On pourrait soutenir que le Japon, s'emparant de la base navale allemande, en cela, servait les intérêts des Alliés en Extrême-Orient et obéissait à des suggestions de l'Angleterre. Mais de quel droit s'arrogeait-il des prérogatives qui étaient celles de la Chine et celles de la Chine seulement? « Quel point du droit international, quelle coutume, écrit M. Thomas F. Millard, à ce sujet, justifiait le Japon d'ordonner à l'Allemagne le retrait de tous ses bâtiments de guerre des eaux chinoises ? » ¹⁾

¹⁾ « By what right of international law or custom, for instance, did Japan order Germany (for her ultimatum amounted to an order although called advice) to withdraw all her war-ships and armed vessels from Chinese waters » *Democracy*

Aussi ne faut-il point chercher dans le droit, mais dans une volonté de conquête, les motifs de la politique japonaise. En déclarant la guerre à l'Allemagne, ce n'est pas l'Allemagne que tenait à vaincre le Japon. Il visait non seulement à prendre possession du bail de Kiao-Tchéou, mais aussi comme l'ont bien montré les événements, à étendre cette position à toute la province du Chantoung. Que lui importait l'Allemagne? N'est-il pas exact d'affirmer que, derrière ce pays, c'est la Chine qu'il cherchait? Ses violations répétées des droits de la neutralité chinoise donnent en tous cas une force singulière à cette opinion.

III. VIOLATION DE LA NEUTRALITÉ DE LA CHINE PAR LE JAPON. — NOTE CHINOISE SUR LA DÉLIMITATION DU THÉÂTRE DE LA GUERRE.

Débarquement des troupes japonaises en territoire chinois. ¹⁾ Le 2 septembre 1914, à Loungkow, qui est en territoire chinois et non dans la région cédée à bail à l'Allemagne, le Japon débarquait un premier contingent de troupes, la 18^e division, forte de 20,000 hommes dont l'objet était la prise de Tsingtao. Ce débarquement inopiné, en plein pays neutre, fut une surprise pour le gouvernement chinois qui croyait tenir du Japon l'assurance qu'en aucun cas ne serait violée la neutralité de la Chine.

Les Japonais ne se contentèrent pas d'effectuer un simple passage vers Kiao-Tchéou. Ils crurent bon, au fur et à mesure de leur avance, de se saisir des bureaux de postes et télé-

and the Eastern question, pp. 88. London 1919. By Thomas F. Millard.

¹⁾ Voir le mémorandum relatif au Chantoung qui a été déposé par la délégation chinoise à la conférence de la paix à Paris, 1919, p. 11.

graphes et d'occuper les villes et les villages. Et, chose plus regrettable, ils soumirent les populations chinoises aux travaux, rigueurs, humiliations que comporte, d'ordinaire, l'occupation d'un pays ennemi.

Devant ce fait, le gouvernement chinois comprit quel danger, pour la tranquillité intérieure de la Chine, pouvait résulter d'actes analogues, et que le théâtre de la guerre avait été délimité officiellement si on ne voulait pas le voir s'étendre à toute la province du Chantoung. Aussi décida-t-il de reconnaître, par déclaration, les territoires environnant la baie de Kiao-Tchéou où les armées des belligérants pourraient se rencontrer sans que la Chine fut rendue responsable de se qui s'y passerait.

Note sur la délimitation du théâtre de la guerre. ¹⁾ Le 3 septembre le gouvernement chinois adressa, aux ministres des autres puissances à Péking une circulaire relative à la délimitation du théâtre de la guerre.

Dans cette circulaire il constatait qu'en dépit de la proclamation de la neutralité chinoise, des atteintes avaient été portées à cette neutralité d'une part pour l'Allemagne, de l'autre par les forces japonaises et britanniques, alliées. Pacifiquement il regrettait que des nations amies de la Chine se fussent livrées sur son territoire à des actes d'hostilités. Se basant sur leur analogie avec les actes de guerre russo-japonais dans la péninsule de Liatoung en 1904, il déclinait toute responsabilité, sur le théâtre des opérations militaires,

¹⁾ Voir note aux appendices N° 5, p. 42—43 du mémorandum relatif du Chantoung, qui a été déposé par la délégation chinoise à la conférence de la paix de Paris, 1919.

des faits découlant de ces opérations. Mais il déclara maintenir l'application des règles de la neutralité partout où n'avaient pas été commis d'actes d'hostilité. Il constituait ainsi une zone de guerre spéciale bien délimitée : Lungkow, Laïchow et les localités adjacentes à la baie de Kiao-Tchéou.

Bien entendu, dans les districts incriminés, l'administration, comme la juridiction territoriale, la sécurité des habitants et des fonctionnaires, ainsi que les propriétés publiques et privées devaient être pleinement respectées par les Etats belligérants.

Le 4 septembre, le contenu de cette circulaire fut communiqué télégraphiquement aux autorités civiles et militaires du Chantoung. A la fin de la dépêche il était dit que « si les soldats chinois, stationnés à l'intérieur de la zone délimitée, rencontraient les troupes des belligérants, ils devaient les bien accueillir, afin d'éviter tout conflit. ¹⁾

IV. OCCUPATION PAR LE JAPON DU CHEMIN DE FER TSINGTAO-TSINAN ET DES GISEMENTS MINIER Y ATTENANT. — PROTESTATIONS DU GOUVERNEMENT CHINOIS.

Occupation du chemin de fer Tsingtao-Tsinan. ²⁾ — La zone militaire, sur la délimitation de laquelle le Japon n'avait soulevé aucune remarque, devait être bientôt débordée. Le 26 septembre, Weihsien, qui est en dehors de cette zone, voyait arriver un contingent japonais fort de 400 hommes. Ceux-ci, d'abord, occupèrent la gare, et, une semaine plus

¹⁾ Télégramme de la Haute Direction des Affaires militaires au Gouvernement militaire du Chantoung en date du 4 septembre 1914.

²⁾ Voir mémorandum relatif au Chantoung, p. 12.

tard, le 3 octobre, obligèrent les troupes chinoises à abandonner les alentours du chemin de fer. De plus, le 6, sans tenir compte de la protestation du gouvernement chinois, ils poussèrent jusqu'à Tsinan, prirent possession des trois gares de la ville et, renforcés de nouveaux effectifs, s'emparèrent de toute la ligne ferrée qui va de Tsingtao à Tsinan. Pour rendre plus efficace la mesure, ils remplacèrent, peu à peu, le personnel chinois par des sujets japonais; et les gisements miniers, de part et d'autre de la voie, furent occupés et rendus à l'activité.

Protestation du gouvernement chinois. Réponse du Japon. ¹⁾ Le 27 septembre, au lendemain de l'entrée à Weihsien des troupes japonaises, la Chine fit, par note diplomatique, remarquer au Japon, qu'une fois de plus il venait de violer la neutralité chinoise, et cela en dépit de la déclaration officielle qu'en avait faite le gouvernement chinois un mois auparavant, comme de celle concernant la zone des opérations militaires. Le chemin de fer de Weihsien à Tsinan appartenant à une compagnie sino-allemande, les gares étaient sous la protection chinoise et seulement chinoise; enfin, le territoire traversé par ce chemin de fer étant purement neutre, aucun argument de valeur ne pouvait justifier l'occupation japonaise. Aussi la Chine demanda-t-elle au Japon le retrait immédiat de ses troupes et la restitution des gares du chemin de fer en s'étonnant que puissent encore se commettre de pareils manquements « à la bonne foi internationale aussi bien qu'aux lois de la neutralité ».

¹⁾ Voir note aux appendices, les N^{os} 6, 7, 8, 9 du mémorandum relatif au Chantoung qui a été déposé par la délégation chinoise à la conférence de la paix de Paris 1919.

Mais elle ne devait pas obtenir satisfaction. Le 28, le ministre du Japon à Péking se rendit au ministère des affaires étrangères de Chine porteur d'instructions de son gouvernement. Il déclara que, du point de vue japonais, le chemin de fer Kiao-Tchéou-Tsinan était dépendance du bail de Kiao-Tchéou et, par conséquent, partie du domaine public du gouvernement allemand. Et il annonça que les troupes japonaises avaient reçu l'ordre de prendre possession de toute la voie ferrée jusqu'à Tsinan.

Le gouvernement chinois protesta à nouveau contre les mesures envisagées par le Japon. Il résuma l'entretien au 28 en une nouvelle note qui fut transmise le 30 septembre 1914 au ministre du Japon à Péking. Il montrait l'erreur fondamentale que commettait le Japon au sujet de la propriété du chemin de fer Kiao-Tchéou-Tsinan. « Il est un principe établi, affirmait-il, que même la propriété d'un belligérant, se trouvant sur territoire neutre, ne peut être saisie, prise en possession par l'autre belligérant, et il en est encore davantage ainsi lorsque, comme dans le cas actuel, les biens en question sont la propriété conjointe de capitalistes chinois et allemands ».

L'argument est sans réplique si l'on invoque le droit international. Mais il fallait un prétexte au Japon. Et pour lui le chemin de fer Kiao-Tchéou-Tsinan était un bastion allemand où il se trouvait encore des ennemis. Il le fit comprendre à la Chine. Mais celle-ci s'indigna : « Quel est le plus mince prétexte, ajoutait la note du 30, que votre gouvernement peut invoquer pour en prendre possession ? Un long temps s'est écoulé déjà depuis que vos troupes ont entrepris d'attaquer Tsingtao, et les troupes allemandes de Tsingtao ont été isolées, sans secours, entièrement coupées

depuis longtemps de toutes communications par le chemin de fer de Kiao-Tchéou. Il va sans dire que le gouvernement ne permettra jamais aux Allemands de se servir de la ligne, mais encore il est hors du pouvoir des Allemands d'en faire usage. C'est pourquoi la mesure que votre gouvernement a en vue, ne répond certainement pas à un besoin militaire. »

Cette seconde note et nouvelle protestation au sujet des mesures que le Japon comptait prendre : marche vers Tsinan, mainmise sur les gares et la voie ferrée, eut sa réponse deux jours après, et ce fut, clairement exposée, toute la thèse japonaise sur la question. Le 2 octobre 1914 le ministre du Japon à Péking la fit connaître au ministre des affaires étrangères de la République chinoise.

Il est important de s'arrêter sur les divers points de cette réponse comme sur les termes dans lesquels elle est conçue. Par sa note du 30 septembre, le gouvernement chinois avait nettement mis en évidence le caractère de propriété privée du chemin de fer de Kiao-Tchéou-Tsinan. La dépêche japonaise néglige de discuter ce point essentiel. Sans doute était-il gênant. Il semble bien que la tactique du Japon soit d'être évasif quand il lui faudrait conclure à son désavantage. Il répète que « la guerre actuelle a pour but non seulement l'attaque des navires de guerre et des forts ennemis dans le territoire cédé à bail de la baie de Kiao-Tchéou, mais aussi l'élimination de la base de l'activité allemande en Extrême-Orient ». Il considère le chemin de fer du Chantoung comme le résultat du traité de 1898 entre l'Allemagne et la Chine et en assimile la compagnie à une compagnie purement allemande ». Et, partant de ce point, il conclut : « Si le chemin de fer du Chantoung ne peut être considéré comme étant la

propriété d'un neutre, comment peut-on dire que, s'il est placé sous notre contrôle, nous violons la neutralité ? »

Le voilà donc justifié ! Et la note se termine sur une accusation de complicité ou d'incapacité. Le Gouvernement chinois — « et il y en a beaucoup d'exemples », porte le texte de la dépêche — a souvent négligé d'interdire l'assistance portée à l'ennemi sur le chemin de fer Kiao-Tchéou-Tsinan. Aussi le Japon prétend-il s'assurer la possession de la voie ferrée « par tous les moyens ».

Dès les premiers jours il a voulu s'arroger les prérogatives allemandes au Chantoung et il a mis tout en jeu pour les conquérir : force armée, ruses diplomatiques. Son but, a-t-il proclamé, est d'affaiblir l'influence primitive de l'Allemagne dans ladite région. » Et s'il a voulu s'emparer du bail de Kiao-Tchéou, cela n'a jamais été « qu'en vue de le restituer ultérieurement à la Chine » ¹⁾. Quant à cette intention, on sait ce qu'il en est. Pour l'heure l'Allemagne est son ennemie ; il l'attaque où elle est vulnérable comme le font ses Alliés d'Occident. C'est là, du moins, l'interprétation qu'il voudrait qu'on donnât à sa politique. Les faits, depuis, ont prouvé qu'il n'a jamais cherché qu'à s'agrandir d'une nouvelle conquête territoriale. Les protestations répétées de la Chine au sujet de ses droits violés, de ses propres populations lésées et malmenées sont restées lettre morte. Brutal, comme le plus fort, il prétend agir « sans s'assurer l'approbation du Gouvernement chinois ». ²⁾ Ou bien, parfois feignant l'indignation, il s'étonne « de voir le gouvernement

¹⁾ Texte de la déclaration de guerre du Japon à l'Allemagne.

²⁾ En toutes lettres dans la note japonaise du 2 octobre 1914.

chinois suspecter chacun de ses mouvements ». ¹⁾ Avec habileté, toujours il réfute les arguments qui lui sont opposés.

Après réception de la note japonaise du 2 octobre 1914, le gouvernement chinois n'en admettant aucun des points, ne pouvant user que d'une seule arme, la protestation, pour le maintien de ses droits, s'éleva une fois de plus contre les assertions du Japon et la violation de son territoire. Dans la note du 9 octobre qui fut remise au ministre du Japon à Péking, il revenait encore sur le caractère de propriété privée du chemin de fer de Kiao-Tchéou-Tsinan et constatait le silence du Japon sur cette question. Il protestait contre les allégations de complicité ou d'incapacité qui lui étaient faites et niait qu'il y eut jamais eu de preuves produites à cet effet. Enfin, il affirmait que cette expression: « l'élimination de la base de l'activité allemande en Orient » et l'action politique qu'elle sous-entendait, étaient pour la première fois portées à sa connaissance. En tous cas, il ne pouvait admettre cette action, vu que la Chine, devait, seule, en supporter toutes les conséquences: « L'acte qu'on a cherché à justifier par ce terme vague a eu pour résultat la violation de la neutralité de la Chine et l'occupation de biens à l'intérieur du territoire d'une nation amie — biens appartenant pour partie à des commerçants neutres ».

V. INCIDENT DU TORPILLEUR ALLEMAND S. 90. NOUVELLE PROTESTATION DU GOUVERNEMENT CHINOIS CONTRE LA VIOLATION DE LA NEUTRALITÉ DE LA CHINE. ²⁾

Le S. 90 chassé par l'ennemi touche à la côte chinoise.

¹⁾ En toutes lettres dans la note japonaise du 2 octobre 1914.

²⁾ Voir: *La Chine et la guerre européenne*, par Dr. Nagao Ariga, Paris 1920, pages 125 et suiv.

— Dans la matinée du 18 octobre 1914, un torpilleur de chasse allemand, le S. 90, échappé du port bloqué de Tsingtao et poursuivi par l'ennemi, vint s'échouer dans les eaux chinoises, sur la côte de Jitchaocheng, à 6 milles et demi du N. O. de Chi-Tchou-So. L'officier qui le commandait, ayant fait sauter le pont, gagna la terre avec son équipage de 64 hommes, où ils furent fait prisonniers et internés provisoirement dans un temple de Bouddha. Interrogé par le magistrat de Jitchaocheng, l'officier allemand fut amené à signer une déclaration relatant l'événement et les raisons qu'il avait eues de faire sauter son bateau. Elle comportait aussi un état des armes remises aux autorités chinoises et la demande faite par cet officier d'être, avec son équipage, envoyé à Shanghai.

Mais, à cause des dangers qu'offrait dans cette dernière ville la présence de nombreux étrangers, le gouvernement central refusa de souscrire à la demande du capitaine allemand. Lui et ses hommes furent transportés d'abord à Yuenchow puis ensuite à Nankin où ils furent internés sous la surveillance du général Fengkno-Tcheng.

Nouvelle violation de la neutralité chinoise. — Le 20 octobre 1914 le torpilleur japonais Nenohi arrivait à Jitchaocheng. Le capitaine commandant ce torpilleur fit aussitôt débarquer un détachement de ses soldats. Il voulait enquêter sur l'équipage du S. 90. Mais les Allemands avaient déjà quitté la ville et il ne put que constater que le torpilleur échoué était gardé par la police maritime chinoise. Sans tenir compte des protestations des fonctionnaires chinois il fit arborer le pavillon japonais sur le S. 90 et procéder à son

démantèlement. Pour aider à cette opération, il força les habitants de la localité à venir démonter les canons et autres objets transportables et les rétribua en nature par du charbon et des pièces détachées pris au bateau allemand qui ne fut bientôt plus qu'une coque vide. Un inventaire dûment signé de tous les objets enlevés fut remis aux autorités locales chinoises.

Dans la matinée du 21 octobre, deux autres navires auxiliaires japonais vinrent mouiller près de Jitchaocheng pour prendre charge des objets enlevés au S. 90. Et ce ne fut que le 23, à 6 heures du matin, qu'ils s'en retournèrent laissant le pavillon japonais sur la coque vide du torpilleur allemand.

Le 24, six cavaliers japonais vinrent, vers les 9 heures, enquêter sur toute l'affaire auprès des autorités locales. L'attestation du capitaine allemand leur fut montrée; ils examinèrent le S. 90 et repartirent.

Toutes les pièces relatives à cet incident furent, par la suite, envoyées à la Haute Direction des Affaires Militaires par Wang-Tchiao-Tcheng, magistrat de Jitchaocheng.

Protestation du gouvernement chinois. — Est-il admissible de considérer comme butin de guerre un bateau ennemi réfugié dans les eaux territoriales d'un pays neutre? Est-il aussi admissible que, sans autorisation, un bateau ennemi puisse entrer dans des eaux territoriales neutres et s'approprier une épave à laquelle ont été appliquées les règles de la neutralité? N'est-ce pas là une double violation du droit international?

Le gouvernement chinois, informé, en fit immédiatement la remarque au Japon, le priant une fois encore de

respecter la neutralité de la Chine. Mais, entretemps, les navires japonais s'étaient retirés et l'affaire n'eut pas de suite.

Ce fait, qui peut paraître de mince importance s'il faut le considérer sous le rapport des conséquences directes, revêt un caractère de vraie gravité, quand on réfléchit aux méthodes et à la politique qui l'ont inspiré. En cette occasion, comme toujours, le Japon semble ne tenir aucun compte de la personnalité de la Chine en tant qu'Etat. Il sait qu'elle n'est pas en mesure de recourir à la force pour faire respecter ses droits. Aussi, quand il s'agit des fins qu'il s'est proposées, les ignore-t-il tout simplement.

VI. ANNULATION PAR LA CHINE DE LA ZONE DE GUERRE
— REFUS DU JAPON D'ACCÉDER A CETTE ANNULATION.

Chute de Tsingtao. — Le 7 novembre 1914, les Allemands, incapables de résister plus longtemps aux rigueurs de l'investissement de Tsingtao, livrèrent la ville aux forces japonaises et britanniques. Elles y entrèrent le 16 novembre.

Après la capitulation des Allemands le Japon s'installe dans la place et, quelques semaines plus tard, le 1^{er} janvier 1915, le port fut de nouveau ouvert au commerce, sans aucune restriction.

Mais, bien que les hostilités eussent pris fin et que le contingent britannique se fut à peu près retiré, les troupes japonaises circulaient encore à l'intérieur du Chantoung. Le gouvernement chinois, pour faire cesser les troubles inévitables qui découlaient de cette présence au milieu de la population civile, demanda au Japon le retrait de ses forces militaires vers Tsingtao, ainsi que l'enlèvement du chemin de fer Lungkow-Chanhen et des fils télégraphiques établis

pour les opérations d'investissement. Le Japon refusa d'accéder à cette demande.

Révocation de la déclaration du 3 septembre 1914. — Lasse d'insister en vain auprès du gouvernement japonais pour le retrait de ses troupes et le rétablissement de l'ordre au Chantoung, et voyant que les circonstances qui l'avaient amenée à constituer une zone spéciale de guerre avaient disparu avec les hostilités, la Chine crut le moment opportun d'annuler cette zone de guerre et de revenir au statut primitif de la région en question. Le 7 janvier 1915 elle notifia ¹⁾ son acte de révocation aux ministres britanniques et japonais. Il ne se pouvait pas que l'état de guerre fut plus longtemps prolongé en territoire chinois, c'est-à-dire, neutre. Les communications antérieures relatives à la délimitation de la zone de guerre étaient annulées et le retrait des troupes japonaises, encore une fois, demandé.

Le Japon, ainsi pressé, refusa de s'exécuter. Le 9 janvier, son ministre à Péking fit connaître la réponse du gouvernement impérial ²⁾ au ministre des Affaires Etrangères de la République chinoise. La dépêche japonaise portait que la déclaration de révocation que faisait la Chine était une « décision arbitraire » et équivalait en fait à ne pas tenir compte de la confiance et de l'amitié internationales ». Elle mettait aussi en doute « la convenance de cette manière d'agir ».

Subtilité diplomatique et rien d'autre que cette accu-

¹⁾ Voir le texte de note aux appendices N° 10 du mémorandum relatif du Chantoung qui a été déposé par la délégation chinoise.

²⁾ Idem, N° 11.

sation. La Chine, respectueuse des conventions signées, du droit international, son unique défense, toujours pacifique et patiente avait tout supporté des violations faites à ce droit par le Japon — violations dont elle était victime.

La dépêche se poursuivait par le refus brutal du Japon de jamais acquiescer à la déclaration chinoise. La Chine pouvait « annuler effectivement les communications relatives à la création d'une zone de guerre, les mouvements des troupes japonaises resteraient libres comme auparavant, sans être affectés ni restreints par ladite déclaration ».

Il est inutile d'insister sur le ton d'insolence de ces derniers termes. C'est de ce ton qu'use la force quand elle ne trouve plus d'arguments dans le droit. Mais il faut rappeler les origines du conflit, les décisions survenues l'attitude des parties en présence et voir laquelle s'est maintenue dans les principes du droit international, laquelle les a violés.

A la suite des préparatifs militaires du Japon sur territoire chinois, la Chine, devant la situation extraordinaire créée de ce fait, avait déclaré que « Lungkow, Laïchow et les localités près de Kiao-Tchéou, comprises dans des limites aussi étroites que possible et absolument nécessaires pour les opérations des troupes des états belligérants, formeraient « temporairement » une zone spéciale à l'intérieur de laquelle elle ne serait pas responsable en tant qu'état neutre. » La Chine prenait alors cette mesure pour pourvoir aux nécessités de la situation intérieure et maintenir les relations d'amitié avec les Etats belligérants sans avoir d'accords à ce sujet, cependant, avec ces mêmes états belligérants. Faite librement, sans le concours d'aucune partie, cette déclaration pouvait être aussi annulée librement sans consultation de tiers. Il n'y avait rien d'arbitraire à cela. D'ailleurs, entre

la date de cette annulation et la prise de Tsingtao, deux mois s'étaient écoulés, la défense militaire allemande avait été détruite, les troupes britanniques s'étaient retirées; en somme toute action militaire avait cessé dans la zone spéciale de guerre et rien n'en nécessitait plus l'existence. Elle aurait dû, même, avoir été supprimée plus tôt, si ce n'est pour cette même amitié internationale que la Chine avait toujours tenu à maintenir.

De plus, la Chine n'avait-elle pas, avant sa déclaration d'annulation, maintes fois signalé au gouvernement japonais combien le retrait de ses troupes vers Tsingtao eut été désirable pour le rétablissement de l'ordre à l'intérieur du Chantoung? Et cela en vain. Ce n'était qu'en considération de la souffrance de la population civile et du fait que le port de Tsingtao avait été rendu libre au commerce, sans restrictions, que la Chine avait révoqué sa déclaration du 3 septembre, 1914.

Qu'avait été l'attitude de la Chine depuis le début de l'affaire? Elle avait toujours tenu à ménager la confiance et l'amitié internationales et n'avait rien à regretter à ce sujet. Toutes ses déclarations s'étaient inspirées des principes du droit international. Toujours elle avait cherché à accorder les intérêts en présence, appliquant les règles de la neutralité et désirant régler à l'amiable ses affaires avec le Japon.

Cette justification fut le sujet d'une note que la Chine adressa au Japon le 16 janvier 1915. ¹⁾ Celui-ci n'y devait pas faire de réponse directe. Mais on peut en trouver une

¹⁾ Voir le texte de la note aux appendices N° 12 du mémorandum relatif du Chantoung qui a été déposé par la délégation chinoise.

dans certains des articles des fameuses vingt et une demandes du Japon qui furent remises à la Chine deux jours après.

VII. SAISIE PAR LE JAPON DES DOUANES CHINOISES DE TSINGTAO. CONSÉQUENCES SUR LE TRAFIC DE L'OPIMUM ET DE LA MORPHINE.

Mainmise par le Japon sur les douanes de Tsingtao. — Quelque temps après la reddition de Tsingtao par les Allemands, alors que cette ville et toute la baie de Kiao-Tchéou étaient occupées par le Japon, celui-ci, invoquant l'accord du 17 avril 1898 (modifié le 1^{er} décembre 1905) avec l'Allemagne, demanda le droit de nommer des sujets japonais dans le corps des douanes maritimes chinoises. Mais à l'époque où les Allemands contrôlaient le bail de Kiao-Tchéou, c'était toujours la Chine qui avait fait les nominations dans le corps des douanes et l'immixtion du Japon dans cette administration risquait de la désorganiser. Aussi ne crut-elle pas bon d'accepter la proposition japonaise. L'affaire en était là, lorsque le général Kamio, fort des instructions qu'il avait reçues du gouvernement japonais s'empara des bureaux des douanes chinoises de Tsingtao ainsi que de leurs archives et autres biens.

Le contrôle japonais des douanes et la contrebande. — Les conséquences ne se firent pas attendre. Les Chinois se trouvant évincés, c'était la porte ouverte à la contrebande de l'opium. On sait quelle longue et difficile lutte il fallut à la Chine au début de ce siècle pour supprimer la fabrication, le trafic et l'usage de l'opium sur son propre territoire. On se rappelle l'aide qu'en cela elle reçut des Puissances étrangères et que le Japon fut un des pays signataires de la con-

vention de la Haye (janvier 1912) relative à ce sujet. Aussi, ce qui semble peu croyable, ce qui dépasse la compréhension, c'est que, sous le contrôle de ce même pays, le commerce illicite de l'opium, de la morphine et autres produits prohibés ait pu s'exercer sous l'étiquette de « commerce d'articles militaires intéressants ». Plus encore, c'est que le Japon ait prélevé des droits sur ces marchandises dont il n'ignorait pas la nature, droits que se sont élevés à deux millions de livres sterling s'il faut en croire certain témoignage autorisé. ¹⁾

Le Japon, depuis, a vanté l'extension du port de Tsingtao et le développement de la région depuis qu'y règne sa suprématie commerciale. Comment donc admirer cette suprématie, si elle est faite de procédés analogues à ceux employés à Tsingtao?

VIII. BUREAUX D'ADMINISTRATION CIVILE JAPONAISE AU CHANTOUNG.

Etablissements de bureaux dans les villes de Fangtze, Chantien et Tsinanfou. — Il est bon de parler ici d'un fait qui est intimement lié à la question du chemin de fer Kiao-Tchéou-Tsinan.

Le 1^{er} octobre 1917, le gouvernement japonais établit une administration civile à Tsingtao en vertu d'une ordon-

¹⁾ Le *North China Daily News* de Shanghai, le plus ancien et le plus important des journaux anglais publiés en Chine, publia en décembre 1918 un rapport sensationnel sur le trafic japonais de la morphine en Chine: « Entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 1918, au moins 2000 caisses d'opium furent achetées aux Indes et importées à Tsingtao, via Kobé. Le Japon préleva des droits sur ces 2000 caisses qui, quoique n'étant pas portés aux comptes ordinaires, s'élevèrent à plus de 2,000,000 £. »

nance impériale de même date. Trois villes : Fangtze, Chantien et Tsinanfou, qui sont le long du chemin de fer, en dehors du territoire cédé à bail et de la zone de 50 kilomètres, furent chacune munie d'un bureau d'administration civile relevant de Tsingtao. Fangtze, qui est la plus rapprochée de Tsingtao en est encore éloignée de 90 milles. Le bureau qui y fut créé s'est arrogé le droit de juridiction sur les contestations entre Chinois et a prélevé des taxes sur ceux-ci.

Enfin le chemin de fer de Kiao-Tchéou-Tsinan et les mines y attenantes furent placés sous le contrôle d'un département spécial de cette administration civile.

SECTION B.

Les vingt-et-une demandes du Japon.

PREMIÈRE SOUS-SECTION

Remise des vingt-et-une demandes à la Chine.

Desseins du Japon.

I. LA REMISE DES VINGT-ET-UNE DEMANDES ET LA PROCÉDURE JAPONAISE. — SITUATION DIFFICILE DU GOUVERNEMENT CHINOIS.

Remise des vingt-et-une demandes. — La note du 16 janvier 1915 se terminait par l'espoir exprimé par la Chine de voir le Japon régler à l'amiable le différend né de l'annulation de la zone de guerre.

Le 18, sans qu'une réponse expresse fut faite à cette note, le ministre japonais à Péking remettait au président Yuan Chi Kaï, en personne, un document comprenant vingt-et-une demandes. Ce document, d'un ordre politique tout spécial, était, cependant, dans l'une de ses parties, une réponse à la note chinoise, et, par là, intimement lié aux communications échangées avec la légation japonaise de Péking. Il était l'aboutissement des opérations entreprises au Chantoung par les autorités militaires japonaises, de l'historique desquelles il ne peut être séparé.

Mais il créait une situation nouvelle.

Des cinq groupes qu'il comprenait le premier visait le règlement de la question du Chantoung. Le but principal du second était de définir la situation du Japon dans la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale et d'y renforcer cette situation. L'objet du troisième groupe était de consolider les intérêts de la Société Hanyehping avec laquelle les capitalistes japonais avaient des relations étroites. Le quatrième exigeait que la Chine ne cédât plus, dorénavant, à une tierce puissance, et sous n'importe qu'elle forme, une partie quelconque de ses côtes. Le cinquième, enfin, et le plus important, comprenait une série de propositions telles, que par leur nature, elles étaient une menace à l'intégrité territoriale comme à l'indépendance et à l'existence même de la Chine.

Désir de conquêtes du Japon. — Ainsi ce document dépassait de beaucoup la question de l'annulation de la zone de guerre. Mais il voulut aussi plus dire encore qu'il ne disait. Par sa forme impérative et outrageante aussi bien que par les problèmes qu'il soulevait, nul doute qu'il n'avait été cal-

culé et rédigé pour humilier l'état auquel on l'adressait. La Chine était alors une toute jeune république aux assises peu solides. L'autorité de son gouvernement était mal établie. On pouvait la ruiner d'un seul coup et rejeter le pays dans les divisions intestines en soumettant à ce gouvernement des propositions inacceptables appuyées par la force. On verra, par la suite, que ce furent là les desseins du Japon. Le parti militaire y était tout puissant et cherchait la guerre. Aussi les termes et les exigences des vingt-et-une demandes avaient-ils été combinés tout exprès pour qu'il fut impossible à la Chine d'en rien accepter. En effet, un état suzerain se serait à peine permis de semblables injonctions envers un état vassal. Un état indépendant n'y pouvait pas déférer.

Irrégularité de la procédure japonaise. — Mais avant d'examiner en détail ses vingt-et-une demandes il est de toute importance de montrer combien irrégulière fut la procédure diplomatique employée par le Japon.

D'abord rien ne le justifiait de présenter ces demandes à la Chine. La Chine était pays neutre; elle n'avait rien entrepris, rien vouloir entreprendre qui pût, d'une façon quelconque, lui être imputé à mal par le Japon. Il n'y avait pas eu de guerre entre les deux pays, pas de rivalité au sujet d'un bien tiers.

La remise même de la note japonaise et les conditions qui accompagnèrent l'acte de cette remise prouvaient le peu de cas que faisait le Japon des usages diplomatiques. La note eût dû être transmise par le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires Etrangères de Chine. Or, M. Hioki, pour des raisons faciles à deviner et de par des instructions reçues de son gouvernement, la remit au président de la

République chinoise, en personne. Il la lui remit en exigeant qu'elle ne fut pas rendue publique, et sous menace de recevoir du Japon une série d'autres demandes plus exigeantes encore que les premières, si celles-ci n'étaient pas gardées secrètes.

Elles ne le furent pas longtemps. En dépit des mesures que le Japon avait prises de son côté en interdisant à la presse nipponne de les publier ou commenter; malgré les avertissements répétés faits au gouvernement chinois de garder le silence, les points principaux de la note japonaise, comme l'extraordinaire procédure adoptée pour la remise, furent bientôt connus dans certains cercles politiques. C'étaient là des faits aux conséquences possibles trop graves pour que rien n'en transpirât et qu'il n'y eut pas de gens intéressés à les ébruiter.

Le Japon cependant essaya de sauver la partie qu'il jouait. Il opposa un formel démenti aux propagateurs de la chose, et des instructions furent données aux représentants diplomatiques japonais pour nier et discréditer tout ce qui en serait dit ou écrit. M. Hioki lui-même, qui avait été, auprès du Président de la République, l'instrument de la remise des vingt-et-une demandes, en nia l'existence quand il fut questionné là-dessus par les chargés d'affaires des autres puissances.

Tout cela fut en vain. On sut bientôt partout que la note japonaise se composait de vingt-et-une demandes et le texte en arriva de Chine. Ne pouvant plus rien arrêter, le Japon changea de tactique: il reconnut avoir présenté onze demandes seulement à la Chine; et il les fit publier officieu-

sement. ¹⁾ Comme de juste, tout ce qui, dans la véritable note japonaise, pouvait soulever des vives critiques, avait été supprimé. Le groupe V tout entier, qui décrétait l'asservissement de la Chine, en avait été soigneusement omis.

Mais l'impression faite sur l'esprit public ne pouvait pas être modifiée. En Chine l'opinion s'était montée. On accusa le Japon de vouloir écraser la jeune République chinoise et d'avoir choisi, pour l'heure de sa tentative, le moment même où l'attention du monde était anxieusement tournée vers le grand drame qui se déroulait en Europe.

Le gouvernement et l'opinion. — Dès les premiers jours le gouvernement chinois sentit que le pays désirait ardemment le rejet des demandes du Japon; qu'il ne le désirait pas seulement, mais le voulait, l'exigeait. Que faire devant l'unanimité? Les représentants de la volonté nationale allaient-ils s'abandonner à cette volonté? Il y avait péril à cela. Le Japon menaçait de fomentier des troubles dans le pays si les demandes n'étaient pas acceptées en bloc; et ces troubles pouvaient être fatals au gouvernement de Péking. Il allait même jusqu'à prétendre obtenir par les armes l'acceptation de la Chine.

Une guerre! il n'y fallait pas songer, alors que les passions, à l'intérieur, étaient à peine calmées, l'armée mal organisée. D'autre part, ne pas satisfaire l'opinion, c'était susciter la révolution. Le parti de la réaction, dont les chefs étaient réfugiés au Japon, pouvaient se faire les champions

¹⁾ Voir le texte dans: *La vérité sur le différend sino-japonais*, publié par l'Association générale des Etudiants chinois en France. Avril-mai 1915, Paris, pages 18—19.

de la majorité mécontente; et l'on se doutait qu'ils trouveraient les subsides et l'appui nécessaires auprès des autorités japonaises.

Telle était la situation du gouvernement chinois. Il était pris à la fois entre le pays et la menace étrangère. D'un côté l'invasion, de l'autre la révolution. Les travaux d'organisation et de reconstruction, qu'avait entamés la République, risquaient fort d'être annihilés, avec tous les progrès accomplis, que l'invasion ou que la révolution fit son œuvre.

II. DÉCLARATIONS OFFICIELLES ET VÉRITABLES BUTS DE GUERRE DU JAPON.

Instructions préliminaires aux vingt-et-une demandes.

— Le 3 décembre 1914, un mois avant que ne fut agitée la question de la zone de guerre, M. Hioki, ministre du Japon à Péking, recevait à Tokio, avec le texte des vingt-et-une demandes, des instructions précises de son gouvernement relatives à ces mêmes demandes. ¹⁾

Voilà qui est édifiant si l'on veut bien ne pas se satisfaire des déclarations officielles du Japon et si l'on cherche à retrouver, sous celles-là, quelles furent ses véritables intentions. Il n'est pas inutile de citer, ici, une partie de ces instructions. Emanant du gouvernement japonais, elles sont significatives quant à l'existence d'un plan d'attaque contre l'intégrité de la Chine.

On y trouve ce qui suit :

¹⁾ Ces premières instructions, données par le baron Kato (alors ministre des Affaires Etrangères du Japon) à M. Hioki, ont été officiellement publiées à Tokio le 9 juin 1915.

« Afin de pourvoir au règlement de la situation résultant de la guerre entre le Japon et l'Allemagne, et dans le but d'assurer à l'Extrême-Orient une paix durable par le renforcement de l'Empire (japonais), le Gouvernement Impérial a résolu d'entrer en pourparlers avec le gouvernement chinois en vue de conclure des traités et accords suivant les lignes générales indiqués dans les quatre premiers groupes des propositions ci-annexées (c'est-à-dire des vingt-et-une demandes)....

« Le Gouvernement Impérial estime qu'il est absolument essentiel, pour fortifier la position du Japon dans l'Asie orientale aussi bien que pour sauvegarder les intérêts généraux de cette partie du monde, d'amener la Chine à adhérer aux propositions dont il s'agit, et il est déterminé à atteindre ce but par tous les moyens en son pouvoir. Vous êtes prié en conséquence, d'apporter toute votre diligence à la conduite des négociations que nous remettons ainsi entre vos mains. »

Quant aux propositions du cinquième groupe elles étaient indiquées à M. Hioki comme des vœux du gouvernement Impérial; mais elles furent présentées au gouvernement chinois comme des *demandes*.

Il n'y a pas à commenter ces premières instructions du gouvernement japonais; le texte ci-dessus se suffit à lui-même. On peut simplement remarquer l'absence de préoccupations du Japon en ce qui concerne l'issue de la guerre européenne où il prétend jouer un rôle. Comme il a été dit par ailleurs, ce qu'il cherche dans sa guerre contre les Puissances Centrales c'est uniquement de fortifier sa position en Asie orientale et cela par tous les moyens en son pouvoir.

Le Japon et l'opinion mondiale. Ses déclarations officielles. — Les buts de guerre du Japon étant ainsi mis en lumière, il est nécessaire d'exposer, parallèlement, comment il tenta, par ses déclarations officielles et ses notes à la presse, de donner le change à l'opinion mondiale.

Celle-ci était justement inquiétée des premiers actes du Japon après sa déclaration de guerre à l'Allemagne. Le gouvernement des Etats-Unis, devinant les visées japonaises, adressa, le 17 août 1914, une note aux différentes Puissances, où il était question uniquement de « préserver la neutralité chinoise ».

Le 24, le premier ministre du Japon, pour rassurer l'opinion américaine, adressait un message au peuple des Etats-Unis. Ce message, publié dans les colonnes de *The Independent* (New-York), proclamait l'absolue sincérité des sentiments japonais à l'égard du maintien de la paix : « Comme Président du Conseil du Japon, y disait le comte Okuma, j'ai déclaré et déclare à nouveau aujourd'hui aux peuples des Etats-Unis et du monde entier, que le Japon n'a aucune ambition future, nul désir de s'accroître en territoire, *nulle pensée de déposséder la Chine*, ou n'importe quel autre pays. Mon gouvernement et mon pays, en donnant leur parole et leur garantie, qui seront observées avec honneur comme toutes les promesses du Japon. »

Quelques jours auparavant, le 19, le bureau de la presse de Londres avait communiqué le télégramme ci-après : « Les gouvernements britannique et japonais, s'étant mis en communication, estiment qu'il est nécessaire que chacun agisse en vue de protéger les intérêts généraux en Extrême-Orient

visés par l'alliance anglo-japonaise et notamment l'indépendance et l'intégrité de la Chine.

« Il est entendu que l'activité japonaise ne s'étendra pas dans l'Océan Pacifique, au-delà des mers de Chine, sauf toutefois, en ce qui concerne les mesures nécessaires à la protection des lignes de navigation japonaise dans le Pacifique, ni au-delà des eaux asiatiques à l'ouest des mers de Chine, ni dans tout autre territoire étranger en dehors de celui occupé par l'Allemagne sur le continent de l'Asie orientale. » (Havas.)

Et le 26 août, confirmant la déclaration du comte Okuma, le gouvernement japonais communiquait ce qui suit à la presse : « Le gouvernement japonais vient de faire publier une longue note déclarant que la politique japonaise approuvée par l'empereur, consiste à agir en toutes circonstances, dans le présent et dans l'avenir, en plein accord avec les conditions de son alliance avec l'Angleterre, ses traités d'entente avec les Etats-Unis et les engagements qu'il a pris avec la Chine.

« Le Japon rendra Kiao-Tchéou à la Chine, défendra l'intégrité territoriale de la Chine et fera son possible pour faire disparaître les motifs de suspicion alimentés depuis quelques années en Amérique par une campagne contre le Japon. » ¹⁾ (*Ouest-Eclair*, 27 août 1914.)

¹⁾ *Le Temps*, 24 août 1914. — « La réponse américaine, tout en regrettant le différend qui a surgi entre le Japon et l'Allemagne, prend occasion de cet ultimatum pour faire connaître le point de vue des Etats-Unis en ce qui concerne la situation, à savoir que le Japon ne cherche pas un agrandissement territorial; que le Japon a promis de restituer Kiao-Tchéou à la Chine en maintenant l'intégrité de la Ré-

Dans une autre note (août 1914) il avait déclaré aux puissances qu'il demeurerait « rigoureusement fidèle au principe du maintien de l'intégrité de la Chine »; et que « les opérations éventuelles en territoire chinois resteraient limitées aux frontières du protectorat allemand dans le Chantoung ».

III. ANALYSE DES VINGT-ET-UNE DEMANDES. ¹⁾

Aperçu général. Les différents groupes. — L'étude des vingt-et-une demandes impose une conclusion: c'est que le Japon désirait créer en Chine un état de choses analogue à celui qui avait été instauré en Corée et devait mener à l'assujettissement de ce pays.

Tout y est calculé pour préparer la nation chinoise à la perte de son indépendance. Le premier groupe règle la question du Chantoung, le second celle de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie intérieure orientale; le troisième groupe empiétant sur la liberté économique de la Chine, traite de la Société Hanyehping; le quatrième demande de ne rien aliéner de la côte chinoise; et le cinquième enfin réclame le contrôle par le Japon des principaux services et grandes administrations chinoises, en même temps qu'il précise les visées qu'il a sur la province de Fukien et les entreprises qu'il projette dans la vallée du Yangtze.

publique chinoise et en agissant conformément à l'alliance anglo-japonaise, dont le but est de sauvegarder également les intérêts commerciaux de toutes les puissances en Chine, et enfin qu'en cas de désordres le Japon consulterait les Etats-Unis avant de prendre des mesures au delà des frontières de Kiao-Tchéou.»

¹⁾ Voir texte des vingt-et-une demandes aux appendices N° 3.

GROUPE I: *Pénétration de la Chine du Nord par le contrôle des chemins de fer.* — Le groupe I est tout entier relatif au Chantoung. Cette province considérée à juste titre comme le berceau de la culture chinoise, où l'on retrouve un peu partout le souvenir de Confucius, est la région sacrée de la Chine, vénérée au triple point de vue de la race, de la langue et de la religion.

Par sa superficie comme par sa population elle dépasse l'Angleterre. C'est, en envisageant la mainmise sur cette province, que le Japon, dans le premier article du groupe, demandait que le gouvernement chinois s'engageât « à donner son entier assentiment à tout ce dont le gouvernement japonais pourrait ultérieurement convenir avec le gouvernement allemand touchant la disposition de tous les droits, intérêts et concessions que l'Allemagne possédait, en vertu de traités ou autrement, relativement à la province du Chantoung ».

Or, les droits, intérêts et concessions de l'Allemagne au Chantoung comprenaient le bail de Kiao-Tchéou avec le port de Tsingtao, le chemin de fer Tsingtao-Tsinan et quelques droits ferroviaires et miniers dans la province. L'Allemagne les avaient acquis par ses méthodes d'aggression bien connues. En les réclamant le Japon se faisait le continuateur de ces méthodes. Les lui accorder c'était consentir à la domination et à l'exploitation de tout le Chantoung.

C'était consentir à plus encore.

L'article premier précise bien qu'il s'agit des chemins de fer et autres droits possédés par l'Allemagne « relativement à la province du Chantoung ». Mais le Japon, avec les droits qu'il réclame à l'article trois, de construire « un che-

min de fer reliant Chefoo ou Lungkow à la ligne de Kiao-Tchéou-Tsinan », sous-entendait autre chose. Selon lui l'Allemagne était autorisée à faire les fonds, construire et fournir le matériel de deux lignes partant du Chantoung et se prolongeant sur le territoire de deux autres provinces, le Kiangsu et le Tchili.

Voici pourquoi le Japon émettait cette prétention :

Par le trans-Chantoung il voulait dominer la totalité du Chantoung et par là, la moitié nord du chemin de fer de Tientsin à Pukow. ¹⁾ Il joignait Kaomi, sur le trans-Chantoung à Hsuchowfu sur la section sud du Tientsin-Pukow. ²⁾ Dès lors il était maître de la grande voie ferrée qui relie la Chine du nord avec la Chine du sud, Tientsin, port de Peking avec la vallée du Yangtze.

En prolongeant le trans-Chantoung, de Tsinan à Shuntetu, sur la ligne Péking-Hankéon, le Japon avait un point stratégique sur l'autre grande artère qui relie Péking et la Chine du nord à la Chine du centre et du sud.

Comme il contrôlait déjà les réseaux de chemins de fer de la Mandchourie du sud et de la Mongolie intérieure orientale, ainsi sa domination devenait irrésistible sur toute la région au nord de la ligne du Yangtze. Péking était isolé, « coupé de la Chine du centre et du sud, non seulement par terre, mais aussi par mer, puisque le golfe du Pechili, par lequel il faut passer pour gagner Tientsin, port de la capitale, est directement commandé par la position japonaise de Port-Arthur ».

¹⁾ Section construite par les Allemands.

²⁾ Section construite par les Anglais.

GROUPE II: *Visées annexionnistes du Japon sur la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale.*

— Le groupe II s'ouvre par le préambule suivant :

« Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois, considèrent que le gouvernement chinois a toujours reconnu la position spéciale dont jouit le Japon dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale.

Cette affirmation est inexacte en ce qu'elle tend à faire croire à l'existence de traités ou accords conclus entre la Chine et le Japon et relatifs à la position spéciale de ce dernier dans les territoires en question.

En fait la Chine n'avait ni tacitement, ni par convention de quelque nature que ce soit jamais reconnu ou admis la « position spéciale » du Japon en Mandchourie méridionale et en Mongolie orientale.

Les sept demandes que comporte le groupe II sont combinées de manière à accroître les difficultés qui entraient déjà sérieusement l'administration chinoise dans ces deux régions. Elles veulent attribuer au Japon et à ses nationaux un ensemble de droits, de préférences, d'intérêts et de privilèges qui affectent l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Chine.

La prolongation à 99 ans de la durée du bail de Port-Arthur et de Dalny et de la durée des concessions du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et de la ligne Antoung-Moukden « équivalait pour la Chine à perpétuer dans la Mandchourie méridionale un système de politique étrangère menaçant pour sa vie nationale. »

Il ne peut y avoir de doute à ce sujet après examen des autres demandes de ce groupe. En effet, la Chine, pour toutes les affaires concernant les deux régions en question,

devait s'en remettre au Japon quant au choix de la solution : qu'il s'agit d'emprunts à l'étranger et de la construction de nouveaux chemins de fer, ou de la libre disposition du revenu des impôts, ou encore du choix des conseillers et instructeurs militaires, politiques ou financiers. De plus, les sujets japonais étaient libres de résider dans ces deux régions, d'y voyager et d'y entreprendre des affaires ou manufactures quelconques. Le gouvernement chinois devait leur concéder le droit d'exploiter des mines, d'acquérir des propriétés ou de construire les bâtiments nécessaires à leur commerce, manufactures ou entreprises agricoles.

GROUPE III: *Les gisements de fer de la vallée du Yangtze.* — Le groupe III est consacré à la puissante Société de Hanyehping ¹⁾ située à Hankéow, en plein cœur de la riche vallée du Yangtze.

Le Japon, par les deux articles de ce groupe, demandait à ce que cette Société, essentiellement chinoise, devint une « entreprise commune des deux nations ». Voici le texte :

« Si dans l'avenir la Compagnie de Hanyehping et les capitalistes japonais tombaient d'accord pour une coopération, le gouvernement chinois, tenant compte des relations intimes existant entre les capitalistes japonais et ladite compagnie, donnera immédiatement son autorisation. »

« Le gouvernement chinois s'engage, de plus, à ne pas

¹⁾ Cette Société est le résultat de l'union de trois grandes entreprises, chacune bien spécialisée: Les Fonderies de Hanyang; Les Gisements de fer de Tayek; Les Charbonnages de Dinghsiang. Le nom: Hanyehping est la combinaison de trois syllabes appartenant respectivement aux noms de ces trois établissements.

confisquer les biens de ladite Compagnie et à ne pas la convertir à une entreprise d'Etat sans avoir l'assentiment des capitalistes japonais, ni lui faire emprunter, ni employer des capitaux étrangers autres que des capitaux japonais. »

Le Japon, en outre, demandait à exercer comme un droit de veto sur la création d'autres établissements industriels de même ordre dans la région avoisinante, soit par des étrangers, soit, même, par des Chinois.

Ce n'était donc plus d'une simple concession qu'il s'agissait. Il y avait derrière les prétentions de l'heure du Japon celle — pas encore exprimée mais déjà manifestée — de développer, à l'exclusion de toute autre nation et pour son seul profit, l'exploitation des riches ressources naturelles de la Chine.

Deux déclarations japonaises jettent un jour particulier sur cette politique. L'une est du Baron Makino, membre de la délégation japonaise à la Conférence de la paix. Il a écrit dans une brochure publiée à Paris en juin 1919 : « La Chine possède les matières premières ; nous avons besoin de matières premières et nous possédons les capitaux nécessaires pour entreprendre de concert avec elle le développement de ses ressources afin d'en user nous mêmes aussi bien que les Chinois. » L'autre est du vicomte Uchida, alors ministre des affaires étrangères du Japon, et faite lors d'un discours prononcé à la séance d'ouverture de la Diète à Tokio en janvier 1919 : « Nous devons compter, dans une large mesure sur les riches ressources naturelles de la Chine pour assurer notre existence économique propre ».

Mais la Chine estime qu'elle n'a pas à « assurer l'existence économique » du Japon aux dépens de ses richesses

naturelles, pas plus que celles de l'Alsace-Lorraine ne pouvaient être réclamées par l'Allemagne pour le même but.

GRUPE IV : *Ce que le Japon sous-entend par « l'intégrité territoriale de la Chine »*. — L'unique article du quatrième groupe pose la condition que le gouvernement chinois « s'engage à ne céder, ni donner à bail à une tierce puissance, aucun port, aucune baie, aucune île de la côte de la Chine ».

Ainsi la Chine en plus des exigences que lui imposent les demandes des groupes précédents se voyait par celui-ci, interdit de disposer librement de son propre territoire sans l'autorisation du Japon. Celui-ci qui a fait son « motto » de « l'intégrité territoriale de Chine », voulait-il dire qu'il se faisait, par là, le protecteur de la Chine contre l'intrusion étrangère ?

Il n'en faut pas douter. Mais qu'on ne voit pas là une politique désintéressée basée sur des raisons ethniques. On a remarqué que le texte porte « une tierce puissance ». Clairement cela signifiait qu'il ne s'agissait pas du Japon ; et que si nulle concession territoriale ne devait être faite dorénavant à une tierce puissance étrangère, c'était pour permettre au Japon de s'installer plus librement, plus solidement en cette même Chine et l'exploiter.

Le gouvernement chinois protesta vivement contre cette demande ambiguë du Japon. Aussi le texte fut-il, par la suite, rédigé pour obtenir de la Chine l'engagement de ne céder ni donner à bail, à aucune puissance, ni port, ni baie, ni île de la côte de Chine.

GRUPE V : *Le Contrôle des grands services publics. La propagande religieuse. La province de Fukien*. — Par

trois des articles de ce groupe — le plus lourd de conséquences — le Japon exigeait le contrôle partiel des grands services publics militaires et civils chinois. Le gouvernement chinois devait engager « des Japonais influents comme conseillers pour les affaires politiques, financières et militaires. Les services de police dans les localités importantes (de la Chine) devaient être administrés conjointement par des Japonais et des Chinois. La Chine devait acheter au Japon une quantité déterminée de munitions de guerre (soit, par exemple 50% ou plus, de ce qui était nécessaire au gouvernement chinois), ou il serait établi en Chine un arsenal sino-japonais qui serait exploité conjointement. On devait employer des experts techniques japonais et acheter du matériel japonais ».

L'article 5 réclamait des concessions de chemin de fer dont l'octroi « était inconciliable avec la convention du 6 mars 1908 relative au chemin de fer de Shanghai-Hankow-Ningpo, avec la convention du 31 mars 1914 relative au chemin de fer de Nanking à Changsha, et avec l'engagement pris le 24 août 1914 de donner la préférence à des maisons anglaises pour la ligne projetée de Nanchang à Chao-cowfu ». ¹⁾

Deux autres articles, le deuxième et le dernier, consentaient aux sujets japonais le droit d'acquérir des terrains pour écoles, hôpitaux et temples, ainsi que celui de se livrer à la propagande religieuse. Mais les religions des deux pays sont identiques et rien ne justifiait ce besoin de propagande. Il ne pouvait que naître des conflits entre les sectateurs

¹⁾ Exposé officiel chinois des négociations, publié à Péking en juin 1915.

chinois et japonais d'une même croyance; car « tandis que les missionnaires occidentaux vivent à l'écart des communautés chinoises où ils exercent leur ministère, les prêtres japonais vivraient avec la population chinoise; la similarité des caractères physiques, du costume religieux et du mode d'existence rendrait impossible de les distinguer de leur milieu et de leur accorder la protection que le gouvernement ne manquerait d'exiger qu'on leur assure en vertu du régime d'extraterritorialité, en vigueur en Chine. ¹⁾ On craignait de plus que les prêtres, sous le couvert de la prédiction religieuse, ne se livrassent à une propagande politique incompatible avec le maintien de l'indépendance de la Chine.

Enfin, par l'article 6, le Japon réclamait entre autres, une sorte de droit de consultation pour toutes les tentatives que pouvait faire la Chine dans la province du Fukien. Pour cela, il se basait sur le fait que cette province est la partie de la Chine la plus proche de l'île Formose, cédée au Japon à la suite de la guerre malheureuse de 1894-1895. Il revendiquait le droit de s'opposer aux entreprises d'utilisation ou de développement, faites avec des capitaux étrangers, des facilités naturelles qu'offre la côte du Fukien pour la création d'échantiers, de dépôts de charbons, de stations navales ou d'établissements militaires. Il ne voulait pas d'un voisinage dangereux pour lui. ²⁾

On le voit par l'ensemble des sept articles de ce groupe

¹⁾ Exposé officiel chinois des négociations, publié à Péking en juin 1915.

²⁾ Lorsque cet article fut discuté, le représentant du Japon, tenta de justifier son insistance sur la question en prétendant que les Etats-Unis étaient à la veille de s'intéresser, sous une forme non précisée, à la mise en valeur du Fukien.

dont, tout d'abord il fut conduit à nier l'existence, le Japon, une fois encore, violait les bases mêmes du droit international. La Chine était ouvertement attaquée, menacée de disparaître.

DEUXIÈME SOUS-SECTION.

Négociations ¹⁾

I. OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS. LES CONCESSIONS DU GOUVERNEMENT CHINOIS.

Politique de conciliation du gouvernement. — Il a déjà été relaté, dans cette étude, qu'au lendemain de la remise au Président de la République chinoise des vingt-et-une demandes, l'opinion en Chine s'étaient violemment élevée contre l'acceptation d'aucune de ces demandes, dût le gouvernement recourir à la force des armes.

Mais, comme il a été aussi expliqué, l'insuffisance d'organisation des armées de terre et de mer, ne permettait pas — entre autres raisons — d'envisager une pareille solution. Aussi le président Yuan Chi Kaï, adoptant une politique conforme aux traditions et au pacifisme naturel de la Chine, d'ailleurs sage politique que réclamaient les circonstances, ordonna l'ouverture des négociations.

La première conférence eut lieu le 2 février 1915. Vingt-trois autres succédèrent, tenues à quelques jours d'intervalle. Et jusqu'au 17 avril, date de la dernière, le gou-

¹⁾ Voir: *The Chino-Japanese negotiations*, chinese official statement with documents, Péking 1915.

vernement chinois fit montre d'un esprit parfait de conciliation et du plus vif désir d'aboutir à une solution amiable. La franchise et la sincérité qu'il apporta aux débats, ses nombreuses conciliations furent officiellement appréciées par le gouvernement japonais.

Des vingt-et-une demandes soumises par le Japon, la Chine en accepta quinze, les unes textuellement, les autres en principe seulement.. Quant aux six demandes complémentaires elle se refusa à les admettre.

Points concédés par la Chine. — Dès les premières conférences elle donna son assentiment aux quatre articles du groupe I, relatif au Chantoung. Elle convint du transfert des droits de l'Allemagne sur cette province au Japon, mais à charge par celui-ci de restituer plus tard à la Chine le bail de Kiao-Tchéou, à charge aussi par lui de payer aux ayants-droits, les indemnités résultant des opérations militaires en territoire chinois.

Au cours de la huitième conférence elle accepta de porter à 99 ans la durée du bail de Port-Arthur et de Dalny, et celle du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et du chemin de fer Antoung-Moukden.

Par les suivantes elle concéda que le Japon aurait la préférence pour tout emprunt destiné à la construction de chemins de fer en Mandchourie méridionale, dont la garantie serait les taxes prélevées dans cette région et la Mongolie intérieure orientale; aussi pour l'emploi des conseillers ou des instructeurs militaires, politiques ou financiers en Mandchourie méridionale. Elle accorda aux sujets japonais le droit d'exploiter les mines dans neuf endroits déterminés de cette dernière région.

En ce qui concerne l'unique article du quatrième groupe le gouvernement chinois objecta que la teneur en était incompatible avec le principe de l'indépendance chinoise ; mais il admit, cependant, pour concilier les choses, de n'aliéner aucune partie de ses côtes.

Points non concédés par la Chine. — Se basant sur ce qu'elles étaient en opposition flagrante avec les droits souverains de la Chine, avec les conventions et traités passés avec d'autres Puissances, le gouvernement chinois refusa son acceptation aux six demandes complémentaires.

Le second article du groupe III, relatif à la Société Hanyehping, portait atteinte au principe de l'égalité de traitement pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine.

Le troisième article du groupe V qui réclame l'emploi de Japonais dans les services de la police chinoise était une ingérence inadmissible dans les affaires domestiques chinoises.

L'article deux et l'article sept du même groupe furent rejetés comme devant être une source perpétuelle de conflits entre Japonais et Chinois ; le droit d'ouvrir des écoles, des temples et de construire des hôpitaux, celui de propagande religieuse accordés sans limitation à des étrangers diminuant en effet les mêmes droits que possèdent naturellement les nationaux.

La demande exposée dans l'article cinq fut aussi repoussée pour les raisons déjà exposées. Et le gouvernement chinois se refusa même à discuter celle de la nomination de Japonais dans les trois plus importants services administratifs ; celle aussi de l'achat au Japon d'une quantité déter-

minée d'armes et de munitions ou de la construction d'arsenaux sino-japonais en Chine.

Une demande des plus importantes et qui fait l'objet des articles deux et trois du groupe II fut aussi refusée par le gouvernement chinois. C'était le droit pour les sujets japonais en Mandchourie méridionale « de prendre à bail ou d'acquérir les terrains nécessaires à la construction de bâtiments appropriés pour le commerce et les manufactures ou à des entreprises agricoles; le droit aussi pour eux de résider et de voyager dans cette région ». Cette demande fut considérée comme dépassant, dans ses prétentions, tout ce que pouvait fournir l'interprétation la plus large des traités existant entre les deux nations. Y acquiescer c'était diminuer la souveraineté de la Chine et empiéter sérieusement sur ses droits administratifs. Accorder la faculté aux sujets japonais d'acquérir des terrains, c'était, du même coup, remettre entre leurs mains toute la propriété foncière de la région et porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Chine. D'ailleurs le droit de résidence à l'intérieur était incompatible avec le principe d'extra-territorialité et celui de légalité de traitement pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine.

Le gouvernement chinois n'opposa pas cependant un refus net à ces exigences du Japon. Il chercha à préserver les rapports d'amitié qui existaient entre les deux pays. Il soumit une contre-proposition tendant à augmenter le champ d'action du commerce international en Mandchourie méridionale et à créer des entreprises sino-japonaises d'action commune. Cette suggestion était faite dans la croyance que les localités où les japonais entendaient établir leur activité commerciale ou industrielle étaient les localités importantes.

Ces localités étant ouvertes au commerce, ils bénéficiaient, par là, du privilège de résidence à l'intérieur et leurs intérêts se trouvaient ainsi accordés avec le désir de la Chine d'observer le principe du traitement égal pour toutes les nations.

Le Japon ayant, à son tour, refusé d'accepter cette contre-proposition, le gouvernement chinois chercha immédiatement un amendement aux deux articles en question. Dans cet amendement il proposa d'accorder aux sujets japonais le droit de résidence à l'intérieur — droit que, jusqu'alors, dans tous les traités, il avait toujours refusé de concéder aux étrangers. Cette concession, cependant, n'allait pas sans une réserve: les sujets japonais se devaient d'observer les règlements de police chinoise et de payer exactement les impôts prélevés sur la population indigène; les cas relevant des tribunaux civils et criminels devaient être jugés par les autorités chinoises avec la présence facultative du consul japonais. Mais, cette fois encore, le Japon refusa la proposition du gouvernement chinois.

Celui-ci fit une troisième tentative. Il soumit au gouvernement japonais un projet basé sur ce qui est la pratique actuelle en Turquie (régime de capitulation). Ce projet fut aussi refusé.

Alors il proposa d'accepter le texte complet des articles 2 et 3 en remplaçant les termes: « le droit d'acquérir des terrains » par « le droit de prendre à bail des terrains », et en ajoutant aux mots: « culture des terrains » ceux-ci: « dont les règlements seront spécifiés séparément ». Cette dernière proposition du gouvernement chinois ne fut pas plus acceptée que les précédentes.

En ce qui concerne la Mongolie intérieure orientale, il n'y eut jamais de traités passés à son sujet avec le Japon.

D'autre part les habitants y sont bien peu habitués au commerce avec l'extérieur. Le gouvernement chinois avait toujours redouté, et cela pour leur sureté même, que des étrangers entreprissent d'y voyager. Ce fut la raison qui lui fit refuser d'ouvrir cette région aux étrangers, de leur accorder le droit d'y résider ou d'y faire un commerce quelconque. Il lui était impossible de placer sur le même pied la Mongolie intérieure orientale et la Mandchourie méridionale. Cependant désireux de témoigner de sa bonne volonté, il consentit à ouvrir au commerce un certain nombre de localités de la Mandchourie méridionale.

II. RÉVISION DES VINGT-ET-UNE DEMANDES.

Arrêt des négociations. — En considération des multiples concessions qu'il avait faites, le gouvernement chinois, vers la mi-avril 1915, espérait bien que le Japon, à son tour, renonçant à certaines de ses prétentions, un accord amiable pourrait être enfin conclu entre les deux pays. De toute évidence, la Chine, elle, à moins de se heurter à d'insurmontables difficultés, ne pouvait plus rien abandonner de ses droits.

Après le 17 avril, le gouvernement japonais suspendit les négociations. Le gouvernement chinois attendait. Il fut surpris quand, le 26, le Japon lui présenta une nouvelle série de vingt-quatre demandes et en demanda l'acceptation immédiate et sans discussion. Le ministre du Japon qui en fit la remise fit entendre que son gouvernement restituerait à

la Chine, en temps opportun et sous certaines conditions, ¹⁾ le bail de Kiao-Tchéou, mais que ces nouvelles demandes ne seraient plus modifiées et constituaient les dernières propositions qu'il pouvait faire.

Les nouvelles demandes. — Dans le groupe II de ces nouvelles demandes, l'expression du préambule « position spéciale » était remplacée par celle-ci : « relations économiques ». Les articles du groupe V n'étaient plus présentés comme des demandes, mais comme une suite de propositions soi-disant faites par le ministre des affaires étrangères de Chine. Enfin quatre nouvelles demandes avaient été introduites au sujet de la Mongolie intérieure orientale.

III. RÉPONSE DE LA CHINE AUX NOUVELLES DEMANDES DU JAPON.

Nouvelles concessions de la Chine. — Prouvant encore son esprit de conciliation et espérant toujours une solution amiable, le gouvernement, après examen des nouvelles demandes, décida de faire d'autres concessions au Japon. Elles furent présentées à ce dernier le 1^{er} mai, avec la réponse chinoise.

¹⁾ Les conditions demandées par le Japon étaient les suivantes :

- 1° La baie de Kiao-Tchéou, tout entière, sera ouverte comme port commercial;
- 2° Il sera établi une concession placée sous la juridiction exclusive du Japon, à tel emplacement qui aura été désigné par le gouvernement japonais;
- 3° Si les puissances étrangères le désirent, une concession internationale pourra être établie;
- 4° Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois régleront d'un commun accord, avant la restitution, la destination à donner aux bâtiments et biens de l'Allemagne et en arrêteront les conditions et la procédure.

C'était l'acceptation de trois des quatre articles relatifs à la Mongolie intérieure orientale. Il fallait, tout d'abord, définir géographiquement l'expression « Mongolie intérieure orientale » ; car c'était là une nouvelle appellation dans la terminologie chinoise. Le gouvernement chinois, se basant sur une déclaration du ministre du Japon, qui définissait ainsi la région placée sous le contrôle administratif chinois, déclara que la Mongolie intérieure placée sous la juridiction de la Mandchourie méridionale et du Jehol.

C'était aussi le retrait de la clause apportée précédemment par le gouvernement chinois au sujet des entreprises agricoles japonaises en Mandchourie méridionale. Et la concession faite aux consuls japonais de se faire représenter aux procès survenus entre Japonais et entre Chinois, au sujet de la propriété.

De plus le gouvernement chinois admettait de modifier les mots : « lois et ordonnances de police » en « règlements et arrêts de police » ; ce qui limitait le contrôle chinois sur les sujets japonais.

Toutes les réserves apportées par le Gouvernement chinois à l'acceptation du groupe III relatif à la Société Hanyehping étaient retirées.

Il acceptait de même les nouvelles suggestions du Japon ayant trait à la Province de Fukien.

La réponse chinoise comportait enfin une note explicative de la situation du gouvernement, situation qui ne permettait pas à celui-ci de s'avancer plus loin dans la voie des concessions. A vrai dire, les derniers points concédés par la Chine rapprochaient singulièrement la thèse japonaise de la thèse chinoise et une entente n'était pas impossible.

Cependant le gouvernement japonais ne se trouva pas

satisfait de la réponse chinoise. Il retira l'offre conditionnelle qu'il avait faite le 26 de restituer le bail de Kiao-Tchéou à la Chine en temps opportun. Et il fit comprendre au gouvernement de Péking qu'il aurait recours aux mesures nécessaires si celui-ci ne donnait pas son acceptation totale aux nouvelles demandes.

IV. ULTIMATUM DU JAPON A LA CHINE.

Suprêmes efforts du gouvernements chinois. — Le gouvernement chinois se sentait pousser à une impasse; aussi devant cette menace essaya-t-il, une fois encore, de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties en présence. Le soir du 6 mai, la veille de la remise de l'ultimatum, il s'offrit à examiner les vingt-quatre demandes japonaises et à faire l'impossible pour sauver la situation. Mais ces suprêmes ouvertures furent rejetées. Et le lendemain, le ministre du Japon à Péking remettait l'ultimatum au gouvernement chinois. Il y avait en fin de texte que si le gouvernement Impérial ne recevait pas de réponse satisfaisante avant six heures de l'après-midi du 9 mai, il prendrait de son propre chef telles mesures qu'il jugerait nécessaires pour parer à la situation. On apprit que, d'ores et déjà, des vaisseaux de guerre étaient dépêchés vers la Chine et que de forts contingents de troupes commençaient leur embarquement.

L'ultimatum. ¹⁾ — L'ultimatum japonais rappelait l'origine des débats engagés entre les deux pays. Il insistait sur les efforts du gouvernement impérial pour maintenir de

¹⁾ Voir texte aux appendices N° 16 du mémorandum relatif au Chantoung qui a été déposé par la délégation chinoise à la conférence de la paix, Paris 1919.

bonnes relations entre les deux pays et sur l'esprit de conciliation qu'il avait apporté au cours des conférences successives. Il faisait grief au gouvernement chinois de n'avoir pas considéré suffisamment les sacrifices que le Japon avait consentis en sang et en argent pour l'acquisition du bail de Kiao-Tchéou, ¹⁾ de n'avoir pas non plus suffisamment considéré la valeur de l'offre de restitution de ce bail. Il affirmait que l'emploi de conseillers, l'établissement d'écoles et d'hôpitaux, l'approvisionnement en armes et en munitions, la création d'arsenaux et les concessions de chemins de fer en Chine méridionale ne portaient nullement atteinte au principe de la souveraineté chinoise, non plus qu'aux traités de la Chine avec les Puissances étrangères. Il accusait le gouvernement chinois d'avoir « librement modifié les articles que le Gouvernement Impérial, dans un esprit de conciliation, avait formulés en conformité avec l'exposé des représentants chinois, et d'avoir transformé ainsi les exposés des représentants en conversations inutiles. » Enfin il mettait en doute la sincérité des autorités chinoises. ²⁾

¹⁾ Il est bon de rappeler ici que Tsingtao n'était défendue que par une garnison de 5250 hommes de troupes allemandes et autrichiennes sans grande cohésion. Sous prétexte de nécessité militaire, les forces japonaises pénétrèrent à 235 kilomètres en arrière de la place, en plein territoire neutre chinois. Sur terre les Japonais perdirent 12 officiers et 324 hommes tués et eurent 40 officiers et 1140 hommes blessés. Sur mer un petit croiseur fut coulé par une mine et sombra avec 280 hommes de son équipage. L'armée de mer eut en outre 40 tués et blessés. Ceci donne une juste mesure des opérations qui amenèrent la chute de la forteresse.

²⁾ Il faut rappeler ici, en justification de l'attitude des représentants chinois pendant toute la durée des négociations, l'appréciation officielle, donnée par le gouvernement japo-

Le groupe V était détaché des négociations en cours, sauf l'article relatif au Fukien qui devait faire l'objet d'un échange de notes. Les autres articles devaient être discutés à part dans un avenir plus ou moins reculé. Le Japon se basant sur ce fait considérait que la Chine n'avait pas lieu de refuser son acceptation aux quatre premiers groupes. Il est vrai que les demandes se trouvaient remises ainsi à plus tard. Mais la menace qu'elles constituaient pour la Chine était-elle, par cela, écartée? Le Japon s'était soumis aux représentations de puissances étrangères pour ajourner leur discussion, mais dès la remise de l'ultimatum il insistait pour que, dans sa réponse, le gouvernement chinois déclarât expressément que le groupe V avait été ajourné pour négociations ultérieures. ¹⁾

En somme par cet ultimatum le Japon ne demandait rien d'important que la Chine n'eût pour ainsi dire concédé. N'était-ce donc qu'une comédie? N'avait-on évoqué le spectre de la guerre que pour justifier le gouvernement chinois devant le peuple chinois? pour renforcer le prestige du gou-

nais, lui-même, de la conciliation et de la sincérité apportée aux débats par le gouvernement chinois. Le point de vue des représentants chinois, leurs sentiments, leur dignité même furent plus d'une fois mis à l'épreuve par la délégation japonaise. Les conférences furent suspendues pour obtenir l'adhésion des représentants chinois aux vues japonaises. Ostensiblement d'importants renforts de troupes japonaises furent amenés en Mandchourie méridionale et au Chantoung, au moment le plus difficile des négociations et le ministre japonais déclara ouvertement que ces troupes ne seraient retirées qu'après l'acceptation totale des demandes du Japon.

¹⁾ Depuis la date de l'ultimatum la politique japonaise n'a été que l'application des principes qui sont à la base des articles du groupe V.

vernement japonais devant le peuple japonais? Ou bien, vraiment, le Japon désirant plus encore que ne lui avait déjà accordé la Chine, gêné par la résistance de cette dernière, préludait-il ainsi aux opérations militaires.

V. RÉPONSE DE LA CHINE A L'ULTIMATUM.

L'acceptation des termes de l'ultimatum et le sentiment national. — Dans la situation critique où il se trouvait placé, le gouvernement chinois n'eut plus qu'une seule pensée : préserver le peuple aussi bien que les étrangers établis en Chine des misères de l'invasion ; éviter que les intérêts des puissances amies soient lésés du fait d'une guerre. La résistance par les armes, avec les moyens et les troupes dont on disposait, il n'y fallait pas songer. Le 8 mai, par une note remise au ministre du Japon, il accepta les termes de l'ultimatum.

Mais cette acceptation qui lui était arrachée n'entraînait pas, selon lui, la révision des divers accords et conventions conclus avec ou entre d'autres puissances au sujet du respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Chine et du principe de l'égalité de traitement pour le commerce et l'industrie de toutes les nations sur le territoire chinois.

Quant aux allégations que contenait l'ultimatum et que réfutait l'histoire même des négociations, puisqu'il lui était défendu d'y répondre, il remettait à l'avenir le soin d'en faire justice.

Aussitôt que la réponse du gouvernement fut connue du peuple chinois les sentiments les plus divers le partagèrent. D'un côté on accusa les gouvernants de faiblesse : c'était l'opposition ; d'un autre, sans les condamner, on regretta

l'acceptation. Chacun s'unit pourtant dans un profond ressentiment contre les Japonais. On sentait le pays plus encore humilié que diminué dans ses forces vives.

VI. PROTESTATION DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS.

La politique japonaise et les Etats-Unis. — Le gouvernement des Etats-Unis tenu au courant des négociations qui se poursuivaient entre la Chine et le Japon et justement inquiet des droits que ce dernier cherchait à s'arroger, quatre jours avant la remise de l'ultimatum, câbla la note suivante aux gouvernements de la Chine et du Japon :

« En raison des circonstances qui entourent les négociations entreprises et encore pendantes entre le Japon et la Chine, et les accords qui en ont résulté, le gouvernement des Etats-Unis a l'honneur de notifier au gouvernement de la République Chinoise qu'il ne reconnaîtra aucun accord ou engagement intervenu entre les gouvernements de la Chine et du Japon qui porterait atteinte aux droits que les Etats-Unis et leurs citoyens tiennent des traités en Chine, non plus qu'à l'intégrité politique ou territoriale de la République Chinoise ou à la politique internationale relative à la Chine connue sous le nom de politique de la porte ouverte. Une note identique a été transmise au gouvernement japonais. »

CHAPITRE II.

Rapports Sino-Japonais après la déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

SECTION A'

Déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

I. CAUSES QUI RETARDÈRENT LA PARTICIPATION DE LA CHINE A LA GUERRE EUROPÉENNE.

Situation intérieure de la Chine en août 1914 — Il a été parlé, au chapitre précédent, de la situation intérieure de la Chine à l'heure où, en Europe, s'ouvraient les hostilités. Le gouvernement de Péking, entièrement préoccupé à rétablir l'ordre dans le pays que des troubles n'avaient pas cessé d'agiter depuis les jours de la révolution, entièrement préoccupé aussi d'un vaste travail de réorganisation et de modernisation de toutes les institutions qui sont les bases de l'état, ne pouvait songer à la guerre extérieure. Il n'avait pas les forces qu'elle nécessite : ni armée nombreuse organisée, munie de la technique et des engins modernes, ni marine suffisante, ni ressources d'argent que réclame leur entretien. De

plus, l'union dans le pays n'était pas encore réalisée et les partis monarchiques toujours puissants ruinaient en secret l'œuvre de pacification que poursuivait le gouvernement.

Dans le même chapitre il a été fait allusion à des sympathies de la Chine pour l'une ou l'autre des nations entraînées dans le grand conflit. A vrai dire il n'y en eut jamais de bien marquées. Seul un sentiment s'affirmait qui n'était pas nouveau: la méfiance qu'inspiraient les motifs du Japon.

Au gouvernement, cette méfiance n'impliquait pas de sentiment analogue envers les nations alliées du Japon. La preuve en est donnée par la tentative personnelle que fit en août 1914 le président Yuan-Chi-Kaï auprès du ministre de la Grande-Bretagne à Péking.

Premières propositions du gouvernement chinois. ¹⁾ — Quelques jours après la déclaration de guerre du Japon à l'Allemagne et les premières opérations navales et militaires qui la suivirent, comme le Japon venait de refuser à la Chine de limiter ces opérations au seul territoire du bail de Kiao-Tchéou, le président Yuan-Chi-Kaï, de sa propre initiative et à l'insu des autres membres du gouvernement, proposa de faire participer les troupes chinoises à la capture de Tsingtao. Cette proposition fut faite directement à Sir John Jordan, l'ambassadeur britannique. Et le Président de la République demandait, en outre, que toute action militaire devant avoir lieu en dehors du bail de Kiao-Tchéou et en

¹⁾ Voir: *Democracy and Eastern question*, by T. F. Millard, New-York 1919, pages 95 et suiv.

Aussi memorandum de la délégation chinoise réclamant l'abrogation des accords 1915 qui a été déposé à la conférence de la Paix 1919, p. 16.

territoire neutre chinois fut confiée aux mêmes troupes chinoises.

Il est à présumer que Sir John Jordan fit part à son gouvernement de cette proposition, car il n'aurait pas pris sous sa seule responsabilité d'y donner en réponse celle qu'il fit au président Yuan-Chi-Kaï. Il le découragea nettement d'aller plus avant dans cette voie et lui fit comprendre que le Japon n'était pas disposé à accepter la coopération des troupes chinoises à la prise de Tsingtao.

De cette démarche du président Yuan-Chi-Kai, les autres représentants étrangers, celui de Russie et celui de la France, qui auraient pu être intéressés à la connaître, ne furent pas informés. Le bruit a été répandu que Sir John Jordan aurait, de sa propre autorité, décidé de garder cette démarche secrète. On a même dit qu'il n'aurait jamais consulté son gouvernement sur la suite qu'il y fallait donner et qu'il l'empêcha d'aboutir de son chef. Il est bon de douter de la véracité de telles affirmations. Les mœurs diplomatiques y engagent. Tout porte à croire que, au contraire, Downing Street, eut connaissance de la proposition chinoise, mais que de bonnes raisons lui conseillèrent de ne point faire échec au Japon.

Nouvelles propositions du gouvernement chinois. — En octobre 1915, le Président de la République chinoise décida de renouveler son offre à la légation britannique. Dans la participation de la Chine à la guerre, aux côtés des Alliés, il voyait pour elle un sûr moyen de solutionner bien des difficultés où elle se trouvait engagée. Encore une fois, Sir John Jordan, fit les mêmes représentations, et il les exprima comme représentant les instructions qu'il avait de son gou-

vernement. Mais le président Yuan-Chi-Kai, rebuté, ne voulut pas s'en tenir là. Il fit connaître aux légations russes et française de semblables propositions. Celles-ci y furent favorablement recueillies.

Cette dernière tentative, heureuse par les conséquences qu'elles devait avoir, ¹⁾ fut suivie de conversations diplomatiques sur la question. Le 23 novembre 1915, les ambassadeurs de Grande-Bretagne, de France et de Russie, tous trois munis d'instructions concordantes de leurs gouvernements respectifs, dans un entretien, à Tokio, avec le ministre des affaires étrangères du Japon, le vicomte Ishii, pressèrent ce dernier pour que, de concert avec eux, il invitât la Chine à entrer dans la guerre aux côtés des Alliés. Mais, au fond, mal informés de l'état des choses en Chine, sans autres arguments, pour convaincre leur interlocuteur, que les suggestions de leurs gouvernements, ils devaient s'attendre à ce que leur proposition fut repoussée et c'est effectivement ce qui advint. Le vicomte Ishii leur fit comprendre ²⁾ quel danger ce pouvait être pour le Japon qu'une armée chinoise assez bien organisée pour être digne de figurer à côté de celles des Alliés. Il fallait que le Japon, s'il voulait vivre, s'opposât de toutes ses forces à l'émancipation politique et économique d'une nation de 400 millions d'âmes.

Propagande japonaise contre la participation de la Chine à la guerre. — Alors que le gouvernement chinois

¹⁾ C'est de cette époque que datent les premières manifestations de cette opinion, plus tard commune aux puissances alliées, que le contrôle des actes du Japon en Extrême-Orient devait être exercé d'une manière effective.

²⁾ Voir: *Democracy and the Eastern question*, by T. F. Milliard, New-York 1919, p. 99.

cherchait à obtenir l'accord des Alliés sur la participation de la Chine à la guerre, alors que les trois grandes puissances de l'Occident avaient donné leur approbation aux propositions chinoises et qu'à Tokio se tenaient encore les conversations diplomatiques dont il a été parlé plus haut, la légation japonaise de Péking et les agents diplomatiques du Japon en Chine menaient secrètement une campagne contre le plan du président Yuan-Chi-Kaï. A Shanghai, à Hankéou, à Canton, les grands centres, ils travaillaient sourdement l'opinion publique de manière à y créer des courants d'opposition à l'entrée en guerre de la nation.

Au début de 1917 la propagande japonaise se fit plus manifeste. C'était l'époque à laquelle se devinait déjà l'attitude que prirent les Etats-Unis devant le conflit européen, au mois d'avril de la même année. Il y eut bientôt rupture diplomatique entre ceux-ci et l'Allemagne. Et l'invitation fut lancée, par le gouvernement américain, à toutes les puissances neutres de prendre pareille décision en protestation de la guerre sous-marine à outrance proclamée par les empires centraux. La Chine reçut cette invitation. Tout, bien entendu, (et d'abord de fortes raisons politiques) disposait son gouvernement à l'accepter. Le Japon le pensa. Mais il ne marqua pas ouvertement son opposition. Dans une entrevue privée qu'il eut avec le président Li-Yuan-Hong, le ministre du Japon à Péking s'efforça de montrer les risques que courrait la Chine à suivre l'exemple américain. Les Etats-Unis n'étaient pas une puissance militaire; ils pouvaient entrer dans la guerre, mais leur participation serait insignifiante et ils se trouvaient à l'abri des conséquences; ils parlaient de haut selon leur habitude, mais quand les voyait-on agir? n'avaient-ils pas, d'ailleurs, par leurs conseils, déjà mené la

Chine à des impasses difficiles. D'un autre côté l'Allemagne ne serait pas battue et il était sage que la Chine n'entrât pas dans le conflit. Le Japon se chargeait de veiller sur les intérêts chinois au jour du règlement final.

De semblables représentations furent faites en même temps au premier ministre Tuan-Chi-Jui et par le ministère des Affaires Etrangères du Japon à la légation chinoise de Tokio.

II. Evénements qui conduisirent à la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne.

La guerre sous-marine à outrance. Note américaine. — Le 31 janvier 1917 le gouvernement allemand adressa aux représentants de tous les pays neutres à Berlin une note annonçant son intention de faire une guerre commerciale sous-marine, à outrance.

Le 4 février, M. Reinsch, ministre des Etats-Unis à Péking, remis au ministre des Affaires Etrangères chinois une note informant le gouvernement chinois des mesures que venaient de prendre les Etats-Unis au lendemain de la proclamation allemande. Ce n'était rien moins que la rupture à Berlin et remettaient ses passeports à l'ambassadeur d'Allemagne à Washington.

La note américaine ajoutait qu'au cas où l'Allemagne mettrait sa menace en exécution, le président demanderait au Congrès l'autorisation d'user de la force nationale pour protéger les citoyens américains faisant un commerce pacifique et licite en haute mer. Et elle invitait la Chine, comme les autres nations neutres à agir semblablement vis-à-vis de l'Allemagne.

Protestation du gouvernement chinois. — Par son ministre à Berlin le gouvernement chinois fut peu après informé des desseins de l'Allemagne et des déclarations de cette puissance relatives au plan du blocus.

Aussi le 9 février fit-il remettre au ministre d'Allemagne à Péking le texte de sa protestation ¹⁾ contre les modes de guerre sous-marine inaugurés par l'Allemagne. Les principes du droit international et du droit des gens y étaient invoqués. La décision allemande y était représentée comme une violation de ces principes et une intervention arbitraire et injustifiable dans le commerce légitime entre les états neutres et les pays belligérants. Il était impossible que l'Allemagne ne revînt pas sur cette décision ou y donnât suite. Au cas où elle le maintiendrait, le gouvernement chinois se verrait obligé de rompre les relations diplomatiques existant entre les deux pays.

Le même jour, les termes de cette note furent communiqués au ministre des Etats-Unis ainsi qu'aux représentants des autres pays résidant à Péking.

La rupture des relations diplomatiques. — Le 10 mars, le gouvernement allemand fit connaître sa réponse. ²⁾ Il y était dit que l'Allemagne était contrainte de prendre des mesures extrêmes contre les neutres mais qu'il serait fait l'impossible pour sauvegarder la vie des Chinois.

Cette réponse fut soumise au parlement chinois qui ne s'en déclara pas satisfait et appuya d'une forte majorité la

¹⁾ Livre Blanc 1917: Documents officiels concernant la guerre N° 2.

²⁾ Voir: Livre Blanc 1917, documents officiels concernant la guerre N° 5.

politiqu egouvernementale. ¹⁾ La rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne fut décidée. Le ministre des Affaires Etrangères envoya le 14 mars au ministre d'Allemagne à Péking notification de cette rupture, et aux représentants des Etats alliés et neutres une circulaire à ce sujet.

III. DÉCLARATION DE GUERRE A L'ALLEMAGNE ET A L'AUTRICHE-HONGRIE.

La déclaration de guerre. — Le 6 avril 1917, les Etats-Unis avaient déclaré la guerre à l'Allemagne. Ce n'était pas à titre d'allié des nations de l'Entente — car ils se joignirent à elles sous le nom de puissance associée — mais devant le refus de l'Allemagne d'obtempérer aux représentations du gouvernement de Washington.

La guerre sous-marine poursuivie par les empires centraux s'intensifia plus encore. Des bâtiments de commerce battant pavillon neutre furent coulés, en dépit de leur nationalité, et sombrèrent avec leurs équipages. La condamnation générale, universelle, des méthodes de guerre allemandes, le profond mépris de l'Allemagne pour les principes du droit international et les lois mêmes de l'humanité, engagèrent la Chine à prendre d'autres mesures. En dépit de son désir

¹⁾ C'est dans les journées des 10 et 11 mars 1917 que le Parlement chinois s'occupa de la question à la Chambre des députés. Il y eut 331 voix contre 87 (c'est-à-dire les quatre cinquièmes des membres) qui se prononcèrent pour la rupture; et au Sénat 158 voix contre 35 (c'est-à-dire plus des quatre cinquièmes) soutinrent la politique du gouvernement.

sincère de paix, elle ne pouvait demeurer plus longtemps indifférente à cet état de choses.

Le 14 août 1917 elle déclara la guerre à l'Allemagne. ¹⁾

La dépêche diplomatique qui consacrait cette déclaration portait qu'un état de guerre existait entre la Chine et l'Allemagne à partir de cette date, depuis 10 heures avant-midi. En conséquence de ce fait, « le traité du 2 septembre 1861, la convention supplémentaire du 31 mars 1880 et tous les autres traités, conventions et accords de toute sorte alors en vigueur entre la Chine et l'Allemagne étaient abrogés; étaient également abrogés toutes les stipulations du protocole du 7 septembre 1901 et les autres accords internationaux semblables en tant qu'ils concernaient la Chine et l'Allemagne ». ²⁾

La guerre civile en Chine. — A l'époque même de la rupture diplomatique avec l'Allemagne et par simple coïncidence, la lutte des partis politiques prit un caractère aigu: la guerre civile éclata. Le parlement se sépara du gouvernement de Péking (alors dénommé gouvernement du Nord) et s'installa à Canton où il s'institua un second gouvernement, dit Gouvernement du Sud. Un des premiers actes du parlement fut d'autoriser, par un vote, le gouvernement du Sud à déclarer la guerre à l'Allemagne.

Ainsi le Nord et le Sud, divisés sur tant de questions,

¹⁾ Voir: Livre Blanc 1917, documents officiels concernant la guerre N° 14.

²⁾ Dans le texte de sa dépêche le gouvernement ajoutait: « Toutefois, la Chine déclare qu'elle se conformera aux stipulations des conventions de la Haye et aux autres conventions internationales concernant la conduite humaine de la guerre ».

étaient unanimes à l'égard de l'Allemagne. C'est en vain que les agents de la propagande japonaise cherchèrent à tromper l'opinion sur les véritables causes de la guerre civile et prétendirent qu'on le devait à la rupture avec l'Allemagne. Nul ne fut dupe et la décision de Canton démentit cette allégation.

Attitude du Japon. — Par une circulaire adressée aux représentants des puissances alliées et neutres à Péking, le gouvernement fit connaître au monde entier les termes de la déclaration de guerre à l'Allemagne. Il appelait l'attention des puissances sur l'abrogation des traités, accords et conventions qui avaient jusqu'alors lié la Chine à l'Allemagne. Les circonstances permettaient que librement, de sa propre volonté, et pour la première fois, la Chine se libérât du joug étranger que lui avait imposé la force. Par cet acte elle prenait position de grande puissance.

Le Japon le lui fit bien comprendre. Au reçu de la note circulaire il l'assura d'une « amitié encore plus intime et de tout son appui » pour qu'elle puisse conquérir son rang parmi les autres nations et le garder. On s'étonnera de cette soudaine démonstration de sympathie de la part du pays qui, jusqu'alors, s'était affirmé le pire ennemi de la Chine. Ce serait n'être pas familier avec la souple diplomatie japonaise que de croire à la sincérité de cette démonstration. Si le Japon modifia ainsi son attitude et approuva immédiatement le geste de la Chine, c'est qu'il voulait qu'on pensât que l'entrée de la Chine au nombre des Alliés était son œuvre à lui. Au fond il en avait été l'unique adversaire et avait tout mis en jeu pour la retarder. Habilement, maintenant qu'il ne pouvait plus l'empêcher, il s'en faisait l'auteur, pour qu'on le crût vraiment le protecteur des intérêts chinois. D'ailleurs,

il avait deviné qu'en s'opposant ouvertement à la décision du gouvernement chinois il risquait de s'aliéner les grandes puissances d'Occident. Ne lui restait-il pas l'intrigue pour annuler la participation de la Chine à la guerre? ¹⁾

Examen des raisons qui poussèrent la Chine à déclarer la guerre à l'Allemagne. — La déclaration de guerre portait que la cause principale de la révolution de la Chine était le fait que les puissances centrales n'avaient pas voulu renoncer à la guerre sous-marine, guerre pourtant reconnue comme contraire aux principes du droit international et aux lois de l'humanité.

La Chine, nation éminemment pacifique et libérale, n'a jamais eu ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'esprit de conquête. S'il lui arriva de subjuguier certaines peuplades voisines ce fut beaucoup plus par l'influence de sa haute civilisation que par la force de ses armes. Elle s'est toujours inspirée, dans ses actes, du droit international qu'elle considère l'unique protection d'une civilisation semblable à la sienne. Aussi, logiquement, inévitablement devait-elle se ranger du côté des puissances qui luttaienr contre l'Allemagne, symbole du militarisme.

Il ne faut pas nier cependant qu'un autre motif pesa

¹⁾ La correspondance échangée entre l'ambassadeur russe à Tokio et le ministère des Affaires étrangères de Russie, correspondance publiée après la révolution russe, a révélé les intentions du Japon à l'égard de la Chine. Il fallait raviver la guerre civile, exciter les partis les uns contre les autres, les fournir d'armes et de munitions pour les maintenir debout. Ainsi le gouvernement chinois serait réduit à l'impuissance et ne pourrait rien entreprendre à l'extérieur.

sur la décision de la Chine. Une occasion s'offrait à elle de briser certains des rapports qu'on lui avait imposés par la force et qui la diminuaient dans son indépendance. Elle pouvait annuler les conventions relatives notamment à la cession à bail de Kiao-Tchéou (6 mars 1898) et aux règlements du chemin de fer de Kiao-Tchéou-Tsinan, conventions arrachées à la Chine impériale et qui portaient atteinte à l'intégrité territoriale du pays. C'était pour obtenir cette annulation que dès 1914, et de nouveau en 1915 le président Yuan-Chi-Kai avait fait les démarches qu'on a vues. Nul doute qu'en proclamant ouverte l'ère des hostilités contre l'Allemagne, la Chine songeait surtout à l'abrogation des traités et accords qui la liaient à cet empire.

Enfin, si l'aide militaire de la Chine devenait réelle sur les champs de bataille de l'Europe, sa situation politique s'en trouvait du coup modifiée. Les nations occidentales devenaient les obligées, en quelque sorte, de la Chine; l'horizon du peuple chinois s'élargissait en conquérant des sympathies nouvelles; l'unité intérieure pouvait s'affermir et le sentiment national, ainsi suscité, pousser à cette unité. La Chine pouvait, la guerre étant finie, compter sur une place favorable à la Conférence de la Paix.

SECTION B.

Promesses secrètes des Alliés au Japon.

I. TRAITÉS RUSSO-JAPONAIS DE 1916.

Caractère provisoire des accords de 1915. — Le Japon, en forçant la Chine à accepter les termes des accords de

1915, n'ignorait pas que ces accords n'auraient de force que le jour où ils seraient ratifiés par les puissances avec lesquelles il avait lui-même passé des conventions relatives à l'indépendance et à l'intégrité de la Chine. Il agissait d'ailleurs vis-à-vis de la Chine comme s'il attribuait un caractère provisoire à ces accords.

Mais il n'en cherchait pas moins de toutes les façons à obtenir l'assentiment des grandes puissances occidentales et des Etats-Unis au sujet des avantages qu'il s'était acquis en Chine depuis les premiers jours de la guerre; et il intriguait pour éloigner les sympathies de ces puissances pour la Chine.

Traités passés avec la Russie. — Au cours de l'été de l'année 1916 il obtenait de la Russie la signature de deux traités. L'un de ces deux traités fut rendu public et, même avant d'être signé, communiqué au gouvernement britannique. Mais l'autre était un traité secret comprenant six articles ¹⁾ dont le premier portait que: « Les deux hautes parties contractantes reconnaissant qu'elles ont un intérêt vital à ne pas laisser tomber la Chine sous la domination d'une tierce puissance qui entretiendrait contre la Russie ou le Japon des desseins hostiles, s'engagent réciproquement, chaque fois que les circonstances l'exigeront, à se concerter franchement, dans un esprit de confiance mutuelle et complète en vue de prendre conjointement les mesures propres à prévenir la possibilité de l'avènement d'un pareil état

¹⁾ Ce traité secret fait partie des documents trouvés dans les archives du ministère des Affaires Etrangères russes et publiés par le gouvernement révolutionnaire russe le 22 novembre 1917.

de choses ». Par l'article deux, les parties contractantes s'engageaient à se porter secours réciproquement à la première demande de l'une d'entre elles.

« Ainsi donc, a écrit M. H. Cordier ¹⁾ à ce sujet, le Japon avait encerclé la Chine : non seulement il la menaçait dans son indépendance et dans sa vie économique, mais il l'empêchait de rechercher au dehors un appui qui aurait pu contrecarrer des ambitions éclatant aux yeux de tous ceux qui ont conservé quelque clairvoyance. »

Le dernier des six articles stipulait enfin que la convention passée entre la Russie et le Japon « serait tenue secrète vis-à-vis de tous autres que les parties contractantes ».

Il n'est pas inutile de rapprocher ici ce traité secret du traité d'alliance anglo-japonais du 13 juillet 1911. L'article 3 de ce traité dit : « Les hautes parties contractantes conviennent qu'aucune d'elles ne devra, sans consulter l'autre, conclure des arrangements séparés avec d'autres puissances au préjudice des buts décrits dans le préambule de l'accord. »

Il faut constater que le traité secret russo-japonais était incompatible avec le traité d'alliance anglo-japonais, et qu'il y avait là une violation évidente des engagements que le Japon avait pris vis-à-vis de son alliée, l'Angleterre.

II. PROMESSE RUSSE.

L'ambassade russe de Tokio et la demande du Japon.
— Avant que la Chine ne déclarât la guerre à l'Allemagne on a vu comment, entre autres ambassades, celle de Russie à Tokio, s'était efforcée d'amener le Japon à composition

¹⁾ « *La Chine et le Japon* », article paru dans le « *Correspondant* » du 25 août 1919. Paris, pages 238 et suiv.

sur la question de l'entrée en guerre de la Chine. Parmi les documents trouvés dans les archives du ministère des Affaires Etrangères russe et publiés par le gouvernement révolutionnaire le 22 novembre 1917, une dépêche de M. Krupensky, datée du 8 février 1917 et adressée à Pétrograd relate les démarches qu'il fit auprès du vicomte Motono, alors ministre des Affaires Etrangères du Japon pour obtenir l'assentiment de ce dernier. L'ambassadeur montra qu'il était de l'intérêt même du Japon de ne pas s'opposer plus longtemps au désir de la Chine. Le ministre japonais ne refusa pas mais lui fit remarquer « la nécessité où il se trouvait, en raison de l'attitude de l'opinion japonaise aussi bien que pour sauvegarder la situation du Japon à la future conférence de la paix si la Chine y était admise, de s'assurer l'appui des puissances alliées pour la réalisation des désirs du Japon relatifs au Chantoung et aux îles du Pacifique ». ¹⁾ Par là il entendait « la succession à tous les droits et privilèges que l'Allemagne possédait jusqu'ici au Chantoung et l'acquisition des îles que les Japonais occupent au nord de l'Equateur ». ²⁾ Et le vicomte Motono ajouta, sans ambages, que le gouvernement japonais serait heureux de recevoir, dès lors, du gouvernement impérial russe l'assurance qu'il était prêt à soutenir ces revendications.

L'ambassadeur russe, M. Krupensky, transmet cette demande à son gouvernement en l'appuyant de commentaires favorables.

La promesse du gouvernement russe. — Elle devait être agréée par Pétrograd qui y fit réponse par la communication

¹⁾ Texte de la dépêche.

²⁾ Idem.

suiivante datée de Tokio, 15 mars 1917: « Comme suite à la notice du ministère des Affaires Etrangères en date du 19 février dernier, l'ambassade de Russie est chargée de donner au gouvernement japonais l'assurance qu'il peut entièrement compter sur l'appui du gouvernement impérial de Russie par rapport à ses desiderata concernant la cession éventuelle au Japon des droits appartenant à l'Allemagne au Chantoung et des îles allemandes occupées par les forces japonaises dans l'Océan Pacifique au nord de l'Equateur. »

Le Japon obtenait ainsi une complète satisfaction.

III. AUTRES PROMESSES ALLIÉES.

Le Japon et les Alliés. — Il devait quelques jours plus tard, le 28 mai 1917, recevoir l'assentiment du gouvernement italien. Le ministre du Japon à Rome, en réponse aux questions qu'il avait posées au ministère des Affaires Etrangères était, en effet, informé à cette date, que « le gouvernement italien n'avait aucune objection à formuler ».

Précédemment il avait reçu les promesses d'appui de deux autres des puissances alliées: la France, le 1^{er} mars, la Grande-Bretagne le 26 février 1917. ¹⁾

Le Japon et l'Angleterre. — Cette dernière ²⁾ lui avait été accordée après une demande formelle faite au gouvernement britannique. Celui-ci envisageant l'éventualité où il aurait besoin du concours du Japon pour soutenir ses prétentions sur les îles au sud de l'Equateur, pensa prudent de

¹⁾ La publicité ne fut donnée à ces promesses que pendant la conférence de Paris, en 1919.

²⁾ Voir texte de document, « *Congressional Record* », Washington, octobre 14, 1919, vol. 58, N° 120, p. 7289.

ne pas s'aliéner un puissant allié. L'ambassadeur d'Angleterre à Tokio M. C. Greene eut mission d'assurer le gouvernement japonais de tout l'appui de la Grande-Bretagne au jour d'un règlement possible du conflit européen. Elle s'engageait à reconnaître les droits du Japon au Chantoung ainsi que sur les îles situées au nord de l'Equateur.

Impression en Chine. — Ce n'est qu'au cours de la Conférence de la Paix que les tractations secrètes du Japon avec les principales puissances occidentales vinrent à la connaissance du public chinois. Elle produisirent un profond sentiment de déception chez ceux qui pouvaient se rappeler les sincères et pénibles efforts faits par la Chine pour entrer en guerre aux côtés de ces mêmes puissances.

Mais ces promesses faites au Japon par les différents alliés, en tant qu'elles se rapportent à la Chine, ne devenaient-elles pas sans valeur quelques mois plus tard, le 14 août 1917, lors de l'entrée en guerre de la Chine? Cette décision qui associait désormais la Chine à la Grande-Bretagne, à la France, à l'Italie, ne déliait-elle pas ces trois pays des engagements quasi-conditionnels qu'ils avaient pris vis-à-vis de la Chine avec le Japon. Cette interprétation a toujours été dans la pensée du gouvernement chinois. La situation politique de la Chine se trouvait profondément modifiée. En vertu de l'adage *rebus sic stantibus* les promesses des Alliés au Japon pouvaient être considérées comme caduques.

SECTION C.

Accord Lansing-Ishii (2 novembre 1917).

I. LES TERMES DE L'ACCORD LANSING-ISHII. — L'IMPRESSION EN CHINE.

La mission Ishii. — De la politique japonaise à l'égard de la Chine on peut dire, qu'en dépit d'apparentes contradictions, jamais elle n'a varié d'objectifs, au moins en ce qui concerne les cinquante dernières années. Tant que la Chine s'essaya à partager la cause des Alliés, le Japon s'y opposa. Quand elle déclara la guerre à l'Allemagne, il l'en loua, mais aussitôt s'efforça de faire reconnaître par les alliés, ce qu'il est convenu d'appeler sa « situation spéciale » en Chine. Et ce fut spécialement des Etats-Unis, dont la Chine était devenue l'associée qu'il rechercha cette reconnaissance. La mission Ishii fut spécialement envoyée aux Etats-Unis pour obtenir leur consentement.

Accrédité en juin 1917 auprès du gouvernement de Washington comme ambassadeur extraordinaire, le vicomte Ishii, parvint le 2 novembre suivant, à conclure, avec ce gouvernement, un accord qui est resté connu sous le nom d'accord Lansing-Ishii.

Les bases de l'accord. — Le premier point que traitait l'accord était la nécessité de mettre fin aux bruits qui jusqu'alors avaient circulés sur le compte du Japon. Puis venait l'exposé des principes sur lesquels une politique des deux

puissances signataires à l'égard de la Chine prétendait se baser. Les gouvernements des Etats-Unis et du Japon reconnaissaient que la proximité géographique de celui-ci et de la Chine créait entre ces deux pays des relations spéciales. Le gouvernement des Etats-Unis admettait de reconnaître au Japon des intérêts spéciaux en Chine, particulièrement dans les territoires auxquels ses possessions sont contigües.

Mais d'un autre côté il entendait que l'indépendance de la Chine n'en fut pas atteinte et il faisait confiance au Japon quant à la question du respect des droits que d'autres puissances possèdent en Chine de par leurs traités passés avec elle.

Le principe de la porte ouverte était de nouveau proclamé; et les deux gouvernements se déclaraient « opposés à l'acquisition par n'importe quel pays de toute espèce de droits spéciaux ou privilèges qui pourraient affecter l'indépendance ou l'intégrité territoriale de la Chine ou priver les autres nations du bénéfice de l'égalité de traitement ». ¹⁾

Remise officielle du texte de l'accord au gouvernement chinois. — Le texte de l'accord Lansing-Ishii fut remis officiellement au gouvernement chinois par le ministre du Japon à Péking, le 4 novembre et par le ministre des Etats-Unis à Péking le 8 novembre 1917. Dans la traduction remise par ce dernier, les mots « d'intérêts spéciaux » avaient été rendus par une locution chinoise qui n'implique que l'idée de « relations ». De plus, une note du ministre des affaires étrangères des Etats-Unis, annexée au document, expliquait que ces mots ne faisaient allusion qu'à des entreprises com-

¹⁾ Voir texte complet de note, *Congressional Record*, Washington, 14 octobre 1919, vol. 58 N° 120, p. 7297—7298.

merciales et industrielles « pour lesquelles le Japon est plus favorisé par sa situation géographique que les autres nations ».

Ainsi on devinait chez le gouvernement des Etats-Unis, le désir de préciser certains points de l'accord. Lors de la publication qu'il en fit par la suite, il ajouta une déclaration plus explicite encore. « Cet accord contient une réaffirmation de la politique de la porte ouverte, mais introduit aussi un principe de non intervention dans la souveraineté et dans l'intégrité territoriales de la Chine, lequel, généralement appliqué, est essentiel pour la paix internationale permanente ainsi que la chose a été si clairement exprimée par le président Wilson. »

Impression en Chine. — Ce fut dans les journaux chinois du 7 novembre et des jours suivants que furent résumés les termes de l'accord Lansing-Ishii. Tous les partis politiques s'accordèrent pour y voir une menace à l'indépendance de la Chine, et ressentirent vivement l'injure faite à la dignité nationale. Les « intérêts particuliers » reconnus au Japon semblaient trahir de nouveaux projets de cette puissance sur le Chantoung et la Mandchourie. Et l'on trouvait inadmissible qu'un accord fut intervenu au sujet de la Chine sans que celle-ci eut été consultée.

L'opinion publique se monta plus encore contre les Alliés et les Etats-Unis que contre le Japon. Dans certains milieux on alla même que jusqu'à penser que les Alliés d'Occident avaient abandonné la Chine à son sort et que son dernier espoir, d'ailleurs naïf, était d'arriver à une entente avec le Japon ; qu'il était inutile de résister plus longtemps à la pénétration japonaise.

II. PROTESTATION DU GOUVERNEMENT CHINOIS.

Réponse du gouvernement chinois aux gouvernements de Washington et de Tokio. — Le gouvernement chinois n'attendit pas pour protester. En réponse aux notes qu'il avait reçues des Etats-Unis et du Japon il fit adresser, le 12 novembre, aux gouvernements de ces deux pays une déclaration. Il y disait qu'ayant « adopté à l'égard des nations amies les principes de justice, d'égalité et de respect des droits conventionnels et ne reconnaissant les relations spéciales créées par la proximité territoriale qu'autant qu'elles sont exprimées dans des traités passés avec la Chine, il ne pouvait se considérer comme lié par aucun accord passé, au sujet de la Chine, entre d'autres nations ».

III. RAPPORTS DE M. KRUPENSKY A SON GOUVERNEMENT AU SUJET DE L'ACCORD LANSING-ISHII.

La « situation spéciale » du Japon en Chine. — M. Krupensky, un des membres les plus compétents du service diplomatique russe, qui fut ministre à Péking en 1915, lors de la remise des 21 demandes, et par conséquent très averti des affaires d'Extrême-Orient, était à cette époque ambassadeur de Russie à Tokio.

Il ne fut pas sans immédiatement deviner que l'assentiment (assentiment dont il était alors question) donné par les Etats-Unis aux menées du Japon en Chine allait « créer inévitablement de sérieux malentendus entre la Russie et le Japon ». Il consigna ses remarques à ce sujet dans une dépêche ¹⁾ à son gouvernement, datée du 22 octobre 1917 et

¹⁾ Cette dépêche, comme celle dont il est question à la suite, fait

dont voici le passage le plus important: « Les Japonais manifestent de plus en plus clairement une tendance à interpréter la position spéciale du Japon en Chine, *inter alios*, dans ce sens que les autres puissances ne doivent entreprendre en Chine aucune action politique sans avoir, au préalable, échangé des vues avec le Japon à ce sujet — condition qui établirait, dans une certaine mesure, un contrôle japonais sur les affaires extérieures de la Chine. (On se rappelle que l'un des actes décisifs qui ont précédé l'annexion de la Corée a été la conclusion du traité coréo-japonais du 17 novembre 1905 qui remettait au gouvernement japonais le contrôle et la direction des relations extérieures de la Corée.) D'un autre côté le gouvernement japonais n'attache pas grande importance à sa reconnaissance du principe de la porte ouverte et de l'intégrité de la Chine, qu'il considère comme une simple répétition des assurances précédemment données aux autres puissances et comme n'impliquant aucune restriction nouvelle à la politique qu'il pratique en Chine. Il est fort possible, par conséquent, qu'il se produise plus tard quelque malentendu à ce sujet entre les Etats-Unis et le Japon. Au cours d'une conversation tenue aujourd'hui, le ministre des Affaires Etrangères m'a confirmé que, dans les négociations poursuivies par le vicomte Ishii (à Washington) la question débattue n'avait pas trait à quelques concessions spéciales au Japon, dans telle ou telle partie de la Chine, mais à la situation spéciale du Japon dans l'ensemble de la Chine ».

partie des documents trouvés dans les archives du ministère des Affaires Etrangères russe, et publiés par le gouvernement révolutionnaire russe le 22 novembre 1917.

Le 1^{er} novembre 1917 M. Krupensky adressa une seconde dépêche à son gouvernement au sujet des vues du Japon touchant la possibilité de malentendus dans l'interprétation de l'accord Lansing-Ishii. Ces vues lui avaient été communiquées par le ministre des Affaires Etrangères, le vicomte Motono, en personne. « En un pareil cas, écrivait le représentant russe, le Japon disposerait, pour faire prévaloir son interprétation de moyens plus efficaces que les Etats-Unis ».

IV. DÉCLARATION DE M. LANSING.

Les réserves du gouvernement américain. — Il est, aujourd'hui, avéré que M. Lansing qui représenta l'une des parties contractantes de ce fameux accord ne fut jamais mis au courant, par le vicomte Ishii, de l'existence d'un traité secret passé entre le Japon et les Alliés au sujet de la répartition des territoires chinois enlevés à l'Allemagne. Selon la déclaration que le ministre américain fit à Washington devant la commission sénatoriale des Affaires Etrangères, le vicomte Ishii, prétendit, à ce sujet, avoir assuré à Lord Grey que le Japon rétrocéderait Kiao-Tchéou à la Chine. Ce ne fut qu'au mois de février 1919 que M. Lansing eut connaissance d'accords secrets passés entre le Japon et certains des Alliés, entre autres de celui conclu avec la Grande-Bretagne dans lequel sont fixées les bases d'une répartition de certaines îles du Pacifique. Toujours devant la même commission sénatoriale, « il assura avoir formellement spécifié à l'ambassadeur du Japon que les Etats-Unis, tout en reconnaissant la situation géographique spéciale du Japon vis-à-vis de la Chine, ne pourraient jamais admettre que le

Japon eut des avantages ou des intérêts particuliers en Chine; et qu'ils considéraient le présent accord comme une confirmation de la politique de la porte ouverte en Chine. »

SECTION D.

Accords secrets entre le Japon et le gouvernement de Péking. Les emprunts secrets de la Chine.

I. CONVENTIONS SECRÈTES MILITAIRE ET NAVALE.

Le projet d'intervention sino-japonaise en Sibérie et l'opinion chinoise. — On se rappelle que l'exécution des clauses du cinquième groupe des 21 demandes, remises à la Chine au début de 1915, avait toujours été éludée. Mais ces clauses restaient comme une perpétuelle menace à l'horizon diplomatique, et l'entrée en guerre de la Chine aux côtés des Alliés n'avait pas complètement rassuré l'opinion publique. Dès qu'il était question de pourparlers avec le Japon, la presse tout de suite trahissait la crainte générale que la nation avait de voir remettre en question les fameuses funestes demandes.

Cette crainte s'accusa très vive aux premiers mois de l'année 1918. Le Japon, qu'inquiétait le voisinage de milliers de prisonniers allemands et autrichiens armés en Sibérie révolutionnaire, redoutant aussi pour la Corée la contagion de l'esprit de révolution, tenta par un accord avec la Chine d'entraîner celle-ci dans une action contre la Sibérie.

On devinait qu'une expédition de troupes japonaises et chinoises au-delà des frontières sibériennes n'était pour le

Japon qu'un prétexte à conclure les conventions militaire et navale avec la Chine et la mener à quelque difficile impasse d'où elle ne pourrait sortir qu'en aliénant encore une partie de sa souveraineté.

Historique des négociations. --- Ce n'est qu'au cours de la Conférence de la Paix, en 1919, que l'on connut les démarches et pourparlers qui amenèrent la Chine à accepter un accord relatif à la coopération des forces militaires et navales du Japon dans les entreprises qui auraient pour but le maintien de la paix en Extrême-Orient.

A l'époque où Tuan-Chi-Jui reprit la présidence du Conseil, le Japon sentit la possibilité de faire rapidement aboutir les projets qu'il avait en vue. Tuan-Chi-Jui représentait le parti militaire. Pour se maintenir au pouvoir, il avait besoin de l'aide financier du Japon et était prêt à l'accueillir à n'importe quelle condition. Les négociations dès lors furent rapidement menées, et, de part et d'autre, on s'accorda pour qu'elles le fussent dans le plus grand secret. Ce secret ne fit qu'irriter davantage l'opinion publique que travaillaient les rumeurs les plus contradictoires. Questionnée par des membres de la presse, la légation japonaise de Péking nia, officiellement, avoir connaissance de ce qui se passait.

Mais l'énervement gagnait les couches profondes du pays. Le secret des négociations mal gardé, quelques précisions furent rendues publiques. Le ministère des Affaires Etrangères de Chine, tenu, jusqu'alors, à l'écart des négociations qu'une commission spéciale sino-japonaise ¹⁾ pour-

¹⁾ La commission chinoise était composée du Maréchal Tsin-Yuen-Peng, président, de généraux, d'amiraux, de représentants des 3 provinces de Moukden, de Kirin et de Hei-

suivait seule, demanda à être informé des décisions qui étaient prises à son insu. La commission ne pouvait refuser ; elle consentit à ce que le ministère des Affaires Etrangères fut représenté aux séances qu'elle tenait. Mais c'était l'opposition qu'elle admettait ainsi. Elle s'en aperçut vite. Aussi pour y mettre fin les négociations furent-elles, un beau jour, suspendues et, dans le secret le plus absolu, transférées à Tokio.

Le 16 mai 1918 la convention militaire était signée entre le gouvernement de Péking et le Japon ; le 19 mai, la convention navale.

La convention militaire. — Le texte officiel n'en fut connu qu'au moment de la Conférence de la Paix et publié que sous la pression de l'opinion publique — comme d'ailleurs la plupart des autres accords et des emprunts secrets qui vont être étudiés successivement.

Cette convention militaire comportait douze articles qui traitaient des obligations réciproques des deux parties contractantes.

L'article premier donnait pour raison de cette convention la nécessité où se trouvaient la Chine et le Japon de se garantir des entreprises possibles des empires centraux. Or, l'Allemagne avait toutes ses forces, toute son attention retenue sur les champs de bataille de l'Europe. Donc, de toute évidence il y avait encore là d'obscur dessein du Japon. On le vit bien par la suite lorsque la Chine ne put rien entreprendre aux côtés des Alliés sans, au préalable, avoir eu à consulter le Japon.

Il y avait, la commission japonaise de six généraux et de deux amiraux.

La convention navale. — Elle se composait de neuf articles seulement dont la plupart étaient la répétition d'articles correspondants de la convention militaire, à peine modifiés. Par cette convention la marine chinoise se trouvait placée en étroite dépendance de la marine japonaise. ¹⁾

Au lendemain de la publication des textes des conventions militaire et navale, des bruits coururent sur l'existence de clauses additionnelles à ces conventions. Mais ces clauses ne furent jamais publiées.

II. ACCORDS SECRETS SUR LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS RELATIVES AU CHANTOUNG.

Bases de l'accord relatif au Chantoung. — Le 24 septembre 1908 le ministre des Affaires Etrangères du Japon notifiait au ministre de Chine à Tokio les termes d'un accord sur le règlement des questions concernant le Chantoung.

Par cet accord le gouvernement japonais s'engageait à retirer à Tsingtao les troupes japonaises échelonnées le long de la ligne du chemin de fer de Kiao-Tchéou à Tsinan, à l'exception d'un contingent à stationner à Tsinan. Par contre le gouvernement chinois devait organiser une force policière

¹⁾ Le « Temps » du 31 janvier 1921 a publié l'entrefilet suivant :

« On mande de Péking, 27 janvier :

Les autorités militaires et navales chinoises et japonaises ont signé aujourd'hui une convention abrogeant le traité militaire sino-chinois. Ce traité en vigueur depuis mai 1918, prévoyait pour la durée de la guerre une coopération militaire entre la Chine et le Japon contre toute pénétration ennemie en Sibérie orientale.

Le ministère chinois des Affaires Etrangères et le ministère du Japon à Péking échangeront demain des notes, annonçant officiellement l'abrogation, qui aura ainsi un caractère définitif. »

chargée de la police du chemin de fer. Il était convenu que cette force policière serait entretenue par la Compagnie du chemin de fer de Kiao-Tchéou-Tsinan. Des Japonais devaient être employés dans les bureaux centraux de cette force policière, dans les gares principales du chemin de fer et dans l'école de police. D'autre part des citoyens chinois pourraient être employés par le chemin de fer, comme partie de son personnel; et ce même chemin de fer, une fois sa propriété bien déterminée, serait converti en une entreprise commune sino-japonaise. Enfin l'administration civile établie par le Japon devait être abolie. ¹⁾

Règlements sino-allemands du chemin de fer de Kiao-Tchéou-Tsinan. — Pour bien comprendre toute la portée de la note japonaise ci-dessous, il faut rappeler l'accord du 21 mars 1900, entre la Chine et l'Allemagne relatif aux règlements du chemin de fer de Kiao-Tchéou à Tsinan; il faut voir quelle autorité, quelles prérogatives il laissait à la Chine; autorité et prérogatives qui lui furent enlevées du fait de l'occupation japonaise au Chantoung. Ainsi l'on pourra mieux juger de ce que la proposition japonaise du 24 septembre 1918 rendait à la Chine de ce qui lui avait été retiré.

L'article 16 de l'accord sino-allemand donnait à la Chine le droit de protection sur le chemin de fer. Il disait: « Si des troupes sont requises, en dehors de la zone de 100 li, elles seront envoyées par le gouvernement de la province du Chantoung. Aucune troupe étrangère ne pourra être employée à cet effet. » L'article 26 ajoutait: « Si la Société

¹⁾ Voir texte aux appendices N° 21 du mémorandum relatif à la question du Chantoung qui a été déposé par la délégation chinoise à la Conférence de Paix 1919.

du chemin de fer demande des troupes pour protéger les travaux préparatoires, la construction ou le trafic, le gouverneur du Chantoung devra immédiatement considérer les circonstances et donner satisfaction à pareille demande. »

Conformément à une convention conclue le 28 novembre 1905 entre le gouverneur chinois de la province du Chantoung et le gouverneur allemand de Tsingtao, la Chine avait aussi acquis le droit de police sur la section du chemin de fer située sur la zone de 100 li et sur la partie occidentale restante, ainsi que le droit d'y faire exécuter les règlements de police chinois en vigueur dans les autres parties de la province du Chantoung. En 1900 des troupes allemandes avaient été envoyées à Kaomi et à Kiao-Tchéou, qui sont dans la zone des 100 li. Elles séjournèrent là jusqu'en 1905 où, en vertu de la convention précitée, l'Allemagne les retira à Tsingtao. Une station de police chinoise fut en même temps établie à Kiao-Tchéou et la police de la section à l'intérieur de la zone fut depuis assumée par la Chine.

L'article 27 consacrait la souveraineté de la Chine au Chantoung: « Dans le territoire cédé à bail à l'Allemagne, la sauvegarde des droits de souveraineté est assurée par le gouverneur de Tsingtao. Dans les districts du restant de la province du Chantoung que traverse le chemin de fer, la sauvegarde des droits de souveraineté est assurée par le gouverneur de la province du Chantoung. »

L'article 28 laissait entrevoir la possibilité pour le gouvernement chinois de se rendre un jour acquéreur du chemin de fer de Kiao-Tchéou à Tsinan: « Des ententes ultérieures régleront la date et les conditions auxquelles le gouvernement chinois pourra dans l'avenir reprendre le chemin de fer. »

L'offre japonaise rendait seulement à la Chine la police du chemin de fer, et sous réserve, encore, de l'emploi de Japonais dans les forces policières organisées à cet effet.

Elle accordait aussi quelques postes dans la Compagnie du chemin de fer à des citoyens chinois.

Elle ramenait les troupes échelonnées le long de la ligne vers Tsingtao, ce qui ne l'empêchait pas de conserver le contrôle militaire du chemin de fer.

Elle promettait bien d'abolir l'administration civile japonaise, mais ne remettait pas autrement en question, la souveraineté de la Chine au Chantoung.

Enfin, au lieu du retour total à la Chine du chemin de fer Kiao-Tchéou-Tsinan, elle parlait simplement d'une entreprise sino-japonaise.

Cependant, le même jour, 24 septembre 1918, le gouvernement chinois fit connaître son acceptation « heureux de manifester son accord avec les articles proposés par le gouvernement japonais ».

Contrat relatif aux chemins de fer Tsinan-Shunteh et Kaomi-Hsuchow. — En même temps que se faisait l'échange des notes ci-dessus, le gouvernement chinois demandait au gouvernement japonais à contracter un emprunt auprès des capitalistes japonais pour la construction de chemins de fer entre Tsinan et Shunteh d'une part et de l'autre entre Kaomi et Hsuchow.

Cette demande fut, bien entendu, acceptée avec empressement et un contrat provisoire fut immédiatement dressé entre la Chine et le Japon à cet objet. Il porte aussi la date du 24 septembre 1918. Par ce contrat le Japon avançait 20 millions de yens à la Chine. En garantie du remboursement

de cette somme et des intérêts, l'article 5 affectait « toutes les propriétés appartenant ou devant appartenir à l'avenir aux chemins de fer Tsinan-Shungteh et Kaomi-Hsuchow ». L'article 10 fixait à 8% par an l'intérêt de cette avance. ¹⁾

Il est avéré aujourd'hui qu'avant même la signature du contrat ci-dessus, des tractations avaient eu lieu entre les deux gouvernements, que l'argent ou la presque totalité de l'argent avait été versé et que le gouvernement de Péking l'avait dépensé à de soi-disant opérations militaires contre le sud.

Motifs qui poussèrent le gouvernement chinois à signer les accords secrets de 1918. — On peut se demander ce qui incita le gouvernement chinois à signer les accords de 1918. Car en somme, ainsi qu'il a été exposé plus haut, ces accords, non seulement confirmaient les exigences du Japon lors des traités de 1915, mais encore lui accordaient plus de concessions que n'en avait jamais obtenu l'Allemagne.

Ces raisons, il faut les chercher dans les nombreuses difficultés que lui créait l'occupation japonaise du Chantoung.

Pendant les trois premières années de leur occupation du Chantoung, les Japonais sentirent la nécessité d'agir lentement et avec prudence pour ne pas susciter une opposition trop grande de la part de la population. Mais dès l'automne 1917, Tokio prit les mesures nécessaires pour y assurer un contrôle absolu. L'administration civile remplaça l'administration militaire, dont le caractère était par trop

¹⁾ Voir le texte complet aux appendices N° 20 du memorandum relatif à la question du Chantoung qui a été déposé par la délégation chinoise.

provisoire, et tout fut fait pour enforcer les règlements nouveaux. La population locale fut soumise aux pires vexations; les propriétés chinoises furent l'objet d'expropriations injustifiées, à peine indemnisées, ou réquisitionnées sans égard aux nécessités individuelles. C'était le règne de l'arbitraire et de l'oppression.

La population du Chantoung qui n'est pas inférieure à trente millions d'habitants, ne fut pas sans ressentir cruellement le traitement qui lui était infligé. ¹⁾ Des pétitions furent adressées au gouvernement de Péking pour que son intervention ramenât les autorités japonaises au respect des droits séculaires des habitants. Ce fut en vain. Le gouvernement de Péking était sans puissance auprès du gouvernement japonais. Des conférences publiques furent tenues dans les villes du Chantoung en protestation de l'occupation japonaise; de nouvelles pétitions furent adressées au gouvernement central. L'agitation était à son comble. Des échos en passèrent jusqu'au continent voisin: le gouvernement des Etats-Unis fit faire une enquête au Chantoung sur les agissements du Japon; les résultats en ont été officiellement consignés dans un rapport daté du 30 novembre 1917. ²⁾

¹⁾ La délégation chinoise à Paris, lors de la Conférence de la Paix, eut en sa possession un volumineux dossier composé de 6 volumes de pétitions et de plaintes touchant les outrages perpétrés par les troupes japonaises dans le Chantoung. Parmi les cas rapportés sont la destruction totale de plusieurs villages et le meurtre d'un fermier chinois qui reçut un coup de baïonnette dans le ventre pour avoir amené un âne au lieu d'un mulet qu'un Japonais armé réquisitionnait. On rapporte encore les massacres de quelques villageois qui refusèrent de fournir un certain nombre de jeunes filles à des soldats.

²⁾ Voir *Democracy and the Eastern Question* by Thomas F. Millard, New-York 1919, pages 201 et suivantes.

C'est en considération de la situation difficile qui lui était créée par les troubles intérieurs du Chantoung, que le gouvernement de Péking se déclara « heureux » de pouvoir signer l'accord du 24 septembre 1918 (relatif à la question du Chantoung) et qui avait chance de calmer l'effervescence des populations dans cette province.

Mais l'opinion publique en Chine ne devait pas approuver l'acte gouvernemental. Des précisions furent données dans la presse de Péking sur la nature des accords secrets passés avec le Japon. On sentit unanimement l'atteinte que portait à la souveraineté de la Chine l'acceptation de telles conditions. Devant le mouvement national qui se déclara le Cabinet Touan ne put tenir. Quinze jours après la signature de ces accords il était renversé.

La situation s'aggrava encore en juin 1919 lorsqu'en pleine conférence de la paix furent publiés les textes des accords de 1918. De violentes manifestations portèrent la crise à l'état aigu. Une accusation de trahison fut lancée contre les signataires. On comprenait qu'ils avaient compromis la force des revendications que la Chine pouvait élever devant la Conférence de la Paix. Des milliers d'étudiants incendièrent la résidence privée du ministre des communications, Tsao-Jiu-Ling, le leader du parti pro-japonais et blessèrent Tsung-Hsiang-Chang, ministre de Chine à Tokio et signataire des accords. Avec le directeur général des monnaies Lon-Tchong-Yu, ils furent contraints à donner leur démission au lendemain de la décision de la Conférence de la Paix, au sujet du Chantoung.

La délégation chinoise à la Conférence de la Paix, quand il fut question des accords de 1918, s'efforça de démontrer le lien étroit qui rattachait ces accords aux traités et

aux conventions de 1915, et de prouver que comme ces derniers ils avaient été imposés à la Chine sous la menace d'une intervention militaire et non librement acceptés par elle. Ils ne pouvaient être considérés dès lors que comme une tractation née de la guerre. Pour cette raison elle en demanda l'abrogation.

III. NOTES ET CONTRATS PRÉLIMINAIRES AUX EMPRUNTS
DES CHEMINS DE FER DE MANDCHOURIE ET DE MONGOLIE
(28 septembre 1918).

Contrat relatif aux emprunts pour la construction de quatre chemins de fer en Mandchourie et en Mongolie. — Quatre jours après sa demande d'emprunt pour la construction des chemins de fer entre Tsinan-Shunteh et Kaomi-Hsuchow, le gouvernement de Péking approchait de nouveau le gouvernement japonais en vue d'un autre emprunt. Cette fois, il s'agissait de la construction de quatre lignes ferrées :

- 1° Entre Kai-Yuan, Hailung et Kirin,
- 2° Entre Changchun et Taonan,
- 3° Entre Taonan et Jehol,
- 4° D'un point entre Taonan et Jehol à un port maritime.

Un contrat préparatoire était conclu, le 28 septembre 1918, entre le gouvernement chinois et le syndicat représenté par la Banque Industrielle du Japon, syndicat composé de trois banques : la Banque Industrielle du Japon, la Banque de Taïwan, la Banque de Chosen.

Après la conclusion de ce contrat les banques avancèrent 20 millions de yens au gouvernement chinois. L'intérêt de cette avance était de 8% par an. Le terme des obligations

or des quatre chemins de fer était fixé à quarante ans à partir de la date d'émission et le remboursement devait commencer à partir de la onzième année selon un système d'amortissement.

Enfin le gouvernement donnait en gage aux banques « les biens et les produits présents et futurs des quatre chemins de fer ». ¹⁾

IV. *Convention relative à l'emprunt de participation de la Chine à la guerre. Emprunts divers.*

Convention d'emprunt pour l'armement. — Par cette convention, il était convenu que le ministère de la guerre devait acheter au Japon, par l'intermédiaire de la Compagnie Taiping, du matériel de guerre de fabrication japonaise; ce matériel, d'une valeur de 40 millions de yens, comprenait: des fusils d'infanterie (modèle de la 38^e année meiji), des fusils automatiques, des canons de montagne, des mitrailleuses, des munitions et du matériel accessoire de tous genres.

Il est bon de rappeler à ce sujet que cette convention réalisait un des articles du groupe V des vingt-et-une demandes, groupe qui cependant devait être ajourné en entier pour négociations ultérieures, s'il faut s'en rapporter aux termes de l'ultimatum.

Dépêche de M. Krupensky à son gouvernement. — Parmi les documents trouvés dans les archives du ministère des Affaires Etrangères russe et publiés par le gouvernement révolutionnaire le 22 novembre 1917, il est une dépêche de

¹⁾ Voir le texte complet aux appendices N° 22 du mémorandum relatif à la question du Chantoung qui a été déposé par la délégation chinoise.

M. Krupensky, en date du 16 octobre 1917, qui a traité à cette convention d'emprunt pour l'armement. Elle relate une conversation de l'ambassadeur russe avec le vicomte Motono, ministre des Affaires Etrangères du Japon : « En réponse à une question que je lui avais posée touchant le degré de créance que l'on pouvait accorder aux rumeurs qui représentaient le Japon comme disposé à vendre au gouvernement chinois une quantité considérable d'armes et de munitions, le vicomte Motono, me confirma l'exactitude de ces rumeurs et ajouta que le gouvernement de Péking avait promis de ne pas faire usage des armes contre les provinces dissidentes. Mais les paroles du ministre indiquent bien que cette promesse est de pure forme, destinée seulement à justifier une vente qui enfreint le principe de non-intervention dans les querelles intérieures chinoises, principe proclamé par le Japon lui-même. Il est fort probable que les Japonais visent surtout à obtenir le privilège de réarmer l'armée chinoise tout entière et à faire dépendre la Chine, à l'avenir, des arsenaux japonais et des fournitures de munitions du Japon. On estime à 30 millions de yens la valeur des armes à fournir. Le Japon a, en même temps l'intention d'établir un arsenal en Chine pour la fabrication du matériel de guerre. »

Convention d'emprunt de participation à la guerre. —

En vertu de cette convention le syndicat des banques devait prêter à la Chine une somme de 20 millions de yens et cette somme devait être consacrée à l'armée de participation à la guerre.

Les banques s'engageaient à verser cette somme directement au bureau chargé de la participation à la guerre ; et

le gage de l'emprunt devait être constitué par de nouveaux impôts, non encore déterminés, à créer en Chine.

Rien, logiquement, ne justifiait cet emprunt. Certes la Chine avait déclaré la guerre aux empires centraux, mais sa situation géographique lui interdisait, pour ainsi dire, les hostilités effectives contre l'ennemi. La déclaration de guerre était toute nominale. Les seules hostilités qu'avait en vue le gouvernement de Péking étaient contre le parti révolutionnaire de la Chine du sud; et c'est à combattre ce dernier qu'était destiné l'emprunt de participation de la guerre. Le Japon ne l'ignorait pas et se faisait ainsi l'instrument de la guerre civile en Chine.

Emprunts divers. — Durant les années 1917 et 1918 le montant total des emprunts contractés par la Chine vis-à-vis du Japon s'éleva à environ 480 millions de yens. C'est le chiffre qui fut donné officiellement lors de la conférence de la paix comme représentant les emprunts du gouvernement de Péking. Mais il ne comprend pas les emprunts locaux et est par conséquent inférieur à la réalité.

Voici les emprunts les plus importants: 20 janvier 1917. — 5 millions de yens avancés par le syndicat des banques japonaises à la Banque des Communications pour le rachat de billets de banque; pendant 3 ans à 7½%, sans escompte, garantis par un million et demi de dollars d'actions et quatre millions de dollars de bons du trésor; le Japon obtenant le privilège de nommer un conseiller auprès de la banque et l'option pour un futur emprunt.

7 février 1917. — Seconde avance de 2,600,000 yens, de la Banque de Yokohama au Ministère des Communications pour la construction du chemin de fer Supinkai-Chen-Chia-

tung; pendant un an à 7%; garantis par les impôts des routes.

28 août 1917. — 10,000,000 yens avancés par la même banque sur le second emprunt de réorganisation pour le remboursement de l'avance faite par la Banque de Chine au gouvernement central; remboursable par le second emprunt de réorganisation, au cas où il serait conclu, ou, autrement, en espèces au bout d'un an; intérêt 7%; garantis par les impôts sur le sel.

Janvier 1918. — 2 millions de yens versés par la même banque au comité des inondations; garantis aussi par les impôts sur le sel.

Janvier 1918. — 2 millions de yens versés par Mitsui Bussan Kaisha au gouvernement central et destinés au Bureau des Gravures et Impressions; pendant 3 ans à 8%; émis à 98; le contrat spécifiant que tout le matériel sera fourni par M. B. K. si les prix de cette firme ne sont pas supérieurs à ceux qui pourraient être offerts par ailleurs.

Janvier 1918. — 10 millions de yens, versés par la Banque de Yokohama, comme seconde avance sur le deuxième emprunt de négociation — au cas où il serait conclu — autrement, prêt d'une année, intérêt 7%; garantis par le surplus des impôts sur le sel.

20 janvier 1918. — Deuxième versement à la Banque des Communications (20 millions de yens); 3 ans à 7½%; garanti par 25 millions de dollars de bons du trésor.

21 février 1918. — Emprunt de £ 536,267 pour la construction de stations de télégraphie sans fil. Le matériel devant être acheté à Mitsui Bussan Kaisha.

30 avril 1918. — 20 millions de yens versés par un groupe de banques à l'Administration des Télégraphes pour

l'extension de lignes terrestres; intérêt $7\frac{1}{2}\%$; escompte $1\frac{1}{2}\%$; garantis par tous les biens non hypothéqués des Télégraphes.

Juin 1918. — 20 millions de yens versés au ministère des communications pour le prolongement de la ligne Kirin-Changchun jusqu'à la frontière coréenne; pendant 40 ans à 5%.

2 août 1918. — 30 millions de yens versés par la Banque Industrielle du Japon et un groupe de banques pour l'exploitation des forêts et des mines de Kirin; intérêt $7\frac{1}{2}\%$ pendant 5 ans; garantis par les forêts et mines de Kirin et les provinces de Heilung-Kiang.

5 juillet 1918. — 10 millions de yens; troisième avance sur l'emprunt de la seconde réorganisation.

1918. — 4 millions de yens, versés par la Banque Industrielle du Japon au ministère de la guerre. Conditions non indiquées. Garantie: bons du trésor. Intérêt 6%.

1918. — 2 millions de yens versés par la même banque au gouvernement central. Conditions non spécifiées. Garantie: impôts sur le vin et le tabac. Intérêt 7%.

Le montant des emprunts contractés par la Chine envers le Japon jusqu'en 1917 s'élevait seulement à 120 millions de yens. Le cabinet du comte Terouchi, en deux années, de 1917 à 1918, quadrupla la dette extérieure de la Chine au Japon.

Comme garantie de cette dette la Chine avait hypothéqué ses chemins de fer, ses mines d'or, de charbon, d'antimoine et de fer; elle avait hypothéqué les presses et l'Imprimerie gouvernementale de Péking, des forêts nationales dans plusieurs provinces. C'était comme la mainmise par le Japon sur les richesses foncières du pays. Et cela sans que

les sommes reçues aient jamais servi pour ce à quoi on les disait destinées. Un emprunt conclu, l'argent versé était partagé aux uns et aux autres : les banquiers et les intermédiaires recevaient leur commission et le restant était distribué entre les divers gouverneurs militaires chargés de protéger le gouvernement central et le parti militaire.

Cette période de l'histoire financière de la Chine marque le triomphe de la politique de pénétration économique du Japon.

CHAPITRE III

Rapports Sino-Japonais pendant la Conférence de la Paix de Versailles 1919

SECTION A.

Mémoires présentés par la Chine à la Conférence de la Paix et relatifs aux rapports sino-japonais.

I. MÉMOIRE DE LA DÉLÉGATION CHINOISE RÉCLAMANT
L'ABROGATION DES TRAITÉS ET DES ACCORDS DU 25 MAI 1915.

Ouverture de la Conférence de la Paix. — C'est à Versailles, le 18 janvier 1919, que fut ouverte la Conférence de la paix. Les célèbres quatorze points du président Wilson avaient été unanimement reconnus par les états belligérants comme devant servir de base aux négociations.

Au cours de cette conférence la Chine présente mémoires au Conseil suprême dans le but de régler définitivement la question de ses rapports avec le Japon pendant la guerre.

Mémoire relatif à l'abrogation des traités et accords de 1915. — L'un, présenté en avril 1919, avait pour titre : « Exposé des revendications de la Chine tendant à faire

abroger par la Conférence de la Paix les traités et accords conclus avec le Japon le 25 mai 1915 comme une tractation née de la guerre entre des états alliés et associés et les puissances centrales, et liée à elle. »

Après avoir fait l'histoire et l'analyse des vingt-et-une demandes du Japon, la délégation chinoise, dans ce mémoire, insistait longuement sur tous les faits qui entachent de nullité les accords de 1915, faits qui ont été exposés et commentés au cours des deux chapitres précédents.

Puis elle concluait comme suit :

« Résumant l'argumentation que nous venons de développer nous estimons qu'elle justifie la prétention de la Chine à faire abroger les accords de 1915 :

1° Parce que ces accords constituent une tractation ou entité unique, née de la guerre, et qu'ils prétendent décider de questions dont le règlement est de la compétence exclusive de la Conférence de la Paix ;

2° Parce qu'ils sont en contradiction avec les formules de justice et les principes des alliés qui servent de guide à la Conférence de la Paix dans l'œuvre qu'elle a entreprise de régler les affaires des nations de telle sorte que les risques de guerres futures soient sinon supprimés, du moins réduits au minimum ;

3° Parce que, pris en eux-mêmes, ils portent atteinte à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de la Chine telle qu'elle a été garantie par une série de conventions et accords passés séparément par la Grande-Bretagne, la France, la Russie et les Etats-Unis avec le Japon ;

4° Parce qu'ils n'ont pas été librement consentis, mais imposés par la contrainte de l'ultimatum japonais du 7 mai 1915 ;

5° Parce que leur caractère est provisoire et que le Japon lui-même les considère comme tels puisqu'il a cherché à les rendre définitifs en négociant une série d'accords secrets avant d'admettre la Chine à entrer en guerre aux côtés des Alliés et des Etats Unis, accords secrets qui ne sont, d'ailleurs, pas conformes aux principes acceptés par les belligérants comme bases du règlement de la paix. »

Raisons déterminantes de l'abrogation des accords de 1915. — La Chine considérait donc ces accords comme « une tractation née de la guerre et liée avec elle ». En effet, le trait essentiel n'en était-il pas la série des demandes relatives au Chantoung où s'accuse la prétention du Japon à succéder à l'Allemagne dans les droits qu'elle avait sur le territoire de Kiao-Tchéou et dans la province tout entière. D'autre part le gouvernement japonais n'avait-il pas soumis à la conférence de la paix un projet de résolution demandant « la cession sans conditions du territoire cédé à bail de Kiao-Tchéou ainsi que des chemins de fer et des autres droits possédés par l'Allemagne dans la province du Chantoung » ; par la conférence de la paix, et que la conférence avait qualité pour en réviser les termes. On peut encore, à ce sujet, rappeler les premières instructions de M. Hioki, préliminaires aux 21 demandes et qui en montrent bien le lien avec la guerre : « Afin de pourvoir au règlement de la situation résultant de la guerre entre le Japon et l'Allemagne et dans le but d'assurer à l'Extrême-Orient une paix durable par le renforcement de la position de l'empire (japonais), le gouvernement impérial a résolu d'entrer en pourparlers avec le gouvernement chinois en vue de conclure des traités et accords suivant les lignes générales indiquées dans les

quatre premiers groupes des propositions ci-annexées ». L'ultimatum japonais soulignait aussi le même fait : « . . . un règlement qui corresponde à la nouvelle situation *créée par la guerre* survenue entre le Japon et l'Allemagne ».

Au troisième point de la conclusion de son mémoire, la délégation chinoise invoquait les traités et conventions sous la protection desquels se trouvaient placées l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Chine. Cette raison seule, semblait-il, était suffisante pour amener l'abrogation d'accords imposés par la contrainte et au mépris de ces mêmes traités et conventions.

Mais il y en avait d'autres. D'abord leur caractère provisoire amplement démontré par la série d'accords secrets que le Japon avait cherché à négocier avec diverses grandes puissances pour donner à ces mêmes accords un caractère définitif ; démontré aussi par les réserves et protestations renouvelées de la Chine à leur endroit. Ensuite les négociations séparées du Japon avec l'Allemagne au sujet de la cession de ses droits au Chantoung étaient sans validité attendu que la Conférence avait pris la décision de régler la question des « possessions et territoires allemands » sans consulter l'Allemagne. Enfin ces accords, ainsi qu'il a été montré précédemment, étaient une violation flagrante des principes du droit international et de ceux contenus dans les quatorze points du président Wilson.

Décision de la Conférence de la Paix. — Après examen des revendications de la Chine, la Conférence de la Paix refusa, cependant, de se déclarer compétente. En considération de l'importance de la question elle renvoyait celle-ci de-

vant le conseil de la Société des Nations, au jour où il serait constitué.

II. MÉMOIRE DE LA DÉLÉGATION CHINOISE RELATIF A LA QUESTION DU CHANTOUNG.

A. *Pourquoi la Chine demande la restitution.*

L'exposé. Les conclusions. — L'autre mémoire de la délégation chinoise avait été présenté à la conférence de la paix en février 1919. Il avait pour titre : « Exposé des revendications de la Chine touchant la restitution directe du territoire cédé à bail de Kiao-Tchéou, du chemin de fer de Tsingtao à Tsinan et des autres droits allemands relatifs à la province du Chantoung ».

Ce mémoire rappelait l'origine et l'étendue du bail et des autres droits de l'Allemagne au Chantoung et précisait dans ses détails l'occupation militaire du Japon dans cette même province. Puis il donnait, comme suit, les raisons pour lesquelles la Chine en demandait la restitution :

« 1° Le territoire cédé à bail fait partie intégrante du territoire chinois. »

En effet la nationalité de ce territoire, de la baie et des îles y attenantes, n'a jamais été mise en question ; et la souveraineté de la Chine sur le bail de Kiao-Tchéou a été réservée par la convention de 1898.

« 2° Les habitants sont entièrement Chinois de race, de langue et de religion. »

Les 38 millions d'habitants de la province du Chantoung sont remarquablement homogènes au point de vue ethnique et appartiennent à la race chinoise proprement dite.

Ils parlent et écrivent la même langue chinoise et croient à la même religion que les populations chinoises des autres provinces de la République.

« 3° Le Chantoung est le berceau de la civilisation chinoise et une Terre Sainte du peuple chinois. »

C'est au Chantoung que sont nés les deux plus grands sages qu'honore la Chine, Mencius et Confucius, ce dernier fondateur de la religion officielle. De ce fait il est à la fois « le berceau de la civilisation chinoise et une terre sainte du peuple chinois ». Des pèlerinages se font tous les ans, à Choufou, en plein cœur du Chantoung, où des milliers de « lettrés » chinois confucianistes viennent vénérer le mémoire des deux illustres sages.

« 4° La pénétration étrangère signifiera l'exploitation des habitants. »

Il y a plus de 38 millions d'habitants au Chantoung et la densité de la population y est quatre fois plus élevée qu'en France. Il est évident que sur un territoire à ce point surpeuplé la pénétration d'un élément étranger tel que les Japonais, ne peut aboutir qu'à l'exploitation des habitants.

« 5° Une sphère d'influence étrangère au Chantoung mènera à la domination économique de la Chine du Nord et menacera la „ Porte Ouverte ”. »

Par sa grande population, par ses vastes ressources en minerais et en matières premières de toutes sortes, par le fait que la baie de Kiao-Tchéou est la grande porte de sortie de la Chine du Nord, par les grandes artères ferrées qui relient Tsingtao à l'intérieur, le Chantoung domine économiquement la Chine du Nord, et nulle part ailleurs, l'établissement d'une sphère d'influence étrangère ne serait plus dangereux pour les industries et le commerce internationaux.

« 6° Le territoire et le chemin de fer cédés à bail ont une importance stratégique pour la Chine. »

Pour des raisons analogues à celles qui la placent au premier rang pour l'importance économique, la province du Chantoung commande stratégiquement toute la Chine du Nord.

« 7° La restitution est indispensable pour une paix durable en Extrême-Orient. »

Le peuple du Chantoung est particulièrement susceptible et ressent vivement toute pénétration étrangère visant la domination politique ou économique de sa province. Il supporta avec peine l'occupation allemande et souffre maintenant de l'occupation japonaise. Le gouvernement chinois a eu de grandes difficultés à apaiser les manifestations de ces sentiments d'ailleurs partagés par toute la Chine. C'est là une source de conflits perpétuels avec les occupants japonais. Et la restitution est indispensable pour assurer une paix solide et durable en Extrême-Orient.

B. Pourquoi cette restitution devrait être faite directement.

Comment doit être faite la restitution à la Chine. — Après cela, le mémoire de la délégation chinoise indiquait le procédé de restitution qui, selon elle, devait être adopté : la restitution directe par l'Allemagne.

Il examinait d'abord l'autre modalité possible : la restitution indirecte par l'intermédiaire du Japon, et al rejetait comme susceptible de provoquer des complications. Certes, les sacrifices consentis par le Japon pour chasser l'Allemagne de Tsingtao n'étaient pas ignorés, ni oubliés. Mais la Grande-Bretagne avait coopéré à cette tâche sans pour cela rien

réclamer de la Chine; mais les autres puissances d'Occident avaient retenu l'ennemi sur leurs champs de bataille sans pour cela prétendre à quoi que ce soit. De ce fait la Chine avait contracté une dette de reconnaissance. Mais fallait-il que ses droits territoriaux en soient affectés et son indépendance politique diminuée? Somme toute, le Japon avait réalisé ce pour quoi il était entré en guerre: l'élimination de la menace allemande à la paix de l'Extrême-Orient. Pour avoir occupé, pendant quatre années, le territoire cédé à bail, avait-il acquis le droit de s'approprier le territoire? Il est vrai que le 25 mai 1915 la Chine avait conclu un accord avec le Japon au sujet du Chantoung, accord dont le premier article porte: « Le gouvernement chinois s'engage à donner son entier assentiment à tout ce dont le gouvernement japonais pourrait par la suite convenir avec le gouvernement allemand, concernant la disposition de tous les droits, intérêts et concessions relatifs à la province du Chantoung et possédés par l'Allemagne en vertu de traités ou autrement ». Mais la Chine devait-elle tenir compte d'un traité dont la signature lui avait été imposée, mieux, arrachée par la force et la menace de l'invasion, sans qu'il y eut eu la moindre provocation de sa part? Vu les circonstances dans lesquelles ce traité avait été fait — circonstances qui furent des plus pénibles pour la Chine — il ne pouvait être considéré que comme un accord temporaire né de la guerre et, par là sujet à abrogation par la conférence de la paix. Ce traité d'ailleurs avait été annulé du fait de l'entrée en guerre de la Chine aux côtés des puissances alliées et associées. La Chine dans sa déclaration de guerre à l'Allemagne signifiait que tous les traités, accords et conventions conclus jus-

qu'alors entre elle et cette puissance étaient abrogés par suite de l'existence de l'état de guerre. » La convention de cession à bail du 6 mars 1898, en vertu de laquelle l'Allemagne détenait le territoire cédé à bail, le chemin de fer et tous autres droits, était nécessairement comprise dans l'acte d'abrogation. Tous les droits tenus par l'Allemagne revenaient au souverain territorial et à l'état bailleur originaire. L'Allemagne de ce fait perdait son droit de bail et celui de le céder à une tierce puissance. Indéniablement le Japon n'avait aucun droit à servir d'intermédiaire dans la restitution.

SECTION B.

La Chine et les Décisions de la Paix de Versailles

I. RÈGLEMENT DE LA QUESTION DU CHANTOUNG PAR LE CONSEIL DES TROIS.

Texte de la section du traité de paix relative au Chantoung. — Le Conseil des Trois, composé de MM. Clemenceau, Wilson et Lloyd George, était l'autorité suprême qui devait se prononcer sur la question du Chantoung. Ce fut en faveur du Japon qu'il rendit sa décision. Voici le texte intégral de la section du traité de paix relative à la Chine et au Chantoung, tel qu'il fut remis aux plénipotentiaires allemands le 16 juin 1919. ¹⁾

¹⁾ Avant la remise de cet important document aux plénipotentiaires allemands, le 16 juin, nulle communication officielle ne fut faite aux membres de la délégation chinoise à la conférence de la paix. La décision du Conseil des Trois avait été prise dans le secret le plus absolu.

SECTION VIII. — *Chantoung.*

Art. 156. — L'Allemagne renonce en faveur du Japon, à tous ses droits, titres et privilèges, concernant notamment le territoire de Kiao-Tchéou, les chemins de fer, les mines et les câbles sous-marins qu'elle a acquis en vertu du traité passé par elle avec la Chine le 6 mars 1898, et de tous autres actes concernant la province de Chantoung. Tous les droits allemands dans le chemin de fer de Tsingtao-Tsinan, y compris ses embranchements ensemble ses dépendances de toute nature : gares, magasins, matériel fixe et roulant, mines, établissements et matériel d'exploitation des mines, sont et demeurent acquis au Japon avec tous les droits et privilèges qui s'y rattachent.

Les câbles sous-marins de l'état allemand de Tsingtao à Shanghai et de Tsingtao à Tchefou, avec tous les droits, privilèges et propriétés qui s'y rattachent, restent également acquis au Japon,, francs et quittes de toutes charges.

Art. 157. — Les droits mobiliers et immobiliers que l'état allemand possède dans le territoire de Kiao-Tchéou ainsi que tous les droits qu'il pourrait faire valoir par suite de travaux ou aménagements exécutés ou des dépenses engagées par lui, directement ou indirectement et concernant ce territoire, sont et demeurent acquis au Japon, francs et quittes de toutes charges.

Art. 158. — L'Allemagne remettra au Japon dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent traité, les archives, registres, plans, titres et documents de toute nature concernant les administrations civiles, militaires, financières, judiciaires ou autres du territoire de Kiao-Tchéou, à quelque endroit qu'ils se trouvent.

Dans le même délai, l'Allemagne notifiera au Japon tous les traités, arrangements ou contrats concernant les droits, titres ou privilèges visés aux deux articles ci-dessus.

Commentaires. — Tels étaient les trois articles du traité de Versailles qui consacraient la politique japonaise en Chine depuis 1914:

Avant que le Conseil des Trois n'eut pris sa décision, il avait reçu l'assurance formelle ¹⁾ du Japon que le Chantoung serait éventuellement rendu à la Chine dans toute son intégrité, moins cependant ce qui faisait l'objet des privilèges économiques qui avaient été accordés à l'Allemagne. Il avait aussi demandé le droit de conserver Tsingtao à titre de concession faite selon les règles ordinaires en usage. Du chemin de fer Tsingtao-Tsinan et ses embranchements il déclarait vouloir faire une compagnie sino-japonaise. Cette compagnie ne devait employer de police que pour assurer la sécurité du trafic et pour nul autre dessein. Enfin cette police devait être composée de Chinois et de Japonais nommés par le gouvernement chinois comme instructeurs. — Comme on le voit, c'était là le contenu, ou à peu près, de l'accord de 1918 relatif au Chantoung. Le Japon réclamait des droits et prérogatives que l'Allemagne n'a jamais ni possédés, ni exigés.

Il est intéressant de noter ici les réserves que fit le président Wilson au sujet de la même décision prise par le Conseil des Trois. Il déclara ne pas vouloir reconnaître les notes échangées entre la Chine et le Japon car elles avaient à leur base les demandes du Japon (1915) contre lesquelles

¹⁾ Voir *Congressional Record*, Washington, 14 octobre 1919, vol. 58, N° 120, p. 7299.

le gouvernement des Etats-Unis avait énergiquement protesté.

Il y eut au sujet de la décision du Conseil des Trois de nombreux commentaires :

Un membre de la délégation chinoise fit une déclaration qui fut reproduite dans le journal « Le Temps ». Il y était abondamment prouvé que le Conseil des Trois venait d'accorder au Japon plus d'avantages que n'en avait jamais eus l'Allemagne au Chantoung. Il semblait avoir sanctionné par exemple, le droit de police sur les chemins de fer du Chantoung, privilège que les Allemands n'avaient jamais ni exercé, ni réclamé. Que ne pouvait-on craindre d'un tel règlement des questions en litige ! Le Japon, s'il le voulait, se trouverait justifié de substituer « un régime japonais permanent, sous contrôle japonais » à un bail allemand, limité à un certain nombre d'années ».

D'autre part, M. Liang-Chi-Chao, ancien ministre des finances et chef de la délégation économique chinoise à la conférence de la paix fit connaître son opinion personnelle sur la solution que le Conseil des Trois avait apportée à la question du Chantoung. Sans critiquer la décision du conseil il remarquait seulement que les Japonais eux-mêmes n'avaient jamais espéré un résultat aussi heureux » ; que c'était « une victoire complète pour le Japon ».

Enfin un communiqué américain, plus libre dans son appréciation, comparait le Japon à « un concessionnaire économique ». Il faisait remarquer qu'en Extrême-Orient les avantages économiques ne peuvent jamais être séparés des conséquences politiques ; et que cela, on le saisissait mal à la conférence de la paix. Il mettait en lumière la façon dont on avait envisagé la souveraineté de la Chine en donnant, au

Japon, le droit de maintenir sa police spéciale sur le territoire chinois. C'était faire du Chantoung une seconde Mandchourie; c'était, par là, placer Péking comme entre deux tenailles japonaises: la Mandchourie, au nord, le Chantoung au sud. On ne pouvait mieux annihiler la grande puissance chinoise.

II. PROTESTATION DE LA CHINE.

Le texte. — Le 4 mai 1919 la délégation chinoise envoya une protestation au Conseil des Trois sur la solution qui avait été donnée à la question du Chantoung. En voici les passages essentiels :

« La délégation chinoise envisage avec regret le règlement proposé par le Conseil des Trois au sujet de la question du Chantoung. La Chine est venue à la conférence animée d'une confiance absolue dans les principes adoptés par les puissances alliées et associées, comme bases d'une paix mondiale, juste et durable. Aussi, grands seront le désappointement et la désillusion du peuple chinois quand il connaîtra le règlement proposé.

La délégation chinoise croit savoir que la décision du conseil a été motivée par le fait que la Grande-Bretagne et la France s'étaient engagées, en février et mars 1917, à soutenir à la conférence de la paix les revendications du Japon tendant à l'obtention des privilèges allemands dans le Chantoung. Cependant la Chine n'a participé à aucun de ces accords secrets et n'a pas davantage été informée de leur contenu lorsqu'elle a été invitée à se joindre à la guerre contre les puissances centrales. Il semble donc qu'on ait fait des destinées de la Chine un objet de négociations et de

compensations après qu'elle eut définitivement adhéré à la cause des alliés. . . . »

Si le conseil a fait pleinement droit aux revendications du Japon dans le but de sauver la Ligue des Nations, ainsi qu'on l'a laissé entendre, la Chine aurait, bien entendu, moins de motifs de se plaindre, estimant que c'est un devoir de faire des sacrifices pour une cause aussi noble que la création d'une Ligue des Nations.

La délégation chinoise ne peut cependant s'empêcher de formuler l'avis que le Conseil aurait été mieux inspiré en demandant au Japon d'abandonner des revendications apparemment inspirées par le seul désir d'agrandissement — ce qui eut été plus conforme à l'esprit de la Ligue des Nations — qu'en demandant à la Chine d'abandonner ce qui lui appartient de droit.

III. POURQUOI LA CHINE N'A PAS SIGNÉ LE TRAITÉ DE PAIX DE VERSAILLES (28 juin 1919).

Déclaration officielle de la Chine à la presse. ¹⁾ — La protestation de la Chine étant restée sans effet il ne lui restait plus d'autre alternative que de réserver sa signature sous le traité de paix de Versailles. Cette dernière solution fit l'objet de multiples tentatives de la part de la délégation chinoise auprès du Conseil des Trois. Les tentatives ont été résumées par une déclaration officielle que fit la délégation à la presse, le 29 juin 1919. L'importance de ce document est grande par la lumière qu'il jette sur le dénouement du drame politique qui venait de se jouer pendant cinq ans entre les deux grandes nations d'Extrême-Orient. Aussi

¹⁾ Reproduite textuellement.

n'est-il pas excessif de le placer in-extenso, ici, comme conclusion de ce chapitre :

« Sentant l'injustice du règlement de la question du Chantoung établi par la conférence, la délégation chinoise envoya une protestation formelle au conseil des premiers ministres le 4 mai et fit une réserve à la séance plénière du 6 mai dernier, sur les clauses des conditions de paix relatives à cette question qui, prenant ce règlement pour base, ont pour but de transférer les droits allemands dans la province du Chantoung au Japon, au lieu de les restituer à la Chine, souveraine légitime du territoire et loyale co-belligérante aux côtés des puissances alliées et associées dans la guerre.

« Le règlement annoncé en Chine souleva la protestation de la nation entière, protestation à laquelle s'est jointe celle des Chinois de toutes les parties du monde. Vu l'opposition unanime de l'opinion publique, le gouvernement chinois n'avait d'autres voies à suivre que de décliner l'acceptation des clauses en question. A cet effet, il instruisit les délégués chinois à Paris, qui, en conséquence, notifièrent au président de la Conférence, le 25 mai dernier (1919), par une communication formelle qu'ils signeraient le traité de paix avec l'Allemagne sous la réserve faite le 6 mai dernier. Le 28 mai dernier, suivant le Secrétaire générale de la Conférence, accusa réception de la notification et déclara qu'elle a été transmise aux délégations des principales puissances alliées et associées représentées au Conseil suprême. Depuis ce jour la délégation chinoise ne reçut aucun mot de la Conférence au sujet de la réserve.

Ce ne fut pas avant le 24 juin suivant que la délégation chinoise fut informée par le Secrétaire général de la part du

Président de la Conférence, que des réserves dans le traité de paix n'étaient pas permises, par suite du manquement de précédent notable dans le traité de Vienne du 9 juin 1815 qui fut signé par le plénipotentiaire suédois avec une réserve sur trois articles du traité, apposée sous sa signature.

Ce que les délégués chinois proposèrent d'abord de faire, c'était simplement de faire figurer dans le traité au-dessus de leur signature, ces mots :

« Sous la réserve faite à la séance plénière du 6 mai 1919 et relative à la question du Chantoung (art. 156, 157 et 158). »

Quand cette insertion fut refusée, la délégation chinoise proposa de faire de la réserve une annexe au traité. Ceci encore lui ayant été refusé, elle proposa d'envoyer au Président de la Conférence, avant de se rendre à Versailles, une déclaration écrite séparée portant que les plénipotentiaires chinois signeraient le traité avec la réserve faite le 6 mai, destinée à permettre à la Chine de demander après la signature du traité, un nouvel examen de la question du Chantoung. Et ceci également fut refusé et le refus fut expliqué par le fait que le Conseil Suprême avait décidé de n'admettre aucune réserve d'aucun genre ni dans le texte du traité ni en dehors de ce texte, avant qu'il ne fut signé, la délégation pouvant toutefois lui envoyer une déclaration après sa signature. Comme la validité d'une déclaration faite après la signature du traité aurait été douteuse, la délégation insista sur le droit d'en faire une par avance; mais par déférence pour la décision du conseil de n'admettre aucune réserve, elle proposa une autre modification de la rédaction en ce sens que la signature du traité par les plénipotentiaires chinois ne pût être interprétée comme empêchant la Chine de deman-

der à un moment approprié un nouvel examen de la question du Chantoung. Cette proposition, à la surprise de la délégation, fut encore refusée.

« Après avoir échoué dans toutes ces tentatives sérieuses de conciliation et ayant rejeté tout compromis honorable, la délégation chinoise n'avait d'autre voie ouverte à elle que de faire son devoir vis-à-vis de son pays. Plutôt que d'accepter par sa signature les articles 156, 157 et 158 du traité contre lesquels se heurtait son sentiment de droit et de justice, elle dut s'abstenir de signer le traité tout entier.

« Les plénipotentiaires chinois regrettent d'avoir eu à suivre la voie qui semble porter atteinte à la solidarité des puissances alliées et associées; ils ont la ferme conviction que la responsabilité de cet acte ne retombe pas sur eux qui n'avaient pas d'autre voie honorable à suivre, mais sur ceux qui les ont injustement et sans nécessité privés du droit de faire une réserve pour se sauvegarder contre toute interprétation qui pourrait empêcher la Chine de demander à un moment approprié futur un nouvel examen de la question du Chantoung, dans l'espoir que l'injustice faite à la Chine puisse être réparée plus tard dans l'intérêt de la Paix permanente en Extrême-Orient.

« Par suite du refus de la Conférence de la Paix ayant désiré de rendre justice à la Chine dans le règlement de la question du Chantoung, et ayant par ce fait empêché de signer le traité sans sacrifier le sentiment de droit, de justice et de devoir patriotique, les délégués chinois soumettent leur cas au jugement impartial du monde. »

CONCLUSION

Toute subordonnée qu'elle est aux limites que nous nous sommes imposées, l'étude qui précède n'est pas, nous l'espérons, sans donner une idée suffisante des relations contemporaines de la Chine et du Japon.

Dans toutes les difficultés auxquelles ces relations ont donné naissance, on a pu remarquer que le Japon suivait les directives d'une politique toujours identique à elle : D'un autre côté l'on a vu la Chine, sans cesse acculée à des concessions qui la diminuaient de façon plus ou moins sensible et dont tous les bénéfices allaient au Japon. A peine peut-on signaler le premier traité de commerce et d'amitié de Tientsin (1871) dans lequel les parties contractantes sont également avantagées.

C'est toujours soit comme conclusion, soit à l'occasion d'une guerre que le Japon réclame de la Chine des concessions nouvelles. Peu importe d'ailleurs que celle-ci n'y soit pas personnellement engagée, comme lors de la guerre russo-japonaise. Le Japon sait habilement mêler sa voisine au règlement des comptes lorsqu'il y voit son avantage. A plus forte raison en est-il ainsi quand la Chine est partie belligérante, comme lors de la guerre sino-japonaise et de la grande guerre 1914—1918. Aux avantages économiques et politiques qu'il sait en retirer, la guerre est bien pour lui « l'industrie nationale ». C'est justement qu'on peut lui appliquer ce mot de Mirabeau.

La guerre, depuis cinquante ans, a été l'arme politique par excellence du Japon. Il a visé, de bonne heure, à l'hégémonie en Extrême-Orient ; aussi sa politique fut-elle,

avant tout, une politique continentale. Il lui fallu prendre pied sur le continent asiatique pour réaliser son rêve de paix romaine. Il y a, sans relâche, poursuivi ses conquêtes, et le bilan en est tel, aujourd'hui, que sa puissance n'a pas d'égale dans cette partie du monde. Il est maître de la Corée et de Formose, tient sous son contrôle la Mandchourie méridionale, la Mongolie intérieure orientale, le Chantoung. Il est aussi en Sibérie orientale depuis Sakhaline jusqu'à la baie de Posiette, au-dessous de Vladivostock qu'il convoite depuis longtemps. Il cherche à faire ouvrir à son commerce les villes de Khabarovsk, de Blagovestchensk, sur l'Amour, et de Tchita; et il réclame le droit de navigation sur l'Amour. ¹⁾ Tout cela pour mieux réaliser sa politique continentale.

C'est Hideyoshi — dans l'histoire militaire des Japonais, quelque chose comme leur Napoléon — qui, au seizième siècle, ouvrit pour le Japon l'ère des conquêtes continentales. En 1577 il déclara ²⁾ ses intentions de s'emparer de Kiushiu (l'île la plus au sud de l'archipel japonais), de la Corée et de toute la Chine. En effet il envahit la Corée avec 141,000 hommes et remporta une telle victoire que la route de Péking lui fut ouverte. Mais le sort, à ce moment, décida contre ses armes. Il mourut le 18 septembre 1598 ³⁾ et ses

¹⁾ Voir un article de M. André Duboscq: « *Les relations sino-japonaises* », publié dans l'*Europe nouvelle*, 9 juillet 1921, p. p. 881 et suivantes.

²⁾ « Et quand cela sera fait, dit-il, les trois pays, la Chine, la Corée et le Japon, n'en formeront plus qu'un seul. Et cela, je l'accomplirai aussi aisément qu'un homme roule et emporte une natte sous son bras. » Voir dans *The problem of Japan*, by an Ex Counsellor of Legation in the Far East, Amsterdam 1918, p. 4.

³⁾ Il était âgé de 62 ans.

troupes s'arrêtèrent d'elles-mêmes. Eut-il vécu, il était de taille à ajouter la Chine à ses conquêtes.

Plus tard Yoshida Shoin reprit les principes de Hideyoshi. Il reste célèbre par l'influence qu'il eut sur les idées politiques de son temps et jusque sur les méthodes d'enseignement. ¹⁾ Il fixa au Japon un programme d'expansion qui comprenait : les îles Kowriles, Sakhaline, le Kamtchatka, Formose, la Corée, la Mandchourie et des régions étendues de la Sibérie Orientale. ²⁾ En somme il définissait la politique continentale du Japon et indiquait ses bornes à l'empire.

Les néo-politiciens du Japon ont trouvé une expression qui devait faire fortune auprès du public ; c'est celle des « limites naturelles du Japon ». Ces limites, pour eux, enfermaient les Pescadores, Formose, la Corée, la Mandchourie et les Philippines. ³⁾ La possession de ces îles et de ces côtes suggère naturellement l'idée d'un plan de suprématie navale dans le Pacifique que rêvèrent les politiciens de la fin du siècle dernier.

Tout moyen qui concourt à réaliser cette suprématie, à faire du Japon « la tête de l'Extrême-Orient », les politiciens et publicistes japonais le justifient comme devant assurer « la paix japonaise ⁴⁾ en Extrême-Orient ». C'est « un

¹⁾ « L'éducation des nouvelles générations, loin d'être dirigée de façon à effacer ces préjugés aujourd'hui aussi ridicules que dangereux, tend à les incruster davantage encore dans le cerveau des jeunes japonais. » Félix Martin, *Le Japon Vrai*, page 21.

²⁾ Voir : *A Political History of Japan*, by W. W. Mc. Laren, London 1916, page 229.

³⁾ *Le Japon vrai*, par Félix Martin, Paris 1898, page 128.

⁴⁾ Voir : *Paix japonaise*, par Louis Aubert, Paris 1906.

devoir » pour eux que de parvenir à cette paix. Ils déclarent que le but de leur activité politique en Chine est de protéger cette nation contre sa propre faiblesse, qui lui serait fatale si le Japon n'y prenait garde. Et ils ajoutent «qui serait fatale aussi au Japon ». C'est donc par mesure de sauvegarde personnelle qu'ils cherchent la mainmise sur tous les points stratégiques de la Chine que pourrait convoiter une tierce puissance. Il faut rendre impossible pour longtemps l'ingérence des Européens en Chine et leur occupation à long terme des territoires chinois. Pour cela il faut s'emparer de ces mêmes territoires.

Ainsi les Japonais ne reculent pas à s'attaquer à l'existence de nations voisines pour protéger la leur. Ils invoquent le principe de la nécessité! Mais il est insoutenable et le droit international le condamne. Cet argument se rapproche singulièrement de la théorie allemande. N'est-ce pas l'Allemagne qui, après avoir envahi le territoire de la Belgique en 1914 invoquait dans une déclaration célèbre, par la bouche de Bethmann-Hollweg la grande loi de la « nécessité »? Et n'est-ce pas contre cette prétention exorbitante que s'est élevé l'Institut américain de droit international en démontrant victorieusement que l'Allemagne ne saurait justifier son agression de la Belgique sur la base d'un prétendu droit de conservation et de protection de son existence? ¹⁾

¹⁾ Cité dans le cours de droit international public de M. G. de Lapradelle, 1918—1919. — Dans le commentaire qui accompagne ce texte, l'auteur principal de cette déclaration de protestation, le président de l'institut américain de droit international James Brown Scott, rappelle qu'il a été jugé par décision de la Haute Cour de Justice de la Reine, en Angleterre, en 1895, qu'il était contraire au droit pour des marins naviguant, de prendre la vie de l'un d'eux pour

Ils invoquent la paix en Extrême-Orient qu'ils prétendent assurer ! Mais leur politique a fomenté tous les troubles qu'a vus ce même Extrême-Orient depuis cinquante années. La Chine, la Corée souffrent de ce qu'ils appellent la paix. Et ils en souffrent aussi. Il faut à ce pays pour poursuivre son système d'agressions, des armements énormes qui accablent le peuple d'impôts ruineux. Le paupérisme si grand au Japon a ses racines directes dans les charges que supportent les masses.

D'ailleurs c'est moins pour se défendre, militairement parlant, que pour assurer son développement économique que le Japon suit cette politique. Il étouffe, prétend-t-il, dans ses îles et il entend que sa population prolifique trouve à s'étendre sur les territoires qui seront siens. Certes l'émigration est suffisamment réglementée pour n'être jamais un danger mais rien ne justifie la colonisation forcée lorsqu'elle s'appuie sur la conquête militaire. De plus l'accroissement de la population du Japon n'est pas tel qu'il faille à celui-ci chercher ces territoires nouveaux. En 20 ans, de 1890 à 1910 il a gagné dix millions d'habitants. Actuellement la densité de la population s'élève à 130 par kilomètre carré. Pour considérable que soit cette densité elle n'a rien d'anor-

saver la leur et cela, parce que c'est aller à l'encontre du droit anglais, du « common law » de l'Angleterre, que de permettre à un sujet anglais de sacrifier une vie humaine à la sienne, hors le cas de légitime défense. Dans l'espèce des marins qui se trouvaient sur un radeau, manquant de tout, avaient commis le crime atroce d'attenter à la vie de l'un d'eux, le plus jeune. Le juge anglais, saisi de l'affaire, refusa d'admettre l'excuse qu'ils invoquaient, de la nécessité, déclarant qu'il était contraire au droit de prendre la vie d'un homme pour sauver la sienne et plaçant le salut de l'individu au-dessus de celui de la communauté.

mal et reste inférieure à celle des Pays-Bas qui est de 162, à celle de l'Angleterre qui est de 215, à celle de la Belgique qui est de 234. Le taux d'accroissement est plus rapide en Allemagne, en Autriche, en Russie. On le voit, il n'y pas impossibilité pour cette population, de trouver sur le territoire du Japon les ressources agricoles et industrielles qui lui sont nécessaires. ¹⁾

D'un autre côté, le Japon sait que la Chine est riche de certaines matières qu'il ne possède pas et qui sont indispensables à son industrie. Il en convoite la possession. Il s'est arrangé, on l'a vu au cours de cette étude, à engager le plus de capitaux possibles dans l'exploitation de ces matières premières. Et il voudrait accaparer les entreprises qui sont nées de cette exploitation. Mieux encore, il voudrait que, par la domination des territoires où sont établies ces entreprises, celles-ci devinssent japonaises. Certes on ne peut refuser au Japon le droit d'acquérir les matières premières dont il a besoin; mais ce qui est inadmissible, ce qui va à l'encontre de toutes les lois, c'est le genre de moyens qu'il emploie pour ce faire. N'y a-t-il pas autre chose que la captation par la force? Les échanges internationaux, une politique économique sage et prudente, sans arrière pensée belliqueuse, seraient, sans aucun doute, infiniment préférables et créeraient entre les pays intéressés des liens durables d'amitié. Mais, sans doute, le Japon préfère-t-il employer des moyens plus brutaux afin de se rendre maître des régions mêmes où se trouvent les matières premières qui lui

¹⁾ Cette démonstration a été faite par M. H. Labroue dans son livre intitulé « *L'Impérialisme Japonais* » p. p. 317 et 318. Paris 1901.

permettront de préparer la guerre et de satisfaire ses ambitions.

Pour appuyer d'une théorie célèbre les raisons qu'il peut donner au monde de sa politique, le Japon a, récemment, adopté à son usage la célèbre doctrine de Monroe.¹⁾ On connaît la formule qu'il a proclamée: « L'Asie aux Asiatiques ». Que représente-t-elle? Y a-t-il vraiment une analogie entre la situation actuelle du Japon et celle de l'Amérique il y a un siècle? Si Monroe, en 1823, défendait à l'Europe d'intervenir en Amérique, c'est parce que c'était en Europe où se conservaient les vieilles formes de gouvernement, les formes autocratiques, l'impérialisme, le tzarisme, la monarchie. Au contraire, du nord au sud, après l'émancipation des colonies espagnoles, l'Amérique symbolisait la démocratie. Et il fallait, à tout prix, protéger cette dernière contre la coalition possible des vieilles puissances européennes. Or, indéniablement, le Japon, pays militariste et impérialiste, ne peut se réclamer de la doctrine de Monroe dont l'esprit est essentiellement démocratique et libéral. Plus encore, le Japon n'est-il pas l'allié de l'Angleterre, n'était-il pas encore hier celui de la France, de la Russie? N'a-t-il pas tenté même, en octobre 1918 de nouer une alliance avec l'Allemagne? ²⁾ Alors que signifie sa campagne pour rendre

¹⁾ Cette doctrine appliquée à l'Asie était déjà avant la guerre très en faveur dans les cercles officiels japonais, mais elle ne se manifesta ouvertement à l'étranger qu'en 1917 à l'occasion d'un banquet offert au Baron Ishii par « the City of New-York » pour l'accord Lansing-Ishii et auquel assistaient la plupart des grands industriels américains.

²⁾ On a fait certain bruit, dans les milieux diplomatiques de la Conférence de la Paix au sujet d'un projet de traité japonais-allemand qui aurait été rédigé au mois d'octobre 1918 par un envoyé spécial du Japon, nommé Oda. Celui-ci, après

l'Asie aux Asiatiques? N'y a-t-il pas là comme de l'incohérence? Au fond, tout cela n'est pour lui, que moyens d'arriver à réaliser ses visées impérialistes. Alliances tour à tour brisées ou renouées, propagande diplomatique, action militaire, économique ne concourent qu'à concrétiser son rêve de puissance continentale. Et le cri qu'il lui faudrait pousser, pour être vrai, serait plutôt: l'Asie aux Japonais.

Aussi ce qu'il a voulu, ce qu'il a obtenu au moment où la conférence de Versailles allait rendre sa décision, ce fut une « paix japonaise » pour l'Extrême-Orient, une paix qui satisfait les intérêts pour lesquels il avait pris l'offensive contre l'Allemagne. Ce qu'il avait, par la force, arraché à cette puissance en 1914; ce qu'il avait, par la force, arraché à la Chine en 1915 d'abord, en 1918 ensuite; ce qu'il avait par l'intrigue, la menace, la corruption acquis d'avantages, de concessions, de prérogatives en Chine, tout cela il entendait que ce fût confirmé par les décisions du Conseil Suprême:

Fut-ce vraiment la paix cette paix japonaise? Donna-t-elle aux problèmes qu'elle voulait résoudre la solution qui apaise les tensions qui ramène l'ordre, le calme, la prospérité,

de premières ouvertures faites au ministre d'Allemagne à Stockholm, serait allé à Berlin où il aurait alors préparé le projet en question auquel il joignait une note explicative. L'objet de ce traité était la formation ultérieure d'une triplique entre l'Allemagne, le Japon et la Russie. La révolution, qui éclata quelques jours après en Allemagne, ne permit point au délégué japonais de mener ses plans à bonne fin. Le texte du traité qu'il avait préparé fut divulgué en Allemagne. Au cours de la séance du 15 juillet 1919, le Sénat américain a réclamé de M. Wilson et du gouvernement des Etats-Unis communication officielle du projet de traité japonais-allemand. (Voir la question du Chantoung par Gustave Gouin, Paris 1919, pages 40 et suivantes.)

qui apporte la solution conforme, non seulement à la raison, mais encore à la justice et au droit?

Pour répondre, il faut se pencher sur la Chine et regarder ce qu'il est advenu de ce foyer de troubles qu'a allumé la conquête japonaise, la Corée? Toujours en feu et en proie aux massacres; elle a proclamé son indépendance le 1^{er} mars 1919, ¹⁾ en protestation de la domination japonaise. Il faut aussi consulter les sentiments des populations indigènes à Formose, en Mandchourie méridionale, ²⁾ en Mongolie intérieure orientale, au Chantoung ³⁾ sur l'ingérence japonaise. Une source perpétuelle de conflits existe dans ces régions, que les décisions de Versailles n'ont pas tarie.

¹⁾ Cet acte avait été accompli par l'Union pour l'Indépendance nationale coréenne, composée de plus de 3,000,000 de Coréens, représentant et exprimant les vœux des 18,700,000 Coréens de Corée, de ceux résidant en Chine, en Sibérie, aux îles Hawaï et aux Etats-Unis. « Il est de notre devoir solennel — déclarait cette proclamation — de sauver nos droits au libre et perpétuel développement de notre caractère national, nous adaptant aux principes de reconstitution universelle, de sauver notre indépendance, de balayer l'injure, de nous débarrasser de nos souffrances présentes et de laisser à nos enfants une éternelle et glorieuse liberté au lieu d'un héritage d'amertume et de honte. » (Voir ce document dans le mémorandum de la délégation coréenne, qui a été présenté à la conférence de la paix de Paris, avril 1919, page 4.)

²⁾ Voir un appel de la « *Provincial legislature, the Provincial Educational Association the Farmer's Union, the Principal Chambres of Commerce and the Labor Union, of the Province of Mukden, Mandchuria, Asking for the Cancellation of the treaty of May 25, 1915* », publié à Paris par la délégation chinoise sous le nom « *A voice of the People of Mandchuria* ».

³⁾ Voir « *Telegrams received by the Chinese delegation in Support of their stand on the Shantung question* » publiés par la délégation chinoise à la Conférence de la Paix à Paris, 1919.

D'autre part ces décisions n'ont pas satisfait tous les Etats dont les représentants avaient été appelés à les contre-signer. Les Etats-Unis ne voient pas sans une certaine crainte le Japon édifier sa puissance sur le continent asiatique. L'Australie même, qui compte, de plus en plus, au nombre des grandes puissances du Pacifique proteste ouvertement contre les complaisances de la métropole qui permettent au Japon de poursuivre impunément sa politique.

Pour le Japon lui-même cette paix n'est qu'un leurre. Elle le force à s'armer davantage chaque jour, à se faire le gardien menaçant de territoires qu'il ne peut conserver qu'en assumant des charges militaires écrasantes. Une partie considérable de l'énergie nationale se perd dans l'accroissement continu des armements.

La Chine ne pouvait que se refuser de signer le traité qui consacrait sa spoliation. On a vu au dernier chapitre de cette étude les raisons qu'elle invoqua. Pour elle aussi ce ne pouvait être la paix. Elle était atteinte dans ses droits les plus sacrés de nation : son indépendance, sa liberté. D'ailleurs les causes subsistaient du conflit sino-japonais. Elles se trouvaient même aggravées de ce fait. La nation chinoise avait le sentiment que la conférence convoquée pour régler ce différend s'était inspirée d'autre chose que des principes du droit.

Ce sentiment était partagé en haut lieu dans les sphères diplomatiques américaines elles-mêmes. La délégation des Etats-Unis à la Conférence de la Paix à la veille de la discussion sur la question du Chantoung, faisait connaître dans une lettre qui est un précieux document ¹⁾ de quel côté était

¹⁾ Lettre du Général T. H. Pliss au président Wilson, du 29

le droit, de quel côté étaient l'abus et l'aggression. Des considérations d'une toute autre nature l'ayant emporté dans les décisions prises par le Conseil des Trois, la protestation s'amplifia. Le Sénat américain fit de la question un des principaux arguments de son refus de signer le traité de Versailles en entier.

Le règlement de la question du Chantoung par la conférence fut mal accueilli en Chine, sur tout le territoire. Le mécontentement se traduisit par un boycottage en règle des produits japonais. Le cabinet dut donner sa démission. Le 19 janvier 1920 le ministre du Japon à Péking notifia au gouvernement chinois que le Japon était prêt à négocier avec la Chine au sujet du Chantoung. Sans doute sentait-il la nécessité d'arriver à une entente devant la tournure que prenaient les événements. Mais la Chine ne put donner suite aux propositions qui lui étaient soumises car le Japon entendait que les négociations fussent faites sur la base du traité de Versailles.

Aujourd'hui, une idée, qui, partie des cercles politiques et universitaires, a pénétré lentement l'opinion nationale chinoise, s'affirme plus forte de jour en jour. Cette idée, c'est que, la Société des Nations a qualité pour régler la question sino-japonaise. On se refuse à envisager un règlement direct entre la Chine et le Japon, car celui-ci prétend toujours s'en tenir au traité de Versailles. La Société des Nations paraît offrir des garanties sérieuses d'équité, de par le pacte qui la règle. On invoque entre autres arguments l'article 19 de ce pacte qui prévoit qu'elle peut être sollicitée

avril 1919, citée dans le très intéressant livre de M. R. Lansing « *The Place Negotiations* », chap. 18: « *The Shantung settlement* », p. p. 230 et suiv. — Londres 1921.

d'apporter une solution à des complications internationales.¹⁾ On veut surtout soumettre à son examen les funestes accords de 1915 pour lesquels la Conférence de la Paix a refusé de se déclarer compétente. ²⁾ Ces traités imposés par la force et jamais ratifiés par le parlement chinois ³⁾ sont entachés de nullité s'il faut s'en rapporter à diverses opinions dont celle du sénateur américain G. W. Norris, opinion qu'il proclama en plein Sénat américain, le 14 octobre 1919, lors de la discussion sur le traité de paix avec l'Allemagne.

Récemment on s'est beaucoup préoccupé dans les milieux politiques du Japon d'une amélioration possible des relations avec la Chine. Ce serait là, indiscutablement, si une solution heureuse était trouvée, un problème digne d'occuper

¹⁾ Voici le texte de cet article: « L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.

²⁾ Il est bon de rappeler à ce sujet que la conférence se déclare compétente pour abroger le traité russo-allemand de Brest-Litowsk et qu'elle avait en cela des précédents qui la justifiaient d'agir ainsi: entre autres le congrès de Berlin qui révisa les dispositions d'un autre traité intervenu entre la Russie et la Turquie, en se basant sur divers motifs dont le principal était que les conditions dictées par la Russie à San Stefano étaient de nature à compromettre, en fin de compte, la paix européenne. On est donc en droit de s'étonner de sa décision au sujet des accords de 1915, passés entre la Chine et le Japon.

³⁾ L'article 25 de la constitution chinoise est ainsi conçu: « Le Président fait les traités, mais au cas où certains de leurs articles entraîneraient des modifications de territoires ou augmenteraient les charges des citoyens, l'intervention du pouvoir législatif serait requise. (Voir le texte en Anglais dans « Congressional Record » vol. 58, N° 120, octobre 14, 1919, page 7299.)

les hommes d'Etat des deux pays. Mais une telle préoccupation devrait impliquer nécessairement l'abandon par le Japon de sa politique actuelle. C'est la déduction qui s'impose. Il lui faudrait réparer vis-à-vis de la Chine l'œuvre de ces cinquante dernières années et commencer par lui restituer la baie de Kiao-Tchéou, les privilèges et concessions que l'Allemagne avait obtenus au Chantoung et qu'il a enlevés à cette puissance, — il lui faudrait surtout opérer cette restitution sans réserves, ni conditions. Il devrait aussi abroger purement et simplement les accords de 1915 et de 1918. La conférence de Washington, convoquée par le président Harding lui donnera l'occasion de prouver si les préoccupations qu'ont ses hommes politiques à l'heure actuelle sont bien fondées.

La Chine, pays dont l'histoire démontre le caractère essentiellement pacifique, désire une paix qui satisferait ses traditions; paix basée sur la justice et qui pourrait par là même devenir permanente et générale. Elle a besoin d'une telle paix pour perfectionner son organisation intérieure; elle en a surtout besoin pour remplir les obligations et exercer les droits que sa place dans la Société des Nations lui confère.

Y a-t-il vraiment, pour l'avenir, une amélioration possible des relations sino-japonaises? Le Japon peut-il brusquement renoncer à la politique qu'il poursuit depuis la restauration? On peut en douter, car la source des différends actuels est dans la nature même des institutions japonaises.¹⁾

¹⁾ On a comparé le régime de ce pays à celui de l'Allemagne autocratique d'avant-guerre. Cette comparaison, pour être significative, manque de force. La constitution du Japon n'est pas l'expression de la volonté nationale; elle est le don

Ce sont elles que reflète la politique du Japon. Que peut-on attendre d'un pays où les aspirations nationales, si elles existent, sont étouffées par la forme du gouvernement? Peut-on se fier à ce parti militaire qui, depuis cinquante années, a donné ses directives à l'empire? Telle est la question qui se pose en Extrême-Orient.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la thèse,

G. de LAPRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. APPELL.

de l'empereur à son peuple. L'empereur est la fontaine de toute autorité. L'autorité militaire a gouverné depuis la restauration s'abritant derrière la personne de l'empereur et faisant du trône un symbole. — Voir à ce sujet les chapitres XIV et XVI dans « *The Problem of Japan* », by an counsellor of Legation in the Far East, Amsterdam 1918. Le chapitre II dans « *Democracy and the Eastern question* » by T. F. Millard, New-York 1919.

Le chapitre XI dans « *A political History of Japan* » by Mc. Laren, London, 1916, et le chapitre I dans « *Japan at the Cross Roads* » by A. M. Pooley, London, 1917, etc. etc.

APPENDICE

I. — *Texte du traité de paix de Shimonoseki.*

17 avril 1895.

S. M. l'empereur du Japon et S. M. l'empereur de Chine désirant rétablir en faveur des deux empires et de leurs sujets respectifs, les bienfaits de la paix, et mettre fin aux difficultés futures, ont nommé à cet effet, pour conclure le traité de paix :

S. M. l'empereur du Japon

Le comte Ito, le vicomte Moutsou, etc. etc.

S. M. l'empereur de Chine :

Li Houg-Tchang, Li King-Fang, etc.

comme plénipotentiaires.

Les pouvoirs ayant été trouvés en bonne et due forme, il a été arrêté ce qui suit :

I. La Chine reconnaît d'une façon irrévocable l'indépendance de la Corée, et supprime désormais tout tribut et toute cérémonie de vassalité de la part de la Corée.

II. La Chine abandonne à perpétuité au Japon sa souveraineté sur les territoires ci-dessous avec les forteresses, arsenaux et autres propriétés de l'Etat se trouvant dans ces localités.

a) La partie sud de la province de *Feng-Tien*, comprise dans la ligne de démarcation suivante : de la rivière Yalou

jusqu'à l'embouchure du fleuve An-Ping, comprenant Feng-Houang, Tch'eng-Haï-tch'eng, Ying-K'eou, jusqu'à l'embouchure du Leao-Ho et les autres villes: là où le fleuve forme limite, la limite de démarcation sera le milieu du fleuve.

Les îles qui se trouvent dans le golfe de Leao-Toung et qui dépendent de la province de Feng-Tien;

b) L'île de *Formose* en totalité et les îles adjacentes;

c) Les *Pescadores*, c'est-à-dire les îles situées par le 119° et le 120° de longitude Est (Greenwich) et 23° et 24° latitude Nord.

III. Les lignes de démarcation indiquées dans l'article précédent ainsi que dans la carte seront déterminées par une commission de délimitation composée de deux commissaires au moins, de part et d'autre, qui seront nommés immédiatement après l'échange des ratifications. Cette commission sera chargée de modifier les lignes de démarcation indiquées dans le traité, lorsque les configurations géographiques et le centre d'administration ne s'y prêteront pas.

Le commissaire s'appliquera à accomplir sa mission dans un délai le plus bref possible, de façon qu'elle soit complètement terminée dans un an à dater de sa nomination. Toutefois, les lignes de démarcation indiquées dans le présent traité seraient maintenues jusqu'à ce que les modifications apportées par la commission soient approuvées par les deux gouvernements.

IV. La Chine s'engage à payer à titre d'indemnité de guerre la somme de 200,000,000 taëls (Kou-ping) en huit versements dont le premier et le second comportera chaque fois 50,000,000 taëls.

Le premier paiement devra s'effectuer dans les six mois qui suivent l'échange des ratifications. Le second dans les douze mois; le reste sera payé en six annuités dont:

la première dans deux ans,

la deuxième dans trois ans,

la troisième dans quatre ans,
la quatrième dans cinq ans,
la cinquième dans six ans.

Un intérêt de 5% sera payé pour la somme restant à payer après le terme du premier paiement. Cependant la Chine pourra payer par anticipation la totalité ou partie de l'indemnité.

Dans le cas où elle aura payé toute la somme dans les trois ans, une remise du montant des intérêts lui sera faite. Si, dans ce cas, le montant des intérêts était payé pour 2 ans $\frac{1}{2}$ ou moins, une déduction d'autant serait faite sur le capital.

V. Ceux des habitants de la localité au Japon, qui voudront sortir de ce territoire auront la liberté d'aliéner leurs biens et d'évacuer. Et un délai de deux ans leur sera accordé à cet effet. Pendant ce délai, ils seront considérés comme sujets japonais.

Les deux gouvernements devront déléguer à Formose, immédiatement après l'échange des ratifications, chacun un commissaire pour la prise de possession. Et le tout doit être terminé dans les deux mois.

VI. Tous les traités qui avaient auparavant lié les deux empires se trouvant annulés par le fait même de la guerre, la Chine s'engage à nommer, aussitôt après l'échange des ratifications, des plénipotentiaires munis d'un plein pouvoir pour conclure avec les plénipotentiaires japonais les traités de commerce, de navigation, et les conventions relatives à la communication et au commerce par terre. Et les dispositions des traités actuellement entre la Chine et les pays d'Europe devront servir de base à la conclusion des traités et conventions entre la Chine et le Japon.

Depuis l'échange des ratifications, jusqu'à la mise en vigueur desdits traités et conventions, la Chine aura accordé le traité de la nation la plus favorisée, en tout, à l'égard du gouvernement japonais et de ses agents, le commerce, la

navigation, les communications et le commerce terrestre, l'industrie, les bâtiments et les sujets japonais.

En outre, la Chine fera les concessions suivantes qui seront valables six mois après la signature du présent traité :

En plus des ports actuellement ouverts, la Chine ouvrira pour le commerce, le séjour, l'industrie, la manufacture des sujets japonais avec les privilèges et avantages qu'on trouve dans les ports déjà ouverts :

1° Cha-Ohi-Kin-tchéou (Hou-Pé).

2° Tchoung-King (Se-tch'ouen).

3° Sou-tchéou (Kiang-Sou).

4° Hang-tchéou (Tché-Kiang).

Le gouvernement japonais aura le droit d'installer des consulats à chacun de ces ports.

Pour le transport des voyageurs et des marchandises, la ligne de navigation japonaise de vapeur sera étendue jusqu'aux localités suivantes :

a) de I-tchang à Tchoung-King,

b) de Chang-Haï à Hang-tchéou, par Wou-soung et le canal jusqu'à l'établissement des nouvelles dispositions, les dispositions actuellement en vigueur par rapport à la navigation des bâtiments étrangers dans les eaux intérieures de la Chine, seront appliquées autant qu'elles seront applicables.

c) Les sujets japonais auront le droit d'emmagasiner sans payer aucun droit des marchandises et matières premières qu'ils auront achetées dans l'intérieur, ou les articles d'importation qu'ils introduiront dans l'intérieur.

d) Les sujets japonais pourront se livrer librement à l'exercice de diverses manufactures dans tous les ports ouverts ou à ouvrir. Ils pourront de plus introduire librement en Chine les machines de tout genre sans payer d'autre droit, que celui d'importation. Toutes les marchandises fabriquées en Chine par les sujets japonais seront traitées de la même manière que les articles d'importation japonaise et avec les mêmes privilèges et exemptions, quant à ce qui con-

cerne le droit de transport intérieur (likin) et autres taxations locales, etc. et les avantages d'emmagasiner.

Dans le cas où une réglementation spéciale serait nécessaire, et par rapport aux concessions ci-dessus énumérées, elle figurera dans les traités de commerce et de navigation en question dans le présent traité.

VII. Le retrait des troupes japonaises, se trouvant actuellement dans le territoire chinois, devra s'effectuer dans les trois mois qui suivent l'échange des ratifications et conformément aux dispositions de l'article suivant.

VIII. En garantie de l'exécution fidèle des dispositions du présent traité, la Chine consent à l'occupation provisoire par l'armée japonaise, de Weï-Haï-Weï, province de Chan-toung, et lorsque le premier et le deuxième versements de l'indemnité de guerre auront été effectués, et que les traités de commerce et de navigation auront été ratifiés, le Japon pourra retirer, de la susdite localité, ses troupes à condition toutefois que le gouvernement chinois consente alors à prendre des mesures suffisantes et à donner garantie des produits de douane pour le reste de la somme à payer, capital et intérêts.

Si le gouvernement chinois ne prenait pas lesdits arrangements, les troupes ne seraient pas retirées jusqu'à paiement complet. Ce retrait de troupes ne peut être fait en tout cas, avant les ratifications.

IX. Immédiatement après l'échange des ratifications les prisonniers de guerre seront échangés, et la Chine s'engage à ne pas maltraiter ceux qui lui seront rendus.

Ceux des sujets japonais qui ont été reconnus espions de guerre, coupables d'autres délits, seront mis en liberté immédiate, de plus la Chine s'engage à ne pas appliquer ou à ne pas faire appliquer aucune peine aux sujets chinois qui ont eu pendant la guerre des rapports avec des troupes japonaises.

X. La guerre cesse à dater du jour de l'échange des ratifications.

XI. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur de Chine; et l'échange des ratifications aura lieu à Tché-fou, le 8 mai 1895 (14^e jour, 4^e mois, 21^e année de Kouang-Siu) (8^e jour, 5^e mois, 28^e année de Meidji).

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé et apposé leurs sceaux.

Le présent traité fait en double exemplaire à Shimonoseki, le 17 avril 1895 (28^e année Meidji) (23^e jour, 3^e mois, 21^e année Kouang-Siu).

Signatures.

II. — *Textes du traité et de la convention additionnelle de Péking (22 décembre 1905).*

Art. 1. Le gouvernement impérial chinois accepte tous les transferts et assignements que la Russie a consentis au Japon par les articles 5 et 6 du traité de paix précité (de Portsmouth).

Art. 2. Le gouvernement impérial japonais s'engage en ce qui concerne le territoire cédé à bail, aussi bien qu'en ce qui concerne la construction des voies ferrées et l'exploitation à se conformer autant que possible aux accords primitifs conclus entre la Russie et la Chine. Dans le cas où une question se poserait à l'avenir sous ces rapports, le gouvernement japonais prendra sa décision en consultant le gouvernement chinois.

Art. 3. Le traité actuel entrera en pleine vigueur dès la date de la signature. Ce traité doit être ratifié par L. L. M. M. l'Empereur du Japon et l'Empereur de Chine, et la

ratification doit être échangée à Péking aussitôt que possible, d'ici à deux mois au plus tard.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ce traité en double en langues japonaise et chinoise et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Péking, ce 22 décembre de la 38^e année de Meidji correspondant au 26^e jour de la 11^e lune de la 31^e année de Kouang-Siu.

Komura Jutao
Uchida Yasuya

Prince Tching
Chu-Hung-Chi

Convention additionnelle

Le traité est suivi de l'accord suivant :

Art. 1. Le gouvernement impérial chinois accepte que, aussitôt que possible, après que les troupes japonaises et russes auront évacué la Mandchourie, la Chine elle-même ouvre les villes mandchouriennes que voici comme places de commerce et de résidences internationales. Dans la province de Ching-King : Toueg-Hoang-Tcheng, Liao-Yang, Sin-Ming-Ting, Tié-lien, Toung-Kiang-Tsou et Takoumen. Dans la province de Hé-Loung-Kiong : Tsitsi-Kar, Khailar-Aigoun et Mandchuli.

Art. 2. Etant donné le désir sincère que le gouvernement impérial chinois a exprimé de voir retirer les troupes et gardes de chemin de fer japonais et russe aussitôt que possible, et afin de se conformer à ce désir, le gouvernement impérial japonais, dans le cas où la Russie accepterait le départ de ses gardes de chemin de fer ou dans le cas où d'autres mesures convenables seraient acceptées d'un commun accord entre la Chine et la Russie, consent à prendre

des mesures analogues. C'est ainsi que une fois que la tranquillité sera rétablie en Mandchourie et que la Chine sera elle-même en mesure d'accorder pleine protection aux personnes et aux biens des étrangers, le Japon retirera ses gardes de chemin de fer simultanément avec la Russie.

Art. 3. Dès le départ des troupes du gouvernement impérial japonais d'une région quelconque de la Mandchourie, le gouvernement japonais signalera au gouvernement impérial chinois la région évacuée et même dans la période stipulée pour le retrait des troupes dans les articles supplémentaires du traité de paix entre le Japon et la Russie. Le gouvernement chinois peut envoyer les troupes nécessaires dans la région évacuée qui lui aura été signalée afin de maintenir l'ordre et la tranquillité dans ces régions. Dans le cas où, dans la région d'où les troupes japonaises ne seront pas encore retirées, des bandits indigènes auront provoqué des désordres ou causé des dégâts, les autorités locales chinoises peuvent également envoyer les troupes nécessaires pour faire prisonniers ou disperser ces bandits. Les troupes en question ne doivent pas cependant pénétrer dans un rayon de 20 li chinois de la limite du territoire où seront postées les troupes japonaises.

Art. 4. Le gouvernement impérial japonais s'engage à ce que les propriétés publiques et particulières chinoises en Mandchourie que les forces japonaises auront occupées ou expropriées par suite de nécessités militaires soient restituées au moment où les troupes japonaises se retireront de la Mandchourie et que les propriétés dont on n'aura plus besoin dans un but militaire soient restituées même avant le départ des troupes japonaises.

Art. 5. Le gouvernement impérial chinois s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger pleinement et complètement les terrains de Mandchourie où sont situés les tombeaux et monuments des officiers et soldats japonais tués pendant la guerre.

Art. 6. Le gouvernement impérial chinois convient que le Japon a le droit de maintenir et exploiter la ligne de chemin de fer militaire construite entre Antoung et Moukden et d'améliorer ladite ligne de façon qu'elle puisse servir à transporter les marchandises commerciales et industrielles de toutes les nations. Ce droit est concédé pour un terme de quinze ans à partir de la date où les améliorations dont il est question plus haut auront été achevées.

L'œuvre d'amélioration doit être achevée dans un délai de deux ans, sans compter une période de douze mois pendant laquelle les travaux devront être retardés par suite de la nécessité qu'il y aura de se servir de la ligne actuelle pour assurer le départ des troupes. Le terme de la concession doit donc venir à expiration dans la 49^e année de Koan-Siu.

A l'expiration de ce terme, le dit chemin de fer doit être vendu à la Chine aux prix que déterminera l'évaluation de toutes ces propriétés par un expert étranger que choisiront les 2 parties.

Le transport sur le chemin de fer des troupes et des munitions de guerre du gouvernement chinois antérieurement à la vente doit avoir lieu suivant le règlement du chemin de fer de l'Est chinois.

En ce qui concerne la façon dont doivent s'effectuer les améliorations de la voie ferrée, il est entendu que la personne chargée de cette œuvre pour le compte du Japon doit conférer avec le commissaire que la Chine enverra à cet effet.

Le gouvernement chinois nommera également un commissaire à l'effet de surveiller les affaires ayant trait au chemin de fer, suivant les termes de l'accord relatif au chemin de fer de l'Est chinois. De plus, il est entendu qu'un règlement détaillé doit être arrêté relativement au tarif du transport sur le chemin de fer des marchandises publiques et particulièrement chinoises.

Art. 7. Les gouvernements impériaux japonais et chinois dans le but d'encourager et de faciliter les relations et la circulation concluront aussitôt que possible une convention indépendante relativement à la réglementation de services de raccordement entre les voies ferrées de la Mandchourie et toutes les autres voies ferrées en Chine.

Art. 8. Le gouvernement impérial chinois s'engage à ce que tout le matériel nécessaire pour les chemins de fer du Sud de la Mandchourie soit exempt de tous droits, impôts et likin.

Art. 9. Les moyens d'établir la concession japonaise à Inkéou, dans la province de Ching-King, qui a toujours été ouverte au commerce, et à Antoung et à Moukden, dans la même province, celles qui ne sont pas encore ouvertes quoi qu'elles doivent l'être, seront réglés et déterminés indépendamment par des fonctionnaires japonais et chinois.

Art. 10. Le gouvernement impérial chinois accepte qu'une compagnie par actions se composant de capitalistes japonais et chinois soit organisée pour exploiter les forêts dans les régions situées sur la rivière Yalou et qu'un accord détaillé soit conclu, accord dans lequel il sera question du rayon et du terme de la concession, aussi bien que de l'organisation de la compagnie et tout le règlement relatif à l'œuvre conjointe de l'exploitation. Les actionnaires japonais et chinois auront une part égale dans les bénéfices de l'entreprise.

Art. 11. Les gouvernements japonais et chinois s'engagent à ce que, dans tout ce qui se rapporte au commerce de frontière entre la Mandchourie et la Corée, le traitement de la nation la plus favorisée soit accordé réciproquement.

Art. 12. Les gouvernements japonais et chinois acceptent que dans toutes les questions que porte le traité signé ce jour-ci où l'accord présent, le traitement le

plus favorable soit réciproquement accordé. Le présent accord doit entrer en vigueur dès la date de la signature. Lorsque le traité signé ce jour-ci sera ratifié, le présent accord devra être considéré également comme approuvé.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord en double en langues japonaise et chinoise, et ont apposé leurs sceaux.

Fait à Péking, ce 22^e jour de décembre de la 38^e année de Meidji, correspondant au 26^e jour de la 11^e lune de la 31^e année de Kouan-Siu.

Komura Jutaro
Ichida Yasyua

Prince Tchina
Chu-Hung-Chi
Yuan-Chi-Kaï

III. — *Texte des vingt-et-une demandes du Japon.*

Document remis le 18 janvier 1915 au président Yuan-Chi-Kaï par M. Hioki, ministre du Japon à Péking.

I.

Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois désireux de maintenir la paix générale en Asie Orientale et de renforcer davantage les relations d'amitié et de bon voisinage existant entre les deux nations, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Le gouvernement chinois s'engage à donner son entier assentiment à tout ce dont le gouvernement japonais pourrait ultérieurement convenir avec le gouvernement alle-

mand concernant la disposition de tous les droits, intérêts et concessions que l'Allemagne possède, en vertu de traités ou autrement, relativement à la province du Chantoung.

Art. 2. Le gouvernement chinois s'engage à ce que, sous aucun prétexte, aucun territoire ni aucune île de la province du Chantoung ou le long de sa côte ne soit cédé ni donné à bail à une tierce puissance.

Art. 3. Le gouvernement chinois consent à la construction par le Japon d'un chemin de fer reliant Tchéfou ou Lungkow à la ligne de Kiao-Tchéou-Tsinanfou.

Art. 4. Le gouvernement chinois s'engage, dans l'intérêt du commerce et pour la résidence des étrangers, à faire ouvrir aussitôt que possible par la Chine elle-même comme ports commerciaux certaines villes et localités importantes dans la province du Chantoung. Les localités qui devront être ouvertes seront déterminées d'un commun accord par acte séparé.

II.

Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois, considérant que le gouvernement chinois a toujours reconnu la position spéciale dont jouit le Japon dans la Mandchourie méridionale dans la Mongolie intérieure orientale, se sont mis d'accord sur les articles suivants :

Art. 1. Les deux parties contractantes conviennent de porter à quatre-vingt-dix-neuf ans la durée du bail de Port-Arthur et de Dalny, et celle du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et du chemin de fer Antoung-Moukden.

Art. 2. Les sujets japonais en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale auront le droit de prendre

à bail ou d'acquérir les terrains nécessaires à la construction des bâtiments appropriés pour le commerce et les manufactures ou à des entreprises agricoles.

Art. 3. Les sujets japonais seront libres de résider et de voyager dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale et d'entreprendre des affaires ou manufactures quelconques.

Art. 4. Le gouvernement chinois consent à concéder aux sujets japonais le droit d'exploiter les mines dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale. On décidera conjointement quelles mines devront être exploitées.

Art. 5. Le gouvernement chinois reconnaît que dans les (deux) cas mentionnés ci-dessous, le consentement du gouvernement japonais doit être obtenu avant qu'aucune mesure ne soit prise :

a) Toutes les fois qu'un sujet d'une tierce puissance est autorisé à construire un chemin de fer ou à contracter avec une tierce puissance un emprunt destiné à construire un chemin de fer en Mandchourie méridionale ou en Mongolie intérieure orientale seraient données en garantie.

b) Toutes les fois qu'il est question de contracter avec une tierce puissance un emprunt pour lequel les taxes locales de la Mandchourie méridionale ou en Mongolie intérieure orientale seraient données en garantie.

Art. 6. Au cas où le gouvernement chinois consent à remettre au gouvernement japonais, pour un terme de quatre-vingt-dix-neuf ans à dater de la signature du présent accord, le contrôle de l'administration du chemin de fer de Kirin-Changchun.

III.

Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois considérant que les financiers japonais et la compagnie Han-

yehping ont à présent entre eux des relations étroites, et en vue du développement des intérêts communs, se sont mis d'accord sur les articles suivants :

Art. 1. Les deux parties contractantes conviennent que lorsque le moment opportun sera arrivé, la compagnie Hanyehping deviendra une entreprise commune des deux nations, et elles sont en outre d'accord pour que la Chine, sans le consentement préalable du Japon, ne dispose pas par elle-même des droits et des biens, quelle que soit leur nature, de ladite Compagnie et n'en fasse pas disposer librement par ladite compagnie.

Art. 2. Le gouvernement chinois consent à ce que aucune mine dans le voisinage de celles appartenant à la compagnie Hanyehping ne puisse être exploitée, sans le consentement de ladite compagnie, par des personnes se trouvant en dehors de ladite compagnie; et il consent en outre à ce que l'assentiment préalable de ladite compagnie soit obtenu, au cas où il serait question de créer une entreprise quelconque dont on pourrait craindre qu'elle affecte directement ou indirectement les intérêts de ladite compagnie.

IV.

Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois dans le but de préserver effectivement l'intégrité territoriale de la Chine, se sont mis d'accord sur l'article spécial suivant :

« Le gouvernement chinois s'engage à ne céder ni louer à une tierce puissance un port, une baie ou une île quelconque le long de la côte de Chine. »

V.

Art. 1. Le gouvernement central chinois emploiera des Japonais influents comme conseillers pour les affaires politiques, financières et militaires.

Art. 2. Il sera accordé aux hopitaux, temples et écoles japonaises à l'intérieur de la Chine le droit de propriété foncière.

Art. 3. Considérant que le gouvernement japonais et le gouvernement chinois ont relevé entre des Japonais et la police chinoise beaucoup de conflits qui ont causé un assez grand nombre de malentendus, il est nécessaire que le service de la police dans les localités importantes (de la Chine) soit administré conjointement par des Japonais et des Chinois, ou bien que le service de police de ces localités emploie de nombreux Japonais qui pourraient contribuer ainsi en même temps à préparer l'amélioration du service de police chinois.

Art. 4. La Chine achètera au Japon une quantité déterminée de munitions de guerre (soit par exemple 50% ou plus, de ce qui est nécessaire au gouvernement chinois) ou bien il sera établi en Chine un arsenal sino-japonais mis en œuvre conjointement. Des experts techniques japonais seront employés et du matériel japonais sera acheté.

Art. 5. La Chine consent à concéder au Japon le droit de construire un chemin de fer reliant Wuchang avec Kiu-kiang et Nanchang, une autre ligne entre Nanchang et Hangchow, et une autre entre Nanchang et Chaochow.

Art. 6. Si la Chine a besoin du capital étranger pour exploiter des mines, construire des chemins de fer et faire des travaux de ports (y compris des chantiers de constructions) dans la province du Foukien, le Japon sera consulté d'abord.

Art. 7. La Chine reconnaît aux sujets japonais le droit de propagande religieuse en Chine.

IV. — *Textes des traités et des notes entre la Chine et le Japon du 25 mai 1915.*

TRAITÉ CONCERNANT LA PROVINCE DU CHANTOUNG.

Son Excellence le Président de la République de Chine et Sa Majesté l'Empereur du Japon ayant résolu de conclure un traité en vue de maintenir la paix générale en Extrême-Orient et de renforcer davantage les relations d'amitié et de bon voisinage existant à présent entre les deux nations, ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires à savoir :

Son Excellence le Président de la République de Chine : Lou Tseng-Tsiang, Chung-Ching, décoré de l'ordre de l'Epi d'Or de 1^e classe, ministre des Affaires Etrangères.

Et Sa Majesté l'Empereur du Japon : Hioki Eki Jushii, décoré de l'ordre impérial de 2^e classe du Trésor Sacré, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, se sont entendus et ont arrêté les articles suivants :

Art. 1. Le gouvernement chinois consent à donner son entier assentiment à tout ce dont le gouvernement japonais pourrait ultérieurement convenir avec le gouvernement allemand concernant la disposition de tous les droits, intérêts et concessions que l'Allemagne, en vertu des traités ou autrement, possède relativement à la province du Chantoung.

Art. 2. En ce qui concerne le chemin de fer à construire par la Chine elle-même pour relier Tchéfou ou Lungkow à la ligne Kiao-Tchéou-Tsinanfou, le gouvernement chinois convient, dans le cas où l'Allemagne abandonnerait le privi-

lège de faire les fonds de la ligne Tchéfou-Weihsien que la Chine s'adressera à des capitalistes japonais pour négocier un emprunt.

Art. 3. Le gouvernement chinois s'engage, dans l'intérêt du commerce et pour la résidence des étrangers, à faire ouvrir par la Chine elle-même, comme ports commerciaux, aussitôt que possible, certaines localités appropriées dans la province du Chantoung.

Art. 4. Le présent traité entrera en vigueur le jour de la signature.

Le présent traité sera ratifié par son Excellence le Président de la République de Chine et Sa Majesté l'Empereur du Japon, et les ratifications seront échangées à Tokio aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties contractantes ont signé deux exemplaires en chinois et deux en japonais et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Péking le 25^e jour du 5^e mois de la 4^e année de la République de Chine, correspondant au même jour du même mois de la 4^e année de Taisho (25 mai 1915).

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LA PROVINCE DE CHANTOUNG.

Le ministre des Affaires Etrangères de la République chinoise au ministre du Japon à Péking.

« Péking, le 25 mai 1915.

« Au nom du gouvernement chinois, j'ai l'honneur de faire la déclaration suivante à votre gouvernement: dans la province du Chantoung ou le long de son littoral, aucun

territoire ni aucune île ne sera donné à bail ou cédé à une puissance extérieure sous aucun prétexte.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise:

« Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note datée de ce jour, dans laquelle vous avez fait la déclaration suivante au nom du gouvernement chinois: Dans la province du Chantoung ou le long de son littoral, aucun territoire ni aucune île ne sera donné à bail ou cédé à une puissance étrangère sous aucun prétexte.

En réponse à cette note, je m'empresse d'annoncer que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'OUVERTURE DE PORTS COMMERCIAUX AU CHANTOUNG.

Le ministre des Affaires Etrangères de la République chinoise au ministre du Japon à Péking:

« Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur de déclarer que les localités devant être ouvertes comme ports commerciaux par la Chine elle-même, comme il a été prévu dans l'article 3 du traité concernant la province du Chantoung signé ce jour, seront choisies et les règlements seront élaborés par le gouvernement chinois lui-même. La décision à ce sujet sera prise après avoir consulté le ministre du Japon.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking, au ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise :

« Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note datée de ce jour dans laquelle vous avez déclaré que les localités devant être ouvertes comme ports commerciaux par la Chine elle-même, comme il a été prévu dans l'article 3 du traité concernant la province du Chantoung, signé ce jour, seront choisies et les règlements seront élaborés par le gouvernement chinois lui-même. La décision à ce sujet sera prise après avoir consulté le ministre du Japon.

En réponse à cette note, je m'empresse de vous informer que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LA RESTITUTION DU TERRITOIRE DONNÉ A BAIL DE KIAO-TCHÉOU.

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise :

Péking, le 25 mai 1915.

« Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de faire la déclaration suivante au gouvernement chinois :

« Quand après la fin de la guerre actuelle, le territoire donné à bail de la baie de Kiao-Tchéou aura été laissé complètement à la libre disposition du Japon, le gouvernement japonais restituera ledit territoire à la Chine aux conditions suivantes :

1° La baie de Kiao-Tchéou tout entière sera ouverte comme port commercial;

2° Il sera établi une concession placée sous la juridiction exclusive du Japon, à tel emplacement qui aura été désigné par le gouvernement japonais;

3° Si les puissances étrangères le désirent, une concession internationale pourra être établie;

4° Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois régleront d'un commun accord, avant la restitution, la destination à donner aux bâtiments et biens de l'Allemagne et en arrêteront les conditions et la procédure. »

signé: Hioki. »

Le ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise au ministre du Japon à Péking:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la note datée de ce jour dans laquelle vous avez fait au nom de votre gouvernement la déclaration suivante:

« Quand après la fin de la guerre actuelle, le territoire donné à bail de la baie de Kiao-Tchéou aura été complètement à la libre disposition du Japon, le gouvernement japonais restituera ledit territoire à la Chine aux conditions suivantes:

1° La baie de Kiao-Tchéou tout entière sera ouverte comme port commercial;

2° Il sera établi une concession placée sous la juridiction exclusive du Japon à tel emplacement qui aura été désigné par le gouvernement japonais;

3° Si les puissances étrangères le désirent, une concession internationale pourra être établie;

4° Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois régleront d'un commun accord, avant la restitution, la

dsetination à donner aux bâtiments et biens de l'Allemagne et en arrêteront les conditions et la procédure. »

En réponse à cette note, je m'empresse de faire savoir que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

TRAITÉ CONCERNANT LA MANDCHOURIE MÉRIDIONALE ET LA MONGOLIE INTÉRIEURE ORIENTALE.

Son Excellence le Président de la République de Chine et Sa Majesté l'Empereur du Japon ayant résolu de conclure un traité en vue de développer leurs relations économiques dans la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale, ont nommé à cet effet, leurs plénipotentiaires, savoir :

Son Excellence le Président de la République de Chine : Lou Tseng-Tsiang, Chung-Chiang, décoré de l'ordre de l'Epi d'Or de 1^e classe et ministre des Affaires Etrangères ;

Et Sa Majesté l'Empereur du Japon : Hioki Eki, Jushii, décoré de l'ordre impérial de 2^e classe du Trésor Sacré, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, se sont entendus et ont arrêté les articles suivants :

Art. 1. Les deux hautes parties contractantes conviennent de porter à quatre-vingt-dix-neuf ans la durée du bail de Port-Arthur et de Dalny et celle du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et du chemin de fer Antoung-Moukden.

Art. 2. Les sujets japonais dans la Mandchourie méridionale peuvent, par négociation, prendre à bail les terrains

nécessaires à la construction de bâtiments appropriés pour le commerce et les manufactures ou à des entreprises agricoles.

Art. 3. Les sujets japonais sont libres de résider et de voyager dans la Mandchourie méridionale et d'entreprendre des affaires ou des manufactures quelconque.

Art. 4. Dans le cas où les Japonais et les Chinois désireraient s'engager conjointement dans des entreprises agricoles et industries dérivées, le gouvernement chinois peut donner son autorisation.

Art. 5. Les sujets japonais mentionnés dans les trois articles précédents, outre leur obligation de se faire enregistrer avec le passeport donné par les autorités locales qu'ils doivent se procurer sous les règlements existants, sont également obligés de se soumettre aux règlements, aux ordres de police et aux taxes chinoises.

Les procès civils et criminels dans lesquels les défenseurs sont japonais seront instruits et jugés par le consul japonais; ceux dans lesquels les défenseurs sont chinois seront instruits et jugés par les autorités chinoises. Dans chaque cas, un fonctionnaire peut être envoyé à la Cour pour assister aux débats; mais les procès civils mixtes entre Chinois et Japonais concernant les terrains seront instruits et jugés conjointement par les délégués des deux nations, conformément aux lois et aux usages locaux de Chine.

Quand, dans l'avenir, le système judiciaire dans ladite région sera complètement réformé, tous les procès civils et criminels concernant les sujets japonais seront examinés et jugés entièrement par les Cours judiciaires chinoises.

Art. 6. Le gouvernement chinois s'engage, dans l'intérêt du commerce et pour la résidence des étrangers, à faire ouvrir par la Chine elle-même, comme ports commerciaux, aussitôt que possible, certaines localités appropriées dans la Mongolie intérieure orientale.

Art. 7. Le gouvernement chinois s'engage à procéder rapidement à une révision fondamentale de l'accord de l'emprunt du chemin de fer de Kirin-Changchun en prenant comme type les dispositions des accords pour les chemins de fer conclus jusqu'à présent par la Chine avec des financiers étrangers.

Si, à l'avenir, des conditions plus avantageuses que celles desdits accords étaient accordées à des financiers étrangers relativement aux emprunts de chemins de fer, le susdit accord sera de nouveau révisé suivant le désir du Japon.

Art. 8. Tous les traités existants entre la Chine et le Japon concernant la Mandchourie restent en vigueur, pour autant qu'il n'en est pas autrement disposé par le présent traité.

Art. 9. Le présent traité entrera en vigueur à la date de sa signature.

Le présent traité sera ratifié par Son Excellence le Président de la République de Chine et par Sa Majesté l'Empereur du Japon, et les ratifications seront échangées à Tokio aussitôt que possible. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs des deux hautes parties contractantes ont signé le présent traité dont deux originaux sont en chinois et deux en japonais et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Péking, le 25^e jour du 5^e mois de la 4^e année de la République de Chine, correspondant au même jour du même mois de la 4^e année de Taisho (25 mai 1915).

ECHANGE DES NOTES CONCERNANT LES TERMES DU BAIL DE
PORT-ARTHUR ET DE DALNY ET LES TERMES DES CHEMINS
DE FER DE LA MANDCHOURIE MÉRIDIONALE ET DE AN-
TOUNG-MOUKDEN.

Le ministre des Affaires Etrangères de la République
Chinoise au ministre du Japon à Péking:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur de déclarer qu'en ce qui concerne les dispositions convenues dans l'article 1^{er} du traité concernant la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale, signé ce jour, le bail de Port-Arthur et de Dalny expirera la 86^e année de la République, soit en 1997, la restitution des chemins de fer de la Mandchourie méridionale à la Chine aura lieu dans la 91^e année de la République de Chine, soit en 2002. L'article 21 de l'accord primitif du chemin de fer de la Mandchourie méridionale, stipulant qu'il peut être racheté par la Chine 36 ans après le jour de l'ouverture du trafic est aussi abrogé.

Le terme du chemin de fer Antoung-Moukden expirera la 96^e année de la République, soit en 2007.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires
Etrangères de la République Chinoise:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence datée de ce jour, dans laquelle vous déclarez que le bail de Port-Arthur et de Dalny expirera la 86^e année de la République, soit en 1997, la restitution des chemins de fer de la Mandchourie méridionale à la Chine aura lieu dans la 91^e année de la République de Chine, soit

en 2002. L'article 21 de l'accord primitif du chemin de fer de la Mandchourie méridionale, stipulant qu'il peut être racheté par la Chine 36 ans après le jour de l'ouverture du trafic est aussi abrogé.

Le terme du chemin de fer Antoung-Moukden expirera la 96^e année de la République, soit en 2007.

En réponse à cette note, je m'empresse de faire savoir que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'OUVERTURE DE PORTS COMMERCIAUX DANS LA MONGOLIE INTÉRIEURE ORIENTALE

Le ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise au ministre du Japon à Péking:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur de déclarer que les localités devant être ouvertes comme ports commerciaux par la Chine elle-même, comme il a été prévu dans l'article 6 du traité concernant la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale signé ce jour, seront choisies et les règlements qui s'y rattachent seront élaborés par le gouvernement chinois lui-même. La décision à ce sujet sera prise après avoir consulté le ministre du Japon.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, datée de ce jour, dans laquelle vous avez déclaré

que les localités devant être ouvertes comme ports commerciaux par la Chine elle-même, comme il a été prévu dans l'article 6 du traité concernant la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale signé ce jour, seront choisies et les règlements qui s'y rattachent seront élaborés par le gouvernement chinois lui-même. La décision à ce sujet sera prise après avoir consulté le ministre du Japon.

En réponse à cette note, je m'empresse de faire savoir que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LES MINES DE LA MANDCHOURIE MÉRIDIONALE.

Le ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise au ministre du Japon à Péking:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur de déclarer que les sujets japonais peuvent rechercher et choisir aussitôt que possible les mines dans les zones minières de la Mandchourie méridionale spécifiées ci-dessous, à l'exception de celles qui ont été prospectées ou exploitées, et le gouvernement chinois les autorisera alors à les prospecter ou les exploiter; mais avant que les règlements miniers ne soient définitivement arrêtés, les usages à présent en vigueur seront observés.

Province de Fong-Tien:

<i>Localité</i>	<i>District</i>	<i>Minerais</i>
Niu Hsin Tai	Pe'n Hsi	Charbon
Tien Shih Fu Keu	»	»
Sha Sung Kang	Hai Lung	»
Tieh Chang	Tung Hua	»
Huan Ti Tang	Chin	»
An Shan Chen	De Liaoyang à Pen-Hsi	Fer

Kirin (Partie du Sud)

<i>Localité</i>	<i>District</i>	<i>Minérai</i>
Sha Sunh Kang	Ho-Lung	Charbon et fer
Kang-Yaoa	Chi-Lin (Kirin)	Charbon
Chia-Pi-Kou	Hua-Tien	Or

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires
Etrangères de la République Chinoise:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, datée de ce jour, concernant l'ouverture des mines dans la Mandchourie méridionale, déclarant que: les sujets japonais peuvent rechercher et choisir aussitôt que possible les mines dans les zones minières de la Mandchourie méridionale spécifiées ci-dessous, à l'exception de celles qui ont été prospectées ou exploitées, et le gouvernement chinois les autorisera alors à les prospecter ou les exploiter; mais avant que les règlements miniers ne soient définitivement arrêtés, les usages à présent en vigueur seront observés.

Province de Fong-Tien:

<i>Localité</i>	<i>District</i>	<i>Minérai</i>
Niu Hsin Tai	Pe'n Hsi	Charbon
Tien Shih Fu Keu	»	»
Sha Sung Kang	Hai Lung	»
Tieh Chang	Tung Hua	»
Huan Ti Tang	Chin	»
An Shan Chen	De Liaoyang à Pen-Hsi	Fer

Kirin (Partie du Sud)

<i>Localité</i>	<i>District</i>	<i>Minérai</i>
Sha Sunh Kang	Ho-Lung	Charbon et fer
Kang-Yaoa	Chi-Lin (Kirin)	Charbon
Chia-Pi-Kou	Hua-Tien	Or

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LES CHEMINS DE FER ET
LA DATION EN GARANTIE DES TAXES DANS LA MANDCHOU-
RIE MÉRIDIONALE ET DANS LA MONGOLIE INTÉRIEURE
ORIENTALE.

Le ministre des Affaires Etrangères de la République
Chinoise au ministre du Japon à Péking :

Péking, le 25 mai 1915.

« Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de faire
la déclaration suivante à votre gouvernement :

« La Chine fera à l'avenir des fonds pour construire
les chemins de fer nécessaires dans la Mandchourie méridio-
nale et la Mongolie intérieure orientale ; si elle doit recourir
à des capitaux étrangers, la Chine pourra négocier d'abord
avec les capitalistes japonais pour l'emprunt. De plus, si le
gouvernement chinois fait à l'avenir un emprunt en don-
nant comme garanties les taxes des localités susmentionnées
(à l'exception de la gabelle et des revenus des douanes qui
ont déjà été donnés en garantie par le gouvernant central
chinois), il pourra négocier d'abord à cet effet avec les capi-
talistes japonais. »

signé : Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires
Etrangères de la République Chinoise :

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre
Excellence, datée de ce jour, concernant les chemins de fer
et les taxes dans la Mandchourie méridionale et dans la
Mongolie intérieure orientale dans laquelle vous déclarez :

« La Chine fera à l'avenir des fonds pour construire
les chemins de fer nécessaires dans la Mandchourie méridio-

nale et la Mongolie intérieure orientale; si elle doit recourir à des capitaux étrangers, la Chine pourra négocier d'abord avec les capitalistes japonais pour l'emprunt. De plus, si le gouvernement chinois fait à l'avenir un emprunt en donnant comme garanties les taxes des localités susmentionnées (à l'exception de la gabelle et des revenus des douanes qui ont déjà été donnés en garantie par le gouvernant central chinois), il pourra négocier d'abord à cet effet avec les capitalistes japonais. »

En réponse à cette note, je m'empresse d'annoncer que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'EMPLOI DE CONSEILLERS DANS LA MANDCHOURIE MÉRIDIONALE.

Le ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise au ministre du Japon à Péking :

Péking, le 25 mai 1915.

Au nom du gouvernement chinois j'ai l'honneur de faire la déclaration suivante à votre gouvernement :

« Si, à l'avenir, des conseillers ou des instructeurs étrangers en matières politiques, financières, militaires ou de police étaient employés dans la Mandchourie méridionale, des Japonais pourront être employés en premier lieu. »

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise :

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre

Excellence, datée de ce jour, dans laquelle vous avez fait la déclaration suivante au nom de votre gouvernement :

« Si, à l'avenir, des conseillers ou des instructeurs étrangers en matières politiques, financières, militaires ou de police étaient employés dans la Mandchourie méridionale, des Japonais pourront être employés en premier lieu. »

En réponse à cette note, je m'empresse de faire savoir que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'INTERPRETATION DE
L'EXPRESSION «BAIL PAR NÉGOCIATION» EN MANDCHOU-
RIE MÉRIDIONALE.

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires
Etrangères de la République Chinoise :

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur de déclarer que le terme « Bail par négociation » contenu dans l'article 2 du traité concernant la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale signé ce jour, sera entendu comme impliquant un bail à long terme n'excédant pas trente années et aussi la possibilité de son renouvellement sans conditions.

signé: Hioki. »

Le ministre des Affaires Etrangères de la République
Chinoise au ministre du Japon à Péking :

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, datée de ce jour, dans laquelle vous avez déclaré :

« Le terme « Bail par négociation » contenu dans

l'article 2 du traité concernant la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale, signé ce jour, sera entendu comme impliquant un bail à long terme n'excédant pas trente années et aussi la possibilité de son renouvellement sans conditions. »

En réponse à cette note, je m'empresse de faire savoir que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'ARRANGEMENT POUR LES
RÈGLEMENTS ET LES ORDONNANCES DE POLICE ET LA
TAXATION DANS LA MANDCHOURIE MÉRIDIONALE ET LA
MONGOLIE INTÉRIEURE ORIENTALE.

Le ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise au ministre du Japon à Péking:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur de déclarer que les autorités chinoises communiqueront au consul japonais les règlements et les ordonnances de police et le régime de taxation auxquels les sujets japonais seront soumis suivant l'article 5 du traité concernant la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale, signé ce jour, afin d'arriver à un accord avec lui avant leur application.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, datée de ce jour, dans laquelle vous avez déclaré:

« Les autorités chinoises communiqueront au con-

sul japonais les règlements et les ordonnances de police et le régime de taxation auxquels les sujets japonais seront soumis suivant l'article 5 du traité concernant la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale, signé ce jour, afin d'arriver à un accord avec lui avant leur application. »

En réponse à cette note, je m'empresse de faire savoir que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'AJOURNEMENT A 3 MOIS
DE L'APPLICATION DE CERTAINS ARTICLES DU TRAITÉ
RELATIF A LA MANDCHOURIE MÉRIDIONALE ET A LA MON-
GOLIE INTÉRIEURE ORIENTALE.

Le ministre des Affaires Etrangères de la République
Chinoise au ministre du Japon à Péking:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur de déclarer que comme des mesures préparatoires sont à prendre en ce qui concerne les articles 2, 3, 4 et 5 du traité concernant la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale, signé ce jour, le gouvernement chinois propose que l'application des articles susmentionnés soit ajournée pour une période de trois mois à partir du jour de la signature dudit traité.

J'espère que votre gouvernement acquiescera à cette proposition.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires
Etrangères de la République Chinoise :

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur l'accuser réception de la note de Votre
Excellence, datée de ce jour, dans laquelle vous avez déclaré :

« Comme des mesures préparatoires sont à prendre en
ce qui concerne les articles 2, 3, 4 et 5 du traité concernant
la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orien-
tale, signé ce jour, le gouvernement chinois propose que l'ap-
plication des articles susmentionnés soit ajournée pour une
période de trois mois à partir du jour de la signature dudit
traité. »

En réponse à cette note, je m'empresse de faire savoir
que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT HANYEHPING.

Le ministre des Affaires Etrangères de la République
Chinoise au ministre du Japon à Péking :

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur de déclarer que si, à l'avenir, la
Compagnie Hanyehping et les capitalistes japonais tom-
baient d'accord pour une coopération, le gouvernement
chinois, tenant compte des relations intimes existant entre
les capitalistes japonais et ladite Compagnie donnera immé-
diatement son autorisation.

Le gouvernement chinois s'engage de plus à ne pas
confisquer les biens de ladite Compagnie et à ne pas la con-
vertir en une entreprise d'état, sans avoir l'assentiment des

capitalistes japonais, ni lui faire emprunter et employer des capitaux étrangers autres que des capitaux japonais.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, datée de ce jour, dans laquelle vous avez déclaré que:

« Si, dans l'avenir, la Compagnie Hanyehping et les capitalistes japonais tombent d'accord pour une coopération, le gouvernement chinois, tenant compte des relations intimes existant entre les capitalistes japonais et ladite compagnie, donnera immédiatement son autorisation.

Le gouvernement chinois s'engage de plus à ne pas confisquer les biens de ladite Compagnie et à ne pas la convertir en une entreprise d'état, sans avoir l'assentiment des capitalistes japonais, ni lui faire emprunter et employer des capitaux étrangers autres que des capitaux japonais.

En réponse à cette note, je m'empresse de faire savoir que j'ai pris acte de cette déclaration.

signé: Hioki. »

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LE FOUKIEN.

Le ministre du Japon à Péking au ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise:

Péking, le 25 mai 1915.

« D'après les rumeurs qui me sont parvenues, le gouvernement chinois a l'intention de permettre aux états étran-

gers d'établir sur le littoral de la province du Foukien des chantiers de constructions navales, des stations charbonnières à usage militaire, des bases navales, ou d'y créer d'autres établissements militaires, et aussi d'emprunter des capitaux étrangers dans le but de créer les établissements mentionnés ci-dessus.

J'ai l'honneur de demander à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir dans sa réponse, si le gouvernement chinois a réellement cette intention.

signé: Hioki. »

Le ministre des Affaires Etrangères de la République Chinoise au ministre du Japon à Péking:

Péking, le 25 mai 1915.

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, datée de ce jour, dont j'ai pris note.

En réponse, je m'empresse de vous informer que le gouvernement chinois déclare qu'il n'a donné aucune autorisation aux états étrangers de construire sur le littoral de la province du Foukien des chantiers de constructions, des stations charbonnières à usage militaire, des bases navales ou d'y créer d'autres établissements militaires. Il n'a pas l'intention non plus d'emprunter des capitaux étrangers dans le but de créer les établissements susmentionnés.

signé: Lou Tseng-Tsiang. »

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS FRANÇAIS

- AUBERT (Louis). — *Paix japonaise*. Paris 1906. Edit. A. Colin. *Américains et Japonais*.
- J. BARTHELEMY, H. NEZARD, etc., etc. — *Les Fondateurs du droit international*, 1 vol., Paris, 1904.
- M. BAUDEZ. — *La condition juridique des étrangers en Chine*. Paris, 1913.
- V. BERARD. — *La révolte de l'Asie*. Paris, 1904.
- J. CHERPION. — *La question d'Extrême-Orient*.
- H. CORDIER. — *Notices sur le Japon*. H. Lamirault et Cie., édit. Paris, 1896.
- Conférence sur les relations de la Chine avec l'Europe*, Rouen 1901.
- Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris 1901—02. 3 volumes. Index.
- Aperçu sur l'histoire de l'Asie et de la Chine*. Paris 1904.
- Conférence faite à St-Louis (Etats-Unis)*.
- Chine*. Dans Lavissee et Rambaud, *Histoire générale. L'Asie orientale*, 1913.
- CORDONNIER. — *Les Japonais en Mandchourie*. Paris 1904.
- DAUTREMER. — *Chez nos alliés japonais*. Paris 1918.
- DEBIDOUR. — *Histoire diplomatique de l'Europe*, 4 vol. Paris 1907.
- DRIAULT. — *La question d'Extrême-Orient*. Paris 1908.
- DUMOLARD. — *Le Japon*. Paris 1903.
- F. FARJANEL. — *A travers la révolution chinoise*. Edit. Plon. Paris 1914.
- La constitution provisoire de la République Chinoise*, traduit par Farjanel.

- FERAY. — *Les Japonais à Haï-Nanpour. — La Dynastie des Ming.*
AD. F. de FONTPERTUIS. — *Chine—Japon—Siam.*
F. GAIRAL de SEREZIN. — *Autour du conflit d'Extrême-Orient.*
Guerre russo-japonaise.
GERARD. — *Ma mission en Chine.* Paris 1918.
Nos alliés d'Extrême-Orient. Paris 1918.
Ma mission au Japon. Paris 1919.
L'Extrême-Orient et la Paix. Paris 1919.
A. J. C. GERTS. — *Les produits de la nature japonaise et chinoise* (partie inorganique et minéralogique). Yokohama.
Edit. C. Lévy, Paris.
HALOT. — *L'Extrême-Orient.* Bruxelles, 1905. Librairie Falk
fils, éditeur.
D. J. JITTA. — *La rénovation du droit international.* 1 vol.
Paris, 1904.
LABROUE. — *L'impérialisme japonais.* Paris 1911. Edit. Dela-
grave.
LAPRADELLE (de). — *La question chinoise. Revue générale de*
droit international public. 1901. — 1903. Paris.
H. LE ROUX. — *L'heure du Japon.* Paris. Plon. 1913.
MAILLA. — *Histoire générale de la Chine et annales de cet*
empire, traduites du Tong-Kien-Kang-Mou. Paris 1777-1785.
MARE (Pierre). — *Quelques années de politique internationale.*
Antécédents de la guerre russo-japonaise. Ed. Kœhler,
Leipzig 1914.
F. MARTIN. — *Le vrai Japon.* Paris 1898. Edit. Fasquelle.
Mémoire relatif à l'abrogation des traités et des
accords de 1913 déposé par la délégation chinoise à la
conférence de la paix de Paris, 1919.
Mémoire relatif au Chantoung, déposé par la délè-
gation de la Chine à la conférence de la paix de Paris, 1919.
M. S. — (Anonyme.) *La Chine. Expansion des grandes puissances*
en Extrême-Orient. 1895—1898. Paris, 1899.
Librairie des « Pages Libres ».
NAGAO-ARIGA. — *La guerre russo-japonaise.* Paris 1908. Edit.
A. Pedone.
La Chine et la guerre européenne au point de vue du
droit international, 1 vol. Paris, 1920.
OKAKURA (Kakuzo). — *Les idéaux de l'Orient. Le réveil du*
Japon. Tr. fr. 1917.

R. PINON. — *La lutte pour le Pacifique. Origines et résultats de la guerre russo-japonaise.* Paris 1906. Edit. Didier, Perrin et Cie.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE EN ASIE. Paris 1910. Ed. Alcan. — *L'Asie dans la politique mondiale* par Paul Deschanel. — *La transformation de la Chine* par Revon. — *La politique et les aspirations du Japon* par Revon.

RODES (Jean). — *Scènes de la vie révolutionnaire en Chine (1911—14).* Paris 1917.

SINICOE RES. — *La guerre du Japon contre la Chine et ses conséquences éventuelles.* Librairie militaire de L. Baudoin. Paris, 1895.

— *Situation en Extrême-Orient. L'occupation des Pescadores et de Formose.* Paris. Librairie militaire de L. Baudoin. 1896.

G. WENLERX. — *Le Japon d'aujourd'hui.* Paris. Colin, 1904.

DOCUMENTS ANGLAIS

J. F. ABBOT. — *Japanese Expansion and American Policies.* New-York, 1916.

K. ASAKAWA. — *The Russo-Japanese conflict. Its causes and issues.* London, 1904.

G. H. BLAKESLEE (Edité par). — *China and the Far East.* New-York. 1910.

(Même éditeur.) *Japan and Japanese american relations.* New-York. 1912.

J. O. P. BLAND. — *Recent events and present policies in China.* London, 1912.

A. S. BROWN. — *The Mastery of the Far-East.* London 1919.

CAMPBELL (Charles William). — *China.* London, 1920.

B. CHAMBERLAIN. — *The making of a new religion.* London 1911.

S. G. CHENG. — *Modern China. A political story.* Oxford 1919.

V. CHIROL. — *The Far Eastern Question.* London 1896.

- F. COLEMAN. — *The Far East unveiled. An Inner History of Events in Japan and China in the year 1916.* London, New-York, Cassell and Company Ltd., 1918.
 — *Japan moves north, the inside story of the struggle for Siberia.* London, 1918. Edit. Cassell and C°.
- CROW (Carl). — *Japan and America.* New-York 1916.
- G. N. CURZON. — *Problems of the Far-East.* London 1916.
- DYER (Henry). — *Dai Nippon.* London, 1904.
 — *Japan in World Politics.* London 1909.
- H. S. W. FOSTER. — *Memories of Li-Hung-Chang.* London, 1913.
- HARRINGTON GUBBINS. — *Japan.* London 1920.
- T. HAYASHI. — *The secret memories of Count T. Hayashi.*
- A. HERSHEY. — *International law and Diplomacy of the Russo-Japanese War.* New-York 1906. The Mackmillan C°.
Modern Japan. New-York 1919.
- S. HISHIDA. — *The international position of Japan as a great Power.* New-York 1905.
- S. K. HORNBECK. — *Contemporary Politics in the Far-East.* London 1916. Edit. D. Appleton and C°.
- A. HOSIE. — *Manchuria.* London 1901.
- ISHIYAMA. — *Recueil des traités, des conventions et des accords concernant les relations sino-japonaises.* Tokio. 1 vol. 1916 (en langue japonaise).
- K. K. KAWAKAMI. — *The political ideas of modern Japan.* Tokio. 1903.
American Japanese relations. London, New-York, 1912. Edit. Fleming, H. Revell Company.
Asia at the door. London 1914.
Japan in World Politics. New-York 1919. Edit. Macmillan Company.
Japan in World Peace. New-York 1919. Edit. Macmillan Company.
- LANGING (Robert). — *The Peace Negotiations.* London 1921.
- K. S. LATOURETTE. — *The Development of China.* — Edit. Boston and New-York. 1917.
The Development of Japan. New-York 1918.
- LAWTON (Lancelot). — *Empire of the Far-East.* London 1912. 2 vol.
- J. H. LONGFORD. — *The evolution of New Japan.* Cambridge at the University Press, 1913.
- MAC-CORMICK. — *The menace of Japan.* Boston. 1917. Edit. Little Brown and Company.

- MAC-LAREN. -- *A political History of Japan during the Meiji era 1867—1912*. London 1916. Edit. George Allen and Unwin Ltd.
- W. F. MAYERS. — *Treaties between China and foreign Powers*. Shanghai 1906, 1 vol. in 8° (nouvelle édition).
- T. F. F. MILLARD. — *The new Far-East*. London. 1906.
America and Far Eastern Question. New-York, 1909.
Our Eastern Question. New-York 1916.
Democracy and the Eastern Question. New-York 1919.
- MONTGOMERY MAC GOVERN (William). — *Modern Japan*. London 1920.
- J. MORRIS. — *What Japan do? What will Japan do?* London 1898. Edit. Lawrence and Bullen, Ltd.
- H. B. MORSE. — *International relations of the Chinese Empire*. 3 vol. London 1910 et 1918.
- NAOICHI MASAOKA. — (Edited by) *Japan to America* 1914. P. Putman's sons, New-York and London. The Knickerbrocker Press.
- OKUMA. — *Fifty years of new Japan*. London 1910. Edit. Smith Elder.
- T. W. OVERLACH. — *Foreign financial control in China*. — New-York. 1919.
- E. H. PARKER. — *Ming Dynasty. Japanese term of China*. p. 250. Extracts from the Peïwen-Yunfu (Chinese Recorder, 17 avril 1886, p. p. 137 et 138.
Japanese in China. The Wei Yuan Forst on the Chao Pao Hill was built by the Ming Dynasty as a defense against the Japan (note by E. H. P. China Review XVII, N° 1, July and August 1888, p. 54.
Japanese notes (ibidem) XVIII, N° 1, p. p. 57—58.
Japanese invasion (ibidem) XIX 1890, N° 1, p. 60.
The ancient relations between the Japanese and Chinese. Languages and peoples (ibidem) XVIII, N° 2, p. p. 82—117
Diplomatic relations of China and Japan with the Western Powers (J. B. Angell).
China's intercourse with Europe. Edit. Shanghai, 1888.
China. Her History, Diplomacy and Commerce from the earliest times to the present Day. London, 1901, édition revue en 1917.
- A. M. POOLEY. — *Japan and the Cross Roads*. London 1917.
Japan's Foreign Polices. London 1920.

- PORTER (Robert P.). — *Japan. The Rise of a Modern Power.* 1918. Oxford at the Clarendon Press.
- P. S. REINSCH. — *Intellectual and Political currents in the Far-East.* New-York 1912. Edit. Constable and C°.
- World Politics at the End of the Nineteenth Century as influenced by the Oriental situation.* New-York, 1900. Edit. The Macmillan Company.
- W. W. ROCKHILL. — *Diplomatic Audiences at the Court of China (1809—1913).* London 1905.
- Treaties and Conventions with or concerning China and Korea (1894—1904) together with various State papers and documents affecting foreign interests.* Washington, 1904, 1 vol. in 8°.
- L. RUSSELL. — (Edité par) *America to Japan.* New-York, 1915. G. P. Putnam's Sons.
- C. M. SALWEY. — *The Island dependences of Japan. An account of the Islands that have passed under Japanese control since the Restauration, 1867—1912.* London, 1913. Edit. Eugène L. Morice.
- VON SCHIERBRAND. — *America, Asia and the Pacific with special reference to the Russo-Japanese war and its results.* New-York 1904.
- A. STEAD. — *Japan our new Ally.* London 1902. Edit. Fisher-Unwin.
- Japan by the Japanese.* London 1904.
- Great Japan.* London 1905.
- J. F. STEINER. — *The Japanese invasion.* Chicago. 1917. Edit. A. C. Macelurg and C°.
- J. T. SUNDERLAND. — *Rising Japan.* Putnam's Sons, 1918. New-York and London. The Knickerbocker Press.
- SUYEMATSU (Baron). — *The risen Sun.* Londres 1905.
- TREATIES, *Conventions etc. between China and foreign States,* Shanghai, 2 vol. in 4°, Imperial maritime customs, T. I (textes latins, chinois, russes, français et anglais).
- M. T. Z. TYAN. — *The legal obligations arising out of Treaty relations between China and other States.* Shanghai 1917.
- WARD (Col. John). — *With the die-hards in Siberia.* London 1901.
- B. L. PUTNAM WEALE. — *The Re-Shaping of the Far-East.* London 1905.
- The Truce in the East and its aftermath.* London, 1907.
- The fight for the Republic in China,* London 1918. Edit. Hurst E. Blackette, Ltd., Paternoster House.

ANONYME. — *By Ex-Consellor of Legation in the Far-East.*

The Problem of Japan published by C. L. van Langenhuysen, Amsterdam 1918 et Rotterdam.

The Isolation of Japan.

BROCHURES DIVERSES

China vs Japan. — Published by Chinese patriotic Committee, New-York 1919.

The Problem of the Anglo-Japanese Alliances. — Issued by the national Defense League, (la société chinoise pour la paix internationale, the Chinese league of Nations Society (European Branch), etc. London 1920.

The relations between China and Japan during the last twenty-five years, published by the China National Defence League in Europe, etc. London 1919.

The Chinese-Japanese negociations. Chinese official statement with documents and Treaties with annexures, Peking 1915 (publication officielle du gouvernement chinois).

Why the Sino-Japanese treaties of 1915 must be abrogated — with full text, of the treaty. Edité par le « Peking Leader », du 4 janvier 1919.

La vérité sur le différend sino-japonais. Publié par l'Association générale des Etudiants chinois en France. Paris 1915.

Telegrams received by the Chinese delegation in support of their stand on the Shantung question. Paris 1919. (Les télégrammes ont été réunis et publiés par la délégation chinoise à la Conférence de la Paix de Paris.)

Official statements of the Chinese delegation to the Press in respect of the Kiaochow-Shantung settlement. Paris 1919.

The Germany of Asia par Mac Clatohy (cette brochure ne porte ni date ni désignation du lieu de publication).

Liang-Chi-Chao. China and World Peace. Paris 1919.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

PREMIÈRE PÉRIODE

Depuis le traité de Tientsin 1871 jusqu'à la guerre sino-japonaise	13
--	----

CHAPITRE I

Premier traité de commerce et d'amitié entre la Chine et le Japon. — Traité de Tientsin 1871.	13
--	----

CHAPITRE II

Affaire de Formose et convention de 1874.	21
--	----

SECTION A.

Origine de la convention	21
--------------------------------	----

I. Massacre des habitants du Liéou-Kiéou par les indigènes de Formose	21
---	----

II. Proclamation du protectorat sur Liéou-Kiéou par le Japon et expédition japonaise de Formose.	21
---	----

III. Différend sino-japonais à cette occasion.	23
---	----

SECTION B.

Convention du 31 octobre 1874 et ses conséquences.	28
---	----

CHAPITRE III

Conflit sino-japonais au sujet de la Corée et Convention de Tientsin (1885).	31
---	----

SECTION A.

Evénements ayant abouti à la conclusion du traité de Tientsin.	31
I. Rapport légal entre la Chine et la Corée.	31
II. Traité coréo-japonais de Kang-Hoa, 26 février 1876. ..	34
III. Insurrection en Corée de 1882.	36
IV. Insurrection de 1884.	37

SECTION B.

Conclusion de la convention de Tientsin, 18 avril 1885. —	
Contenu et analyse.	40

CHAPITRE IV

Causes immédiates et responsabilités de la guerre sino-japonaise.	46
--	----

SECTION A.

Causes immédiates de la guerre sino-japonaise.	46
---	----

SECTION B.

Responsabilités.	49
-----------------------	----

DEUXIÈME PARTIE

DEUXIÈME PÉRIODE

Depuis le traité de paix de Shimonoseki (17 avril 1895) jusqu'à la guerre russo-japonaise.	61
---	----

CHAPITRE I

Traité de paix de Shimonoseki, 17 avril 1895.	61
--	----

SECTION A.

Négociation de Shimonoseki entre Li-Hong-Tchang et le comte Ito (plus tard prince).	61
--	----

I. Projet de paix proposé par le Japon, le 1 ^{er} avril 1895.	64
II. Réponse de Li-Hong-Tchang au projet du Japon et contre-projet de la Chine.	67
III. Nouveau projet définitif, présenté par le Japon sous la forme d'un ultimatum (11 avril) et dernière protestation de la Chine (12 avril).	72

SECTION B.

Conclusion du traité de paix.	75
I. Traité de paix de Shimonoseki (17 avril 1895) contenu et analyse.	75
II. Clauses additionnelles.	79
III. Echange des ratifications.	80
IV. Déclaration d'indépendance de la République de Formose.	80
V. Convention de Péking du 8 novembre 1895 pour la rétrocession à la Chine du Liatoung.	82

CHAPITRE II

Traité de commerce et de navigation entre la Chine et le Japon, du 21 juillet 1896.	89
--	----

SECTION A.

Négociation et conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation entre la Chine et le Japon.	89
--	----

CHAPITRE III

Guerre russo-japonaise et Chine.	98
---------------------------------------	----

SECTION A.

But de la guerre russo-japonaise déclaré par un décret impérial du Japon, le 10 février 1904.	98
--	----

SECTION B.

Déclaration de neutralité de la Chine.	100
---	-----

TROISIÈME PARTIE

TROISIÈME PÉRIODE

Depuis la convention de Péking (22 décembre 1905) entre la Chine et le Japon à la suite du traité de Portsmouth jusqu'à la grande guerre 1914.	103
---	-----

CHAPITRE I

SECTION A.

Traité et convention additionnelle de Péking (22 décembre 1905) concernant la Mandchourie.	103
I. Origines (art. V et VI du traité de Portsmouth).	103
II. Contenu et analyse	108

SECTION B.

Conséquences du traité et de la convention additionnelle de Péking du 22 décembre 1905.	113
I. Politique d'expansion du Japon en Mandchourie.	113
a) Compagnie du Sud Mandchourien.	114
b) Gouvernement général du Kouantoung.	116
c) Arrangement relatif à la ligne de Tsinmintun à Moukden et à la ligne de Changchun à Kirin.	117
d) Litige de Chientao.	118
e) Mines de la Mandchourie méridionale.	121
f) Convention des télégraphes.	122
II. Interprétation abusive du traité par le Japon.	123
a) Affaire de la ligne Antoung-Moukden.	124
b) Question du chemin de fer de Fakumen.	126
c) Question de la ligne Ta-Shi-Chiao.	128
d) Proposition d'internationalisation de chemin de fer de la Mandchourie par les Etats-Unis. Projet de chemin de fer de Kin-Tchéou à Aïgoun.	130
III. Situation illégale du Japon en Mandchourie.	132
a) Troupes japonaises en Mandchourie.	132
b) Police japonaise en Mandchourie.	135

CHAPITRE II

Alliance et convention concernant la Chine conclues entre les puissances occidentales et le Japon.	137
---	-----

SECTION A.

Alliance anglo-japonaise.	137
--------------------------------	-----

SECTION B.

Convention franco-japonaise.	140
-----------------------------------	-----

SECTION C.

1° Accord russo-japonais du 30 juillet 1907.	141
2° Accord russo-japonais du 4 juillet 1910.	144
3° Nouvel accord russo-japonais du 8 juillet 1912.	145

SECTION D.

Accord entre le Japon et les Etats-Unis.	146
---	-----

QUATRIÈME PARTIE

QUATRIÈME PÉRIODE

Depuis la grande guerre de 1914 jusqu'à la conférence de la paix de Versailles 1919.	149
---	-----

CHAPITRE I

Rapports sino-japonais pendant la période de la neutralité de la Chine.	149
--	-----

SECTION A.

Le Japon et la neutralité de la Chine.	149
I. Situation de la Chine au moment de l'ouverture des hostilités en Europe. Proclamation de la neutralité chinoise.	149
II. Efforts du gouvernement chinois auprès des puissances belligérantes pour préserver la neutralité de la Chine. Déclaration de guerre du Japon à l'Allemagne.	152

III. Violation de la neutralité de la Chine par le Japon. Note chinoise sur la délimitation du théâtre de la guerre.	158
IV. Occupation par le Japon du chemin de fer Tsingtao-Tsinan et des gisements miniers y attachant. — Protestation du gouvernement chinois.	160
V. Incident du torpilleur allemand S. 90. — Nouvelle protestation du gouvernement chinois contre la violation de la neutralité de la Chine.	165
VI. Annulation par la Chine de la zone de guerre. — Refus du Japon d'accéder à cette annulation.	168
VII. Saisie par le Japon des douanes chinoises de Tsingtao. Conséquences sur le trafic de l'opium et de la morphine.	172
VIII. Bureaux d'administration civile japonaise au Chan-toung.	173

SECTION B.

Vingt-et-une demandes du Japon.	174
<i>Première sous-section: Remise des vingt-et-une demandes à la Chine. Desseins du Japon.</i>	<i>174</i>
I. Remise des vingt-et-une demandes et la procédure japonaise. Situation difficile du gouvernement chinois.	174
II. Déclarations officielles et véritables buts de guerre du Japon.	179
III. Analyse des 21 demandes.	183
<i>Deuxième sous-section: Négociations.</i>	<i>192</i>
I. Ouverture des négociations. Les concessions du gouvernement chinois.	192
II. Révision des vingt-et-une demandes	197
III. Réponse de la Chine aux nouvelles demandes du Japon	198
IV. Ultimatum du Japon à la Chine.	200
V. Réponse de la Chine à l'ultimatum.	203
VI. Protestation du gouvernement des Etats-Unis.	204

CHAPITRE II

Rapports sino-japonais après la déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.	205
---	-----

SECTION A.

Déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.	205
I. Causes qui retardèrent la participation de la Chine à la guerre européenne.	205
II. Événements qui conduisirent à la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne.	210
III. Déclaration de guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.	212

SECTION B.

Promesses secrètes des alliés au Japon.	216
I. Traités russo-japonais de 1916.	216
II. Promesse russe.	218
III. Autres promesses alliées.	220

SECTION C.

Accord Lansing-Ishii (2 novembre 1917).	222
I. Les termes de l'accord Lansing-Ishii. L'impression en Chine.	222
II. Protestation du gouvernement chinois.	225
III. Rapports de M. Krupensky à son gouvernement au sujet de l'accord Lansing-Ishii.	225
IV. Déclaration de M. Lansing.	227

SECTION D.

Accords secrets entre le Japon et le gouvernement de Péking. Les emprunts secrets de la Chine.	228
I. Conventions secrètes militaire et navale.	228
II. Accords secrets sur le règlement des questions relatives au Chantoung.	231
III. Notes et contrats préliminaires aux emprunts des chemins de fer de Mandchourie et de Mongolie (28 septembre 1918).	238
IV. Convention relative à l'emprunt de participation de la Chine à la guerre. Emprunts divers.	239

CHAPITRE III

Rapports sino-japonais pendant la conférence de la paix de Versailles (1919).	245
---	-----

SECTION A.

Mémoires présentés par la Chine à la conférence de la paix et relatifs aux rapports sino-japonais.	245
I. Mémoire de la délégation chinoise réclamant l'abrogation des traités et accords du 25 mai 1915.	245
II. Mémoire de la délégation chinoise relatif à la question du Chantoung.	249
a) Pourquoi la Chine demande la restitution.	249
b) Pourquoi cette restitution devrait être faite directement.	251

SECTION B.

La Chine et les décisions de la paix de Versailles	253
I. Règlement de la question par le Conseil des Trois.	253
II. Protestation de la Chine.	257
III. Pourquoi la Chine n'a pas signé le traité de paix de Versailles (28 juin 1919).	258

CONCLUSIONS	262
-----------------------	-----

APPENDICES

1. Texte du traité de paix de Shimonoseki, 17 avril 1895.	277
2. Texte du traité et de la convention additionnelle de Péking, 22 décembre 1905.	282
3. Texte des vingt-et-une demandes du Japon, 18 janv. 1915.	287
4. Texte des traités et des notes entre la Chine et le Japon du 25 mai 1915.	

BIBLIOGRAPHIE	313
-------------------------	-----

CARTE DE LA CHINE ET DU JAPON (hors texte)

CHAPITRE III

Rapports sino-japonais pendant la conférence de la paix de Versailles (1919).	245
---	-----

SECTION A.

Mémoires présentés par la Chine à la conférence de la paix et relatifs aux rapports sino-japonais.	245
I. Mémoire de la délégation chinoise réclamant l'abrogation des traités et accords du 25 mai 1915.	245
II. Mémoire de la délégation chinoise relatif à la question du Chantoung.	249
a) Pourquoi la Chine demande la restitution.	249
b) Pourquoi cette restitution devrait être faite directement.	251

SECTION B.

La Chine et les décisions de la paix de Versailles	253
I. Règlement de la question par le Conseil des Trois.	253
II. Protestation de la Chine.	257
III. Pourquoi la Chine n'a pas signé le traité de paix de Versailles (28 juin 1919).	258

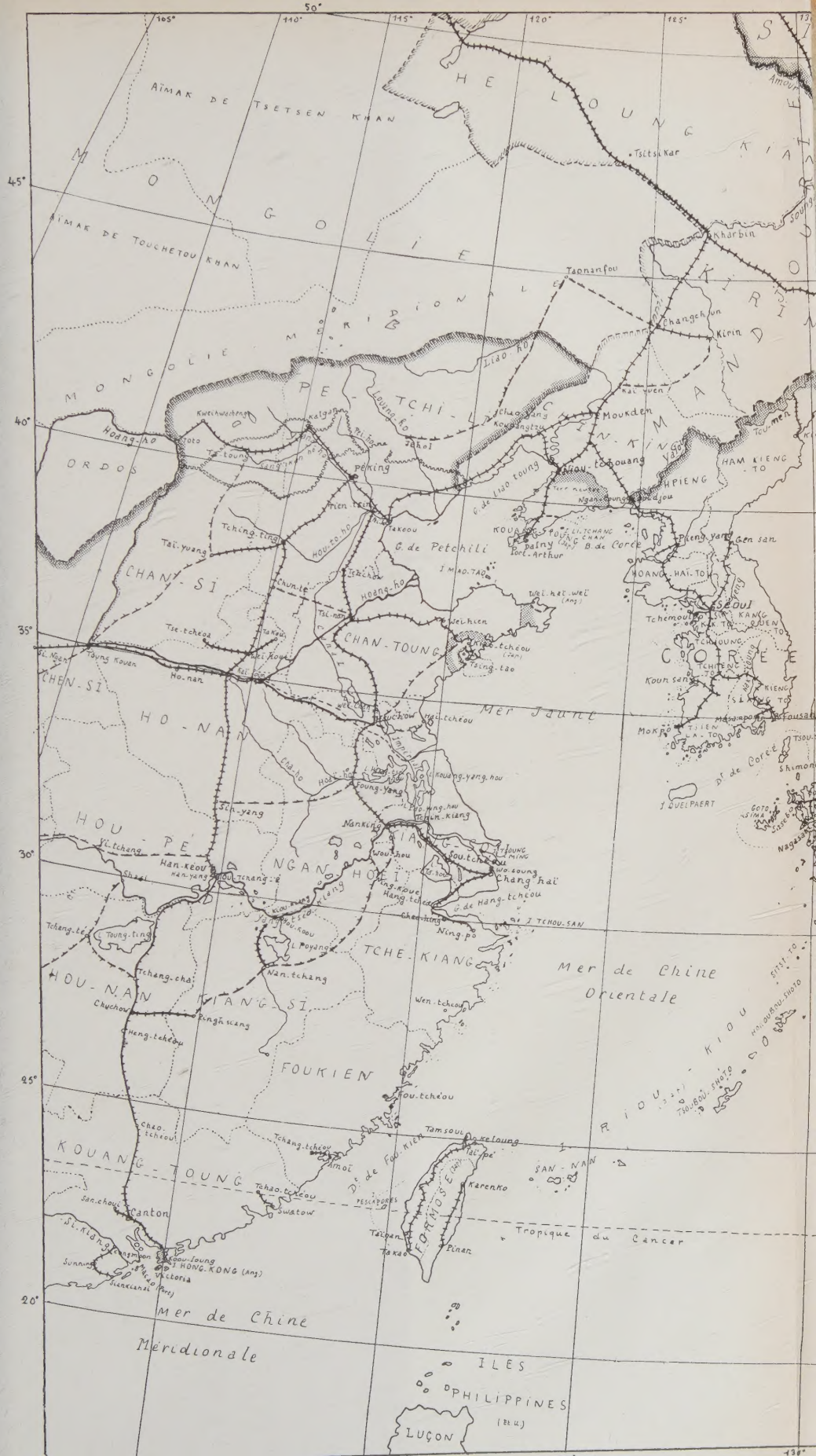
CONCLUSIONS	262
-----------------------	-----

APPENDICES

1. Texte du traité de paix de Shimonoseki, 17 avril 1895.	277
2. Texte du traité et de la convention additionnelle de Péking, 22 décembre 1905.	282
3. Texte des vingt-et-une demandes du Japon, 18 janv. 1915.	287
4. Texte des traités et des notes entre la Chine et le Japon du 25 mai 1915.	

BIBLIOGRAPHIE	313
-------------------------	-----

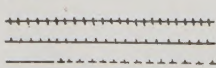
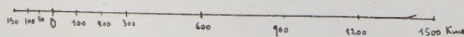
CARTE DE LA CHINE ET DU JAPON (hors texte)





CARTE de la CHINE et du JAPON

Echelle : 1 : 15.000.000



Chemins de fer construits
" " " en construction
" " " projetés

